

gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1987

1986-1987

volume 1

états financiers du gouvernement

10
021
23
R3
0429
10-104,1
12.01
QMF

gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1987

1986-1987

volume 1

états financiers du gouvernement

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances

En dépôt

Date :

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur J. Gilles Lamontagne
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1987.

Le ministre des Finances,
Gérard D. Levesque

Québec, novembre 1987

Au ministre des Finances
Monsieur Gérard D. Levesque
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1987, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

Québec, novembre 1987

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	PAGE 9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987	
Revenus, dépenses	12
Actif et passif	14
Dette nette	16
Besoins financiers et financement	17
Notes complémentaires	18
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	27
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	31
Rapport de l'excédent des dépenses sur les crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1987	34
SECTION	
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
Sommaire	
Revenus	
Dépenses	
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Sommaire	
Placements	
Régimes de retraite	
Autres comptes	
FINANCEMENT	3
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	4

INTRODUCTION

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1987 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 — États financiers du Gouvernement;

Volume 2 — Détail des dépenses:

- Fournisseurs et bénéficiaires;
- Biens en capital;

Volume 3 — États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables.

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1987, accompagnés du Rapport du Vérificateur général sur ces états. Dans les pages qui suivent, paraissent sous un titre séparé, les observations du Vérificateur général sur les États financiers du gouvernement du Québec.

Les renseignements nécessaires, pour expliciter l'état des finances en termes de passif et d'actif en fin d'année et les résultats des activités montrés sous une forme condensée dans les États financiers du Gouvernement, font l'objet de quatre sections dans le volume 1, soit:

- Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus par ministère et catégorie et aux dépenses par ministère, mission, domaine, secteur, programme, élément de programme et catégorie. Avec ces dépenses sont présentés les crédits budgétaires autorisés de 1986-1987.

- Les opérations non budgétaires regroupent les activités reliées aux placements du Gouvernement et aux opérations effectuées au compte des régimes de retraite. Les variations des autres éléments de l'actif et du passif y sont aussi indiquées et à la provision pour perte sur placements en actions;

- Les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des opérations budgétaires et non budgétaires ainsi que les sources de financement;

- Les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que des passifs éventuels et des engagements financiers du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le Volume 2 présente le Détail des dépenses et la Liste des fournisseurs et bénéficiaires par ministère et par catégorie. Il contient également la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

À la fin de ce volume apparaît sous un titre séparé, la Liste des fournisseurs de chaque fonds renouvelable.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987**

REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	1987	1986 (note 11)
SOMMAIRE		
REVENUS	25 646 247	24 285 152
DÉPENSES	28 465 454	27 629 052
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	2 819 207	3 343 900
REVENUS		
Impôts sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	8 427 680	7 966 328
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 828 955	1 600 799
Impôt des sociétés	1 216 952	1 082 010
Droits de successions	9 164	30 514
	11 482 751	10 679 651
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	3 624 296	3 175 635
Carburants	1 144 655	1 084 069
Tabacs	569 312	534 826
Repas et hôtellerie	361 329	327 719
Autres	138 833	126 918
	5 838 425	5 249 167
Droits et permis		
Véhicules automobiles	313 890	283 918
Boissons alcooliques	74 527	70 074
Ressources naturelles	94 144	93 223
Pari mutuel	26 998	26 417
Autres	92 012	84 340
	601 571	557 972
Revenus divers		
Ventes de biens et services	265 600	210 298
Intérêts	245 851	214 913
Amendes, confiscations et recouvrements	159 465	116 202
	670 916	541 413
Revenus provenant des sociétés d'État (annexe 4 des notes)		
Société des alcools du Québec	360 671	356 816
Loto-Québec	360 375	302 671
Hydro-Québec	303 000	209 000
Autres	81 277	70 214
	1 105 323	938 701
Total des revenus autonomes	19 698 986	17 966 904
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	2 747 847	2 854 147
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 821 859	1 941 687
Contributions aux programmes de bien-être	1 107 757	1 198 297
Autres programmes	269 798	324 117
	5 947 261	6 318 248
Total des revenus	25 646 247	24 285 152

	1987	1986 (note 11)
DÉPENSES PAR MISSION et DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	2 781 779	2 777 772
Santé et adaptation sociale	8 343 952	7 820 727
Habitation	309 830	323 352
	<u>11 435 561</u>	<u>10 921 851</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	8 113 554	7 792 760
Culture	194 892	205 250
Loisir	164 729	183 732
	<u>8 473 175</u>	<u>8 181 742</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	757 084	777 884
Gestion administrative centrale	3 994 067	3 913 718
Relations intergouvernementales	65 982	66 776
Protection de la personne et de la propriété	581 870	583 083
	<u>5 399 003</u>	<u>5 341 461</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 185 622	1 140 837
Industries secondaires	371 290	384 808
Services	106 047	111 504
Ressources humaines	224 386	194 093
Transports	1 270 370	1 352 756
	<u>3 157 715</u>	<u>3 183 998</u>
Total des dépenses (note 4)	<u>28 465 454</u>	<u>27 629 052</u>

DÉPENSES PAR MINISTÈRE et ORGANISME		
Affaires culturelles	194 892	205 250
Affaires municipales	732 568	714 861
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	505 955	517 667
Approvisionnements et Services	30 697	31 721
Assemblée nationale	56 207	63 082
Commerce extérieur et Développement technologique	23 343	25 628
Communautés culturelles et Immigration	28 538	28 679
Communications	225 828	228 814
Conseil exécutif	33 778	47 236
Conseil du trésor	17 182	15 966
Éducation	4 711 088	4 581 358
Énergie et Ressources	358 260	360 358
Enseignement supérieur et Science	2 518 458	2 389 742
Environnement	253 049	190 018
Finances	2 845 095	2 761 844
Industrie et Commerce	314 366	326 198
Justice	363 560	353 409
Loisir, Chasse et Pêche	202 223	225 316
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	2 908 896	2 873 033
Office de planification et de développement du Québec	39 092	46 773
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	920 588	835 585
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	82 481	73 407
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	179 877	175 737
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	23 615	62 357
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 745 572	1 608 331
Relations internationales	58 704	59 739
Revenu	259 482	247 778
Santé et Services sociaux	6 519 056	6 142 230
Solliciteur général	485 546	475 093
Tourisme	69 244	75 866
Transports	1 596 282	1 660 809
Travail	54 764	65 461
	<u>28 358 286</u>	<u>27 469 346</u>
Provision pour créances douteuses	108 341	88 898
Provision pour perte sur placements en actions	(1 173)	70 808
Total des dépenses (note 4)	<u>28 465 454</u>	<u>27 629 052</u>

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	1987	1986
ACTIF		
Espèces en banque	39 759	69 759
Placements temporaires	605 887	495 000
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	63 072	30 949
Comptes à recevoir	2 266 526	1 993 051
Intérêts courus	13 745	14 076
	<u>2 988 989</u>	<u>2 602 835</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec (note 5)	8 677 823	8 383 121
Municipalités et organismes municipaux	67 794	68 145
Particuliers, sociétés et autres	186 114	148 290
	<u>8 931 731</u>	<u>8 599 556</u>
Frais reportés (note 6)	<u>142 926</u>	
Autres éléments d'actif	<u>2 210</u>	<u>2 210</u>
TOTAL DE L'ACTIF	12 065 856	11 204 601
DETTE NETTE	27 835 828	25 007 619
	<u><u>39 901 684</u></u>	<u><u>36 212 220</u></u>

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec, le 23 novembre 1987

	1987	1986
PASSIF		
Chèques en circulation	309 300	351 011
Avances des fonds en fidéicomis	53 855	56 343
Compte d'accords de perception fiscale	266 387	232 420
Comptes à payer	2 744 526	2 478 346
Intérêts courus	1 220 415	1 096 704
	<u>4 594 483</u>	<u>4 214 824</u>
Provision pour perte sur placements en actions (note 5)	334 042	363 283
Provision pour financer l'assainissement des eaux (note 8)	14 089	4 300
Compte des régimes de retraite (note 7)	9 352 653	7 997 852
Bons du trésor (note 9)	1 555 000	1 635 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 9)	22 437 570	19 801 096
Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 9)	1 613 847	2 195 865
	<u>25 606 417</u>	<u>23 631 961</u>
 TOTAL DU PASSIF	 <u>39 901 684</u>	 <u>36 212 220</u>

Passifs éventuels et engagements (note 10)

DETTE NETTE**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début	25 007 619	20 284 730
Déficit des opérations budgétaires, tel qu'établi en 1986		3 141 400
Redressement de ce déficit suite à l'application rétroactive, pour fins de comparaison, des modifications suivantes des conventions comptables:		
Participation du gouvernement dans les résultats de ses entreprises dont il détient les actions inscrite aux revenus en sus des dividendes	(207 701)	
Provision pour perte sur certains de ces placements inscrite aux dépenses	70 808	
Dettes inscrites aux dépenses pour biens et services acquis et transferts dus sans relation aux crédits	195 213	
Ajustement des emprunts en monnaies étrangères selon les taux de change en vigueur le 31 mars et amortissement:		
Incidence sur les dépenses	51 955	
Incidence sur les revenus	3 327	
	113 602	
Provision pour créances douteuses inscrite aux dépenses	88 898	202 500
Déficit des opérations budgétaires (redressé en 1986)	2 819 207	3 343 900
Actions de la Société des établissements de plein air du Québec reçues en règlement du transfert de biens meubles et immeubles		(25 100)
Réduction de comptes de placements en actions dans les entreprises du gouvernement du Québec (annexe 4 des notes)	18 326	
Réduction des comptes à payer — Contrats de location-acquisition inscrits au 31 mars 1986	(9 324)	
Redressements de certains éléments de l'actif et du passif tels qu'établis au 31 mars 1986 pour mettre en oeuvre à compter de 1986-1987 les modifications des conventions comptables:		
Placements en actions dans les entreprises du Gouvernement		(1 099 177)
Comptes à payer (incluant 9 324 \$ pour les contrats de location-acquisition)		1 310 211
Emprunts en devises étrangères		1 306 657
		1 517 691
Moins:		
Portion comprise dans le redressement du déficit mentionné ci-dessus		113 602
		1 404 089
Solde à la fin	27 835 828	25 007 619

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	1987	1986	(note 11)
BESOINS FINANCIERS			
Déficit des opérations budgétaires	2 819 207		3 343 900
Augmentation (diminution) des placements			
Entreprises du gouvernement du Québec	312 796	3 479	
Municipalités et organismes municipaux	(351)	(1 424)	
Particuliers, sociétés et autres	37 824	2 627	4 682
Augmentation du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite			
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur imputées aux dépenses	(1 655 335)	(1 548 268)	
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(241 169)	(170 930)	
	(1 896 504)	(1 719 198)	
Pensions et autres paiements	541 703	450 211	(1 268 987)
Augmentation (diminution) des autres éléments d'actif			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	32 123	(38 254)	
Comptes à recevoir	273 475	153 987	
Intérêts courus	(331)	(4 173)	111 560
Diminution (augmentation) des autres éléments de passif			
Chèques en circulation	41 711	(38 050)	
Avances des fonds en fidéicommiss	2 488	(1 963)	
Compte d'accords de perception fiscale	(33 967)	(38 520)	
Comptes à payer	(275 504)	(238 059)	
Intérêts courus	(123 711)	(85 202)	
Provision pour perte sur placements en actions	29 473	(45 075)	
Provision pour financer l'assainissement des eaux	(9 789)	(4 300)	(451 169)
	(369 299)		
Besoins financiers nets	1 750 643		1 739 986*
FINANCEMENT			
Emprunts effectués	4 396 050		2 992 557
Accroissement de la dette résultant de la variation du change étranger	155 981	733 197	
Portion de cette variation non amortie inscrite à « frais reportés » en 1987 et à la dette nette en 1986	(142 926)	13 055	68 955
	4 409 105	(664 242)	3 061 512
	2 577 575		1 303 494
Moins: Emprunts remboursés	1 831 530		1 758 018
Moins:			
Augmentation (diminution) des éléments de l'encaisse			
Espèces en banque	(30 000)	2 952	
Placements temporaires	110 887	15 080	18 032
	80 887		
	1 750 643		1 739 986*
* Besoins financiers nets et financement, tels qu'établis en 1986			1 684 704
Accroissement suite à la variation du change incluse au déficit des opérations budgétaires soit 51 955 \$ aux dépenses et 3 327 \$ en réduction des revenus			55 282
			1 739 986

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1- INTRODUCTION AUX ÉTATS FINANCIERS

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements.

2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor sont les suivantes :

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des transferts des sociétés d'Etat et autres, sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'exercice financier sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'exercice financier au cours duquel les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les mises de fonds en actions dans les entreprises du Gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus, de façon à présenter leur valeur de consolidation.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs public et parapublic (enseignement, santé et services sociaux). Les principaux régimes sont le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite des enseignants, le Régime de retraite des fonctionnaires, le Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec et le Régime de retraite des juges et coroners. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces

régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires.

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour :

- couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes, à l'exception des régimes des membres de la Sûreté du Québec et des juges et coroners dont les coûts ne sont comptabilisés qu'en partie; et
- amortir les insuffisances actuarielles de tous les régimes sur une période de 50 ans depuis l'exercice financier 1979-1980 au prorata des salaires versés aux participants des régimes.

sont inscrites aux dépenses et la contrepartie est portée au passif auquel s'ajoutent des intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés apparaissant à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

LES EMPRUNTS

Les frais d'émission des emprunts par émission d'obligations de même que les primes ou les escomptes sur leur valeur nominale sont portés aux résultats de l'exercice financier durant lequel ces emprunts se réalisent.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

3- MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES

Au 31 mars 1986, les états financiers du gouvernement du Québec ont été dressés en effectuant les redressements requis à certains éléments de l'actif et du passif à cette date, avec leur contrepartie à la dette nette, pour mettre en oeuvre à compter de l'année financière 1986-1987, les modifications des conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor le 10 juin 1986.

Ces modifications des conventions comptables et leur incidence financière (en milliers de dollars) sur les états financiers de l'année terminée le 31 mars 1987 sont indiquées ci-après :

- a) Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont présentés à la valeur de consolidation et l'excédent des déficits accumulés par ces entreprises par rapport au coût des actions détenues et des avances consenties est porté au compte « Provision pour perte sur placements en actions ». Auparavant, ces placements étaient présentés au coût. Il en résulte une augmentation des revenus de 399 323 \$ laquelle s'est reflétée au poste « Placements — Entreprises du gouvernement du Québec » et une réduction de 1 173 \$ des dépenses et du poste du passif correspondant.
- b) Les dettes en monnaies étrangères sont présentées en monnaie du Canada en utilisant les taux de change en vigueur à la fin de l'année et les variations sont inscrites à « frais reportés » puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Auparavant, ces dettes étaient présentées en monnaie du Canada en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts. L'application de cette modification a eu pour effet d'augmenter les dépenses de 13 055 \$ et d'inscrire des frais reportés de 142 926 \$ et, en contrepartie, d'augmenter les obligations et autres emprunts de 155 981 \$.
- c) La provision pour créances douteuses est portée aux dépenses au lieu de la dette nette alors que les radiations de créances irrécouvrables qui étaient enregistrées aux dépenses sont dorénavant appliquées en réduction de cette provision. Il en résulte une diminution nette du déficit des opérations budgétaires de 100 858 \$. En effet, la provision annuelle pour créances douteuses portée aux dépenses est de 108 341 \$ alors que, dans le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

cadre d'une opération de radiation massive de créances irrécouvrables, l'application de cette méthode s'est traduite par une réduction des dépenses de 209 199 \$. Cette modification n'a eu aucun effet sur le solde de la dette nette au 31 mars 1987.

- d) Les dettes sont inscrites aux dépenses pour biens et services acquis et transferts dus selon la méthode de la comptabilité d'exercice sans relation aux crédits disponibles. Auparavant, leur inscription était limitée à la disponibilité des crédits autorisés par le Parlement. Comme tous les comptes à payer sont inscrits au passif aux 31 mars 1986 et 1987, l'augmentation des dépenses de l'année financière 1986-1987 résultant de cette modification ne peut être raisonnablement déterminée.

4- DÉPENSES EN CAPITAL

- a) Du gouvernement du Québec

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1986-1987 et s'élevant à 468,1 millions de dollars (555,5 millions de dollars en 1985-1986; montant redressé) ainsi que la liste des biens en capital et leur continuité apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

- b) Contribution du Gouvernement aux dépenses en capital des personnes, corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement, établissements de santé et de services sociaux.

À la page 1-7 apparaissent les paiements de transfert au montant de 21 444,6 millions de dollars (20 578,9 millions de dollars en 1985-1986; montant redressé) à des personnes, corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux. Ce montant inclut des contributions du Gouvernement de 582,8 millions de dollars pour leurs dépenses en capital.

5- PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Actions (annexe 4)	8 159 856	7 707 994
Dotations	50 610	50 610
Obligations et billets	340 580	128 689
Prêts et avances	126 777	495 828
	<u>8 677 823</u>	<u>8 383 121</u>
Provision pour perte sur placements en actions (annexe 4)	<u>334 042</u>	<u>363 283</u>

6- FRAIS REPORTÉS

À la fin de l'exercice financier, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Au 31 mars 1987, la dette a été augmentée de 156,0 millions de dollars et la contrepartie de cette variation inscrite à « frais reportés » a été amortie sur la durée restante des dettes pour 13,1 millions de dollars laissant ainsi un solde de 142,9 millions de dollars au poste « frais reportés ».

7- COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Le passif inscrit de 9 352,7 millions de dollars au 31 mars 1987 (7 997,9 millions de dollars en 1986) est composé d'un montant de 5 581,5 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (4 906,1 millions de

dollars en 1986) et d'un montant de 3 771,2 millions de dollars pour les autres régimes (3 091,8 millions de dollars en 1986).

Suite aux mesures annoncées par le ministre des Finances dans le Discours sur le budget du 30 avril 1987, le Conseil du trésor a adopté, le 23 juin 1987, des modifications des conventions comptables du Gouvernement s'appliquant aux régimes de retraite à compter du 1er avril 1987. Ces modifications prescrivent notamment l'utilisation de la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service lors de l'établissement des obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite et la mise en œuvre de méthodes d'amortissement destinées à compléter l'inscription au passif de toutes ces obligations.

Selon les estimations actuarielles effectuées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, dont l'année financière correspond à l'année civile, les obligations du Gouvernement envers ces régimes totalisent 21 148,0 millions de dollars au 31 décembre 1986 en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, soit 5 780,4 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et 15 367,6 millions de dollars pour les autres régimes de retraite.

Selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires employés jusqu'ici, les montants estimés des obligations du Gouvernement envers ces régimes s'élèveraient à 23 310,6 millions de dollars au 31 décembre 1986, soit 7 696,2 millions de dollars pour le régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et 15 614,4 millions de dollars pour les autres régimes.

8- PROVISION POUR FINANCER L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Ce poste représente les contributions du Gouvernement pour le remboursement des emprunts de la Société québécoise d'assainissement des eaux relativement à des études et travaux d'assainissement effectués pour le compte des municipalités et organismes municipaux. Aucun déboursement n'a été effectué à même cette provision.

9- BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT

Les dettes en monnaies étrangères sont inscrites en monnaie du Canada aux taux de change en vigueur au 31 mars. Les bons du trésor, obligations et autres emprunts sont présentés ci-dessous par année d'échéance, y compris les contributions aux fonds d'amortissement, et par monnaies:

Années d'échéance	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
1986-1987		2 565 364
1987-1988	2 773 203	1 216 632
1988-1989	1 174 378	1 146 320
1989-1990	1 592 865	1 551 376
1990-1991	1 206 078	1 133 624
1991-1992	1 628 019	1 782 093
	<u>8 374 543</u>	<u>9 395 409</u>
1992 — 1997	9 262 789	8 897 169
1997 — 2002	3 887 259	2 605 550
2002 — 2007	2 363 490	1 977 631
2007 — 2012	658 651	216 586
2012 et plus	1 059 685	539 616
	<u>25 606 417</u>	<u>23 631 961</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9- BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

Monnaies	1987		1986
	En milliers d'unités	En milliers de dollars	En milliers de dollars
En monnaie du Canada	17 256 155	17 256 155	15 929 816
En monnaies étrangères			
Aux cours établis selon les conditions de la couverture monétaire;			
En monnaie des États-Unis			
Dollars des États-Unis	189 244	276 844	231 880
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			
Deutsche marks	275 000	123 104	52 544
En monnaie de la France			
Francs français	17 000	2 735	5 613
En monnaie du Royaume-Uni			
Livres Sterling	30 000	68 439	73 274
En monnaie des Pays-Bas			
Florins	100 000	41 182	41 182
		<u>17 768 459</u>	<u>16 334 309</u>
Aux cours en vigueur au 31 mars			
En monnaie des États-Unis			
Dollars des États-Unis	3 166 896	4 133 118	4 616 203
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			
Deutsche marks	1 135 000	822 307	890 871
En monnaie de la France			
Francs français	800 000	174 080	
En monnaie du Japon			
Yens	188 800 000	1 692 403	1 088 049
En monnaie de la Suisse			
Francs suisses	750 000	650 325	358 000
En monnaie du Royaume-Uni			
Livres Sterling	110 000	230 747	226 248
En unités de comptes européennes			
U.C.E.	33 000	59 638	52 826
En unités monétaires européennes			
E.C.U.	50 000	75 340	65 455
		<u>7 837 958</u>	<u>7 297 652</u>
		<u>25 606 417</u>	<u>23 631 961</u>

10- PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 24 597,1 millions de dollars au 31 mars 1987 (23 557,6 millions de dollars en 1986) dont 21 859,1 millions de dollars se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités et les autres engagements autorisés par la loi sont présentés sommairement à l'annexe 5.

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 5. Ces engagements totalisent 11 144,7 millions de dollars au 31 mars 1987 (10 670,3 millions de dollars en 1986; montant redressé).

11- CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres de 1986 pour certains postes ont été redressés, pour fins de comparaison, suite à l'application rétroactive des modifications des conventions comptables en 1986-1987 telle qu'indiquée aux chiffres comparatifs de l'état de la dette nette.

De plus, certains autres chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes et de leurs programmes et de leurs services aux fins de les rendre conformes à la présentation de 1987.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

ANNEXE 1

Affaires culturelles

- Commission d'appel de francisation des entreprises
- Commission de protection de la langue française
- Commission de toponymie
- Commission des biens culturels
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française
- Régie du cinéma

Affaires municipales

- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Commission municipale du Québec
- Régie du logement
- * Société d'habitation du Québec

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- * Office du crédit agricole du Québec
- * Régie des assurances agricoles du Québec
- Régie des grains du Québec
- Régie des marchés agricoles du Québec

Approvisionnements et Services

- Protection civile du Québec
- Service des achats du gouvernement du Québec

Assemblée nationale

Commerce extérieur et Développement technologique

Communautés culturelles et Immigration

Communications

- Commission d'accès à l'information
- Régie des services publics

Conseil exécutif

Conseil du trésor

Éducation

- Conseil supérieur de l'éducation

Énergie et Ressources

- Régie de l'électricité et du gaz

Enseignement supérieur et Science

- Conseil de la science et de la technologie
- Conseil des collèges
- Conseil des universités
- Office des professions du Québec

Environnement

- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil consultatif de l'environnement et des réserves écologiques

Finances

- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Inspecteur général des institutions financières
- * Régie de l'assurance-dépôts du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières à même leurs propres fonds.

Industrie et Commerce

- * Société de développement industriel du Québec
- * Société du parc industriel du centre du Québec

Justice

- Comité de la protection de la jeunesse
- Commission de refonte des lois et des règlements
- Commission des droits et libertés de la personne du Québec
- Office de la protection du consommateur
- Tribunal de l'expropriation

Loisir, Chasse et Pêche

- Régie de la sécurité dans les sports

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu

- Commission des affaires sociales

Office de planification et de développement du Québec

Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration

- * Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine

- Conseil du statut de la femme
- Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif

- Commission de la fonction publique
- Office des ressources humaines

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

- Directeur général des élections — Commission de la représentation électorale
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

- * Régie de l'assurance-maladie du Québec

Relations internationales

Revenu

- Régie des loteries et courses du Québec

Santé et Services sociaux

- Conseil des affaires sociales et de la famille
- Office des personnes handicapées du Québec

Solliciteur général

- Commission de police du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Régie des permis d'alcool du Québec

Tourisme

Transports

- Commission des transports

Travail

- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie des entreprises de construction du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

ANNEXE 2

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Centre québécois pour l'informatisation de la production
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission des services juridiques
 Corporation d'hébergement du Québec
 Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et son habitat
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds de recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut québécois de recherche sur la culture
 Institut québécois du cinéma
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Office du crédit agricole du Québec
 Office des autoroutes du Québec
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société d'aménagement de l'Outaouais
 Société d'habitation du Québec
 Société de développement des coopératives
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société de développement industriel du Québec
 Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
 Société d'Investissement Jeunesse
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel du centre du Québec
 Société générale du cinéma du Québec
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise d'information juridique

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Leur énumération est présentée dans l'annexe 4 des notes complémentaires

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
 Commission de la construction du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Régie de l'assurance automobile du Québec
 Régie de l'assurance-dépôts du Québec
 Régie des assurances agricoles du Québec
 Régie des rentes du Québec
 Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des universités du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de relance industrielle
 Fonds des cautionnements des agents de voyages
 Fonds des services de santé
 Fonds en fidéicomis
 Fonds spécial olympique
 Fonds spéciaux du crédit agricole

FONDS RENOUEVABLES

Fonds renouvelable de la reprographie
 Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
 Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
 Fonds renouvelable des moyens d'enseignement
 Fonds renouvelable des publications gouvernementales
 Fonds renouvelable des services de placement-média
 Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental
 Fonds renouvelable du Service de la cartographie
 Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
 Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
 Fonds renouvelable — Télécommunications

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
LEURS CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES

ANNEXE 3

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc. (filiale de
SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique
des commissions scolaires
Société immobilière du Québec
Société de la Maison des sciences et des techniques
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui étaient,
le 31 mai 1981, employés de la Station expérimentale
de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ANNEXE 4

PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

POSSEDÉES À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ(*)	Au 31 mars 1986		Acquisition (vente) 1986-1987	Participation dans les résultats 1986-1987 ⁽²⁾	Perte sur vente 1986-1987	Au 31 mars 1987	
	Valeur de consolidation ⁽¹⁾	Provision pour perte				Valeur de consolidation ⁽¹⁾	Provision pour perte
Hydro-Québec	6 720 109			303 000 ⁽⁷⁾		7 023 109	
Loto-Québec	5 771			15 375 ⁽²⁾		21 146	
Madelipêche Inc	4 846		532	(4 943) ⁽⁷⁾		435	
Raffinerie de sucre du Québec	14 475 ⁽⁴⁾		52 600 ⁽⁴⁾ (43 135) ⁽⁴⁾	(5 321) ⁽⁴⁾	(18 619) ⁽⁴⁾		
Sidbec		301 828		29 953 ⁽⁷⁾			271 875
Société de cartographie du Québec		512		512 ⁽⁷⁾			
Société de développement autochtone de la Baie James	4 229		250	(740) ⁽⁷⁾		3 739	
Société de développement de la Baie James		8 661		3 662 ⁽⁷⁾			4 999
Société de développement des industries de la culture et des communications	17 163		1 000	578		18 741	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	85 385		27 000	4 625		117 010	
Société des alcools du Québec	31 884			(329) ⁽²⁾		31 555	
Société des établissements de plein air du Québec	27 375			(1 137) ⁽⁷⁾		26 238	
Société des traversiers du Québec	1 835			(680)		1 155	
Société générale de financement du Québec (SGF)	413 287		20 000	45 082 ⁽⁶⁻⁷⁾		478 369	
Société immobilière du Québec	73 121			8 120		81 241	
Société nationale de l'amiante		115 375	28 300	(39 716)			126 791
Société québécoise des transports	8 558			(6 469) ⁽³⁻⁷⁾		2 089	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	67 716			32 942 ⁽⁵⁾		100 658	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	61 304			11 082		72 386	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	160 065		10 000	1 500 ⁽³⁾		171 565	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 098			(3)		8 098	
Société inter-port de Québec(*) (actions détenues à 60 %)	2 773			(451)		2 322	
	<u>7 707 994</u>	<u>426 376</u>	<u>96 547</u>	<u>396 645</u>	<u>(18 619)</u>	<u>8 159 856</u>	<u>403 665</u>

	Au 31 mars 1986					Au 31 mars 1987	
	Valeur de consolidation ⁽¹⁾	Provision pour perte	Acquisition (vente) 1986-1987	Participation dans les résultats 1986-1987 ⁽²⁾	Perte sur vente 1986-1987	Valeur de consolidation ⁽¹⁾	Provision pour perte
Montant reporté	<u>7 707 994</u>	<u>426 376</u>	<u>96 547</u>	<u>396 645</u>	<u>(18 619)</u>	<u>8 159 856</u>	<u>403 665</u>
Inscrits aux états financiers comme suit:							
Provision pour perte sur placements en actions (passif)		363 283					334 042
En réduction des prêts et avances		63 093					69 623
Revenus provenant des sociétés d'État				399 323 ⁽²⁾			
Portion de la perte aux dépenses					(4 144) ⁽⁴⁾		
Provision pour perte sur placements en actions (dépense)				1 173			
Réduction de comptes de placements à la dette nette:							
Radiation du placement					(14 475) ⁽⁴⁾		
Perte nette provenant de postes extraordinaires et de redressements affectant les exercices antérieurs de certaines entreprises				(3 851)			
		<u>426 376</u>		<u>396 645</u>	<u>(18 619)</u>		<u>403 665</u>

(en milliers de dollars)

⁽¹⁾ Selon les conventions comptables qui prévalent pour chaque entreprise du gouvernement lesquelles diffèrent substantiellement de celles du gouvernement.⁽²⁾ Excluant les dividendes de la Société des alcools (361 000 \$) et de Loto-Québec (345 000 \$).⁽³⁾ Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.⁽⁴⁾ Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détenait 500 000 actions de la Raffinerie de sucre du Québec d'un coût de 50 000 \$ et d'une valeur de consolidation de 14 475 \$ à cette date. En vertu de la Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec (c. 60 des Lois de 1986), le Ministre des Finances a acquis, en septembre 1986, 526 000 actions pour un coût de 52 600 \$ portant ainsi à 1 026 000 le nombre d'actions détenues pour une valeur de 67 075 \$ laquelle est passée au 18 septembre 1986 à 61 754 \$ suite à la perte nette d'opérations de 5 321 \$ pour la période du 1er avril 1986 au 18 septembre 1986 qui a été considérée en diminution des revenus provenant des sociétés d'État. Ces actions ont été vendues par la suite à Sucre Lantic Ltée en considération d'un billet de 40 000 \$ et de versements comptants totalisant 3 135 \$. La perte lors de cette vente a donc été établie à 18 619 \$ dont 14 475 \$ ont été portés à la dette nette en vertu de cette loi et 4 144 \$ aux dépenses du programme 5 « Commercialisation des produits agro-alimentaires » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.⁽⁵⁾ Les résultats de 32 942 \$ de SOQUEM comprennent le gain net de 32 466 \$ suite au transfert d'actifs à Cambior Inc. le 13 août 1986.⁽⁶⁾ Après le 31 mars 1987, Dofor Inc., filiale à 90,7 % de la SGF, a vendu sa participation dans Donohue Inc. pour une considération au comptant de 320 000 \$. La quote-part de la SGF dans le gain de cette vente, avant impôts sur le revenu, est de 138 713 \$ en 1987-1988.⁽⁷⁾ Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1986) et de la Société de cartographie du Québec qui a mis fin à ses opérations le 31 octobre 1986. Si les données intermédiaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de Sidbec et de la Société générale de financement au 31 mars 1987 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 342 000 \$, 1 229 \$ et 17 804 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS

ANNEXE 5

(en milliers de dollars)

	1987	1986
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	21 859 051	21 388 318
Régie des installations olympiques	638 479	663 028
Sidbec	302 759	275 724
Société générale de financement du Québec (SGF)	182 714	131 346
Société immobilière du Québec	253 600	
Société nationale de l'amiante	68 489	
Société québécoise d'assainissement des eaux	75 531	52 550
Autres entreprises du gouvernement du Québec	277 678	262 465
Prêts aux étudiants	927 483	769 079
Municipalités, particuliers et sociétés	11 353	15 055
	<u>24 597 137*</u>	<u>23 557 565*</u>
ENGAGEMENTS		
Budgétaires:		(redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	4 062 304	3 445 255
Établissements de santé et de services sociaux	1 318 474	1 180 058
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 068 462	976 261
Assainissement des eaux	1 655 597	1 269 039
Sociétés d'État et divers organismes	79 309	73 162
Pour des dépenses en capital		
des commissions scolaires, des établissements de santé et de services sociaux	484 547	779 235
Pour des dépenses en capital		
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	334 804	399 205
Assainissement des eaux	1 625 959	1 938 124
Sociétés d'État, divers organismes et sociétés	86 918	129 457
Pour l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents	75 728	95 393
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	316 252	299 991
	<u>11 108 354</u>	<u>10 585 180</u>
Non Budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	36 350	85 100
	<u>11 144 704*</u>	<u>10 670 280*</u>

* Les emprunts garantis et les engagements en monnaie étrangère sont indiqués en monnaie canadienne aux cours en vigueur au 31 mars.

AUTRES ÉVENTUALITÉS ET AUTRE ENGAGEMENT

Cautionnement par la Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette Société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1987 à 113,7 millions de dollars (131,0 millions de dollars en 1986).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10,0 millions de dollars.

Au 31 mars 1987, l'avoir du Fonds s'élevait à 10,0 millions de dollars (10,0 millions de dollars en 1986) et le solde en capital des prêts consentis à 1 642,0 millions de dollars (1 550,7 millions de dollars en 1986).

Au cours de l'exercice, le Fonds a déboursé 20,0 millions de dollars des 90,0 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1986. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1987 en défaut depuis un an, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser

aux prêteurs est 90,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochains exercices financiers.

Aluminerie de Bécancour

En 1984, la Société générale de financement du Québec (SGF) par l'intermédiaire d'Albecour, société en commandite, dont l'unique associé commanditaire est la Société générale d'aluminerie Inc., s'est engagée à participer au projet d'implantation d'une aluminerie à Bécancour dans une proportion de 24,95 % en propriété indivise avec la société Pechiney Québec Inc. (50,1 %) et la société Alumax Québec Inc. (24,95 %).

Le coût total du projet, estimé à 1,1 milliard de dollars, sera supporté par chaque propriétaire au prorata de sa participation et, dans le cas de la SGF, sera financé à même le produit de souscriptions d'actions par son actionnaire, le gouvernement du Québec, au montant maximum global de 150,0 millions de dollars et par un emprunt bancaire pouvant totaliser 215,0 millions de dollars en monnaie des États-Unis, garanti par le Gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet. Après cette date, cette garantie prendra fin en autant que la compagnie rencontrera certaines exigences financières.

Au 31 mars 1987, le gouvernement du Québec a souscrit et payé 82,5 millions de dollars sur cet engagement de 150,0 millions de dollars laissant un solde de 67,5 millions de dollars à souscrire au cours des prochaines années financières.

La garantie du Gouvernement sur l'emprunt bancaire est de 140,0 millions de dollars en monnaie des États-Unis (équivalent canadien 182,7 millions de dollars) au 31 mars 1987 et est incluse aux emprunts garantis indiqués ci-haut.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1987. Ces états comprennent:

- l'état des revenus et dépenses;
- l'état de l'actif et du passif;
- l'état de la dette nette; et
- l'état des besoins financiers et financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent la situation financière du gouvernement au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note complémentaire 2 et, à l'exception de leurs modifications mentionnées à la note complémentaire 3 et dont l'application a été faite pour la première fois aux opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1987, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente. Toutefois, tel que mentionné à la note complémentaire 11, les chiffres de 1986 ont été redressés pour fins de comparaison.

Cependant, je formule ci-après une restriction à l'égard de la convention comptable portant sur les régimes de retraite. À mon avis, ainsi que je l'expose dans cette restriction, cette convention comptable ne convient pas à une présentation fidèle du passif et des dépenses du gouvernement.

Le gouvernement comptabilise conformément à la convention comptable énoncée à la note 2, une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois, dans la note complémentaire 7, les estimations actuarielles de ses obligations. Les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et il serait donc normal de les retrouver inscrites au passif dans les états financiers eux-mêmes et non de les présenter seulement dans une note complémentaire comme c'est le cas actuellement.

Le fait pour le gouvernement de ne pas comptabiliser toutes ses obligations envers les régimes de retraite a pour conséquence que la dépense annuelle du gouvernement est sous-évaluée et ne comprend pas, entre autres, la partie correspondant principalement au facteur intérêt s'appliquant au passif non inscrit. Ainsi, les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1987 sont sous-évalués d'un montant de 1 340 M\$ (31 mars 1986: 1 261 M\$). Pour sa part, le passif de 9 353 M\$ (31 mars 1986: 7 998 M\$) à l'égard des régimes de retraite ne comprend pas un montant de 13 958 M\$ (31 mars 1986: 12 618 M\$) pour compléter les obligations du gouvernement envers ses régimes.

À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription aux livres de l'ensemble des obligations du gouvernement envers les régimes de retraite.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 24 novembre 1987

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987**

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

INTRODUCTION

L'an dernier, il a été convenu avec le ministère des Finances que le volume I des Comptes publics présenterait désormais mes observations sur les états financiers du gouvernement à la suite de mon rapport sur ces états. Par conséquent, comme pour l'année 1985-1986, mon Rapport à l'Assemblée nationale de l'année financière terminée le 31 mars 1987 ne présente pas, dans la partie portant sur les résultats de notre vérification, les observations sur les états financiers du gouvernement du Québec et il ne reproduit pas en annexe, les états financiers du gouvernement de l'année financière terminée à cette date et mon rapport à leur égard.

a. MANDAT

En conformité avec l'article 38 de la Loi sur le vérificateur général, j'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1987 :

- l'état des revenus et dépenses;
- l'état de l'actif et du passif;
- l'état de la dette nette;
- l'état des besoins financiers et financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent, les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Dans la section qui précède, on retrouve avec les états financiers annuels du gouvernement du Québec, mon rapport sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que j'ai vérifiés ainsi que la portée et la nature de ma vérification.

Ce paragraphe de délimitation de mon travail de vérification est suivi d'un énoncé d'opinion dans lequel le mot « fidèlement » a été volontairement omis puisque la convention comptable sur les régimes de retraite ne convient pas à une présentation fidèle du passif et des dépenses du gouvernement.

Cette convention comptable fait d'ailleurs l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1987.

b. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Je reprends certaines observations sur la comptabilisation des régimes de retraites que j'ai déjà formulées dans les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 1986 et dans mes Rapports annuels à l'Assemblée nationale dans les années antérieures à celle-ci.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part annuelle du gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits par le nombre d'années de participation.

Le gouvernement comptabilise une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois, dans la note complémentaire 7 des états financiers, les estimations actuarielles de ses obligations. Les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et il serait donc normal de les retrouver inscrites au passif dans les états financiers eux-mêmes et non de les présenter seulement en note complémentaire comme c'est le cas actuellement.

I. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Le passif inscrit à l'égard du RREGOP de 5 581,5 M \$ ne comprend pas d'autres obligations du gouvernement envers ce régime totalisant 2 114,8 M \$ dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

Le passif comptabilisé à l'égard du RREGOP ne tient pas compte en effet des obligations du gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime ni des obligations découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales; ces obligations sont estimées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à 1 139,3 M \$ au 31 décembre 1986. Il ne comprend pas non plus les intérêts non comptabilisés au 31 mars 1987 s'élevant à 975,5 M \$ et qui représentent l'insuffisance de la contribution du gouvernement à ce titre depuis l'avènement de ce régime, le 1er juillet 1973.

II. Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et des autres régimes sont à la charge du Fonds consolidé du revenu.

La contribution du gouvernement à titre d'employeur inscrite aux dépenses se compose comme suit :

	Année financière terminée le	
	31 mars 1987	31 mars 1986
	(millions \$)	
Services courants de l'année	149,5	164,0
Services antérieurs ou amortissement des insuffisances actuarielles	386,8	360,3
Intérêts sur le passif au 31 mars précédent	310,1	267,1
	<u>846,4</u>	<u>791,4</u>

Entre le 31 décembre 1985 et le 31 décembre 1986, le passif a augmenté de 1 760,8 M \$. Par contre, l'inscription de l'augmentation nette de ce passif de l'année financière terminée le 31 mars 1987 n'a été que de 679,4 M \$ (846,4 M \$ imputés aux dépenses du

gouvernement plus 324,4 M\$ de cotisations et contributions moins 491,4 M\$ de pensions et de remboursements). La contribution d'employeur inscrite pour 1986-1987 est donc nettement insuffisante.

La convention comptable sur les régimes de retraite stipule notamment que les insuffisances actuarielles de tous les régimes sont amorties sur une période de 50 ans depuis l'exercice financier 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes. Cette méthode d'amortissement n'est pas réaliste puisque le passif non inscrit des obligations envers les régimes de retraite s'accroît d'année en année et que l'amortissement annuel ne couvre que partiellement les intérêts sur l'obligation actuarielle globale.

Les coûts afférents aux services courants et aux services antérieurs doivent être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations.

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances a estimé le passif envers ces régimes à 15 614,4 M\$ au 31 décembre 1986 (au 31 décembre 1985: 13 853,6 M\$). Le passif inscrit à l'égard de ces régimes de retraite au 31 mars 1987 est de 3 771,2 M\$, le passif non inscrit s'établit alors à 11 843,2 M\$.

Selon la note complémentaire 7 (1986: note 5) et la convention comptable sur les régimes de retraite, l'obligation actuarielle et le passif inscrits aux états financiers relatifs aux régimes de retraite se détaillent comme suit:

Régimes de retraite (en millions \$)	1987			1986		
	Obligation actuarielle	Passif inscrit		Obligation actuarielle	Passif inscrit	
	\$	\$	%	\$	\$	%
RREGOP	7 697	5 582	73	6 762	4 906	73
Autres régimes	15 614	3 771	24	13 854	3 092	22
TOTAL	23 311	9 353	40	20 616	7 998	39

Le passif de 9 353 M\$ (31 mars 1986: 7 998 M\$) à l'égard des régimes de retraite ne comprend pas un montant de 13 958 M\$ (31 mars 1986: 12 618 M\$) pour compléter les obligations du gouvernement envers ses régimes. Le fait pour le gouvernement de ne pas comptabiliser toutes ses obligations envers les régimes de retraite a pour conséquence que la dépense annuelle du gouvernement est sous-évaluée et ne comprend pas, entre autres, la partie correspondant principalement au facteur intérêt s'appliquant au passif non inscrit. Ainsi les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1987 sont sous-évalués d'un montant de 1 340 M\$ (1986: 1 261 M\$).

Des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription au passif de l'ensemble des obligations du gouvernement envers les régimes de retraite.

c. PERTE NON RÉALISÉE SUR CHANGE ÉTRANGER

Les dettes en monnaie étrangère ont été converties au 31 mars 1986 en équivalent canadien au taux de change alors en vigueur. La conversion de ces emprunts a augmenté la dette à long terme de 1 306,7 M\$ avec contrepartie à la dette nette.

Dans mon rapport sur les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1986, j'ai mentionné qu'à mon avis, cet écart aurait dû être inscrit à l'actif comme frais reportés puisqu'il représente une perte non réalisée sur change étranger.

Les gains ou pertes de change relatifs aux éléments du passif à long terme libellés en devises étrangères, dont la durée de vie est prédéterminée, doivent être reportés et amortis sur la durée restante de l'élément monétaire correspondant.

Ce principe n'a pas été respecté dans les états financiers du 31 mars 1986 puisque la perte non réalisée sur change étranger a été imputée directement à la dette nette et non pas inscrite comme frais reportés. Cette méthode de comptabilisation a donc eu pour effet de diminuer, à compter de 1986, la dépense annuelle pour perte sur change étranger pour la durée restante des dettes en monnaie étrangère.

Les dettes en monnaie étrangère ont été redressées au 31 mars 1987 en équivalent canadien aux taux de change alors en vigueur. La conversion de ces emprunts a augmenté la dette à long terme pour l'année 1986-1987 de 156,0 M\$.

Les écarts cumulés au 31 mars 1987 de la perte due aux taux de change se composent comme suit:

Année financière	En millions \$
1986-1987	156,0
1985-1986	719,5
31 mars 1985 et avant	587,2
Écarts cumulés au 31 mars 1987	1 462,7

L'amortissement annuel de la perte reportée aurait dû débiter à compter du moment où des écarts importants furent constatés et ce, en utilisant la convention comptable à cette fin adoptée le 10 juin 1986.

Le gouvernement n'ayant pas inscrit aux frais reportés la perte non réalisée sur change étranger constatée au 31 mars 1986, au montant de 1 306,7 M\$, la dette nette a été surévaluée de 1 084,6 M\$ au 31 mars 1987 (31 mars 1986: 1 183,7 M\$) et les frais reportés sous-évalués d'un montant identique. Ainsi, les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière 1986-1987 ont été sous-évalués d'un montant de 99,1 M\$ (1985-1986 chiffres redressés: 54 M\$).

Des mesures devraient être prises pour régulariser le poste de l'actif « Frais reportés » concernant la perte non réalisée sur change étranger.

d. PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

La participation du gouvernement dans les résultats des sociétés d'État est présentée pour une partie à l'état des revenus et dépenses (revenus provenant des sociétés d'État et provision pour perte sur placements en actions) et pour l'autre partie à l'état de la dette nette (perte nette pour réduction de comptes de placements en 1987 et redressements en 1986).

La partie des résultats des sociétés d'État portée directement à la dette nette comprend, pour l'année financière terminée le 31 mars 1987, une perte nette pour certains postes extraordinaires et certains redressements affectant les exercices antérieurs des sociétés pour un montant de 3,8 M\$ et pour l'année financière terminée le 31 mars 1986, dont les chiffres ont été redressés pour fins de comparaison, une perte nette pour certains postes extraordinaires des opérations des sociétés d'État, pour un montant de 167,4 M\$.

Les pertes nettes provenant de participation dans les sociétés d'État auraient dû être présentées à l'état des revenus et dépenses du gouvernement plutôt que d'être portées directement à la dette nette.

La convention comptable mentionne que la participation du gouvernement dans les résultats des sociétés d'État est portée aux revenus et ne fait aucunement mention que les gains ou pertes provenant de postes extraordinaires ou de redressements affectant les exercices antérieurs doivent être portés à la dette nette.

La pratique de porter certains éléments des résultats des sociétés d'État à la dette nette n'est pas une pratique généralement suivie pour une présentation fidèle de l'information financière et devrait être discontinuée.

Cette présentation non appropriée a eu pour effet de sous-évaluer le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1987 de 3,8 M\$ (31 mars 1986: chiffres redressés — de 167,4 M\$).

Aux fins d'une présentation fidèle et adéquate des résultats des opérations du gouvernement, des mesures devraient être prises pour présenter en entier à l'état des revenus et dépenses sa participation dans les résultats des sociétés d'État.

E. DIVERS COMMENTAIRES

i. Passif éventuel non inscrit — Réclamations en cours contre le gouvernement

Les réclamations en cours contre le gouvernement, qui constituent des éventualités, ne sont pas rapportées dans les passifs éventuels présentés sommairement dans la note complémentaire 10 et dans son annexe 5. Une modification aux conventions comptables devrait être apportée pour présenter sommairement aux états financiers les réclamations en cours contre le gouvernement.

ii. Intégralité des états financiers du gouvernement

Je reprends ici les commentaires et les recommandations que je formule sur ce sujet dans mon Rapport à l'Assemblée nationale de 1987, dans le chapitre III de la Première partie portant sur la présentation de l'information financière du gouvernement.

L'intégralité est la caractéristique de l'information comptable qui assure que les états financiers contiennent toutes les données nécessaires à la présentation fidèle de la situation financière ainsi que des résultats de toutes les activités.

Depuis plusieurs années, nous soulevons, dans nos observations sur les états financiers annuels du gouvernement et dans nos Rapports à l'Assemblée nationale, la question de l'intégralité des états financiers du gouvernement. À notre avis, les états financiers tels que publiés ne procurent pas une information globale des activités financières sous la responsabilité du gouvernement. Ils ne présentent pas un compte rendu complet de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait aux activités de ses organismes et de ses entreprises.

Comme le mentionne la partie de la note complémentaire 2 portant sur l'entité comptable, les états financiers du gouvernement présentent l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus sont versés au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé. Ils présentent également les opérations financières des entités dont le fonctionnement est assuré par des allocations prises à même les Fonds précités. Ces états financiers ne prennent pas en compte cependant toutes les opérations à caractère gouvernemental et commercial des organismes et entreprises du gouvernement, ni celles des différents Fonds (spéciaux, renouvelables et en fiducie) administrés par le gouvernement et par ses organismes ou entreprises. Toutefois, le gouvernement comptabilise à leur valeur de consolidation ses placements en actions dans ses entreprises. Ce traitement comptable vient régler en partie la question de l'intégralité des états financiers du gouvernement en regard de ses entreprises.

Selon la nature et l'objet des organismes, des entreprises et des Fonds, le gouvernement pourrait envisager différents traitements comptables pour en arriver à présenter une information financière globale prenant en compte ces entités dans ses états financiers. Parmi les solutions à considérer, en plus de l'enregistrement à la valeur de consolidation, il y a la consolidation ou le cumul. Il pourrait être possible de décrire et de fournir un sommaire des actifs, passifs et soldes des différents Fonds dans une note complémentaire ou en annexe aux états financiers.

Nous avons constaté depuis quelques années, que certaines provinces canadiennes ont entrepris de présenter une information globale de leurs activités dans leurs états financiers annuels. Leur approche vise à s'assurer que les états financiers reflètent davantage les avoirs détenus et les obligations dont le gouvernement se rend responsable.

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT
DES DÉPENSES SUR LES CRÉDITS
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987**

Aucun excédent des dépenses du Gouvernement portées aux comptes de l'année financière terminée le 31 mars 1987 sur les crédits votés de cette même année n'a été constaté. Ces derniers étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus.

Le contrôleur des Finances
Pierre-André Paré, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec, le 23 novembre 1987

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire des opérations budgétaires	1-2
Revenus	
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie	1-2
Détail des revenus par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-38
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Crédits, dépenses et variations, par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-32
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-34
Détail des crédits autorisés et dépenses par ministère, programme, élément, super-catégorie et catégorie	
Affaires culturelles	1-78
Affaires municipales	1-82
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-88
Approvisionnements et Services	1-96
Assemblée nationale	1-100
Commerce extérieur et Développement technologique	1-104
Communautés culturelles et Immigration	1-106
Communications	1-108
Conseil exécutif	1-112
Conseil du trésor	1-116
Éducation	1-118
Énergie et Ressources	1-122
Enseignement supérieur et Science	1-130
Environnement	1-136
Finances	1-140
Industrie et Commerce	1-146
Justice	1-148
Loisir, Chasse et Pêche	1-154
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	1-158
Office de planification et de développement du Québec	1-164
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	1-166
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	1-168
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	1-170
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1-172
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-174
Relations internationales	1-176
Revenu	1-178
Santé et Services sociaux	1-182
Solliciteur général	1-190
Tourisme	1-194
Transports	1-196
Travail	1-202
Sommaire des crédits et dépenses de transfert par ministère	1-206

1-2

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Revenus	+	25 646 247
Dépenses	-	28 465 454
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	-	<u>2 819 207</u>

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	Détail page	Ministère	Impôts sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	1-38	Affaires culturelles			182
2	1-39	Affaires municipales			1 366
3	1-40	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			161
4	1-41	Approvisionnements et Services			
5	1-42	Assemblée nationale			
6	1-43	Commerce extérieur et Développement technologique			
7	1-43	Communautés culturelles et Immigration			
8	1-44	Communications			1 410
9	1-45	Conseil exécutif			
10	1-46	Conseil du trésor			
11	1-47	Éducation			
12	1-48	Énergie et Ressources			91 242
13	1-50	Enseignement supérieur et Science			
14	1-51	Environnement			83
15	1-53	Finances	1 828 955		20 712
16	1-59	Industrie et Commerce			140
17	1-60	Justice			1 719
18	1-62	Loisir, Chasse et Pêche			18 021
19	1-63	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu			170
20	1-65	Office de planification et de développement du Québec			
21	1-65	Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration			
22	1-66	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine			2
23	1-66	Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif			
24	1-67	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
25	1-67	Relations internationales			
26	1-68	Revenu	9 653 796	5 838 425	117 530
27	1-70	Santé et Services sociaux			274
28	1-72	Solliciteur général			8 229
29	1-73	Tourisme			956
30	1-73	Transports			318 307
31	1-75	Travail			21 067
			<u>11 482 751</u>	<u>5 838 425</u>	<u>601 571</u>

Note: Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables (note complémentaire no. 11 aux états financiers) et ils ont été reclassés pour tenir compte de la structure des ministères et organismes en 1986-1987.

Revenus divers	Revenus provenant des sociétés d'Etat	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires		
				1986-1987	1985-1986 (note)	
1 473		1 655	63	1 718	962	1
2 467		3 833	75 230	79 063	102 624	2
5 440	(450)	5 151	11 260	16 411	18 025	3
7 161		7 161	2 693	9 854	9 042	4
1 157		1 157		1 157	912	5
60		60		60	78	6
119		119	1 130	1 249	1 271	7
3 396		4 806	651	5 457	3 829	8
5 369		5 369	57 567	62 936	64 795	9
3 048		3 048		3 048	3 122	10
964		964	41 859	42 823	48 073	11
17 533		108 775	994	109 769	134 200	12
11 893		11 893	7 611	19 504	26 204	13
1 698		1 781	2 244	4 025	6 031	14
74 079	1 105 773	3 029 519	5 567 539	8 597 058	8 526 764	15
3 098		3 238		3 238	3 253	16
100 153		101 872	13 496	115 368	99 777	17
8 023		26 044		26 044	27 383	18
54 493		54 663	147 286	201 949	174 798	19
154		154		154	212	20
2 980		2 980		2 980	3 589	21
169		171		171	61	22
454		454		454	323	23
138		138		138	123	24
155		155	270	425	1 057	25
226 966		15 836 717		15 836 717	14 616 619	26
107 328		107 602	1 129	108 731	39 900	27
8 605		16 834		16 834	15 984	28
2 639		3 595		3 595	3 321	29
18 732		337 039	16 239	353 278	333 761	30
972		22 039		22 039	19 059	31
670 916	1 105 323	19 698 986	5 947 261	25 646 247	24 285 152	

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,-	=
1 1-78	Affaires culturelles	192 858	860	6 638	200 356
2 1-82	Affaires municipales	746 098	5 452 ⁽³⁾	1 863	753 413
3 1-88	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	507 097	25 644	1 427	534 168
4 1-96	Approvisionnements et Services	21 532	13 187 ⁽⁴⁾	16	34 735
5 1-100	Assemblée nationale	60 039			60 039
6 1-104	Commerce extérieur et Développement technologique	23 604		601	24 205
7 1-106	Communautés culturelles et Immigration	28 885		494	29 379
8 1-108	Communications	226 107	6 473	2 461	235 041
9 1-112	Conseil exécutif	35 441		72	35 513
10 1-116	Conseil du trésor	19 739		(17)	19 722
11 1-118	Education	4 587 644	3 054	157 611	4 748 309
12 1-122	Énergie et Ressources	384 452	9 020	5 286	398 758
13 1-130	Enseignement supérieur et Science	2 492 840	9 031	64 644	2 566 515
14 1-136	Environnement	249 326	4 535	1 065	254 926
15 1-140	Finances	3 501 833	20 280	(558 220)	2 963 893
16 1-146	Industrie et Commerce	310 918		49 694	360 612
17 1-148	Justice	363 698	2 561	2 959	369 218
18 1-154	Loisir, Chasse et Pêche	195 056	645	14 423	210 124
19 1-158	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	3 049 025		(15 182)	3 033 843
20 1-164	Office de planification et de développement du Québec	45 868	10 000	(8 959)	46 909
21 1-166	Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	945 058		355	945 413
22 1-168	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	85 130			85 130
23 1-170	Organismes relevant de la Vice- présidente du Conseil exécutif	182 881	5 000	(47)	187 834
24 1-172	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	24 690 ⁽²⁾			24 690
25 1-174	Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 685 844 ⁽¹⁾	56 700		1 742 544
26 1-176	Relations internationales	48 872	6 689	4 117	59 678
27 1-178	Revenu	258 408	9 400	122	267 930
28 1-182	Santé et Services sociaux	6 280 849 ⁽¹⁾	4 411	259 722	6 544 982
29 1-190	Solliciteur général	479 072	2 006	5 245	486 323
30 1-194	Tourisme	73 917	1 000	310	75 227
31 1-196	Transports	1 630 226	10 000	2 713	1 642 939
32 1-202	Travail	56 756		587	57 343
33	Provision pour créances douteuses		79 000		79 000
34	Provision pour perte sur placements en actions				
		<u>28 793 763</u>	<u>284 948</u>		<u>29 078 711</u>
	Crédits votés	21 481 803(a)	98 668(b)		21 580 471
	Crédits permanents	7 311 960 ⁽¹⁾⁽²⁾	186 280 ⁽³⁾⁽⁴⁾		7 498 240
		<u>28 793 763</u>	<u>284 948</u>		<u>29 078 711</u>

(a) Crédits initiaux autorisés par: Loi no 1 sur les crédits, 1986-1987 du 18 mars 1986,
L.Q., 1986, c. 1.

367 784 875 \$

Loi no 2 sur les crédits, 1986-1987 du 27 mars 1986,
L.Q., 1986, c. 6.

5 538 702 775

Loi no 3 sur les crédits, 1986-1987 du 27 mai 1986,
L.Q., 1986, c. 9.

15 575 315 050

21 481 802 700 \$(b) Crédits supplémentaires autorisés par: Loi no 4 sur les crédits, 1986-1987 du
18 juin 1986, L.Q., 1986, c. 14.
Loi no 5 sur les crédits, 1986-1987 du
18 décembre 1986, L.Q., 1986, c. 94.

28 211 000 \$

70 457 10098 668 100 \$

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés	Dépassements aux crédits				1986-1987	1985-1986 (5)
Suspension du droit d'engager	Autres	Permanents	Votés			
(-)	(-)	+	+	(-)	=	
217	5 232			15	194 892	205 250
113	20 969 ⁽³⁾	255		18	732 568	714 861
45	33 408	5 444		204	505 955	517 667
350	3 677			11	30 697	31 721
	3 825			7	56 207	63 082
	756			106	23 343	25 628
101	718			22	28 538	28 679
1 890	7 308			15	225 828	228 814
402	1 287			46	33 778	47 236
14	2 520			6	17 182	15 966
214	36 996			11	4 711 088	4 581 358
14	40 966	535		53	358 260	360 358
78	57 990	19 759		9 748	2 518 458	2 389 742
338	1 514			25	253 049	190 018
28	135 625	16 884		29	2 845 095	2 761 844
14	10 344	369		36 257	314 366	326 198
3 051	6 658	4 135		84	363 560	353 409
584	7 290	10		37	202 223	225 316
4 121	122 593	1 807		40	2 908 896	2 873 033
22	7 788			7	39 092	46 773
	28 656	3 833		2	920 588	835 585
	2 646			3	82 481	73 407
14	8 130	188		1	179 877	175 737
	1 018			57	23 615	62 357
	25 358	28 386			1 745 572	1 608 331
14	428	230		762	58 704	59 739
252	8 083	100		213	259 482	247 778
566	93 019	67 682		23	6 519 056	6 142 230
6	668	141		244	485 546	475 093
338	2 007			3 638	69 244	75 866
635	45 298			724	1 596 282	1 660 809
105	2 482	10		2	54 764	65 461
		29 341			108 341	88 898
		(1 173)			(1 173)	70 808
13 526	725 257	177 936		52 410	28 465 454	27 629 052
13 526	589 901			52 084	20 924 960	20 382 307
	135 356	177 936		326	7 540 494	7 246 745
13 526	725 257	177 936		52 410	28 465 454	27 629 052

⁽¹⁾ Inclut les prévisions de contributions du Fonds des services de santé de 1 711 000 000 \$ aux crédits initiaux et 1 828 954 450 \$ de contributions réelles pour lesquelles les dépenses se répartissent également au programme « Services des centres hospitaliers de courte durée et psychiatriques » au ministère de la Santé et Services sociaux et au programme « Régime d'assurance-maladie » à la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

⁽²⁾ Y compris 10 977 200 \$ de crédits permanents en vertu de la Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.2 pour le programme « Administration du système électoral » alors qu'une prévision de 10 560 200 \$ apparaissant sous ce titre au volume des crédits déposé à l'Assemblée nationale.

⁽³⁾ Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51. Crédits autorisés de 5 452 000 \$, le 27 août 1986 par le décret 1297-86; le solde de 4 412 802 \$, non utilisé, peut-être reporté à 1987-88.

⁽⁴⁾ Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives, L.Q., 1986, c. 52. Crédits autorisés de 311 000 \$, le 6 août 1986, par le décret 1196-86, 1 348 200 \$, le 17 septembre 1986, par le décret 1414-86 et de 5 000 000 \$, le 25 mars 1987, par le décret 415-87.

⁽⁵⁾ Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables (voir note complémentaire no. 11 aux états financiers) et ils ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes en 1986-1987.

DÉPENSES DE TRANSFERT
État sommaire des dépenses effectuées
Année financière terminée le 31 mars 1987
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS			SERVICE DE LA DETTE		1986-1987	1985-1986 (3)
	Personnes	Fonctionnement	Capital	Principal	Intérêts		
Entreprises		443 827	160 445			604 272	659 706
Établissements de santé et de services sociaux		6 133 835	401	21 299	150 211	6 305 746	5 975 188
Commissions scolaires et institutions d'enseignement		7 047 387	20 924	139 966	413 151	7 621 428	7 272 336
Municipalités		765 885	115 563	70 397	259 043	1 210 888	1 113 074
Organismes sans but lucratif		472 984	36 114	723	274	510 095	474 596
Personnes	4 806 395					4 806 395	4 698 562
Entreprises et organismes d'État		346 966	3 984	12 947	21 834	385 731 ⁽¹⁾	385 405
	4 806 395	15 210 884	337 431	245 332	844 513	21 444 555 ⁽²⁾	20 578 867
Répartition par ministère et organisme							
Affaires culturelles	4 518	91 794	17 398	2 060	3 890	119 660	128 574
Affaires municipales	106 604	487 937	60 373	4 820	3 837	663 571	644 244
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	11 791	276 764	41 340			329 895	343 967
Approvisionnement et Services	1 230	15 831				17 061	19 138
Assemblée nationale							80
Commerce extérieur et Développement technologique	186	4 509				4 695	8 801
Communautés culturelles et Immigration	44	2 719	195			2 958	3 798
Communications	8	65 781	100	275	691	66 855	68 897
Conseil exécutif	262	3 280				3 542	10 051
Éducation	131	4 251 464	18 813	122 815	236 286	4 629 509	4 490 366
Énergie et Ressources	36	37 196	57 535			94 767	118 455
Enseignement supérieur et Science	319 693	1 965 794	656	17 151	176 865	2 480 159	2 349 640
Environnement	4	5 433	189	32 136	154 558	192 320	117 448
Finances	5	5 280				5 285	24 597
Industrie et Commerce		204 744	60 442			265 186	275 141
Justice	55 559	26 760				82 319	81 422
Loisir, Chasse et Pêche	1 661	51 565	17 581	50	50	70 907	78 245
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 526 029	170 602	4 061			2 700 692	2 673 236
Office de planification et de développement du Québec		5 448	24 294			29 742	36 800
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration		568 154				568 154	507 605
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	37 039	33 348	5 224			75 611	66 911
Organismes relevant de la Vice-Présidente du Conseil exécutif		100				100	100
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		1 212				1 212	1 124
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 696 610	45 357	1 273	311	2 021	1 745 572	1 608 331
Relations internationales	2 050	10 961				13 011	15 427
Revenu	27 195	2				27 197	22 643
Santé et Services sociaux	15 729	6 259 818	2 122	21 299	150 211	6 449 179	6 076 284
Solliciteur général		3 385				3 385	4 020
Tourisme		18 613	1 356		8 581	28 550	31 804
Transports	11	592 739	24 479	44 415	107 523	769 167	760 985
Travail		4 294				4 294	10 733
	4 806 395	15 210 884	337 431	245 332	844 513	21 444 555	20 578 867

TOTAL : des paiements pour des dépenses en capital et pour le remboursement du principal des emprunts pour des dépenses en capital.

582 763

⁽¹⁾ Y compris un montant de 4 078 000 \$ versé au Fonds de la réforme du cadastre québécois (Fonds spécial).

⁽²⁾ Pour détails des crédits et dépenses par ministères et organisme, voir page 1-37.

⁽³⁾ Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables (voir note complémentaire no. 11 aux états financiers) et ils ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes en 1986-1987.

1-8

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+, (-)	=
MISSION ÉCONOMIQUE					
Domaine: ressources naturelles et industries primaires					
Secteur: agriculture					
Planification, recherche et enseignement	1-88	43 946			43 946
Financement agricole	1-88	82 775	7 000		89 775
Permanents		22 316	1 000		23 316
Aide à la production agricole	1-90	94 813			94 813
Permanents		6 464			6 464
Assurances agricoles	1-90	115 158	17 644	149	132 951
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-90	47 333		30	47 363
Permanents		60			60
Régie des marchés agricoles du Québec	1-92	2 047		62	2 109
Gestion du territoire agricole	1-92	33 307		1 177	34 484
Permanents		350			350
Gestion interne et soutien	1-92	26 683		9	26 692
Permanents					
Régie des grains	1-92	1 473			1 473
Total du secteur		476 725	25 644	1 427	503 796
Secteur: forêts					
Connaissance de la forêt	1-122	10 221		102	10 323
Amélioration de la forêt	1-122	145 519			145 519
Protection de la forêt	1-122	23 222	2 320	1 055	26 597
Utilisation de la forêt	1-122	27 327		150	27 477
Gestion interne et soutien	1-124	34 951		1 491	36 442
Permanents					2 461
Financement forestier	1-124	2 461			1 433
Permanents		1 433			25 912
Développement de l'industrie forestière	1-124	25 729		183	25 912
Total du secteur		270 863	2 320	2 981	276 164
Secteur: mines					
Exploration géologique et minérale	1-126	20 158			20 158
Industrie minérale et administration minière	1-126	35 481	6 700	1 900	44 081
Permanents		13 600			13 600
Recherche minérale, analyses et essais	1-126	7 381		60	7 441
Total du secteur		76 620	6 700	1 960	85 280

(*) Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables (voir note complémentaire no. 11 aux états financiers) et ils ont été reclassés pour tenir compte de la composition des programmes en 1986-1987.

(1) La diminution est attribuable à la privatisation de la Société du parc des expositions agro-alimentaires et aux dépenses de transfert non-récurrentes d'un plan triennal destiné à favoriser le développement de la production céréalière et l'amélioration de la qualité des fourrages.

(2) Y compris 4,1 millions de dollars représentant la perte réalisée lors de la vente des actions de la Raffinerie de sucre du Québec.

(3) L'accélération des activités de reboisement a entraîné une augmentation des dépenses.

(4) La variation est due principalement à une diminution des sommes consacrées à l'élimination de la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

(5) Le versement des subventions pour le programme de modernisation des pâtes et papiers s'est terminé en 1986-1987.

(6) Il y a eu diminution substantielle des sommes versées aux projets de développement réalisés par l'industrie minière dans le cadre du programme d'accélération des investissements privés.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986 (*)
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	1 683			3	42 260	41 123
	15 951			3	73 821	79 034
	1 708	1 300			22 908	19 671
	5 328			3	89 482 ⁽¹⁾	120 898
	139				6 325	7 408
	4				132 947	117 733
	3 159			2	44 202	43 604
	4	4 144			4 200 ⁽²⁾	59
	52				2 057	1 687
	377			12	34 095	31 838
45	350					
	850			34	25 763	25 258
						227
	342				1 131	1 245
45	29 947	5 444		57	479 191	489 785
	224			2	10 097	8 382
	13 970			5	131 544 ⁽³⁾	104 613
	2 010			2	24 585 ⁽⁴⁾	34 490
	690			2	26 785	30 026
14	406			29	35 993	34 912
						28
	31				2 430	1 939
	742	535			1 226	1 765
	116			1	25 795 ⁽⁵⁾	34 995
14	18 189	535		41	258 455	251 150
	1 214			3	18 941	17 319
	2 662			1	41 418 ⁽⁶⁾	51 027
	13 238				362	1 959
	37			3	7 401	7 398
	17 151			7	68 122	77 703

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+, (-)	=
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)					
Domaine: ressources naturelles et industries primaires (suite)					
Secteur: eau					
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	1-84	49 718			49 718
Planification, recherche et prévention	1-136	7 167		50	7 217
Gestion du milieu aquatique	1-136	209 221	4 000	640	213 861
Gestion des milieux atmosphérique et terrestre	1-136	13 767	535	362	14 664
Gestion interne et soutien	1-136	17 627		(17)	17 610
Organismes-conseils	1-138	1 544		30	1 574
Total du secteur		299 044	4 535	1 065	304 644
Secteur: énergie					
Régie de l'électricité et du gaz	1-126	1 566			1 566
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	1-128	15 015			15 015
Total du secteur		16 581			16 581
Secteur: pêches maritimes					
Développement des pêches maritimes	1-94	30 372			30 372
Total du secteur		30 372			30 372
Secteur: faune					
Gestion des ressources fauniques	1-156	41 736		840	42 576
Total du secteur		41 736		840	42 576
Total du domaine		1 211 941	39 199	8 273	1 259 413
Domaine: industries secondaires					
Secteur: industries secondaires					
Développement des relations économiques et commerciales avec l'extérieur	1-104	23 604		601	24 205
Science et technologie	1-132	55 558			55 558
Soutien technique et professionnel au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs	1-146	33 557		54	33 611
Permanents					
Soutien financier au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs	1-146	186 861		18 640	205 501
Permanents					
Soutien aux sociétés et organismes d'État	1-146	72 700		31 000	103 700
Permanents		17 800			17 800
Total du secteur		390 080		50 295	440 375
Total du domaine		390 080		50 295	440 375

(7) La variation résulte essentiellement de l'accroissement des subventions au service de la dette du programme d'assainissement des eaux.

(8) Une réduction importante de l'aide financière pour la création d'une industrie de pointe relative aux hélicoptères explique principalement la diminution de la dépense.

(9) Y compris 31 millions de dollars versés à Sidbec pour couvrir le coût du service de sa dette (capital et intérêts) à rembourser au cours de l'année financière 1987-1988.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	3 116				46 602	48 676
	71			1	7 145	7 887
	20			8	213 833 ⁽⁷⁾	149 536
	686			2	13 976	14 386
338	710			14	16 548	16 784
	27				1 547	1 425
338	4 630			25	299 651	238 694
	247				1 319	1 473
	5 067			3	9 945	9 952
	5 314			3	11 264	11 425
	3 461			147	26 764	27 882
	3 461			147	26 764	27 882
	381			20	42 175	44 198
	381			20	42 175	44 198
397	79 073	5 979		300	1 185 622	1 140 837
	756			106	23 343	25 628
22	21 955				33 581	32 982
14	1 096			12	32 489	33 318 7
	8 339			36 245	160 917 ⁽⁸⁾	201 085
	909	369			369	1 385
					102 791 ⁽⁹⁾	72 903
					17 800	17 500
36	33 055	369		36 363	371 290	384 808
36	33 055	369		36 363	371 290	384 808

1-12

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)					
Domaine : services					
Secteur : tourisme					
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-194	73 917	1 000	310	75 227
Permanents					
Total du secteur		73 917	1 000	310	75 227
Secteur : marché financier					
Inspecteur général des institutions financières	1-144	16 836		209	17 045
Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	1-144	4 842		99	4 941
Permanents		139			139
Total du secteur		21 817		308	22 125
Secteur : communications					
Politiques et développement des communications	1-110	11 508		140	11 648
Régie des services publics	1-110	2 151			2 151
Commission d'accès à l'information	1-110	2 114			2 114
Total du secteur		15 773		140	15 913
Total du domaine		111 507	1 000	758	113 265
Domaine : ressources humaines					
Secteur : immigration					
Communautés culturelles et immigration	1-106	28 187		477	28 664
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration	1-106	698		17	715
Total du secteur		28 885		494	29 379
Secteur : relations et conditions de travail					
Relations et normes de travail	1-202	9 888		43	9 931
Permanents		150			150
Aide financière à l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération	1-202	1 565			1 565
Conseil des services essentiels	1-202				
Permanents		2 643			2 643
Direction et gestion interne	1-204	9 775			9 775
Permanents					
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail					
Total du secteur		24 021		43	24 064

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
338	2 007			3 638	69 244	4 514 71 352
338	2 007			3 638	69 244	75 866
14	59			2	16 970	16 983
	2 38				4 939 101	4 481 100
14	99			2	22 010	21 564
	575 234 306			4 1	11 069 1 917 1 807	10 195 2 090 1 789
	1 115			5	14 793	14 074
352	3 221			3 645	106 047	111 504
93	697			21	27 853	28 252
8	21			1	685	427
101	718			22	28 538	28 679
	1 109 117			1	8 821 33	8 372 57
	80				1 485	785 131
105	207 539	10			2 436 9 131 10	1 466 10 006 1 770
						5 418
105	2 052	10		1	21 916	28 005

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)					
Domaine: ressources humaines (suite)					
Secteur: main-d'oeuvre et emploi					
Formation professionnelle de la main-d'oeuvre	1-162	139 585		2 070	141 655
Protection et développement de l'emploi	1-162	124 821		(77 337)	47 484
Permanents				750	750
Aide financière relative aux activités de placement de l'Office de la construction du Québec	1-204	2 800			2 800
Total du secteur		267 206		(74 517)	192 689
Total du domaine		320 112		(73 980)	246 132
Domaine: transports					
Secteur: transports terrestres					
Systèmes de transports terrestres	1-196	406 868		50	406 918
Permanents		400			400
Commission des transports du Québec	1-196	9 726		(5)	9 721
Construction du réseau routier	1-196	333 134		51	333 185
Conservation du réseau routier	1-198	439 893		2 500	442 393
Gestion interne et soutien	1-198	46 855	10 000	7	56 862
Permanents					
Total du secteur		1 236 876	10 000	2 603	1 249 479
Secteur: transports maritime et aérien					
Transports maritime et aérien	1-200	63 601		110	63 711
Permanents					
Total du secteur		63 601		110	63 711
Total du domaine		1 300 477	10 000	2 713	1 313 190
TOTAL DE LA MISSION		3 334 117	50 199	(11 941)	3 372 375

(10) La variation s'explique principalement par la poursuite du transfert de la formation des adultes
« commissions scolaires » aux commissions de formation professionnelles dans le cadre de
l'application de l'« Énoncé d'orientation et plan d'action en éducation des adultes ».

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
2 361 499	15 347 550				139 294 ⁽¹⁰⁾ 31 638 200	100 196 32 795 63
					2 800	4 355
2 860	15 897				173 932	137 409
3 066	18 667	10		23	224 386	194 093
	15 152 92			4	391 762 308	391 130 414
14	281			4	9 422	9 624
	4 190			136	328 859	376 062
50	13 693			47	428 603	451 534
14	3 979			22	52 847	62 383 15
78	37 387			213	1 211 801	1 291 162
138	5 003			1	58 569	61 573 21
138	5 003			1	58 569	61 594
216	42 390			214	1 270 370	1 352 756
4 067	176 406	6 358		40 545	3 157 715	3 183 998

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+ (-)	=
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE					
Domaine : éducation					
Secteur : enseignement					
Enseignement privé	1-120	185 715	1 500	6 387	193 602
Permanents		27 862			27 862
Enseignement primaire et secondaire public	1-120	4 028 745		150 199	4 178 944
Permanents		240 513			240 513
Éducation populaire	1-120	12 289			12 289
Enseignement collégial	1-132	884 748	1 271	34 735	920 754
Permanents		50 601			50 601
Enseignement universitaire	1-132	1 146 051		30 129	1 176 180
Permanents		1 281			1 281
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	1-134	31 568			31 568
Régime de retraite des enseignants	1-166				
Permanents		554 886			554 886
Total du secteur		7 164 259	2 771	221 450	7 388 480
Secteur : administration et services					
Radio-Québec	1-110	57 667	940		58 607
Administration	1-118	90 421	1 554	859	92 834
Conseil supérieur de l'éducation	1-118	2 099		166	2 265
Administration	1-130	36 508	1 560	(220)	37 848
Permanents					
Consultation	1-130	3 467			3 467
Aide financière aux étudiants	1-130	280 105	6 200		286 305
Permanents					
Transport scolaire	1-198	308 860			308 860
Total du secteur		779 127	10 254	805	790 186
Total du domaine		7 943 386	13 025	222 255	8 178 666
Domaine : culture					
Secteur : arts, lettres et biens culturels					
Politique, gestion interne et soutien	1-78	19 756			19 756
Permanents					
Développement culturel	1-78	54 312		5 977	60 289
Institutions nationales	1-78	23 637		659	24 296
Soutien et promotion des arts, lettres, musées et industries culturelles	1-80	35 264	860		36 124
Organismes-conseils et sociétés d'État	1-80	33 710			33 710
Permanents		5 796			5 796
Charte de la langue française	1-80	20 383		2	20 385
Total du secteur		192 858	860	6 638	200 356
Total du domaine		192 858	860	6 638	200 356

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	873				192 729	182 902
	476				27 386	20 800
	1				4 178 943	4 056 877
	34 670				205 843	206 343
	156				12 133	11 671
	1				920 753	847 077
	3 929	19 234			65 906	59 762
	1 665				1 174 515	1 109 517
		525			1 806	1 848
					31 568	31 909
	5 067	3 659			553 478	499 880
	46 838	23 418			7 365 060	7 028 586
					58 607	60 984
214	722			10	91 888	100 727
	98			1	2 166	2 038
56	2 350			10	35 432	34 679
					2	2
	239				3 228	3 697
	27 486			9 738	249 081	265 064
					650	650
	768				308 092	296 333
270	31 663			9 759	748 494	764 174
270	78 501	23 418		9 759	8 113 554	7 792 760
14	158			3	19 581	18 753
						3
	2 005			1	58 283	67 159
	340			4	23 952	22 226
203	225			1	35 695	34 205
	1 798				31 912	25 589
	18				5 778	15 946
	688			6	19 691	21 369
217	5 232			15	194 892	205 250
217	5 232			15	194 892	205 250

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)					
Domaine: loisir					
Secteur: loisir					
Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	1-154	22 078		4 005	26 083
Promotion du loisir socio-culturel	1-154	11 624			11 624
Plein air, parcs et réserves Permanents	1-154	62 450		1 000	63 450
Promotion de l'activité physique et du sport	1-154	13 682		295	13 977
Gestion interne et soutien Permanents	1-156	40 750	645	8 283	49 678
Régie de la sécurité dans les sports	1-156	2 736			2 736
Régie des installations olympiques	1-98	4 901			4 901
Total du secteur		158 221	645	13 583	172 449
Total du domaine		158 221	645	13 583	172 449
TOTAL DE LA MISSION		8 294 465	14 530	242 476	8 551 471

(11) La diminution est attribuable à un ralentissement du rythme de développement du Parc national de l'Archipel de Montréal et aux activités transférées à la Société des établissements de plein air du Québec à compter du 8 juin 1985.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	1 433				24 650	32 115
	111				11 513	11 302
295	1 865			3	61 287 ⁽¹¹⁾	76 659
	78	1			1	
14	3 184			7	13 899	14 340
		9			46 473	44 327
275	238			7	9	7
	220				2 216	2 368
					4 681	2 614
584	7 129	10		17	164 729	183 732
584	7 129	10		17	164 729	183 732
1 071	90 862	23 428		9 791	8 473 175	8 181 742

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
 Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION SOCIALE					
Domaine: sécurité du revenu					
Secteur: régimes de sécurité du revenu					
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-152				
Permanents		14 500	2 083		16 583
Allocations familiales	1-158				
Permanents		208 527			208 527
Allocations de maternité	1-160	10 242			10 242
Prestations d'aide sociale	1-160	2 186 810		53 000	2 239 810
Permanents					
Assistance-maladie	1-160	149 075			149 075
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-160	13 266			13 266
Supplément au revenu de travail	1-178	26 000	1 300		27 300
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-178				
Permanents		200			200
Total du secteur		2 608 620	3 383	53 000	2 665 003
Secteur: administration et services					
Direction et gestion	1-158	170 875		4 982	175 857
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu	1-158	39 282		1 353	40 635
Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	1-158	6 542			6 542
Total du secteur		216 699		6 335	223 034
Total du domaine		2 825 319	3 383	59 335	2 888 037
Domaine: santé et adaptation sociale					
Secteur: prévention et amélioration					
Services des centres locaux de services communautaires	1-182	369 293		19 103	388 396
Permanents		12 217			12 217
Soutien des organismes bénévoles	1-182	25 702		450	26 152
Total du secteur		407 212		19 553	426 765
Secteur: recouvrement de la santé					
Régime d'assurance-maladie	1-174				
Permanents		1 685 844	56 700		1 742 544
Services des centres hospitaliers de courte durée et psychiatriques	1-182	2 675 466		164 195	2 839 661
Permanents		1 130 770			1 130 770
Total du secteur		5 492 080	56 700	164 195	5 712 975
Secteur: réadaptation sociale					
Services des centres de services sociaux	1-184	259 003		10 256	269 259
Permanents		12 480			12 480
Services des centres d'accueil d'hébergement et des centres hospitaliers de soins de longue durée	1-184	901 565		31 196	932 761
Permanents		68 117			68 117
Services des centres de réadaptation	1-184	560 944		20 506	581 450
Permanents		21 748			21 748
Office des personnes handicapées du Québec	1-188	37 988	4 411		42 399
Total du secteur		1 861 845	4 411	61 958	1 928 214

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
		237			16 820	15 156
	95	1 807			210 239	201 908
	1 529				8 713	9 284
	83 982				2 155 828	2 176 751
	9 854					578
	1 129				139 221	136 628
	356				12 137	12 037
					26 944	22 319
		51			251	318
	96 945	2 095			2 570 153	2 574 979
1 261	9 823			40	164 733	161 897
	35				40 600	35 281
	249				6 293	5 615
1 261	10 107			40	211 626	202 793
1 261	107 052	2 095		40	2 781 779	2 777 772
	145	6 641			388 251	367 839
					18 858	14 951
					26 152	24 427
	145	6 641			433 261	407 217
	25 358	28 386			1 745 572	1 608 331
300	63 756				2 775 605	2 706 364
	14 295	58 977			1 175 452	1 043 922
300	103 409	87 363			5 696 629	5 358 617
	71				269 188	238 224
	2 274				10 206	10 244
	239	320			932 522	871 504
	479				67 958	61 819
	9 819				571 631	556 693
	555				21 193	21 585
	948			11	41 440	37 684
	14 385	320		11	1 914 138	1 797 753

1-22

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION SOCIALE (suite)					
Domaine: santé et adaptation sociale (suite)					
Secteur: administration et services					
Office des services de garde à l'enfance	1-168	81 786			81 786
Coordination de la recherche	1-186	25 315		729	26 044
Coordination régionale et nationale	1-186	117 250		11 860	129 110
Permanents		1 955			1 955
Direction et gestion	1-188	59 677		1 427	61 104
Permanents		1 359			1 359
Total du secteur		287 342		14 016	301 358
Total du domaine		8 048 479	61 111	259 722	8 369 312
Domaine: habitation					
Secteur: habitation					
Société d'habitation du Québec	1-86	307 123		256	307 379
Permanents		1 250			1 250
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-86	12 269			12 269
Total du secteur		320 642		256	320 898
Total du domaine		320 642		256	320 898
TOTAL DE LA MISSION		11 194 440	64 494	319 313	11 578 247

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	2 460			2	79 324	70 166
	52				26 044	23 982
		420			129 058	102 283
266	386			12	2 375	2 015
		1 324			60 440	58 229
					2 683	465
266	2 898	1 744		14	299 924	257 140
566	120 837	96 068		25	8 343 952	7 820 727
	10 624			12	296 743	310 509
	12				1 238	1 333
	419			1	11 849	11 510
	11 055			13	309 830	323 352
	11 055			13	309 830	323 352
1 827	238 944	98 163		78	11 435 561	10 921 851

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE					
Domaine: institutions politiques					
Secteur: assemblée nationale					
Secrétariat général	1-100	179		5	184
Permanents		32 045		11	32 056
Services législatifs	1-100	1 644			1 644
Permanents		4 655		10	4 665
Information	1-100	1 394		15	1 409
Permanents		4 707			4 707
Gestion interne et soutien	1-102	6 140			6 140
Permanents		8 604		18	8 622
Bureau de l'Assemblée nationale	1-102	402		(20)	382
Permanents		269		(39)	230
Protecteur du citoyen	1-172	2 680			2 680
Permanents		50			50
Vérificateur général	1-172	10 983			10 983
Permanents					
Administration du système électoral	1-172				
Permanents		10 977			10 977
Total du secteur		84 729			84 729
Secteur: direction du gouvernement					
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-112	429		11	440
Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	1-112	23 911		(88)	23 823
Permanents		1 080			1 080
Promotion des droits des femmes	1-114	2 502			2 502
Relations avec les citoyens					
Réforme électorale					
Emploi et concertation					
Total du secteur		27 922		(77)	27 845
Secteur: institutions judiciaires					
Formulation de jugements	1-148	9 310		72	9 382
Permanents		19 142			19 142
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-148	69 693		1 740	71 433
Permanents					
Protection des droits et libertés de la personne	1-148	8 192		75	8 267
Aide aux justiciables	1-148	64 491			64 491
Administration	1-150	114 416			114 416
Permanents		235			235
Enquêtes sur les décès et les incendies	1-190	4 112			4 112
Total du secteur		289 591		1 887	291 478

(12) La variation provient d'une réduction des travaux d'amélioration aux édifices parlementaires.

(13) En 1985-1986 s'est tenue une élection provinciale le 2 décembre 1985 dont les frais comprennent ceux du recensement effectué à cette fin.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	9				175	168
	1 265			7	30 784	33 149
	835				809	707
	117				4 548	4 545
	223				1 186	1 383
	385				4 322	4 289
	443				5 697	5 413
	29				8 593 ⁽¹²⁾	13 262
	289				93	166
	230				2 551	2 253
	129				50	60
	48			3	10 932	8 573
						495
	841			54	10 082 ⁽¹³⁾	50 976
	4 843			64	79 822	125 439
	5				435	394
402	572			1	22 848	35 536
	2				1 078	1 031
	362			1	2 139	1 977
						518
						237
						506
402	941			2	26 500	40 199
		3 725		9	9 382	8 760
776	3			31	22 858	21 437
		3			70 623	70 135
					3	
1	3			6	8 257	8 428
	1 400				63 091	62 496
2 274	4 493			16	107 633	102 626
	143				92	250
	113			5	3 994	2 832
3 051	6 155	3 728		67	285 933	276 964

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+,(-)	=
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)					
Domaine: institutions politiques (suite)					
Secteur: gestion municipale					
Aménagement du territoire municipal	1-82	50 657		2 223	52 880
Aide et surveillance administratives et financières	1-82	20 800		581	21 381
Permanents			5 452	(750)	4 702
Évaluation foncière	1-82	265 318			265 318
Permanents					
Administration générale	1-84	11 978		(447)	11 531
Relations avec les municipalités	1-84	15 505			15 505
Total du secteur		364 258	5 452	1 607	371 317
Total du domaine		766 500	5 452	3 417	775 369
Domaine: gestion administrative centrale					
Secteur: administration du personnel					
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1-166	38 538		355	38 893
Permanents		351 634			351 634
Commission de la fonction publique	1-170	2 108			2 108
Office des ressources humaines	1-170	20 763		(47)	20 716
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-170	156 086	5 000		161 086
Permanents		3 924			3 924
Total du secteur		573 053	5 000	308	578 361
Secteur: administration financière					
Gestion budgétaire et politiques administratives	1-116	19 739		(17)	19 722
Études des politiques économiques et fiscales	1-140	3 027			3 027
Gestion de la trésorerie et de la dette publique	1-140	5 802		6 250	12 052
Permanents		2 733 950	20 280		2 754 230
Comptabilité gouvernementale	1-140	21 844		191	22 035
Fonds de suppléance	1-142	698 216		(564 969)	133 247
Gestion interne et soutien	1-142	9 821			9 821
Permanents					
Administration fiscale	1-178	195 779		20	195 799
Permanents		32 825	8 100		40 925
Provision pour créances douteuses			79 000		79 000
Permanents					
Provision pour perte sur placements en actions					
Permanents					
Total du secteur		3 721 003	107 380	(558 525)	3 269 858

(14) Le programme d'aide à la revitalisation des centres-villes et secteurs centraux (REVICENTRE) a connu une période intense de réalisation des travaux au cours de l'année financière 1986-1987.

(15) Y compris 7,7 millions de dollars pour l'administration des garanties assurées du régime collectif complémentaire d'assurance du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic alors qu'en 1985-1986 les surplus accumulés au fonds d'assurance étaient utilisés pour cette administration.

(16) Les dépenses de transfert pour intérêts ont été moins élevées. Les emprunts auprès des institutions financières par les réseaux des affaires sociales et de l'éducation sont venus à échéance au début de l'année 1986-1987.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	1			2	52 877 ⁽¹⁴⁾	30 452
	279			1	21 101	22 439
	4 413				289	
13	789			1	264 515	254 382
		255			255	291
14	648			1	10 868	14 371
86	495				14 924	13 347
113	6 625	255		5	364 829	335 282
3 566	18 564	3 983		138	757 084	777 884
	3 615			2	35 276 ⁽¹⁵⁾	22 379
	19 974	174			331 834	313 326
	140				1 968	1 744
14	2 004			1	18 697	19 367
	5 986				155 100	150 846
		188			4 112	3 780
14	31 719	362		3	546 987	511 442
14	2 520			6	17 182	15 966
	42				2 985	2 851
	1 380			1	10 671 ⁽¹⁶⁾	30 179
		16 884		21	2 771 093	2 667 463
	238			2	21 795	22 430
14	133 247					
	375			3	9 429	9 414
						1
252	6 920			211	188 416	178 703
	753	49			40 221	43 402
		29 341			108 341	88 898
		(1 173)			(1 173)	70 808
280	145 475	45 101		244	3 168 960	3 130 115

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+, (-)	=
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)					
Domaine: gestion administrative centrale (suite)					
Secteur: services de soutien					
Gestion interne et soutien	1-108	38 308	1 100	543	39 951
Information et publications gouvernementales	1-108	23 691		232	23 923
Bureau central de l'informatique	1-108	31 003	433	250	31 686
Télécommunications gouvernementales	1-108	59 665	4 000	1 296	64 961
Services juridiques du gouvernement	1-150	15 037		82	15 119
Affaires législatives	1-152	5 260			5 260
Exécution des obligations des ministères et organismes envers la Société immobilière du Québec	1-96	3 768			3 768
Permanents			5 000		5 000
Administration	1-98				
Permanents			1 659		1 659
Service des achats du gouvernement	1-96	8 056			8 056
Transport aérien gouvernemental	1-200	20 889			20 889
Total du secteur		205 677	12 192	2 403	220 272
Secteur: statistiques, planification et coordination					
Aide financière aux sociétés d'Etat	1-84	9 989			9 989
Connaissance géographique du territoire	1-124	14 186		215	14 401
Statistiques, prévisions socio-économiques et recherches d'ensemble	1-144	7 356			7 356
Administration et consultation	1-164	10 909		35	10 944
Développement régional	1-164	34 959	10 000	(8 994)	35 965
Total du secteur		77 399	10 000	(8 744)	78 655
Total du domaine		4 577 132	134 572	(564 558)	4 147 146
Domaine: relations intergouvernementales					
Secteur: relations intergouvernementales					
Affaires intergouvernementales canadiennes	1-114	7 519		149	7 668
Affaires internationales	1-176	37 488	6 689	3 772	47 949
Permanents					
Office Franco-Québécois pour la jeunesse	1-176	1 710			1 710
Gestion interne et soutien	1-176	9 674		345	10 019
Total du secteur		56 391	6 689	4 266	67 346
Total du domaine		56 391	6 689	4 266	67 346
Domaine: protection de la personne et de la propriété					
Secteur: gestion juridique du cadre socio-économique					
Gestion des terres publiques	1-126	6 202		130	6 332
Organisation et réglementation des professions	1-134	2 953			2 953
Enregistrement officiel	1-150	13 745			13 745
Protection du consommateur	1-150	10 504		299	10 803
Conseil du statut de la femme	1-168	3 344			3 344
Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-180	3 601		102	3 703
Permanents		3			3
Contrôle des permis d'alcool	1-190	4 777		61	4 838
Permanents					
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-204	4 607			4 607
Total du secteur		49 736		592	50 328

(17) Les acomptes versés pour l'acquisition de deux avions-citernes expliquent l'augmentation de la dépense.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
14	1 051			4	38 882	39 205
	1 128			3	22 792	29 508
1 876	2 838			2	26 970	21 993
	1 176			1	63 784	63 050
	156			12	14 951	15 030
	352			1	4 907	5 484
350	1				3 417	4 000
					5 000	
	206			5	1 448	
	286			4	7 766	7 878
419	2 140			510	17 820 ⁽¹⁷⁾	11 720
2 659	9 334			542	207 737	197 868
	210			1	9 989	5 926
					14 190	13 652
	244				7 112	7 942
22	420			7	10 495	10 434
	7 368				28 597	36 339
22	8 242			8	70 383	74 293
2 975	194 770	45 463		797	3 994 067	3 913 718
	346			44	7 278	7 037
	57			525	47 367	47 733
		230		230		
					1 710	1 910
14	371			7	9 627	10 096
14	774	230		806	65 982	66 776
14	774	230		806	65 982	66 776
	102			1	6 229	6 428
	365				2 588	2 555
	106			2	13 637	13 464
	1			3	10 799	11 094
	186			1	3 157	3 241
	52			2	3 649	2 999
	2				1	37
	221			10	4 607	4 487
		2			2	
	270				4 337	4 700
	1 305	2		19	49 006	49 005

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
		+	+	+, (-)	=
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)					
Domaine: protection de la personne et de la propriété (suite)					
Secteur: contentieux					
Affaires criminelles et pénales	1-152	18 079		691	18 770
Permanents		1 094	478		1 572
Total du secteur		19 173	478	691	20 342
Secteur: sécurité publique					
Sécurité-incendie	1-84	1 491			1 491
Protection civile	1-96	4 807		16	4 823
Permanents			6 528		6 528
Sécurité publique	1-190	26 116	522	640	27 278
Permanents		1 505			1 505
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-192	3 796			3 796
Sûreté du Québec	1-192	340 308		1 000	341 308
Sécurité dans les bâtiments et dans les lieux publics	1-204	25 328		544	25 872
Permanents					
Total de secteur		403 351	7 050	2 200	412 601
Secteur: institutions pénales					
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-190	98 458	1 484	3 544	103 486
Total du secteur		98 458	1 484	3 544	103 486
Total du domaine		570 718	9 012	7 027	586 757
TOTAL DE LA MISSION		5 970 741	155 725	(549 848)	5 576 618
TOTAL DES MISSIONS		28 793 763	284 948		29 078 711
Votés		21 481 803	98 668		21 580 471
Permanents		7 311 960	186 280		7 498 240
		28 793 763	284 948		29 078 711

(18) Les indemnités versées en cas de sinistre ont été moindres au cours de l'année financière 1986-1987. En effet, 7,7 millions de dollars ont été versés en 1985-1986 pour le sinistre survenu les 7 et 8 décembre 1985 dans les régions du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

VARIATION				Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits			1986-1987	1985-1986
Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)	Permanents +	Votés +	(-)	=	
	1	170		4	18 765 1 742	17 658 1 391
	1	170		4	20 507	19 049
	173 381 2 583 114			2	1 318 4 440 3 945 ⁽¹⁸⁾	1 625 4 819 12 410
		139		14	27 150 1 644	24 496 2 122
6	193 1			1 111	3 602 341 190	3 605 331 881
	160			1	25 711	28 212 189
6	3 605	139		129	409 000	409 359
	26			103	103 357	105 670
	26			103	103 357	105 670
6	4 937	311		255	581 870	583 083
6 561	219 045	49 987		1 996	5 399 003	5 341 461
13 526	725 257	177 936		52 410	28 465 454	27 629 052
13 526	589 901 135 356	177 936		52 084 326	20 924 960 7 540 494	20 382 307 7 246 745
13 526	725 257	177 936		52 410	28 465 454	27 629 052

LISTE ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIE DE DÉPENSES

DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES DANS LE LIVRE DES CRÉDITS 1986-1987 AUX PAGES V et VI

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

1-Traitements, salaires et allocations	Traitements
2-Autres rémunérations	Autres rémunérations
3-Services de transport et de communication	Communications
4-Services professionnels, administratifs et autres	Services
5-Entretien et réparations	Entretien
6-Loyers	Loyers
7-Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8-Matériel et équipement	Équipement
9-Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)	Immobilisations
10-Dépenses de transfert	Transfert
11-Autres dépenses	Autres dépenses
12-Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1-Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

2-Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux sumuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

3-Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4-Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5-Entretien et réparation

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6-Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7-Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8-Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9-Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers. Cependant, toute modification d'un bien immobilier existant, inférieure à 25 000 \$, est exclue.

10-Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au gouvernement, ni des achats.

11-Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12-Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre

Fonctionnement — Personnel
 Fonctionnement — Autres dépenses
 Capital — Personnel
 Capital — Autres dépenses
 Dépenses de transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES
Fonctionnement — Personnel

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 « Traitements, salaires et allocations » et 2 « Autres rémunérations ».

Fonctionnement — Autres dépenses

Cette super-catégorie comprend les catégories 3 « Services de transport et de communication », 4 « Services professionnels, administratifs et autres », 5 « Entretien et réparations », 6 « Loyers », 7 « Fournitures et approvisionnements », 8 « Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est inférieur à 1 000 \$ », 11 « Autres dépenses » et 12 « Service de la dette ». À l'exception de la catégorie 12 « Service de la dette », elle représente des dépenses courantes en biens et services du gouvernement.

Capital — Personnel

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 « Traitements, salaires et allocations » et 2 « Autres rémunérations ».

Capital — Autres dépenses

Cette super-catégorie comprend principalement les catégories 8 « Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est supérieur à 1 000 \$ » et 9 « Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations) ». Elle inclut également les catégories 3 « Services de transport et de communication », 4 « Services professionnels, administratifs et autres », 6 « Loyers », 7 « Fournitures et approvisionnements » et 11 « Autres dépenses » pour les travaux de construction ou de rénovation exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquies certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ou de fonds locaux ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital						
		— Personnel			— Autres dépenses			
		Traitements	Autres rémuné- rations	Total — Personnel	Communi- cations	Services	Entretien	
1	Affaires culturelles	F	43 601	6 017	49 618	2 669	5 150	1 050
2	Affaires municipales	F	41 849	4 889	46 738	3 025	7 516	368
3	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	C					1	
		F	100 006	16 783	116 789	9 322	12 961	2 165
4	Approvisionnements et Services	C					323	
		F	9 074	827	9 901	579	289	80
5	Assemblée nationale	C						
		F	34 185	4 048	38 233	4 520	1 910	2 407
6	Commerce extérieur et Développement technologique	C					43	
		F	9 282	342	9 624	2 979	3 308	146
7	Communautés culturelles et Immigration	C						
		F	14 474	4 507	18 981	682	1 627	156
8	Communications	C						
		F	41 504	4 396	45 900	75 873	9 393	3 354
9	Conseil exécutif	C						
		F	16 009	2 659	18 668	2 453	2 470	269
10	Conseil du trésor	C						
		F	10 817	709	11 526	492	1 380	270
11	Éducation	C						
		F	45 464	3 495	48 959	4 921	7 591	1 495
12	Énergie et Ressources	C						
		F	77 126	40 604	117 730	10 566	71 873	3 143
13	Enseignement supérieur et Science	C					56	
		F	21 495	4 008	25 503	2 210	3 806	565
14	Environnement	C						
		F	36 358	3 737	40 095	3 015	3 990	708
15	Finances	C					265	
		F	51 665	2 080	53 745	1 876	7 567	597
16	Industrie et Commerce	C						
		F	28 983	2 421	31 404	2 740	1 712	702
17	Justice	C						
		F	151 118	12 754	163 872	6 091	18 862	3 564
18	Loisir, Chasse et Pêche	C						
		F	63 911	19 450	83 361	5 664	7 801	2 896
19	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	C					29	
		F	97 554	32 374	129 928	6 744	43 482	2 309
20	Office de planification et de développement du Québec	C						
		F	4 945	2 147	7 092	464	166	16
21	Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	C						
		F	348 001	620	348 621	300	1 077	85
22	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	C						
		F	4 394	610	5 004	517	446	24
23	Organismes relevant de la Vice- présidente du Conseil exécutif	C						
		F	160 021	14 775	174 796	737	704	82
24	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	C						
		F	14 616	648	15 264	673	2 247	237
25	Régie de l'assurance-maladie du Québec	C						
		F						
26	Relations internationales	C						
		F	20 539	642	21 181	6 777	8 390	589
27	Revenu	C						
		F	117 924	17 458	135 382	11 423	13 400	2 707

Fonctionnement et Capital							Transfert		
	Loyers	Four- nitures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres Dépenses	Total — Autres dépenses	Total — Personnel et — Autres dépenses		Total
1 F	13 128	1 756	655		330	24 738	74 356	119 660	194 016
C			875			876	876		876
2 F	8 710	1 368	365		66	21 418	68 156	663 571	731 727
C			789	52		841	841		841
3 F	13 450	8 376	1 488		5 149	52 911	169 700	329 895	499 595
C	8	32	3 636	2 354	7	6 360	6 360		6 360
4 F	1 724	392	251		7	3 322	13 223	17 061	30 284
C			413			413	413		413
5 F	3 134	1 929	257		41	14 198	52 431		52 431
C			259	3 474		3 776	3 776		3 776
6 F	1 607	505	120		106	8 771	18 395	4 695	23 090
C			253			253	253		253
7 F	3 211	460	284		14	6 434	25 415	2 958	28 373
C			165			165	165		165
8 F	16 377	2 282	1 001		379	108 659	154 559	66 855	221 414
C			4 258	156		4 414	4 414		4 414
9 F	4 863	726	160		20	10 961	29 629	3 542	33 171
C		39	520	48		607	607		607
10 F	2 329	396	168		53	5 088	16 614		16 614
C			568			568	568		568
11 F	14 809	1 927	505		93	31 341	80 300	4 629 509	4 709 809
C			1 279			1 279	1 279		1 279
12 F	17 785	14 761	9 969		436	128 533	246 263	94 767	341 030
C	2 384	753	7 234	5 638		16 579	17 230		17 230
13 F	4 234	736	566		295	12 412	37 915	2 480 159	2 518 074
C			384			384	384		384
14 F	6 329	2 281	297		25	16 645	56 740	192 320	249 060
C	57	26	873	2 609	12	3 900	3 989		3 989
15 F	5 957	1 963	472		2 766 493(*)	2 784 925	2 838 670	5 285	2 843 955
C			1 140			1 140	1 140		1 140
16 F	4 409	1 649	180		5 560	16 952	48 356	265 186	313 542
C			824			824	824		824
17 F	80 318	3 937	1 406		398	114 576	278 448	82 319	360 767
C			2 793			2 793	2 793		2 793
18 F	9 058	9 828	1 684		508	37 439	120 800	70 907	191 707
C	227	476	3 997	4 586	594	10 416	10 516		10 516
19 F	16 890	2 949	2 464		1 767	76 605	206 533	2 700 692	2 907 225
C			1 671			1 671	1 671		1 671
20 F	1 318	101	91		4	2 160	9 252	29 742	38 994
C			98			98	98		98
21 F	1 207	367	92		351	3 479	352 100	568 154	920 254
C			334			334	334		334
22 F	574	155	58		3	1 777	6 781	75 611	82 392
C			89			89	89		89
23 F	2 534	694	62		8	4 821	179 617	100	179 717
C			160			160	160		160
24 F	1 352	325	50		1 633	6 517	21 781	1 212	22 993
C			622			622	622		622
25 F								1 745 572	1 745 572
C									
26 F	5 641	1 083	223		1 537	24 240	45 421	13 011	58 432
C			202	70		272	272		272
27 F	25 934	6 841	659		33 823	94 787	230 169	27 197	257 366
C			2 116			2 116	2 116		2 116

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE (suite)**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

Super-catégories (suite) Ministère (suite)		Fonctionnement et Capital					
		— Personnel			— Autres dépenses		
		Traitements	Autres rémuné- rations	Total — Personnel	Communi- cations	Services	Entretien
28 Santé et Services sociaux	F	43 564	3 651	47 215	4 117	7 715	623
	C						
29 Solliciteur général	F	382 888	8 267	391 155	9 660	20 283	4 188
	C						
30 Tourisme	F	12 946	5 171	18 117	9 016	2 369	1 894
	C						
31 Transports	F	152 822	36 295	189 117	7 413	17 190	81 440
	C	62 703	17 565	80 268	5 977	21 627	
32 Travail	F	37 161	1 784	38 945	3 056	1 833	191
	C						
33 Provision pour créances douteuses	F						
	C						
34 Provision pour perte sur placements en actions	F						
	C						
	F	2 194 296	258 168	2 452 464	200 574	288 508	118 320
	C	62 722	18 386	81 108	6 120	23 280	
		2 257 018	276 554	2 533 572	206 694	311 788	118 320

F — Super-catégorie: Fonctionnement

C — Super-catégorie: Capital

(*) Inclut, au ministère des Finances, 2 765 992 303 \$ pour le service de la dette.

Fonctionnement et Capital							Transfert		
	Loyers	Four- nitures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres Dépenses	Total — Autres dépenses	Total — Personnel et — Autres dépenses		Total
28 F	6 714	1 983	651		134	21 937	69 152	6 449 179	6 518 331
C			725			725	725		725
29 F	28 172	19 060	1 325		1 165	83 853	475 008	3 385	478 393
C			7 153			7 153	7 153		7 153
30 F	4 639	3 606	429		138	22 091	40 208	28 550	68 758
C			486			486	486		486
31 F	39 335	93 180	1 608		244	240 410	429 527	769 167	1 198 694
C	16 369	29 275	26 011	215 905	2 156	317 320	397 588		397 588
32 F	5 036	789	255		25	11 185	50 130	4 294	54 424
C			340			340	340		340
33 F					108 341	108 341	108 341		108 341
C									
34 F					(1 173)	(1 173)	(1 173)		(1 173)
C									
F	350 778	186 405	27 795		2 927 973	4 100 353	6 552 817	21 444 555	27 998 545
C	19 045	30 601	70 267	234 892	2 769	386 974	468 082		468 082
	369 823	217 006	98 062	234 892	2 930 742	4 487 327	7 020 899	21 444 555	28 465 454

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
AFFAIRES CULTURELLES		
Droits et permis		
Autres		
Examen de films et de publicité cinématographique	<u>182</u>	<u>209</u>
	<u>182</u>	<u>209</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	53	78
Location de terrains et bâtisses	388	422
Divers	<u>84</u>	<u>77</u>
	<u>525</u>	<u>577</u>
Intérêts		
Divers	<u> </u>	<u>1</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>2</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	179	57
Subventions d'années antérieures	719	42
Divers	<u>48</u>	<u>13</u>
	<u>946</u>	<u>112</u>
	<u>1 473</u>	<u>691</u>
Revenus autonomes	<u>1 655</u>	<u>900</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés		62
Coopération en matière de classement de documents	<u>63</u>	<u> </u>
	<u>63</u>	<u>62</u>
	<u>1 718</u>	<u>962</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
AFFAIRES MUNICIPALES		
Droits et permis		
Autres		
Révision évaluation foncière	372	408
Révision loyer	994	848
	<u>1 366</u>	<u>1 256</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide technique et soutien — S.H.Q.	1 192	2 333
Divers	19	5
	<u>1 211</u>	<u>2 338</u>
Intérêts		
Comptes de banque	79	143
Obligations et billets	1 061	1 139
	<u>1 140</u>	<u>1 282</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	21	56
Subventions d'années antérieures	74	489
Divers	21	7
	<u>116</u>	<u>552</u>
	<u>2 467</u>	<u>4 172</u>
Revenus autonomes	<u>3 833</u>	<u>5 428</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Supplément au loyer	1 386	1 987
Déficits d'exploitation de logements	73 675 ⁽¹⁾	91 516
Compensation d'intérêts — Déficits d'exploitation de logements	146 ⁽¹⁾	3 567
Compensation d'intérêts — Supplément de loyer		111
Divers	23	15
	<u>75 230</u>	<u>97 196</u>
	<u>79 063</u>	<u>102 624</u>

(1) En 1986-1987, seules les contributions fédérales reçues ont été comptabilisées. À compter du 1er avril 1987, les contributions à recevoir appartiennent à la Société d'habitation du Québec suite aux modifications de sa loi constitutive. (L.Q., 1987, c. 10).

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	23	21
Autres		
Divers	138	116
	<u>161</u>	<u>137</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	64	70
Animaux	83	111
Produits de la ferme	259	275
Spermes	77	74
Terrains et bâtisses	371	216
Location de terrains et bâtisses	304	266
Triage des produits marins	(6)	631
Location d'entrepôts frigorifiques	392	1 025
Cale de halage	192	153
Recouvrements de tiers	410	111
Constitution de titres	211	256
Autres aides à l'agriculteur	391	390
Enquête et audition	106	92
Divers	171	191
	<u>3 025</u>	<u>3 861</u>
Intérêts		
Comptes de banque	275	2
Prêts	142	160
Comptes à recevoir	49	60
Prêts aux pêcheurs	1 056	735
Divers	25	19
	<u>1 547</u>	<u>976</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	12	53
Divers	2	2
	<u>14</u>	<u>55</u>

	1986-1987	1985-1986
Recouvrements		
Autres dépenses	102	139
Subventions d'années antérieures	596	569
Salaires — accidents de travail	164	276
Divers	(8)	85
	<u>854</u>	<u>1 069</u>
	<u>5 440</u>	<u>5 961</u>
Revenus provenant des sociétés d'État		
Autres sociétés d'État	(450)	(492)
Revenus autonomes	<u>5 151</u>	<u>5 606</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	10 914	11 879
Main-d'œuvre agricole	313	513
Divers	33	27
	<u>11 260</u>	<u>12 419</u>
	<u>16 411</u>	<u>18 025</u>
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Dispositions de biens meubles excédentaires	2 227	2 420
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement:		
Services de soutien	2 068	1 299
Revenu net	430	323
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques:		
Services de soutien		85
Revenu net	2 401	1 702
Divers		1
	<u>7 126</u>	<u>5 830</u>
Intérêts		
Divers	<u>3</u>	<u>2</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES (suite)		
Amendes et confiscations		
Divers		3
Recouvrements		
Divers	32	6
	<u>7 161</u>	<u>5 841</u>
Revenus autonomes	<u>7 161</u>	<u>5 841</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Protection civile	2 693	3 201
	<u>2 693</u>	<u>3 201</u>
	<u>9 854</u>	<u>9 042</u>
 ASSEMBLÉE NATIONALE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Projets de lois publics	153	192
Projets de lois privés	85	64
Livres, journaux et souvenirs	79	41
Restaurant Le Parlementaire	517	415
Restaurant le Mini-Débat	148	79
Divers	58	52
	<u>1 040</u>	<u>843</u>
Intérêts		
Divers		1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	63	14
Salaires — accidents de travail	47	52
Divers	7	2
	<u>117</u>	<u>68</u>
	<u>1 157</u>	<u>912</u>
Revenus autonomes	<u>1 157</u>	<u>912</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	17	21
Intérêts		
Divers	2	11
Recouvrements		
Divers	41	46
	60	78
Revenus autonomes	<u>60</u>	<u>78</u>
 COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	15	22
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	43	58
Divers	61	13
	104	71
	119	93
Revenus autonomes	<u>119</u>	<u>93</u>
 Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	1 104	1 153
Divers	26	25
	1 130	1 178
	<u>1 249</u>	<u>1 271</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
COMMUNICATIONS		
Droits et permis		
Autres		
Exploitation d'un service téléphonique	1 410	1 137
Divers		1
	<u>1 410</u>	<u>1 138</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Fonds renouvelable des publications gouvernementales:		
Revenu net	812	361
Fonds renouvelable de la reprographie		
Stock et équipement cédés		(262)
Services de soutien	1 187	1 217
Revenu net	115	162
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau:		
Services de soutien	561	146
Revenu net	11	8
Stock et équipement transférés		227
Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
Revenu net	205	456
Divers	89	105
	<u>2 980</u>	<u>2 420</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	105	36
Autres dépenses	92	84
Salaires — accidents de travail	64	31
Services informatiques	144	106
Divers	11	4
	<u>416</u>	<u>261</u>
	<u>3 396</u>	<u>2 681</u>
Revenus autonomes	<u>4 806</u>	<u>3 819</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Services intégrés d'information	<u>651</u>	<u>10</u>
	<u>651</u>	<u>10</u>
	<u>5 457</u>	<u>3 829</u>
 CONSEIL EXÉCUTIF		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	20	169
Gravier	680	
Location de machinerie et d'équipement	69	
Divers	<u>6</u>	<u>15</u>
	<u>775</u>	<u>184</u>
 Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 522	4 613
Divers	<u>19</u>	<u>26</u>
	<u>4 541</u>	<u>4 639</u>
 Recouvrements		
Divers	<u>53</u>	<u>74</u>
	<u>5 369</u>	<u>4 897</u>
 Revenus autonomes	<u>5 369</u>	<u>4 897</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
CONSEIL EXÉCUTIF (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des transports	2 735	2 029
Infrastructures industrielles	1 480 ⁽²⁾	7 218
Développement minéral	8 710	5 983
Développement touristique	(900)	930
Société Inter-Port de Québec	480	770
Entente sur le Nord Québécois	10 100	11 490
Développement industriel	12 853	11 115
Développement forestier	22 109	20 363
	<u>57 567</u>	<u>59 898</u>
	<u>62 936</u>	<u>64 795</u>
 CONSEIL DU TRÉSOR		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Absences pour activités syndicales	2 990	2 999
Divers	<u>12</u>	<u>10</u>
	<u>3 002</u>	<u>3 009</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	46	116
Divers	<u>46</u>	<u>(3)</u>
	<u>46</u>	<u>113</u>
Revenus autonomes	<u>3 048</u>	<u>3 122</u>

(2) La diminution des contributions fédérales résulte des coûts moindres encourus à ce programme rendu à sa phase finale.

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
ÉDUCATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel didactique	41	359
Location de l'ordinateur	58	
Location de services de personnel	(69)	2 902
Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement:		
Services de soutien		(736)
Revenu net		
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement	768	
Divers	<u>37</u>	<u>37</u>
	<u>835</u>	<u>2 562</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	95	609
Divers	<u>34</u>	<u>74</u>
	<u>129</u>	<u>683</u>
	<u>964</u>	<u>3 245</u>
Revenus autonomes	<u>964</u>	<u>3 245</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	5 080	5 202
Formation dans les pénitenciers fédéraux	555	918
Enseignement aux enfants indiens	33 300	34 829
Formation de compétences professionnelles	<u>2 924</u>	<u>3 879</u>
	<u>41 859</u>	<u>44 828</u>
	<u>42 823</u>	<u>48 073</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
ÉNERGIE ET RESSOURCES		
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	16 658	19 086
Forêts domaniales	20 258	18 895
Terrains vacants	880	1 201
Réserves et autres	386	382
Divers	48	12
	<u>38 230</u>	<u>39 576</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	12 847	11 684
Lots de villages miniers	73	54
Mise en valeur	847	1 472
Exploitation par baux miniers	423	40
Exploitation par concessions minières	53	54
Prospecteurs	299	373
Exploration	1 640	
Divers	13	6
	<u>16 195</u>	<u>13 683</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	1 988	2 329
Énergie électrique produite	29 345	30 601
Emmagasinement de l'eau	727	601
	<u>32 060</u>	<u>33 531</u>
Autres		
Sable et gravier	768	811
Vente de gaz naturel	53	52
Production, vente ou distribution de l'énergie, vapeur et gaz	2 501 ⁽³⁾	12 191
Détaillants	573	582
Transport de produits pétroliers	47	55
Grossistes et détaillants	278	301
Vente de lubrifiant	398	401
Divers	139	137
	<u>4 757</u>	<u>14 530</u>
	<u>91 242</u>	<u>101 320</u>

(3) Une modification à la tarification pour le gaz naturel explique la diminution.

	1986-1987	1985-1986
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	271	238
Matériel et fournitures	22	53
Bois	83	53
Disposition de surplus	85	
Ventes de terres de l'État	2 170	1 635
Terrains et bâtisses	62 ⁽⁴⁾	17 272
Location de territoires affermés	2 058	1 983
Location de parcs à déchets	115	161
Location d'autres terrains et bâtisses	3 825	3 593
Frais d'acquisition et de location de terrains	349	483
Location de chambres et pension	79	35
Enregistrement	103	495
Constitution de titres	57	44
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies d'arbres	2 120	1 556
Inventaires et aménagements forestiers	1 305	1 216
Arpentages de terrains	163	187
Analyse et traitement de minerai	892	745
Fonds renouvelable du Service de cartographie		
Revenu net	441	482
Divers	169	183
	<hr/> 14 369	<hr/> 30 414
Intérêts		
Comptes de banque	55	41
Autres revenus à percevoir	560	683
Droits sur les profits d'exploitation minière	153	(201)
Prêts à des compagnies minières	116	111
Divers	17	38
	<hr/> 901	<hr/> 672
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	288	419
Infractions à diverses lois	55	125
Divers	8	
	<hr/> 351	<hr/> 544

(4) En 1985-1986, il y a eu vente du barrage « Hart-Jaune » à Hydro-Québec acquis de la Compagnie minière Québec-Cartier et de la Compagnie d'électricité Hart-Jaune.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 051	662
Subventions d'années antérieures	692	423
Salaires — accidents de travail	163	165
Divers	6	
	<u>1 912</u>	<u>1 250</u>
	<u>17 533</u>	<u>32 880</u>
Revenus autonomes	<u>108 775</u>	<u>134 200</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Économie d'énergie	994	
	<u>994</u>	<u>0</u>
	<u>109 769</u>	<u>134 200</u>
 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrement de tiers		(73)
Cours	1 386	1 339
Location de services de personnel	122	28
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants:		
Revenu net 86-87	3	271
Revenu net 85-86	(6)	
Divers	15	15
	<u>1 520</u>	<u>1 580</u>
Intérêts		
Prêts aux étudiants	2 250	1 853
Divers	(1)	4
	<u>2 249</u>	<u>1 857</u>

	1986-1987	1985-1986
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	564	182
Bourses d'études	7 455	4 204
Divers	105	46
	<u>8 124</u>	<u>4 432</u>
	11 893	7 869
Revenus autonomes	<u>11 893</u>	<u>7 869</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation dans les pénitenciers fédéraux	437	520
Recyclage des employés de la garde côtière		(64)
Formation de compétences professionnelles	7 155 ⁽⁵⁾	17 879
Divers	19	
	<u>7 611</u>	<u>18 335</u>
	<u>19 504</u>	<u>26 204</u>

ENVIRONNEMENT**Droits et permis**

Ressources hydrauliques		
Flottage	63	59
Divers	12	9
	<u>75</u>	<u>68</u>
Autres		
Divers	8	5
	<u>83</u>	<u>73</u>

⁽⁵⁾ Les contributions du gouvernement du Canada pour des immobilisations dans le cadre de la formation professionnelle des adultes ont diminué puisque ce programme en est rendu à sa phase finale.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
ENVIRONNEMENT (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	82	61
Recouvrements de tiers	86	133
Inventaires des eaux	107	211
Amélioration du régime des eaux	419	138
Analyse de l'eau potable	265	291
Location de lots de grève et à eau profonde	394	423
Divers	106	63
	<u>1 459</u>	<u>1 320</u>
Intérêts		
Divers	78	
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	101	141
Divers	60	51
	<u>161</u>	<u>192</u>
	<u>1 698</u>	<u>1 512</u>
Revenus autonomes	<u>1 781</u>	<u>1 585</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assainissement des eaux	123	126
Inventaire de la qualité des eaux	196	142
Inventaire des eaux de surface	646	1 104
Réseaux climatologiques au Québec	373	371
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	67	79
Cartographie des plaines d'inondation		(86)
Construction d'ouvrages contre les inondations	271 ⁽⁶⁾	2 685
Restauration des sites abandonnés	535	
Divers	33	25
	<u>2 244</u>	<u>4 446</u>
	<u>4 025</u>	<u>6 031</u>

(6) Le parachèvement des travaux à Richmond et à la rivière des Milles-Îles a entraîné des dépenses d'immobilisations moins élevées causant ainsi des contributions fédérales moindres.

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
FINANCES		
Impôt sur le revenu et les biens		
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	<u>1 828 955 ⁽⁷⁾</u>	<u>1 600 799</u>
Droits et permis		
Autres		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	849	786
Compagnies étrangères à fonds social	86	42
Constitution d'autres compagnies	8 343 ⁽⁸⁾	4 272
Courtage immobilier	661	812
Rapport annuel des compagnies	9 298 ⁽⁸⁾	6 165
Agents de réclamation	91	85
Prospectus	1 015	583
Information continue	345	
Divers	<u>24</u>	<u>21</u>
	<u>20 712</u>	<u>12 766</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	122	64
Statistiques démographiques	65	15
Photocopies de documents	41	51
Soutien à la Régie de l'assurance-dépôts	261	352
Inspection et vérification des compagnies de fiducie	441	442
Inspection et vérification des compagnies d'assurance	4 654	4 139
Frais d'inspection des institutions de dépôts	78	60
Divers	<u>7</u>	<u>12</u>
	<u>5 669</u>	<u>5 135</u>

(7) Ces contributions ont été portées de 3 % à 3,2175 % sur les salaires versés par les employeurs à compter du 2 mai 1986.

(8) L'augmentation est due principalement à la révision des tarifications concernées.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
FINANCES (suite)		
Intérêts		
Comptes de banques	1 742	2 874
Placements temporaires	11 972	14 132
Prêts	29 022(A)	41 586
Compte du gouvernement du Canada	185	187
Gain sur fluctuation de change	11 442 ⁽⁹⁾	2(*)
Intérêts remis par l'Office du crédit agricole		253
Primes sur émissions d'obligations	13 161	3 782
Divers	30	32
	<u>67 554</u>	<u>62 848</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	663	846
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	70	166
Taxe de vente fédérale	100	135
Divers	23	14
	<u>193</u>	<u>315</u>
	<u>74 079</u>	<u>69 144</u>
Revenus provenant des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	360 671(B)	356 816(*) (B)
Loto-Québec	360 375(B)	302 671(*) (B)
Hydro-Québec	303 000 ⁽¹⁰⁾	209 000(*)
Autres sociétés d'État	81 727	70 706(*) (B)
	<u>1 105 773</u>	<u>939 193(*)</u>
Revenus autonomes	<u>3 029 519</u>	<u>2 621 902</u>

(*) Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables. (note complémentaire n° 11 aux états financiers.)

(9) L'augmentation est attribuable à un coût moins élevé des remboursements d'emprunts en monnaie des États-Unis dû à la variation à la baisse du taux de change lors des remboursements par rapport à celui du 31 mars 1986.

(10) En 1986, Hydro-Québec a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en matière de coûts et obligations découlant des régimes de retraite. Les recommandations concernant la perte de change relative à la conversion de la dette à long terme libellée en monnaie des États-Unis ont été également adoptées. Aucun amortissement n'est requis lorsque les entrées de fonds futures en dollars des États-Unis provenant des ventes d'électricité assurent une couverture efficace contre le risque de change. L'adoption de ces recommandations explique principalement l'augmentation des revenus.

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	2 747 847 (C)	2 854 147
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 821 859 (D)	1 941 687
Contributions aux programmes de bien-être	1 107 757 (E)	1 198 297
Autres programmes	(109 924)(F)	(89 269)
	<u>5 567 539(G)</u>	<u>5 904 862</u>
	<u>8 597 058</u>	<u>8 526 764</u>
A) Intérêts sur prêts :		
(en milliers de dollars)		
Fonds de la réforme du cadastre québécois	212	120 ⁽¹¹⁾
Madelipêche Inc.		55 ⁽¹¹⁾
Office du crédit agricole du Québec		
— Financement agricole		14 132
— Financement forestier		1 419
Régie des assurances-agricoles du Québec		
Sidbec	6 388	6 262
Société de développement des coopératives	452	548
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	455	184
Société des établissements de plein air du Québec		1
Société d'habitation du Québec	11 451	11 613
Société du parc des expositions agro-alimentaires		189
Société du parc industriel du centre du Québec	2 325	3 471
Société générale de financement du Québec	1 538	1 538
Société immobilière du Québec		1 506
Société nationale de l'amiante	4 385	205
Société québécoise des transports		343
Sucre Lantic Ltée	1 816	
	<u>29 022</u>	<u>41 586</u>

B) Revenus provenant des sociétés d'État

(en milliers de dollars)

Y compris des dividendes de 361 000 \$ en 1987 de la Société des alcools du Québec (335 000 \$ en 1986) et de 345 000 \$ en 1987 de Loto-Québec (339 000 \$ en 1986) et de 37 000 \$ en 1986 de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaire (SOQUIA)

⁽¹¹⁾ Les avances à l'Office du crédit agricole du Québec ont été remboursées au 31 mars 1986.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
FINANCES (suite)		
C) Péréquation		
(en milliers de dollars)		
1986-1987	2 779 290	
1985-1986	(31 443)	2 854 147
	<u>2 747 847</u>	<u>2 854 147</u>
D) Autres transferts liés aux accords fiscaux		
(en milliers de dollars)		
Services de santé assurés (a)		
1986-1987	1 150 463(a)	
1985-1986	(50 888)	1 125 246(b)
1984-1985	<u>1 099 575</u>	<u>1 125 246</u>
Assurance-hospitalisation		
Transfert fiscal et compensation financière		
1983-1984	(10 374)	44 797
1982-1983	<u>(10 374)</u>	<u>5 402</u>
		50 199
Assurance-maladie		
1983-1984	(3 572)	15 423
1982-1983	<u>(3 572)</u>	<u>1 860</u>
		17 283
Enregistrement post-secondaire		
Transfert fiscal et compensation financière		
1986-1987	464 912	
1985-1986	(23 532)	461 342
1984-1985	(6 577)	
1983-1984		(170)
1982-1983	<u>434 803</u>	<u>461 172</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Programmes complémentaires de santé		
Compensation financière seulement		
1986-1987	295 085	
1985-1986		279 064
1984-1985	(405)	
1983-1984	(177)	586
1982-1983		316
	<u>294 503</u>	<u>279 966</u>
Péréquation-réciprocité fiscale	<u>6 924</u>	<u>7 820</u>
Part de l'impôt sur les profits non distribués		<u>1</u>
	<u>1 821 859</u>	<u>1 941 687</u>

(a) Y compris le recouvrement d'un montant de 14 032 000 \$ soit la déduction pour les frais modérateurs que le gouvernement fédéral a effectuée au cours des années financières 1985-1986 et 1984-1985, conformément à la Loi canadienne sur la santé.

(b) Y compris une déduction pour les frais modérateurs au montant de 6 139 000 \$ en 1985-1986 conformément à la Loi canadienne sur la santé

E) Contributions aux programmes de bien-être:

(en milliers de dollars)

Transfert fiscal et compensation financière:

1986-1987	1 119 462(a)	
1985-1986		1 198 297(b)
1984-1985 (abattement fiscal)	<u>(11 705)</u>	
	<u>1 107 757</u>	<u>1 198 297</u>

(a) Y compris un montant de 6 234 891 \$ suite au règlement final des années financières 1975-1976 (11 832 160 \$) et 1976-1977 (- 18 067 051 \$).

(b) Y compris un rajustement final au montant de 9 103 097 \$ pour les années financières 1973-1974 (3 991 543 \$) et 1974-1975 (5 111 554 \$).

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
FINANCES (suite)		
F) Autres programmes		
(en milliers de dollars)		
Allocations aux jeunes (abattement fiscal)		
1986-1987	(262 824)	
1985-1986	(1 424)	(244 467)
1984-1985		(7 023)
	<u>(264 248)</u>	<u>(251 490)</u>
 Bilinguisme		
Année civile		
1986	73 372	
1985		77 063
1982		(1 688)
1981		(41)
1979		325
	<u>73 372</u>	<u>75 659</u>
Régime canadien de prêts aux étudiants	<u>72 389</u>	<u>55 096</u>
 Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilité publique	<u>3 960⁽¹²⁾</u>	<u>26 863</u>
Subside basé sur la population	<u>4 603</u>	<u>4 603</u>
	<u>(109 924)</u>	<u>(89 269)</u>

**G) La contribution financière du gouvernement du
Canada est diminuée de l'abattement fiscal con-
senti au Québec depuis 1965, et qui représente
les montants suivants pour 1986-1987 et 1985-1986**

(en milliers de dollars)

Autres transferts liés aux accords fiscaux

— service de santé

assurés et enseignement

post-secondaire (8,5 points d'impôts sur
le revenu des particuliers)

- (12) En 1985-1986, sont compris des montants de 11,9 millions de dollars pour l'année d'imposition 1985 et 15 millions de dollars pour les années antérieures alors qu'en 1986-1987, est compris un montant de 4,5 millions pour l'année d'imposition 1986; ce dernier montant étant réduit de certains ajustements.

	1986-1987	1985-1986
	Abattement fiscal	
1986-1987	760 652	
1985-1986		703 691
1984-1985	20 698	
1983-1984	5 477	(21 542)
1982-1983		(2 313)
	<u>786 827</u>	<u>679 836</u>
Contributions aux programmes de bien-être (5 points d'impôts sur le revenu des particuliers)		
1986-1987	438 040	
1985-1986		407 445
1984-1985	11 705	
	<u>449 745</u>	<u>407 445</u>
Autres programmes — allocations aux jeunes (3 points d'impôts sur le revenu des particuliers)		
1986-1987	262 824	
1985-1986	1 424	244 467
1984-1985		7 023
	<u>264 248</u>	<u>251 490</u>

Un signe (-) signifie une baisse de la valeur du transfert fiscal et par conséquent un réajustement financier.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Droits et permis

Boissons alcooliques
Divers

35	3
----	---

Autres

Rembourrage
Divers

92	95
13	23
105	118
140	121

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
INDUSTRIE ET COMMERCE (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cale sèche	178	96
Recouvrements de tiers	30	134
Divers	18	19
	<u>226</u>	<u>249</u>
Intérêts		
Prêts	2 017	1 888
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6	163
Subventions d'années antérieures	846	831
Divers	3	1
	<u>855</u>	<u>995</u>
	<u>3 098</u>	<u>3 132</u>
Revenus autonomes	<u>3 238</u>	<u>3 253</u>
 JUSTICE		
Droits et permis		
Autres		
Courtage immobilier	1 037	723
Assermentation	156	143
Vendeurs itinérants	188	152
Agents de voyage	257	124
Divers	81	111
	<u>1 719</u>	<u>1 253</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	277	256
Certificats de naissance, mariage et décès	651	545
Location de services de personnel	37	57
Recouvrement de tiers	965	84
Enregistrement de droits	24 567	19 942
Actes judiciaires	15 462	12 702
Actes juridiques	5 810	2 639
Divers	91	44
	<u>47 860</u>	<u>36 269</u>
Intérêts		
Divers		1
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	33 966 ⁽¹³⁾	26 587
Infractions au Code criminel	11 646 ⁽¹³⁾	8 635
Infractions à la Loi de la régie des permis d'alcool	109	67
Infractions à la Loi sur la conservation de la faune	305	411
Infractions à diverses lois	5 449	4 521
Divers	1	3
	<u>51 476</u>	<u>40 224</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	180	
Autres dépenses		3 294
Salaires — accidents de travail	544	408
Surplus — fonds spéciaux et organismes	75	
Divers	18	2
	<u>817</u>	<u>3 704</u>
	<u>100 153</u>	<u>80 198</u>
Revenus autonomes	<u>101 872</u>	<u>81 451</u>

(13) La variation est due à une augmentation du tarif des amendes et du nombre d'infractions.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
JUSTICE (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	654	657
Aide juridique	12 390	14 777
Conseillers juridiques auprès des autochtones	452	392
Jeunes contrevenants		2 500
Divers		
	<u>13 496</u>	<u>18 326</u>
	<u>115 368</u>	<u>99 777</u>
 LOISIR, CHASSE ET PÊCHE		
Droits et permis		
Autres		
Commerce de fourrures	393	397
Exploitation de commerce de fourrures	85	82
Chasse sportive	8 134	8 179
Pêche sportive	6 387	6 042
Pourvoyeur de chasse ou de pêche	51	111
Ligne de trappe	112	88
Droits de pêche journaliers	1 815	1 558
Droits de chasse journaliers	969	544
Divers	75	46
	<u>18 021</u>	<u>17 047</u>
 Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Certificats de chasseurs	285	357
Matériel et fournitures	45	52
Disposition de surplus	70	1
Véhicules usagés	78	51
Locations de terrains et bâtisses	77	92
Location d'espaces de stationnement	357	626
Location de territoires de chasse et pêche	316	460
Location d'embarcations	865	595
Location de chalets	2 072	2 214
Location de chambres et pension	429	41
Location de services de personnel	113	107
Parcs et terrains de camping	703	1 309
Aquarium	180	179
Jardin zoologique	306	351
Ile-d'Anticosti	(40)	365
Établissements	262	851
Concessions	458	326
Frais d'inscription aux tirages au sort	714	588
Fonds renouvelable du Parc du Mont-Ste-Anne		
Services de soutien		
Revenu net		(209)
Divers	<u>15</u>	<u>17</u>
	<u>7 305</u>	<u>8 373</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Intérêts		
Divers	<u>19</u>	<u>20</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi sur la conservation de la faune	116	
Infractions aux lois de la chasse	13	82
Divers	<u>3</u>	<u>8</u>
	<u>132</u>	<u>90</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	126	254
Subventions d'années antérieures	100	110
Salaires — accidents de travail	322	354
Divers	<u>19</u>	<u>10</u>
	<u>567</u>	<u>728</u>
	<u>8 023</u>	<u>9 211</u>
Revenus autonomes	<u>26 044</u>	<u>26 258</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Amélioration de la condition physique et développement du sport amateur		<u>1 125</u>
		<u>1 125</u>
	<u>26 044</u>	<u>27 383</u>
 MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU		
Droits et permis		
Autres		
Autres techniciens	<u>170</u>	<u>168</u>
	<u>170</u>	<u>168</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
MAIN D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide sociale — R.R.Q.	8 263	9 336
Aide sociale — Pension alimentaire	2 711	2 320
Divers	30	(28)
	<u>11 004</u>	<u>11 628</u>
Intérêts		
Prêts	491	261
Recouvrement d'aide sociale	3 979	2 932
	<u>4 470</u>	<u>3 193</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	134	33
Subventions d'années antérieures	585	619
Aide sociale	38 046 ⁽¹⁴⁾	24 629
Allocations familiales	217	313
Divers	37	44
	<u>39 019</u>	<u>25 638</u>
	<u>54 493</u>	<u>40 459</u>
Revenus autonomes	<u>54 663</u>	<u>40 627</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	140 033	134 171
Développement — système d'information de gestion	200	
Aide sociale versée aux revendicateurs du statut de réfugié	7 053 ⁽¹⁵⁾	
	<u>147 286</u>	<u>134 171</u>
	<u>201 949</u>	<u>174 798</u>

(14) La variation est attribuable à une application plus rigoureuse de la loi.

(15) Ce montant représente un remboursement, par le gouvernement fédéral, des coûts du maintien à l'aide sociale de certains revendicateurs du statut de réfugiés acceptés comme immigrants.

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC		
Revenus divers		
Intérêts		
Divers	42	22
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	110	175
Divers	2	15
	112	190
	154	212
Revenus autonomes	<u>154</u>	<u>212</u>
 ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ A L'ADMINISTRATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Assurance-vie et protection des cadres des organismes autonomes	725	543
Divers	6	41
	731	584
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 243	3 005
Divers	6	
	2 249	3 005
	2 980	3 589
Revenus autonomes	<u>2 980</u>	<u>3 589</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE		
Droits et permis		
Autres		
Divers	<u>2</u>	<u>2</u>
	<u>2</u>	<u>2</u>
Revenus divers		
Intérêts		
Divers	<u>1</u>	<u>-----</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	151	
Divers	<u>17</u>	<u>59</u>
	<u>168</u>	<u>59</u>
	<u>169</u>	<u>59</u>
Revenus autonomes	<u>171</u>	<u>61</u>
ORGANISMES RELEVANT DE LA VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL EXÉCUTIF		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Traitement électronique des données	197	125
Divers	<u>2</u>	<u>-----</u>
	<u>199</u>	<u>125</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	223	165
Divers	<u>32</u>	<u>4</u>
	<u>255</u>	<u>169</u>
Revenus autonomes	<u>454</u>	<u>294</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Divers		29
	<u>454</u>	<u>323</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Revenus divers

Ventes de biens et services		
Divers	53	101
Intérêts		
Divers	8	12
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	67	8
Divers	10	2
	<u>77</u>	<u>10</u>
	<u>138</u>	<u>123</u>
Revenus autonomes	<u>138</u>	<u>123</u>

RELATIONS INTERNATIONALES

Revenus divers

Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	54	3
Divers	51	4
	<u>105</u>	<u>7</u>
Intérêts		
Divers	51	9
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(12)	70
Subventions d'années antérieures	10	206
Divers	1	43
	<u>(1)</u>	<u>319</u>
	<u>155</u>	<u>335</u>
Revenus autonomes	<u>155</u>	<u>335</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
RELATIONS INTERNATIONALES (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Coopération internationale	<u>270</u>	<u>722</u>
	<u>270</u>	<u>722</u>
	<u>425</u>	<u>1 057</u>
REVENU		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	8 427 680	7 966 328
Impôt des sociétés	1 216 952	1 082 010
Droits de successions	<u>9 164</u>	<u>30 514</u>
	<u>9 653 796</u>	<u>9 078 852</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	3 624 296	3 175 635
Carburants	1 144 655	1 084 069
Tabacs	569 312	534 826
Repas et hôtellerie	361 329	327 719
Télécommunications	129 552	118 634
Publicité	<u>9 281</u>	<u>8 284</u>
	<u>5 838 425</u>	<u>5 249 167</u>
Droits et permis		
Ventes de bière par les détaillants	42 191	38 059
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	24 392	23 883
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	7 584	6 365
Pari mutuel	26 998	26 417
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	2 371	2 478
Appareils d'amusement	10 155	7 387
Loteries et courses	3 048	2 523
Autres		
Transferts de terrains	762	196
Divers	<u>29</u>	<u>(3)</u>
	<u>117 530</u>	<u>107 305</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Perception pour les municipalités de taxes		
sur les réseaux de télécommunication	3 408	3 204
Perception R.R.Q.	23 436	20 953
Décisions anticipées	231	72
Divers	4	15
	<u>27 079</u>	<u>24 244</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	100 730 ⁽¹⁶⁾	72 405
Impôt des sociétés	35 028	42 224
Droits de successions	3 545	2 457
Ventes au détail	11 970	13 783
Carburants	4 541	1 288
Tabacs	330	168
Repas et hôtellerie	4 002	4 017
Profits d'exploitation forestière	50	548
Appareils d'amusement	86	92
Loteries et courses	239	208
Transferts de terrains	415	188
Divers	77	38
	<u>161 013</u>	<u>137 416</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	25 571	19 209
Divers	62	43
	<u>25 633</u>	<u>19 252</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	105	156
Subventions d'années antérieures	79	179
Salaires — accidents de travail	57	48
Fonds de relance industrielle — Intérêts accumulés	13 000	
	<u>13 241</u>	<u>383</u>
	<u>226 966</u>	<u>181 295</u>
Revenus autonomes	<u>15 836 717</u>	<u>14 616 619</u>

(16) La variation résulte principalement d'intérêts applicables sur des cotisations pour des années antérieures.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
REVENU (suite)		
Notes		
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus (en milliers de dollars)		
	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Impôt sur le revenu des particuliers (B) (C)	1 308 430	1 130 182
Impôts des sociétés (A) (D)	142 010	133 589
Successions	2 016	4 534
Ventes au détail	29 151	29 134
Carburants	33 158	32 029
Tabacs	4 716	3 076
Repas et hôtellerie	279	354
Télécommunications	125	136
Publicité		1
Profits d'exploitation forestière	1 693	245
Concours publicitaires	381	148
Appareils d'amusement	34	52
Loteries et courses	243	212
Transferts de terrains	64	54
Contenants non consignés		23
Décisions anticipées	1	
Intérêts — impôt sur le revenu des particuliers		13 732
	<u>1 522 301</u>	<u>1 347 501</u>

(A) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances.

(B) Y compris pour le remboursement d'impôt foncier 70 317 983 \$ en 1986-1987 (129 624 086 \$ en 1985-1986).

(C) Y compris pour le remboursement d'allocations de disponibilités 156 572 600 \$ en 1986-1987 (110 344 900 \$ en 1985-1986).

(D) Y compris pour le fonds de relance industrielle 354 740 \$ en 1986-1987 (820 089 \$ en 1985-1986).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**Droits et permis**

Autres

Hôpitaux privés et autres institutions

<u>274</u>	<u>290</u>
<u>274</u>	<u>290</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités — internes	2 193	2 165
Tierces responsabilités — externes	201	154
Assurance-hospitalisation — étrangers	150	177
Tierces responsabilités — R.A.A.Q.	101 230 ⁽¹⁷⁾	30 000
Divers	<u>28</u>	<u>7</u>
	103 802	32 503
Intérêts		
Divers	<u>-----</u>	<u>----- 1</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	75	24
Subventions d'années antérieures	3 351	3 297
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement des établissements du réseau de la santé et des services sociaux	83	496
Taxe de vente fédérale		71
Divers	<u>17</u>	<u>10</u>
	3 526	3 898
	<u>107 328</u>	<u>36 402</u>
Revenus autonomes	<u>107 602</u>	<u>36 692</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle et adaptation au travail	23	66
Immobilisations — Centre hospitalier Côte-des-Neiges	<u>1 106</u>	<u>3 142</u>
	<u>1 129</u>	<u>3 208</u>
	<u>108 731</u>	<u>39 900</u>

(17) Montant inscrit à titre de remboursements par la Régie de l'assurance-automobile du Québec du coût des services de santé occasionnés par les accidents d'automobiles dont 40,0 millions de dollars pour les années antérieures à 1986 suite à la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile. (L.Q., 1986, c. 28).

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détailants	7 909	8 129
Autres		
Agences d'investigation ou de sécurité	320	218
	<u>8 229</u>	<u>8 347</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de chambres et pension	5 842	4 642
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	45	205
Absences pour activités syndicales	167	227
Soins aux détenus	238	401
Administration pour le gouvernement du Canada:		
Permis de port d'armes	699	1 001
Exploitation d'entreprises d'armes à feu	86	84
Disposition de surplus	138	110
Divers	46	13
	<u>7 261</u>	<u>6 683</u>
Amendes et confiscations		
Divers	4	4
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	117	
Autres dépenses	38	(55)
Salaires — accidents de travail	1 179	1 002
Divers	6	3
	<u>1 340</u>	<u>950</u>
	<u>8 605</u>	<u>7 637</u>
Revenus autonomes	<u>16 834</u>	<u>15 984</u>

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
TOURISME		
Droits et permis		
Autres		
Hôtels et restaurants	<u>956</u>	<u>1 179</u>
	<u>956</u>	<u>1 179</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	556	
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	<u>2 032</u>	<u>2 121</u>
Divers	<u>7</u>	<u>13</u>
	<u>2 595</u>	<u>2 134</u>
Intérêts		
Divers	<u>9</u>	<u>-----</u>
Recouvrements		
Divers	<u>35</u>	<u>8</u>
	<u>2 639</u>	<u>2 142</u>
Revenus autonomes	<u>3 595</u>	<u>3 321</u>
TRANSPORTS		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	271 218	254 238
Conducteurs et chauffeurs	39 880	21 241
Transport commercial public	2 383	8 032
École de conduite	52	55
Garagistes et commerçants	<u>334</u>	<u>331</u>
	<u>313 867</u>	<u>283 897</u>
Autres		
Taxi — région de Montréal	<u>4 440</u>	<u>2 564</u>
	<u>318 307</u>	<u>286 461</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	1986-1987	1985-1986
TRANSPORTS (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Plans et devis	62	80
Extraits de dossiers	391	291
Rapports d'accidents	246	212
Matériel et fournitures	142	364
Gaz et huile	297	367
Location de machinerie et d'équipement	199	220
Locations d'installations électriques	47	58
Terrains et bâtisses	6 903	6 097
Location de terrains et bâtisses	1 218	1 106
Péage — Autoroutes		15 861 ⁽¹⁸⁾
Construction du réseau routier	(4)	2 115
Conservation des chaussées	42	51
Inspection mécanique	53	53
Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental		
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis		
à la disposition du Fonds depuis le 1er avril 1984	3 193	
Frais de débarcadère	305	297
Divers	126	66
	13 220	27 238
Intérêts		
Comptes à recevoir	186	15
Divers	19	45
	205	60
Amendes et confiscations		
Divers	4	3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 092	995
Dépenses sous forme d'indemnités	2 875	3 386
Salaires — accidents de travail	1 285	1 334
Divers	51	52
	5 303	5 767
	18 732	33 068
Revenus autonomes	337 039	319 529

(18) Le péage sur les autoroutes a été aboli depuis septembre 1985.

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide à des passages à niveau de chemins de fer	354	258
Réseau routier de l'Outaouais	4 503	3 969
Aide au transport urbain	630	2 244
Transport maritime — Côte-Nord		2 965
Entretien de chemins fédéraux	75	89
Infrastructures aéroportuaires du Nouveau-Québec	5 602 ⁽¹⁹⁾	2 985
Trains de banlieue	5 075	1 722
	<u>16 239</u>	<u>14 232</u>
	<u>353 278</u>	<u>333 761</u>

TRAVAIL**Droits et permis**

Autres		
Vente de gaz de pétrole liquéfié	148	1
Enregistrement — exploitation de gaz de pétrole liquéfié	50	37
Installation de gaz	93	107
Certificat de compétence — gaz	59	49
Ventes de gaz naturel	1 321	1 081
Installations électriques	10 933	9 766
Installations de machines fixes	729	769
Mécaniciens de machines fixes	189	146
Entrepreneurs de construction	7 484	6 888
Divers	61	56
	<u>21 067</u>	<u>18 900</u>

Revenus divers

Ventes de biens et services		
Formules et documents	52	44
Recouvrements de tiers	540	
	<u>592</u>	<u>44</u>
Intérêts		
Divers	1	2

(19) La variation provient d'une augmentation des contributions du gouvernement fédéral résultant des coûts plus élevés dans la construction de pistes d'atterrissage.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	<u>1986-1987</u>	<u>1985-1986</u>
TRAVAIL (suite)		
Amendes et confiscations		
Divers	----- 30	----- 40
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	311	23
Salaires — accidents de travail	----- 38	----- 50
	----- 349	----- 73
	----- 972	----- 159
Revenus autonomes	<u>22 039</u>	<u>19 059</u>

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR MINISTÈRE, PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1987

AFFAIRES CULTURELLES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
 Sommaire: page 1-16

POLITIQUE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	19 756	3	19 581	5 354	538	517	457

PROGRAMME 2
 Sommaire: page 1-16

DÉVELOPPEMENT CULTUREL

1. Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels.	7 525		5 941				
2. Soutien au fonctionnement des équipements culturels.	16 313		16 272			2	20
3. Patrimoine historique, archéologique et naturel	15 258		15 253			62	920
4. Soutien aux arts d'interprétation et de l'environnement visuel.	5 886		5 883				
5. Soutien et expertise au réseau	15 307	1	14 934	6 435	698	502	319
TOTAL:	60 289	1	58 283	6 435	698	566	1 259

PROGRAMME 3
 Sommaire: page 1-16

INSTITUTIONS NATIONALES

1. Archives nationales du Québec	5 358	1	5 212	3 635	413	114	167
2. Bibliothèque nationale du Québec	4 848		4 799	3 418	295	87	561
3. Conservatoires de musique et d'art dramatique du Québec	13 274	3	13 152	7 965	3 079	433	902
4. Centre de conservation de Québec	816		789	610	1	21	84
TOTAL:	24 296	4	23 952	15 628	3 788	655	1 714

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner la gestion des ressources financières, humaines et matérielles, à effectuer des recherches et à produire des statistiques, à orienter les interventions et les politiques du ministère en fonction des besoins de la population, de coordonner la conduite des relations intergouvernementales, d'assurer la coordination des actions du ministère avec les autres ministères et organismes québécois, de développer des mesures visant à améliorer le statut socio-économique et juridique de l'artiste et de s'assurer du respect de la propriété intellectuelle des créateurs.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
195	10 857	371	187	2					101		
										1 002	

Ce programme vise à assurer aux personnes, groupes et institutions, l'accessibilité aux ressources nécessaires à la prise en charge de leur développement culturel et à favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine mobilier, immobilier et naturel québécois.

										5 941	
										16 249	
522	7	233	33	1						13 475	
										5 883	
16	38	144	21	2	1			98		6 660	
538	45	378	54	3	1			98		48 208	

Ce programme vise à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires, à favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique et littéraire québécois, de permettre l'information, la sensibilisation, l'expertise et la restauration de biens culturels.

46	23	199	204	34						200	177
37	21	126	5	216						33	
94	85	277	100	21						196	
3	3	47	10							10	
180	132	649	319	271						439	177

AFFAIRES CULTURELLES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN ET PROMOTION DES ARTS, LETTRES, MUSÉES
ET INDUSTRIES CULTURELLES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	36 124	1	35 695	1 262	102	179	219

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT**

1. Commission des biens culturels	358		322	224	26	19	34
2. Institut québécois de recherche sur la culture Permanents ¹	1 996		1 996				
3. Cinéma	11 418		11 291	1 176	68	76	18
4. Musées d'État	11 898		10 485				
5. Place des Arts de Montréal Permanents ²	4 026 3 800		4 024 3 782				
6. Grand Théâtre de Québec	4 699		4 690				
7. Société de développement des industries de la culture et des communications	1 311		1 100				
TOTAL	39 506		37 690	1 400	94	95	52

¹ Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, L.R.Q., c. I-132.² Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, L.R.Q., c. S121.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

1. Office de la langue française	15 197	5	14 773	10 107	567	424	1 017
2. Commission de protection de la langue française	1 471	1	1 465	1 129	44	67	33
3. Conseil de la langue française	2 324		2 084	1 349	74	121	294
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	8		2				2
5. Commission de toponymie	1 385		1 367	937	112	45	103
TOTAL:	20 385	6	19 691	13 522	797	657	1 449

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	194 560	15	189 114	43 601	6 017	2 669	5 150
Permanents	5 796		5 778				
	200 356	15	194 892	43 601	6 017	2 669	5 150

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	49 618	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	24 738
-------------------------------	--------	-------------------------------------	--------

Ce programme vise à soutenir et à développer les secteurs des arts, des lettres, des musées et des industries culturelles par des politiques et des programmes d'aide financière et technique à la création, à la production, à la commercialisation et à la diffusion, au Québec et à l'étranger, dans les domaines du théâtre, de la danse, de la musique, des arts visuels, des musées privés, du livre, de la lecture, de l'audio-visuel, du disque, du spectacle et des nouvelles technologies.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
3		34	14						5			33 877

Ce programme vise à soutenir et développer des organismes-conseils et des sociétés d'État dont le rôle est de fournir des expertises en matière de patrimoine, de contribuer à des recherches et études sur divers aspects des phénomènes culturels, de conserver et de mettre en valeur l'art québécois, de promouvoir et d'aider la création et la diffusion des oeuvres cinématographiques québécoises et de mettre à la disposition d'artistes et de promoteurs de spectacles des équipements majeurs de diffusion de spectacles et d'aide au développement des industries de la culture et des communications.

	1	7	2						9		
											1 996
											9 913
											10 485
											4 024
											3 782
											4 690
											1 100
4	4	27	14	1					9		35 990

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

116	1 654	225	62	52				205		344
7	166	15	3					1		
4	161	25						12		44
3	109	32	2	1				5		18
130	2 090	297	67	53				223		406

1 050	13 128	1 756	655	330		1		875		113 882 5 778
1 050	13 128	1 756	655	330		1		875		119 660
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT
					876					119 660

AFFAIRES MUNICIPALES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Urbanisme et aménagement du territoire	52 051	2	52 048	2 293	280	150	37
2. Orientations gouvernementales en aménagement	829		829	353	399	13	
TOTAL:	52 880	2	52 877	2 646	679	163	37

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-26**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	3 534		3 449	3 074	112	197	14
2. Aide financière aux municipalités Permanents ¹	1 257 4 702		1 239 289				237
3. Fonds de péréquation	14 243		14 190				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	2 347	1	2 223	1 570	24	161	78
TOTAL:	26 083	1	21 390	4 644	136	358	329

¹ Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-26**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique Permanents ²	2 787		2 298 255	1 617 56	42 76	113	302 123
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	17 622		17 478				2 549
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	226 546		226 474				
4. Compensation de l'effet de plafonne- ment des taxes foncières sur les terres agricoles	13 294		13 294				
5. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	5 069	1	4 971	3 299	337	214	28
TOTAL:	265 318	1	264 770	4 972	455	327	3 002

² Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 (Commission d'étude sur la ville de Québec).

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
2		17	10						58			49 201
4		59	1									
6		76	11						58			49 201

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

2	15	30		5						52		1 239
												14 190
7	347	27	9									
9	362	57	9	5						52		15 429

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.

7	4	26	3						28			156
												14 929
												226 474
												13 294
21	961	76	21	1					13			
28	965	102	24	1					41			254 853

AFFAIRES MUNICIPALES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-26**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	5 346	1	4 908	3 079	461	394	457
2. Gestion	6 185		5 960	1 860	539	45	155
TOTAL:	11 531	1	10 868	4 939	1 000	439	612

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-26**RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS**

1. Aide institutionnelle et assistance technique	2 410		2 261	1 972	34	163	50
2. Soutien financier à la restructuration du territoire, aux villages nordiques et à l'administration régionale Kativik	13 095		12 663				
TOTAL:	15 505		14 924	1 972	34	163	50

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-10**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS**

TOTAL:	49 718		46 602				
--------	--------	--	--------	--	--	--	--

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-28**AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT**

1. Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	4 894		4 894				
2. Aide financière à la Société de développement de la Baie James	5 095		5 095				
TOTAL:	9 989		9 989				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-30**SÉCURITÉ-INCENDIE**

1. Direction et prévention	716		665	523		49	47
2. Aide aux municipalités	775		653	527		69	23
TOTAL:	1 491		1 318	1 050		118	70

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

					CAPITAL -- AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
3	3	74	10	1								426
104	2 798	281	44						134			
107	2 801	355	54	1					134			426

Ce programme vise à fournir une aide institutionnelle aux collectivités locales et les assister dans la réalisation de leurs projets de restructuration et de mise en commun des services municipaux.

3	2	15	7						15			12 663
3	2	15	7						15			12 663

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.

												46 602
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique et à pourvoir au financement de la Société de développement de la Baie James.

												4 894
												5 095
												9 989

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.

1		11	3	1								30
3		14	1	3					13			
4		25	4	4					13			30

AFFAIRES MUNICIPALES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-22**SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction et gestion	23 930	12	23 720	13 390	2 100	1 063	3 223
2. Aide à l'habitation Permanents ³	283 449 1 250		273 023 1 238				
TOTAL :	308 629	12	297 981	13 390	2 100	1 063	3 223

³ Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1.PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-22**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES**

TOTAL :	12 269	1	11 849	8 236	485	394	193
----------------	---------------	----------	---------------	--------------	------------	------------	------------

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	747 461	18	730 786	41 793	4 813	3 025	7 156
Permanents	5 952		1 782	56	76		360
	753 413	18	732 568	41 849	4 889	3 025	7 516

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
46 738	21 418

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Planification et études économiques	3 808		3 356	1 954	280	99	117
2. Recherche agricole	26 513	2	25 621	9 362	2 123	881	1 810
3. Enseignement agricole	13 625	1	13 283	7 865	1 563	226	566
TOTAL:	43 946	3	42 260	19 181	3 966	1 206	2 493

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien Permanents ¹	15 982 50	3	13 193	9 992	998	511	82
2. Crédit agricole Permanents ²	5 6 157		2 4 508				
3. Crédit agricole par les institutions privées Permanents ³	46 700 17 000		43 680 18 201				
4. Amélioration des fermes Permanents ⁴	5 000 100		4 329 199				
5. Établissement de jeunes agriculteurs	6 600		5 179				
6. Crédit spécial Permanents ⁵	93 9		4				
7. Prêt agricole	3 395		2 827				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	12 000		4 607				
TOTAL:	113 091	3	96 729	9 992	998	511	82

¹ Loi favorisant le crédit à la production, L.R.Q., c. C-77.² Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75.³ Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.⁴ Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18.⁵ Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours des périodes critiques, L.R.Q., c. C-79.

Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que de former des personnes compétentes en agriculture.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
1		10	2						40			853
262	310	1 910	207	13		101			773	1 612		6 257
322	129	1 250	56	5		5		20	110	66		1 100
585	439	3 170	265	18		106		20	923	1 678		8 210

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

33	1 053	200	147	120					49			8
												2
												4 508
												43 680
												18 201
												4 329
												199
												5 179
												4
												2 827
												4 607
33	1 053	200	147	120					49			83 544

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Mise en valeur des productions Permanents ⁶	23 535 6 464	1	21 526 6 325	305	171	12	7
2. Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	22 465		20 254	748	83	103	314
3. Santé animale	18 126		17 817	4 002	329	256	1 058
4. Administration et services régionaux	30 687	2	29 885	23 647	2 759	2 195	157
TOTAL:	101 277	3	95 807	28 702	3 342	2 566	1 536

⁶ Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3.**PROGRAMME 4**
Sommaire: page 1-8**ASSURANCES AGRICOLES**

1. Assurance-récolte	12 065		12 064				
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	108 636		108 636				
3. Gestion interne et soutien	12 250		12 247	3 135	741	279	6 640
TOTAL:	132 951		132 947	3 135	741	279	6 640

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation Permanents ⁷	6 586		5 087 4 144	1 488	24	132	20
2. Développement des marchés Permanents ⁸	18 794 60	1	18 363 56	1 952	582	480	359
3. Contrôle de la qualité des produits	21 983	1	20 752	10 655	2 267	1 614	135
TOTAL:	47 423	2	48 402	14 095	2 873	2 226	514

⁷ Loi sur la vente de la Raffinerie du sucre, L.Q., 1986, c. 60.⁸ Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25.

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage et diversifier la production selon les possibilités.

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
26	25	248	14	6		13	1	12	769			19 917 6 325
46	487	65	9	5					13			18 381
31	16	452	36	1					338			11 298
61	146	524	127	1					268			
164	674	1 289	186	13		13	1	12	1 388			55 921

Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

												12 064
												108 636
70	747	359	114	3					159			
70	747	359	114	3					159			120 700

Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et extérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.

		4	7						16			3 396
				4 144								
16	36	57	14	14					13			14 840 56
159	47	836	92	8					333			4 606
175	83	897	113	4 166					362			22 898

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	2 109		2 057	1 550	50	193	48

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-8**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

1. Commission de la protection du territoire	6 337	12	6 199	3 390	1 265	212	275
2. Protection du territoire	2 379		2 142	1 151	720	43	69
3. Contribution aux taxes municipales et scolaires sur les fermes	25 768		25 754				
4. Banque de terres arables Permanents ⁹	350						
TOTAL:	34 834	12	34 095	4 541	1 985	255	344

⁹ Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, L.R.Q., c. M-14.**PROGRAMME 8**
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 423	3	2 324	2 067	17	189	38
2. Soutien administratif et technique	24 269	31	23 439	8 807	900	948	833
TOTAL:	26 692	34	25 763	10 874	917	1 137	871

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES GRAINS**

TOTAL:	1 473		1 131	869	51	88	23
--------	-------	--	-------	-----	----	----	----

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
3	116	16	33						48			

Ce programme vise à préserver la vocation agricole des sols arables et à favoriser la remise en exploitation des terres non cultivées.

44	761	160	54						38			
2	12	33	1						11			100
												25 754
46	773	193	55						49			25 854

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	2	10	1									
781	9 327	1 067	426	20					330			
781	9 329	1 077	427	20					330			

Ce programme vise principalement à favoriser l'amélioration de la qualité des grains utilisés au Québec.

6	62	21	5						6			
---	----	----	---	--	--	--	--	--	---	--	--	--

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Gestion des ressources, développement et administration	10 028	21	9 261	4 700	1 257	574	230
2. Contribution à l'exploitation et à la transformation de la ressource	20 344	126	17 503	2 367	603	287	180
TOTAL:	30 372	147	26 764	7 067	1 860	861	410
<hr/>							
TOTAL DES PROGRAMMES:							
Votés	503 978	204	472 522	100 006	16 783	9 322	12 961
Permanents	30 190		33 433				
	534 168	204	505 955	100 006	16 783	9 322	12 961
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				116 789		52 911	

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
181	134	544	123	802					300	142		274
121	40	610	20	7		204	7		22	534	7	12 494
302	174	1 154	143	809		204	7		322	676	7	12 768
2 165	13 450	8 376	1 488	1 005 4 144		323	8	32	3 636	2 354	7	300 606 29 289
2 165	13 450	8 376	1 488	5 149		323	8	32	3 636	2 354	7	329 895
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
					6 360					329 895		

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-28**EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ENVERS
LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit d'un ministère ou organisme en vue de défrayer la location des espaces mis à sa disposition par la Société immobilière du Québec (**)	1						
2. Projets d'aménagement des ministères et organismes Permanents ¹	3 767 5 000		3 417 5 000				
TOTAL:	8 768		8 417				

** Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

¹ Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services, L.R.Q., c. M-23.01.

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-28**SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT***

TOTAL:	8 056	4	7 766	5 508	197	333	154
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	------------	------------	------------

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-30**PROTECTION CIVILE***

Votés	4 823	2	4 440	2 749	509	140	84
Permanents ²	6 528		3 945				
TOTAL:	11 351	2	8 385	2 749	509	140	84

² Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	4 901		4 681				

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-28**ADMINISTRATION**

Permanents ³	1 659	5	1 448	817	121	106	51
-------------------------	-------	---	-------	-----	-----	-----	----

³ Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services, L.R.Q., c. M-23.01.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	21 548	6	20 304	8 257	706	473	238
Permanents	13 187	5	10 393	817	121	106	51
	34 735	11	30 697	9 074	827	579	289

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
9 901	3 322

* Les programmes 1 à 4 étaient sous la juridiction du ministre délégué aux Services et Approvisionnements du 1 avril au 8 juillet 1986.

Ce programme vise à soutenir la Régie des installations olympiques dans ses dépenses d'opérations.

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
												4 681

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources du ministère.

2	22	41	164	2	122	
78	1 702	351	87	5	291	8 116
2	22	41	164	2	122	8 945
80	1 724	392	251	7	413	17 061
CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
				413		17 061

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Services du secrétariat Permanents ¹	184 1 014		175 978	174 670	254	1 11	33
2. Protocole et relations parlementaires Permanents ¹	1 001		763	289	92	173	190
3. Indemnités et allocations des députés Permanents ¹	4 337	5	4 177	123		3 219	3
Permanents ²	11 760		11 754	11 754			
Permanents ³	12		12	12			
4. Services de recherches des partis Permanents ¹	558		555	295	140	51	16
5. Personnel des députés Permanents ¹	11 757	2	11 426	9 766		345	1 161
6. Service de la sécurité Permanents ¹	1 617		1 119	114	698	3	21
TOTAL:	32 240	7	30 959	23 197	1 184	3 803	1 424

¹ Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.² Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. C-52.1. et Loi sur la législature, L.R.Q., c. L-1.³ Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, L.Q., 1970, c.6.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**SERVICES LÉGISLATIFS**

1. Législation Permanents ⁴	176 1 138	125 1 107	123 546	103	1 445	9
2. Commission des droits parlementaires Permanents ⁴	215 958	197 911	194 619	183	1 62	1 35
3. Bibliothèque et informatique Permanents ⁴	1 253 2 569	487 2 530	100 1 759	19 284	5 7	110 206
TOTAL:	6 309	5 357	3 341	589	521	361

⁴ Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**INFORMATION**

1. Journal des débats Permanents ⁵	205 2 771	196 2 574	194 1 643	282	1 98	8
2. Radiotélévision des débats Permanents ⁵	1 936	1 748	1 179	391	6	
3. Communications	1 204	990	335	456	49	29
TOTAL:	6 116	5 508	3 351	1 129	154	37

⁵ Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.

Ce programme vise à fournir aux membres de l'Assemblée nationale, aux services de recherches des partis, au secrétaire général, service du protocole et des relations parlementaires ainsi que les services de sécurité les ressources requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
		9	1								
	1	17		1							
	832										
1	8	17	27								
	71	50	19						14		
9		35	1			43			6	189	
10	912	128	48	1		43			20	189	

Ce programme consiste à conseiller et assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs.

		1									
		4									
		1									
5		5	1	1							
4	118	13	7						115		
		219	9	34					8		
9	118	243	17	35					123		

Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale auprès des parlementaires et des citoyens.

		1									
80	48	406							9		
8		90	28						46		
1	4	116									
89	52	613	28						55		

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Services du personnel et financiers	2 755		2 402	2 143	178	4	53
2. Services auxiliaires	1 928		1 869	1 128	345	4	3
Permanents ⁶	83		78	44		15	1
3. Restaurants	1 457		1 426	443	468	2	1
4. Service de l'Aménagement							
Permanents ⁶	8 539		8 515	471	133	13	30
TOTAL:	14 762		14 290	4 229	1 124	38	88

⁶ Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

1. Fonctionnement du Bureau	148		93	67	22	4	
2. Fonds de réserve	234						
Permanents ⁷	230						
TOTAL:	612		93	67	22	4	

⁷ Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	9 759		7 960	4 901	1 488	72	197
Permanents	50 280	7	48 247	29 284	2 560	4 448	1 713
	60 039	7	56 207	34 185	4 048	4 520	1 910
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				38 233		14 198	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
2	2	11	4						5		
9	1	342	12						25		
3		15									
7	18	472		5					10		
2 278	2 031	105	148						21	3 285	
2 299	2 052	945	164	5					61	3 285	

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Bureau et à établir une provision pour augmenter tout crédit voté susceptible d'apparaître aux programmes 1,2,3 et 4 de l'Assemblée nationale, ainsi que tout crédit voté ou permanent applicable aux traitements, salaires et allocations des employés de l'Assemblée nationale, avec l'approbation du Bureau.

19	143	957	23	5				155			
2 388	2 991	972	234	36		43		104	3 474		
2 407	3 134	1 929	257	41		43		259	3 474		
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					3 776						

COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES
ET COMMERCIALES AVEC L'EXTÉRIEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	24 205	106	23 343	9 282	342	2 979	3 308
TOTAL DES PROGRAMMES:							
Votés	24 205	106	23 343	9 282	342	2 979	3 308
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				9 624		8 771	

Ce programme vise à promouvoir l'expansion des marchés pour les biens et services produits au Québec, à favoriser la réalisation d'accords industriels avec des partenaires étrangers et à coordonner les activités économiques et commerciales des ministères et des entreprises publiques à l'extérieur du Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
146	1 607	505	120	106					253		
										4 695	
146	1 607	505	120	106					253		
										4 695	
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					253					4 695	

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Communautés culturelles et services aux immigrants	15 434	2	14 926	7 458	3 211	121	1 211
2. Recrutement et sélection des immigrants	4 968	19	4 929	3 630	847	296	143
3. Direction et gestion interne	8 262		7 998	2 986	419	240	213
TOTAL:	<u>28 664</u>	<u>21</u>	<u>27 853</u>	<u>14 074</u>	<u>4 477</u>	<u>657</u>	<u>1 567</u>

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION**

TOTAL:	<u>715</u>	<u>1</u>	<u>685</u>	<u>400</u>	<u>30</u>	<u>25</u>	<u>60</u>
--------	------------	----------	------------	------------	-----------	-----------	-----------

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	<u>29 379</u>	<u>22</u>	<u>28 538</u>	<u>14 474</u>	<u>4 507</u>	<u>682</u>	<u>1 627</u>
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				<u>18 981</u>		<u>6 434</u>	

Ce programme vise à assurer l'épanouissement des communautés culturelles et leur participation à la vie nationale, de même que le recrutement, la sélection et l'adaptation des Immigrants.

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES												TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
2	33	105	93						19			2 673
		6	7									
154	3 035	339	175	14					138			285
156	3 068	450	275	14					157			2 958

Ce programme vise à fournir au ministre des Communautés culturelles et de l'immigration les avis requis par la loi et ceux relatifs aux besoins des communautés culturelles et de l'immigration.

143	10	9			8	
156	3 211	460	284	14	165	2 958
				CAPITAL		
				— AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
				165		2 958

COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-28**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	1 644		1 511	933	23	61	106
2. Soutien administratif et technique	12 660	4	12 296	2 698	248	285	203
3. Courrier et messagerie gouvernementale*	24 584		24 052	3 094	211	19 970	31
4. Entretien des machines de bureau*	1 063		1 023	974	19	15	14
TOTAL:	39 951	4	38 882	7 699	501	20 331	354

* Ces éléments de programme étaient sous la juridiction du ministre des Approvisionnements et Services du 8 octobre 1986 au 31 mars 1987 en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 1510-86.

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-28**INFORMATION ET PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Moyens de communication	5 345	1	5 058	4 044	39	139	226
2. Communication— Québec	9 503	1	8 878	5 278	1 670	338	260
3. Publications gouvernementales	4 685	1	4 565	3 867	229	159	84
4. Bibliothèque administrative	1 387		1 318	890	49	2	260
5. Reprographie gouvernementale*	3 633		2 973	2 934	15	20	4
TOTAL:	23 923	3	22 792	17 013	2 002	658	834

* Cet élément de programme était sous la juridiction du ministre des Approvisionnements et Services du 8 octobre 1986 au 31 mars 1987 en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 1510-86.

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-28**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

1. Coordination interministérielle	6 135	2	3 659	990	32	51	1 230
2. Traitement de l'information et expertise	25 551		23 311	6 727	586	124	5 858
TOTAL:	31 686	2	26 970	7 717	618	175	7 088

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-28**TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Services de télécommunications	59 663		58 688			54 113	362
2. Expertise et support en télécommunications	5 298	1	5 096	4 019	307	135	270
TOTAL:	64 961	1	63 784	4 019	307	54 248	632

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à fournir un service de courrier et messagerie aux ministères et organismes.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
8	3	50	9						88			230
105	8 557	118	43						39			
230	19	282	48						167			
1												
344	8 579	450	100						294			230

Ce programme vise à informer les citoyens sur les programmes, les activités et les services du gouvernement ; il vise également à assister sur demande les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition et dans la réalisation de leurs programmes d'information ou de publicité.

49	37	355	45						124			
203	80	264	98	11					676			
21	13	88	85	2					17			
5	5	83	6	16					2			
278	135	790	234	29					819			

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.

20	87	34	17	27					58			1 113
1 150	6 805	628	181	248					1 004			
1 170	6 892	662	198	275					1 062			1 113

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

1 493	158	131	377	67					1 831	156		
45	42	110	29	3					136			
1 538	200	241	406	70					1 967	156		

COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**POLITIQUES ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Politiques et recherches	2 124	2	2 092	1 376	253	168	145
2. Développement des communications	2 103	2	2 072	1 226	350	126	229
3. Aide financière pour les entreprises de communication	7 421		6 905				
TOTAL:	11 648	4	11 069	2 602	603	294	374

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

TOTAL:	2 151	1 917	1 415	41	49	39
--------	-------	-------	-------	----	----	----

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-12**COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION**

TOTAL:	2 114	1	1 807	1 039	324	118	72
--------	-------	---	-------	-------	-----	-----	----

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-16**RADIO-QUÉBEC**

TOTAL:	58 607	58 607				
--------	--------	--------	--	--	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	235 041	15	225 828	41 504	4 396	75 873	9 393
-------	---------	----	---------	--------	-------	--------	-------

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES

45 900

108 659

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
9	15	55	23	1					47		
10	24	32	34	2					39		
											6 905
19	39	87	57	3					86		6 905

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

3	337	17	1	1					14		
---	-----	----	---	---	--	--	--	--	----	--	--

Ce programme vise à permettre aux citoyens d'avoir accès aux documents des organismes publics tout en assurant la protection des renseignements personnels que détiennent ces organismes; il vise également à offrir aux citoyens un moyen de faire réviser les décisions des organismes publics en cette matière.

2	195	35	5	1					16		
---	-----	----	---	---	--	--	--	--	----	--	--

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

											58 607
3 354	16 377	2 282	1 001	379					4 258	156	66 855
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					4 414					66 855	

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	440		435	297		5	101

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier ministre	2 818		2 683	1 790	47	300	122
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	8 241	1	8 183	5 683	1 220	288	634
3. Affaires amérindiennes et inuit	4 528		4 194	1 029	726	848	208
4. Gestion interne et soutien administratif	8 236		7 788	1 998	237	99	283
5. Indemnités de l'exécutif Permanents ¹	1 080		1 078	1 078			
TOTAL:	24 903	1	23 926	11 578	2 230	1 535	1 247

¹ Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18.

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
6	2	22	1						1		

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre, au Conseil exécutif et à ses comités les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	3	1									420
3	17	67	4						17		250
90	14	211	38					39	217	48	726
155	4 416	287	81	14					218		
248	4 450	566	123	14				39	452	48	1 396

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**PROMOTION DES DROITS DES FEMMES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine	565	1	549	413	6	51	14
2. Secrétariat à la condition féminine	1 937		1 590	692	281	114	159
TOTAL:	2 502	1	2 139	1 105	287	165	173

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-28**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	133		86			28	5
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 352	44	6 084	3 029	142	662	865
3. Coopération interprovinciale et francophonie	1 183		1 108			58	79
TOTAL:	7 668	44	7 278	3 029	142	748	949

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	34 433	46	32 700	14 931	2 659	2 453	2 470
Permanents	1 080		1 078	1 078			
	35 513	46	33 778	16 009	2 659	2 453	2 470

			FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			18 668		10 961	

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
	5	1	7						2			50
1	6	31	10	2					19			275
1	11	32	17	2					21			325

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

1					2					50
14	400	105	19	4	44					800
										971
14	400	106	19	4	46					1 821
269	4 863	726	160	20	39 520 48					3 542
269	4 863	726	160	20	39 520 48					3 542
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT
					607					3 542

CONSEIL DU TRÉSOR

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1

Sommaire: page 1-26

GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Politiques budgétaires	3 170		3 091	2 853	132	18	58
2. Politiques de gestion	3 967		3 562	2 160	150	74	378
3. Politiques de personnel et des relations de travail	7 044	1	5 499	3 987	304	254	743
4. Soutien administratif et technique	4 881	5	4 764	1 683	108	116	173
5. Cabinet du ministre délégué aux Services et Approvisionnements	660		266	134	15	30	28
TOTAL:	19 722	6	17 182	10 817	709	492	1 380
<hr/>							
TOTAL DES PROGRAMMES:							
Votés	19 722	6	17 182	10 817	709	492	1 380
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				11 526	5 088		

Ce programme vise à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à déterminer l'allocation des ressources humaines, matérielles et financières conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent, les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
9		2	12	1					6			
94	216	24	26	38					402			
79	39	39	34	2					18			
87	2 068	325	50	12					142			
1	6	6	46									
270	2 329	396	168	53					568			
270	2 329	396	168	53					568			
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
					568							

ÉDUCATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-16**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	4 775		4 701	3 172	76	307	419
2. Planification et développement pédagogique	13 290	1	12 733	7 840	796	331	1 618
3. Administration interne	46 911	8	46 657	13 604	1 811	3 230	3 152
4. Administration des réseaux	20 927	1	20 924	16 906	744	868	501
5. Relations de travail	6 931		6 873	2 790	56	46	1 396
TOTAL:	92 834	10	91 888	44 312	3 483	4 782	7 086

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-16**CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**

TOTAL:	2 265	1	2 166	1 152	12	139	505
--------	-------	---	-------	-------	----	-----	-----

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à coordonner les différents réseaux d'enseignement de l'ordre pré-scolaire, primaire et secondaire et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
22	24	55	39						78		509
51	18	115	38	4					70		1 852
1 310	14 461	1 478	282	74					874		6 381
88	81	194	76	12					179		1 275
10	15	40	15	2					45		2 458
1 481	14 599	1 882	450	92					1 246		12 475

Ce programme vise à fournir au ministre de l'Éducation les avis requis par la loi et ceux relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

14	210	45	55	1					33		
----	-----	----	----	---	--	--	--	--	----	--	--

ÉDUCATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-16**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
Votés	193 602		192 729				
Permanents ¹	27 862		27 386				
TOTAL:	221 464		220 115				

¹ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-16**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

1. Fonctionnement	3 654 291	3 654 290		
Permanents ²	240 513	205 843		
2. Investissements	18 813	18 813		
3. Service de la dette	359 101	359 101		
4. Adultes	146 739	146 739		
TOTAL:	4 419 457	4 384 786		

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**ÉDUCATION POPULAIRE**

TOTAL:	12 289	12 133		
---------------	---------------	---------------	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	4 479 934	11	4 477 859	45 464	3 495	4 921	7 591
Permanents	268 375		233 229				
	4 748 309	11	4 711 088	45 464	3 495	4 921	7 591
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				48 959		31 341	

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Recherche	3 697	2	3 659	2 507	346	53	25	59
2. Inventaire de base	6 626		6 438	1 860	478	208	3 241	29
TOTAL:	10 323	2	10 097	4 367	824	261	3 266	88

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Aménagement des forêts publiques	109 481	5	101 556	7 004	26 493	3 042	36 645	1 584
2. Aménagement des forêts privées	36 038		29 988	1 684	1 229	379	7 554	50
TOTAL:	145 519	5	131 544	8 688	27 722	3 421	44 199	1 634

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	13 281		13 129	485	62	76	12 394	4
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	10 990	2	9 199	1 518	3 308	724	346	230
3. Éducation en conservation du milieu forestier	2 326		2 257	872	770	106	90	18
TOTAL:	26 597	2	24 585	2 875	4 140	906	12 830	252

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	8 283	2	8 020	6 834	264	214	53	58
2. Contrôle de l'utilisation	9 389		9 198	7 391	385	341	63	150
3. Voirie forestière	9 805		9 567	1 056	240	103	6	27
TOTAL:	27 477	2	26 785	15 281	889	658	122	235

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

				CAPITAL --- PERSONNEL		CAPITAL --- AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
24	240	108								152			145
25	416	36							1	129			15
49	656	144							1	281			160

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière, tant publiques que privées, de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

3 853	7 940	8 669	21		75		40	95	578	3 538	1 362		617
147	378	75								69			18 423
4 000	8 318	8 744	21		75		40	95	578	3 607	1 362		19 040

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

	12	11	1							44			40
1 478	865	158	9							558	5		
21	130	13								10			227
1 499	1 007	182	10							612	5		267

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation présentes et futures en tenant compte de la nature de la localisation, de la capacité de production des diverses sources de matière ligneuse ainsi que des besoins des autres utilisateurs de cette ressource.

57	235	60					30		5	64	146		
48	438	19								363			
36	92	11	4	6	177	12	301	666	16	83	14		6 717
141	765	90	4	6	177	12	331	666	21	510	160		6 717

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Direction	7 912	4	7 660	5 832	301	543	331	12
2. Soutien administratif et technique	28 530	25	28 333	11 196	1 467	828	1 119	255
TOTAL:	36 442	29	35 993	17 028	1 768	1 371	1 450	267

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT FORESTIER**

1. Gestion interne et soutien	1 137		1 108	926	31	89	5	4
2. Prêts forestiers	878		877					
Permanents ¹	1 383		690					
3. Prêts forestiers garantis	446		445					
Permanents ¹	50		1					
Permanents ²			535					
TOTAL:	3 894		3 656	926	31	89	5	4

¹ Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78.² Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.**PROGRAMME 7**
Sommaire: page 1-8**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

TOTAL:	25 912	1	25 795	1 390	231	151	865	14
---------------	---------------	----------	---------------	--------------	------------	------------	------------	-----------

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-28**CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

1. Levés et cartographie intégrés	14 027	1	13 845	5 037	668	207	2 259	194
2. Intégrité du territoire	374		345	294	4	26		
TOTAL:	14 401	1	14 190	5 331	672	233	2 259	194

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
30	107	66	1							33			404
11 381	1 661	194	13				1			218			
11 411	1 768	260	14				1			251			404

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

1	27	9	1							15			877
													690
													445
													1
													535
1	27	9	1							15			2 548

Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

18	48	23	1							36			23 018
----	----	----	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--------

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.

38	379	103	1							341			4 618
1	3	3								14			
39	382	106	1							355			4 618

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-28**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
TOTAL:	6 332	1	6 229	4 663	968	141	27	39

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-8**EXPLORATION GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levés et études géoscientifiques	11 232	3	10 907	1 535	1 095	1 782	4 863	205
2. Assistance à l'exploration minérale	8 926		8 034	2 306	126	695	447	37
TOTAL:	20 158	3	18 941	3 841	1 221	2 477	5 310	242

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-8**INDUSTRIE MINÉRALE ET ADMINISTRATION MINÈRE**

1. Assistance à l'industrie minérale	40 746		38 516	1 221	95	72	17	7
2. Politique et évaluation	1 008		913	668	130	28	9	17
3. Fiscalité minière, permis et baux Permanents ³	2 327 13 600	1	1 989 362	1 348	222	66	211	4
TOTAL:	57 681	1	41 780	3 237	447	166	237	28

³ Loi concernant les droits sur les mines, L.R.Q., c. D-15.**PROGRAMME 12**
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE MINÉRALE, ANALYSES ET ESSAIS**

1. Analyses et contrôles	2 535		2 529	1 812	159	25	58	18
2. Recherche et développement	3 830	2	3 807	2 267	221	76	403	75
3. Technologie minière	1 076	1	1 065	451	193	82	147	6
TOTAL:	7 441	3	7 401	4 530	573	183	608	99

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-10**RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

TOTAL:	1 566		1 319	950	91	23	16	22
--------	-------	--	-------	-----	----	----	----	----

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
56	132	40	1							162			

Ce programme vise à établir la connaissance géologique et minérale extensive du territoire et à faire la promotion de l'exploration minière au Québec.

222	710	160	10							277			48
38	177	42								169			3 997
260	887	202	10							446			4 045

Ce programme vise à connaître et stimuler l'activité minière, à promouvoir avec l'industrie certains projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière.

1	15	15	3	13	380	44	142	1 623	153	91	4 036		30 588
18	18	9								16			
23	70	21								24			
			362										
42	103	45	365	13	380	44	142	1 623	153	131	4 036		30 588

Ce programme vise à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation des services analytiques et conseils techniques.

1	136	8	1							311			
18	349	45	3							275	75		
9	37	22								118			
28	522	75	4							704	75		

Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.

194	11	3								9			
-----	----	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-10**ÉTUDES, RECHERCHES ET INTERVENTIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Politiques et stratégies	1 617	1	1 462	947	87	88	160	15
2. Énergies conventionnelles	4 435	1	3 312	2 029	107	181	42	
3. Développement des économies d'énergie	5 376	1	3 741	723	814	184	428	10
4. Développement des énergies nouvelles	3 587		1 430	320	19	33	49	
TOTAL:	15 015	3	9 945	4 019	1 027	486	679	25

TOTAL DES PROGRAMMES								
Votés	383 725	53	356 672	77 126	40 604	10 566	71 873	3 143
Permanents	15 033		1 588					
	398 758	53	358 260	77 126	40 604	10 566	71 873	3 143

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES			
				117 730	128 533			

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
26	22	12	3							56			46
5	26	10											912
16	87	24	1							59			1 395
													1 009
47	135	46	4							115			3 362
17 785	14 761	9 969	74 362	19	632	56	514	2 384	753	7 234	5 638		93 541 1 226
17 785	14 761	9 969	436	19	632	56	514	2 384	753	7 234	5 638		94 767
				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
				651		16 579							94 767

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-16**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	2 606	1	2 070	1 406	9	76	135
2. Administration interne	13 211	4	12 532	3 556	573	1 382	521
3. Administration de l'aide financière	6 116		5 978	3 601	1 831	33	297
4. Administration de l'enseignement supérieur	12 742	4	12 550	8 845	417	300	971
5. Administration de la science et de la technologie	2 468	1	1 692	1 031	394	78	131
6. Développement technologique*	705		610		233	49	320
TOTAL:	37 848	10	35 432	18 439	3 457	1 918	2 375

* Cet élément était sous la juridiction du ministère du Commerce extérieur et Développement technologique du 8 octobre 1986 au 31 mars 1987 en vertu du C.T. 162418 du 8 octobre 1986.

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-16**CONSULTATION**

1. Conseil de la science et de la technologie	1 147	1 110	454	227	68	283
2. Conseil des collèges	1 158	1 014	525	192	69	200
3. Conseil des universités	1 162	1 104	623	64	53	313
TOTAL:	3 467	3 228	1 602	483	190	796

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-16**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

1. Bourses consécutives aux prêts	210 586	184 034
2. Intérêts et remboursements aux banques	70 700	9 738
3. Autres bourses	5 019	4 914
TOTAL:	286 305	249 081

Ce programme vise à assurer l'administration des programmes, à coordonner l'action des réseaux d'enseignement supérieur ainsi que les activités favorisant le développement du secteur de la science et de la technologie en leur fournissant les services de soutien et de gestion.

CAPITAL -- AUTRES DÉPENSES												TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilitisations	Autres dépenses	
8		1	5	2					60			368
433	4 000	488	264	4					128			1 183
62	8	75	55	1					15			
37	8	74	46	2					72			1 778
2		4	23	1					28			
4		4										
546	4 016	646	393	10					303			3 329

Ce programme vise à fournir au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science les avis requis par la loi et ceux relatifs à l'état et aux besoins de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie.

4	8	31	17	8	10
4	6	11	5		2
3	9	14	5	3	17
11	23	56	27	11	29

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

		184 034
272		59 861
		4 914
272		248 809

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-10**SCIENCE ET TECHNOLOGIE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Soutien à l'emploi scientifique et technique	5 745		5 687				
2. Soutien à des projets de développement scientifique et technique	5 453		4 533				
3. Soutien à des centres de recherche appliquée	11 670		8 239				
4. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche							
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de recherche et de développement scientifique et technologique	302						
6. Développement technologique*	32 388		15 122				1
TOTAL:	55 558		33 581				1

* Cet élément était sous la juridiction du ministère du Commerce extérieur et Développement technologique du 8 octobre au 31 mars 1987 en vertu du C.T. 162418 du 8 octobre 1986.

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL**

1. Fonctionnement au public	744 645	744 645		
Permanents ¹	40 352	59 586		
2. Service de la dette	99 900	99 900		
3. Formation des adultes	10 628	10 627		
4. Fonctionnement au privé	65 581	65 581		
Permanents ¹	10 249	6 320		
TOTAL:	971 355	986 659		

¹ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**

1. Fonctionnement	1 019 499	1 019 499		
Permanents ²	1 281	1 806		
2. Investissements	666	656		
3. Service de la dette	94 117	94 116		
4. Rémunération des internes et résidents	61 898	60 244		
TOTAL:	1 177 461	1 176 321		

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au développement, à la mise en oeuvre et à la coordination de politiques en matière de science et de technologie.

[illegible]

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés des ressources financières pour leur fonctionnement et leur développement.

	744 645
	59 586
	99 900
	10 627
	65 581
	6 320
	986 659

Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 019 499
	1 806
	656
	94 116
	60 244
	1 176 321

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16**FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET L'AIDE
À LA RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Aide à la recherche	18 833		18 833				
2. Bourses	10 555		10 555				
3. Subventions à la gestion	2 180		2 180				
TOTAL:	31 568		31 568				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-28**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

TOTAL:	2 953	2 588	1 454	68	102	634
--------	-------	-------	-------	----	-----	-----

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	2 514 633	9 748	2 450 746	21 495	4 008	2 210	3 806
Permanents	51 882		67 712				
	2 566 515	9 748	2 518 458	21 495	4 008	2 210	3 806

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
25 503	12 412

ENVIRONNEMENT

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**PLANIFICATION, RECHERCHE ET PRÉVENTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Stratégies et évaluations environnementales	3 292	1	3 278	2 455	211	108	136	9
2. Recherche et laboratoires	3 925		3 867	2 378	260	47	98	46
TOTAL:	7 217	1	7 145	4 833	471	155	234	55

PROGRAMME: 2
Sommaire: page 1-10**GESTION DU MILIEU AQUATIQUE**

1. Ressources hydriques	17 109	7	17 097	8 811	711	1 222	1 006	380
2. Assainissement des eaux	10 050	1	10 043	7 689	1 050	491	353	54
3. Service de la dette	186 702		186 693					
TOTAL:	213 861	8	213 833	16 500	1 761	1 713	1 359	434

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-10**GESTION DES MILIEUX ATMOSPHÉRIQUE ET TERRESTRE**

1. Milieu terrestre	8 660	2	7 976	3 786	949	379	1 336	29
2. Milieu atmosphérique	6 004		6 000	2 243	86	127	372	40
TOTAL:	14 664	2	13 976	6 029	1 035	506	1 708	69

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-10**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et administration centrale	13 909	13	12 892	4 993	278	289	382	119
2. Administration régionale	3 701	1	3 656	2 918	111	239	94	28
TOTAL:	17 610	14	16 548	7 911	389	528	476	147

Ce programme vise à planifier et orienter les politiques et les interventions du ministère en fonction des besoins du milieu ambiant et à prévenir la détérioration de ce milieu par l'élaboration et l'application de mesures appropriées.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT			
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
7	60	7	1							3			281
10	493	16	8						3	146			362
17	553	23	9						3	149			643

Ce programme vise à connaître, restaurer et mettre en valeur la ressource eau et le milieu aquatique de façon à leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisés pour les usages qui sont requis.

146	802	106	3	89	58	235	57	23	439	2 272	12	725
54	247	26	1			30			48			186 693
200	1 049	132	4	89	58	265	57	23	487	2 272	12	187 418

Ce programme vise à connaître et restaurer les milieux atmosphérique et terrestre de façon à leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisés pour les usages qui sont requis.

119	188	15	1						16	337		821
9	129	28	1						47			2 918
128	317	43	2						63	337		3 739

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

5 934	219	54	9						95			520
40	106	42	1						77			
5 974	325	96	10						172			520

ENVIRONNEMENT

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-10**ORGANISMES-CONSEILS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1 121		1 108	733	77	90	175	2
2. Conseils consultatifs de l'environnement et des réserves écologiques	453		439	352	4	23	38	1
TOTAL:	1 574		1 547	1 085	81	113	213	3
TOTAL DES PROGRAMMES:								
Votés	254 926	25	253 049	36 358	3 737	3 015	3 990	708
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
				40 095		16 645		

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Politiques fiscales	1 947		1 931	1 615	126	44	96	7
2. Recherche économique	1 080		1 054	854	28	6	135	4
TOTAL:	3 027		2 985	2 469	154	50	231	11

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-26**GESTION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Politiques et opérations financières	4 548	1	4 382	3 647	158	59	31	20
Permanents ¹	2 754 230	21	2 771 093				4 726	
2. Financement de la dette publique	1 253		1 230	1 071	45	7	48	5
3. Gestion de certains emprunts à terme des organismes des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	6 251		5 059					
TOTAL:	2 766 282	22	2 781 764	4 718	203	66	4 805	25

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-26**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Services de comptabilité et gestion interne	16 745	2	16 623	15 336	350	139	3	68
2. Développement des systèmes et méthodes	2 387		2 314	1 657	150	4	397	6
3. Vérification des systèmes et des réclamations relatives aux ententes fédérales-provinciales	2 903		2 858	2 747	19	46	1	10
TOTAL:	22 035	2	21 795	19 740	519	189	401	84

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
	10	19	3						11		
	6	3	1						17		
	16	22	4						28		

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et de certains organismes para-publics.

15	384	35	2						31		
			375	2 765 992							
35	6	4	7						2		
											5 059
50	390	39	384	2 765 992					33		

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

31	575	45	7						69		
1	19	38	3						39		
4	10	7	2						12		
36	604	90	12						120		

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-26**FONDS DE SUPPLÉANCE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 100 000 \$ ou de 10 % du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	819							
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public	5 026							
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets de soutien et de développement économique	4 550							
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable au coût afférent aux arrérages dans les réseaux des affaires sociales et de l'éducation	122 852							
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour la solution du problème de l'engorgement des services d'urgence								
TOTAL:	133 247							

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-26**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

TOTAL:	9 821	3	9 429	2 881	210	753	995	255
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	------------	------------	------------	------------

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

[illegible]

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
TOTAL:	17 045	2	16 970	12 384	635	562	279	164

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-12**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT
DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES**

Votés	4 941		4 939	3 143	176	141	552	22
Permanents ²	139		101	101				
TOTAL:	5 080		5 040	3 244	176	141	552	22

² Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1.1.PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-28**STATISTIQUES, PRÉVISIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET
RECHERCHES D'ENSEMBLE**

TOTAL:	7 356		7 112	6 229	183	115	304	36
--------	-------	--	-------	-------	-----	-----	-----	----

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	209 524	8	73 901	51 564	2 080	1 876	2 841	597
Permanents	2 754 369	21	2 771 194	101			4 726	
	2 963 893	29	2 845 095	51 665	2 080	1 876	7 567	597

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
53 745	2 784 925

Ce programme vise à surveiller et inspecter les institutions financières et à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises au Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
1 811	453	171	12						499			

Ce programme vise à accorder aux épargnants une protection contre les pratiques déloyales et frauduleuses ainsi qu'à assurer le bon fonctionnement du marché.

811	53	15	3						18			5
811	53	15	3						18			5

Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

57	99	17	7						65			
----	----	----	---	--	--	--	--	--	----	--	--	--

5 957	1 963	472	126 375	2 765 992		1 140	5 285
5 957	1 963	472	501	2 765 992		1 140	5 285
					CAPITAL		TRANSFERT
					— AUTRES DÉPENSES		
					1 140		5 285

INDUSTRIE ET COMMERCE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**SOUTIEN TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL AU DÉVELOPPEMENT
ET À LA CROISSANCE DES SECTEURS MANUFACTURIERS,
COMMERCIAUX ET COOPÉRATIFS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Gestion Interne	11 649	2	11 261	6 542	308	578	191
2. Politiques et stratégies sectorielles	9 357	5	9 067	7 065	344	775	452
3. Services aux entreprises manufacturières, aux commerces et aux coopératives	12 605	5	12 161	9 231	465	817	618
TOTAL:	33 611	12	32 489	22 838	1 117	2 170	1 261

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-10**SOUTIEN FINANCIER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA CROISSANCE DES
SECTEURS MANUFACTURIERS, COMMERCIAUX ET COOPÉRATIFS**

1. Société de développement industriel du Québec Permanents ¹	132 331	36 245	90 790 369	5 530	1 196	444	239
2. Société de développement des coopératives	3 415		2 915				
3. Assistance financière aux entreprises et aux organismes	69 755		67 212			8	8
TOTAL:	205 501	36 245	161 286	5 530	1 196	452	247

¹ Loi sur le ministère de l'Industrie et Commerce, L.R.Q., c. M-17.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-10**SOUTIEN AUX SOCIÉTÉS ET ORGANISMES D'ÉTAT**

1. Centre de recherche industrielle du Québec Permanents ²	17 800		17 800				
2. Institut national de productivité	833		800				
3. SIDBEC	95 700		95 063				
4. Société du parc industriel du centre du Québec	7 167		6 928	615	108	118	204
TOTAL:	121 500		120 591	615	108	118	204

² Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	342 812	36 257	296 197	28 983	2 421	2 740	1 712
Permanents	17 800		18 169				
	360 612	36 257	314 366	28 983	2 421	2 740	1 712

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	31 404
FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	16 952

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien professionnel et technique aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel, commercial et coopératif.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
133	3 116	227	34	13					119		
22	46	183	19	60					101		
164	57	680	53	6					70		
319	3 219	1 090	106	79					290		

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel, commercial et coopératif.

81	1 155	153	68	1 369					511		81 412
											2 915
											67 196
81	1 155	153	68	370					511		151 523

Ce programme vise à fournir le soutien financier du gouvernement à des sociétés et des organismes d'État.

											17 800
											800
											95 063
302	35	406	6	5 111					23		
302	35	406	6	5 111					23		113 663
702	4 409	1 649	180	5 191 369					824		247 386 17 800
702	4 409	1 649	180	5 560					824		265 186
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					824						265 186

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**FORMULATION DE JUGEMENTS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Magistrature Permanents ¹	9 382 18 600	9	9 382 22 246	9 382 20 713	162	1 371	
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	542		612	103		104	339
TOTAL:	28 524	9	32 240	30 198	162	1 475	339

¹ Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles Permanents ²	68 228	31	68 197 3	48 349	7 511	1 078	7 439
2. Soutien aux tribunaux administratifs	978		978	398	123	1	6
3. Tribunal de l'expropriation*	536		533	269	2	10	2
4. Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	1 691		915				
TOTAL:	71 433	31	70 626	49 016	7 636	1 089	7 447

² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

* Le tribunal de l'expropriation a été remplacé par la Chambre de l'expropriation à compter du 1er juillet 1986 en vertu de la Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice, L.Q., 1986, c. 61.

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**

1. Commission des droits de la personne	5 791	5	5 783	4 053	322	155	326
2. Comité de la protection de la jeunesse	2 476	1	2 474	1 675	164	132	80
TOTAL:	8 267	6	8 257	5 728	486	287	406

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**AIDE AUX JUSTICIABLES**

1. Commission des services juridiques	64 113		62 723				
2. Aide aux recours collectifs	378		368				
TOTAL:	64 491		63 091				

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction Permanents ³	8 436 235	13	8 096 92	4 327	500	835 11	906 5
2. Gestion interne et soutien	86 696	2	84 195	6 071	709	366	156
3. Systèmes de gestion	19 284	1	15 342	4 593	131	368	3 506
TOTAL:	114 651	16	107 725	14 991	1 340	1 580	4 573

³ Loi visant à favoriser le civisme, L.R.Q., c. C-20.

* Ce programme inclut l'Administration du ministère du Solliciteur général du 10 décembre 1986 au 31 mars 1987 en vertu de la Loi sur le ministère du Solliciteur général, L.Q., 1986, c. 86.

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-28**ENREGISTREMENT OFFICIEL**

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et des changements de nom des individus	954	1	853	703	10	12	84
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	12 791	1	12 784	11 583	446	257	40
TOTAL:	13 745	2	13 637	12 286	456	269	124

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-28**PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

TOTAL:	10 803	3	10 799	6 466	468	253	1 653
--------	--------	---	--------	-------	-----	-----	-------

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-28**SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT**

TOTAL:	15 119	12	14 951	12 482	1 005	543	764
--------	--------	----	--------	--------	-------	-----	-----

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES												TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
23	28	143	193	248					92			801 76
1 348	73 976	1 345	88	16					120			
1 757	2 658	280	163	72					1 814			
3 128	76 662	1 768	444	336					2 026			877

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

1	2	11	6						24			
25	112	239	77						5			
26	114	250	83						29			

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales.

18	1 035	157	26	6					72			645
----	-------	-----	----	---	--	--	--	--	----	--	--	-----

Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.

24	9	31	32	7					54			
----	---	----	----	---	--	--	--	--	----	--	--	--

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-28**AFFAIRES LÉGISLATIVES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Recherche, élaboration et révision des lois et des règlements du gouvernement	4 086	1	4 002	2 912	381	39	249
2. Refonte des lois et des règle- ments*	1 174		905	660	85	39	14
TOTAL:	5 260	1	4 907	3 572	466	78	263

* Cet élément de programme était sous la juridiction du ministère de la Justice du 1er juillet 1986 au 31 mars 1987 en vertu de la Loi concernant certains organismes relevant du ministère de la Justice, L.Q., 1986, c. 61, alors qu'antérieurement cette juridiction était sous la responsabilité de la Commission des Lois et règlements.

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-30**AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Votés	18 770	4	18 765	16 379	735	517	569
Permanents ⁴	1 572		1 742				
TOTAL:	20 342	4	20 507	16 379	735	517	569

⁴ Code de la route, L.R.Q., c. C-24.

PROGRAMME 11
Sommaire: Page 1-20**INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

Permanents ⁵	16 583	16 820		2 724
-------------------------	--------	--------	--	-------

⁵ Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	331 686	75	322 045	130 302	12 592	4 605	15 794
Permanents	37 532	9	41 515	20 816	162	1 486	3 068
	369 218	84	363 560	151 118	12 754	6 091	18 862

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	163 872
FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	114 576

Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de lois du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du gouvernement.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
19		25	23	11					76			267
	96		2						9			
19	96	25	25	11					85			267

Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

30	55	269	97	114	1 742
30	55	269	97	114	1 742

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels.

[illegible]

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES DE LOISIR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Soutien aux activités de loisir	6 640		6 466					
2. Soutien aux équipements de loisir	12 324		11 076					
3. Soutien aux organismes régionaux et de regroupement de loisir	7 119		7 108					
TOTAL:	26 083		24 650					

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**PROMOTION DU LOISIR SOCIO-CULTUREL**

1. Loisir socio-éducatif	4 723		4 637					
2. Loisir culturel	1 594		1 592					
3. Loisir scientifique	821		820					
4. Loisir touristique	4 486		4 464					
TOTAL:	11 624		11 513					

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**PLEIN AIR, PARCS ET RÉSERVES**

1. Promotion du plein air	779		779					
2. Parcs et réserves Permanents ¹	49 310	3	48 029 1	17 179	13 395	1 075	1 925	1 071
3. Implantation et amélioration d'équipements	12 850		12 163		21		11	208
4. Société des établissements de plein air du Québec	511		316					
TOTAL:	63 450	3	61 288	17 179	13 416	1 075	1 936	1 279

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT**

1. Activités physiques et dévelop- pement sportif de base	5 781		5 763					
2. Sport d'élite	8 196		8 136					
TOTAL:	13 977		13 899					

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-18**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Administration centrale Permanents ²	33 109	4	32 629 9	12 712	1 479	2 519	1 984	793
2. Administration régionale	8 005	3	7 995	7 014		271	82	59
3. Aide à la jeunesse et projets spéciaux	8 564		5 849		1 006	109	1 702	1
TOTAL:	49 678	7	46 482	19 726	2 485	2 899	3 768	853

² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-18**RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS**

TOTAL:	2 736	7	2 216	1 170	170	275	188	1
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	------------	------------	------------	----------

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-10**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

1. Amélioration et exploitation de la faune	16 303	12	16 236	8 617		683	935	196
2. Territoires fauniques	1 244	1	965	727	1	47	70	1
3. Protection et éducation	25 029	7	24 974	16 492	3 378	685	904	566
TOTAL:	42 576	20	42 175	25 836	3 379	1 415	1 909	763

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	210 124	37	202 213 10	63 911	19 450	5 664	7 801	2 896
Permanents	210 124	37	202 223	63 911	19 450	5 664	7 801	2 896

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

83 361

37 439

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	3 954	1	3 098	2 338	81	258	22
2. Planification et programmes	27 280	6	23 538	15 097	1 384	500	975
3. Réseau Travail-Québec*	112 843	33	109 256	66 973	28 726	3 439	941
4. Soutien administratif	31 780		28 841	9 070	1 619	2 235	637
TOTAL:	175 857	40	164 733	93 478	31 810	6 432	2 575

* Le Service du placement étudiant inclus dans cet élément de programme était sous la juridiction du ministre délégué aux Petites et Moyennes entreprises du 29 octobre 1986 au 31 mars 1987 en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 1600-86.

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**ADMINISTRATION DÉLÉGUÉE DE PROGRAMMES
EN SÉCURITÉ DU REVENU**

1. Administration des allocations familiales	5 424		5 415				5 415
2. Administration des régimes supplémentaires de rentes	1 555		1 538				1 538
3. Administration de l'aide sociale à la ville de Montréal	28 093		28 092				28 092
4. Administration de l'assistance-maladie	5 563		5 555				5 555
TOTAL:	40 635		40 600				40 600

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES**

TOTAL:	6 542	6 293	3 994	564	312	307
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-20**ALLOCATIONS FAMILIALES**

1. Allocations familiales de base Permanents ¹	192 860		192 765			
2. Allocations familiales supplémentaires pour enfants handicapés Permanents ¹	15 667		17 474			
TOTAL:	208 527		210 239			

¹ Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17.

Le programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à leur mise en oeuvre.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communica-tions	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immo-bilisations	Autres dépenses	
4	13	58	44	4					26			250
802	2 739	462	317	115					1 147			
68	470	1 759	1 814	1 560					165			3 341
1 392	12 884	598	191	1					214			
2 266	16 106	2 877	2 366	1 680					1 552			3 591

Ce programme vise à doter certains organismes administrant des programmes en sécurité du revenu des sommes nécessaires à cette administration.

Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

43	784	72	98	119
----	-----	----	----	-----

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

27	192 738
	17 474
27	210 212

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-20**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	10 242		8 713				

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-20**PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE**

TOTAL:	2 239 810	2 155 828		
--------	-----------	-----------	--	--

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-20**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses	106 939	103 115		
2. Prestations de services	42 136	36 106		
TOTAL:	149 075	139 221		

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-20**SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

TOTAL:	13 266	12 137	82	
--------	--------	--------	----	--

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobiliaisons	Autres dépenses	
												8 713

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

2 155 828

Ce programme vise à payer le coût de médicaments, d'appareils et de services dentaires et optométriques requis par les bénéficiaires de l'aide sociale.

		103 115
		36 106
		139 221

Ce programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour leur assurer une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

12 055

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9

Sommaire: page 1-14

FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	141 655		139 294				

PROGRAMME 10

Sommaire: page 1-14

PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

1. Concertation, protection et reclassement Permanents ²	2 501 750		2 301 200				
2. Développement de l'employabilité et de l'emploi	31 773		19 792				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'employabilité et l'emploi*	2 343						
4. Services externes de main-d'oeuvre	10 867		9 545				
TOTAL:	48 234		31 838				

² Loi concernant la ville de Shefferville, L.Q., 1986, c. 51.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	2 824 566	40	2 698 457	97 554	32 374	6 744	43 482
Permanents	209 277		210 439				
	3 033 843	40	2 908 896	97 554	32 374	6 744	43 482
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				129 928		76 605	

Ce programme vise à doter la main-d'oeuvre de la formation professionnelle nécessaire pour l'obtention et la conservation des emplois.

CAPITAL											TRANSFERT	
— AUTRES DÉPENSES												
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobiliaisons	Autres dépenses	
											139 294	

Ce programme vise à assurer la protection des emplois, à faciliter, au besoin, le reclassement de la main-d'oeuvre et à favoriser la réalisation de projets générateurs d'emplois.

		2 301
		200
60		19 732
		9 545
60		31 778

2 309	16 890	2 949	2 464	1 740 27	1 671	2 490 280 210 412
2 309	16 890	2 949	2 464	1 767	1 671	2 700 692
CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					1 671	2 700 692

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-28**ADMINISTRATION ET CONSULTATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction et gestion	7 297	7	7 089	4 945	125	377	139
2. Aide à la consultation	3 647		3 406				
TOTAL:	10 944	7	10 495	4 945	125	377	139

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-28**DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

1. Fonds de développement régional	13 465		10 530				
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional*							
3. Création d'emplois communautaires	22 500		18 067		2 022	87	27
TOTAL:	35 965		28 597		2 022	87	27

* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut-être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	46 909	7	39 092	4 945	2 147	464	166
	<u>46 909</u>	<u>7</u>	<u>39 092</u>	<u>4 945</u>	<u>2 147</u>	<u>464</u>	<u>166</u>
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				<u>7 092</u>		<u>2 160</u>	

Ce programme vise à définir des politiques gouvernementales en matière de développement régional ; il vise également à coordonner et diriger les ressources essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultants.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- biliai- sations	Autres dépenses
13	1 288	88	51	4					59		
											3 406
13	1 288	88	51	4					59		3 406

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

											10 530
3	30	13	40						39		15 806
3	30	13	40						39		26 336
16	1 318	101	91	4					98		29 742
16	1 318	101	91	4					98		29 742
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					98						29 742

ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ A L'ADMINISTRATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE
ET D'ASSURANCES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents ¹	218 835		205 044	205 044			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents ²	2 586						
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ³	130 038		126 441	126 441			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	24 805		21 207	6 531			
5. Administration Permanents ³	14 088 175	2	14 069 349	9 985	620	300	1 077
TOTAL:	390 527	2	367 110	348 001	620	300	1 077

¹ Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, L.R.Q., c. R-12.² Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16 et modifiée par le chapitre 44 des lois de 1986.³ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-16**RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**

1. Service courant Permanents ⁴	95 928		99 587				
2. Service passé Permanents ⁴	458 958		453 891				
TOTAL:	554 886		553 478				

⁴ Loi sur le régime de retraite des enseignants, L.R.Q., c. R-11.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	38 893	2	35 276	16 516	620	300	1 077
Permanents	906 520		885 312	331 485			
	945 413	2	920 588	348 001	620	300	1 077
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				348 621		3 479	

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobili-sations	Autres dépenses	
85	1 207	367	92	2 349					334			14 676
85	1 207	367	92	351					334			14 676

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.

								99 587
								453 891
								553 478
85	1 207	367	92	2 349		334		14 676 553 478
85	1 207	367	92	351		334		568 154
				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
					334			568 154

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-28**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	3 344	1	3 157	2 077	221	235	125

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE**

1. Services de garde à l'enfance	77 933		75 611				
2. Direction et administration	3 853	2	3 713	2 317	389	282	321
TOTAL:	81 786	2	79 324	2 317	389	282	321

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	85 130	3	82 481	4 394	610	517	446
	85 130	3	82 481	4 394	610	517	446

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
5 004	1 777

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
15	382	61	26	1					14		

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde.

											75 611
9	192	94	32	2					75		
9	192	94	32	2					75		75 611

24	574	155	58	3					89		75 611
24	574	155	58	3					89		75 611
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
								89			75 611

ORGANISMES RELEVANT DE LA VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	2 108		1 968	1 605	50	34	27

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-26**OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES**

TOTAL:	20 716	1	18 697	13 376	553	703	677
--------	--------	---	--------	--------	-----	-----	-----

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-26**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR**

Votés	161 086		155 100	140 928	14 172		
Permanents ¹	3 924		4 112	4 112			
	165 010		159 212	145 040	14 172		

¹ Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	183 910	1	175 765	155 909	14 775	737	704
Permanents	3 924		4 112	4 112			
	187 834	1	179 877	160 021	14 775	737	704

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
174 796	4 821

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à vérifier le caractère impartial et équitable des décisions affectant les fonctionnaires de même que l'observation de la loi et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion; il vise également à donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois des dispositions de la Loi sur la fonction publique.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
3	230	13							6		

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique et la tenue des examens de changement de grade du personnel professionnel; il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière de gestion des ressources humaines ainsi que le développement et le maintien d'un système intégré d'information pour la gestion des ressources humaines.

79	2 304	681	62	8					154		100
----	-------	-----	----	---	--	--	--	--	-----	--	-----

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

82	2 534	694	62	8					160		100
82	2 534	694	62	8					160		100
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					160						100

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**PROTECTEUR DU CITOYEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
Votés	2 680		2 551	1 671	236	66	44
Permanents ¹	50		50	50			
TOTAL:	2 730		2 601	1 721	236	66	44

¹ Loi sur le Protecteur du citoyen, L.R.Q., c. P-32.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

TOTAL:	10 983	3	10 932	7 930	110	289	1 624
---------------	---------------	----------	---------------	--------------	------------	------------	--------------

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL**

1. Directeur général des élections Permanents ²	10 858	54	10 016	4 965	302	314	540
2. Commission de la représentation électorale Permanents ³	119		66			4	39
TOTAL:	10 977	54	10 082	4 965	302	318	579

² Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.2.³ Loi sur la représentation électorale, L.R.Q., c. R-24.1.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	13 663	3	13 483	9 601	346	355	1 668
Permanents	11 027	54	10 132	5 015	302	318	579
	24 690	57	23 615	14 616	648	673	2 247

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
15 264	6 517

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
9	432	34	28	1					30		
9	432	34	28	1					30		

Ce programme vise à effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources, du Fonds consolidé du revenu des ministères et de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

12	378	96	22	10					461		
----	-----	----	----	----	--	--	--	--	-----	--	--

Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

216	542	195		1 599					131		1 212
				23							
216	542	195		1 622					131		1 212
21	810	130	50	11					491		
216	542	195		1 622					131		1 212
237	1 352	325	50	1 633					622		1 212
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					622					1 212	

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		TRANSFERT
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents ¹	1 364 160		1 341 802	1 341 802
2. Services optométriques Permanents ¹	36 465		36 314	36 314
3. Services dentaires Permanents ¹	74 311		71 462	71 462
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents ¹	196 923		212 738	212 738
5. Autres services Permanents ¹	30 077		34 294	34 294
6. Administration Permanents ¹	40 608		48 962	48 962
TOTAL:	<u>1 742 544</u>		<u>1 745 572</u>	<u>1 745 572</u>

¹ Une prévision de 1 742 544 700 \$ et une dépense au Fonds des services de santé de 1 745 571 944 \$ y compris une contribution du Fonds consolidé du revenu de 831 094 719 \$ pour les dépenses en excédent de la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé équivalent à 914 477 225 \$ (voir page 1-53) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.

TOTAL DU PROGRAMME:

Permanents	<u>1 742 544</u>	<u>1 745 572</u>	<u>1 745 572</u>
------------	------------------	------------------	------------------

TRANSFERT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

1 745 572

RELATIONS INTERNATIONALES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-28**AFFAIRES INTERNATIONALES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Représentation à l'étranger Permanents ¹	27 246	500 230	26 696	8 725		4 321	6 881
2. Relations et coopération internationales	20 703	25	20 671	6 052	450	1 829	939
TOTAL:	47 949	755	47 367	14 777	450	6 150	7 820

¹ Loi sur la société immobilière du Québec, L.R.Q., c.S-17.1.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-28**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires québécois	861		861				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	849		849				
TOTAL:	1 710		1 710				

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-28**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 399	5	2 271	1 802	50	149	124
2. Soutien administratif	6 643	1	6 467	3 542	142	431	107
3. Service du protocole	977	1	889	418		47	339
TOTAL:	10 019	7	9 627	5 762	192	627	570

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	59 678	532	58 704	20 539	642	6 777	8 390
Permanents		230					
	59 678	762	58 704	20 539	642	6 777	8 390

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	21 181	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	24 240
-------------------------------	--------	-------------------------------------	--------

REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Perception	67 842	165	67 221	44 776	13 641	7 473	571
Permanents ¹	1 890		1 641				1 641
Permanents ²	2 000		1 994				1 994
Permanents ³	2 300		2 123				2 123
Permanents ⁴	735		784				784
Permanents ⁵	34 000		33 679				
2. Vérification	38 855	36	38 548	34 717	568	2 658	212
3. Soutien technique	35 450	2	30 280	17 060	1 173	148	3 858
4. Direction et soutien administratif	35 110	6	33 992	8 726	416	265	852
5. Service au public et à l'entreprise	18 542	2	18 375	10 704	1 545	782	379
TOTAL:	236 724	211	228 637	115 983	17 343	11 326	12 414

¹ Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).² Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).³ Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).⁴ Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).⁵ Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31. (Intérêts sur remboursements de revenus).PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL**

TOTAL:	27 300	26 944		
---------------	---------------	---------------	--	--

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES
D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DE RENTES
DU QUÉBEC**

TOTAL: Permanents⁶	200	251		
--------------------------------------	------------	------------	--	--

⁶ Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1.

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES								TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses		
2	117	420	40	2					179				
				33 679									
15	1	312	8						57				
1 961	3 723	316	142	124					1 775				
694	21 699	836	419	17					66			2	
11	1	4 898	29						26				
2 683	25 541	6 782	638	33 822					2 103			2	

Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage.

26 944

Ce programme vise à alléger la contribution de certains travailleurs autonomes au régime de rentes du Québec.

251

REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-28**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
Votés	3 703	2	3 649	1 941	115	97	986
Permanents ⁷	3		1				
TOTAL:	3 706	2	3 650	1 941	115	97	986

⁷ Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, L.R.Q., c. L-6.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	226 802	213	219 009	117 924	17 458	11 423	6 858
Permanents	41 128		40 473				6 542
	267 930	213	259 482	117 924	17 458	11 423	13 400

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
135 382	94 787

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
24	393	59	21	1					13			
24	393	59	21	1					13			
2 707	25 934	6 841	659	143					2 116			26 946
				33 680								251
2 707	25 934	6 841	659	33 823					2 116			27 197
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
					2 116							27 197

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**SERVICES DES CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Frais d'exploitation	367 522		367 495				
Permanents ¹	12 217		18 858				
2. Service de la dette	3 848		3 747				
3. Loyers, équipement et rénovations	17 026		17 009				
TOTAL:	400 613		407 109				

¹ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**SOUTIEN DES ORGANISMES BÉNÉVOLES**

1. Organismes de promotion et de services	21 266	21 266		
2. Organismes de maintien à domicile	4 886	4 886		
TOTAL:	26 152	26 152		

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**SERVICES DES CENTRES HOSPITALIERS DE COURTE DURÉE ET PSYCHIATRIQUES**

1. Frais d'exploitation	2 727 022	2 666 557		
Permanents ²	275 270	260 975		
Permanents ³	855 500	914 477		
2. Service de la dette	108 344	105 702		
3. Loyers, équipement et rénovations	4 295	3 346		
TOTAL:	3 970 431	3 951 057		

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., C. R-10.³ Une prévision de 855 500 000 \$ et une dépense de 914 477 225 \$ représentant la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé (voir page 1-53) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-20**SERVICES DES CENTRES DE SERVICES SOCIAUX**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Frais d'exploitation	260 080		260 011				
Permanents ⁴	12 480		10 206				
2. Service de la dette	24		23				
3. Loyers, équipement et rénovations	9 155		9 154				
TOTAL:	281 739		279 394				

⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-20**SERVICES DES CENTRES D'ACCUEIL D'HÉBERGEMENT ET DES
CENTRES HOSPITALIERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE**

1. Frais d'exploitation des centres d'accueil d'hébergement	407 764	407 703		
Permanents ⁵	33 858	34 178		
2. Frais d'exploitation des centres hospitaliers de soins de longue durée	469 000	468 998		
Permanents ⁵	34 259	33 780		
3. Service de la dette	55 018	54 842		
4. Loyers, équipement et rénovations	979	979		
TOTAL:	1 000 878	1 000 480		

⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-20**SERVICES DES CENTRES DE RÉADAPTATION**

1. Frais d'exploitation	558 023	558 016		
Permanents ⁶	21 748	21 193		
2. Service de la dette	7 934	7 198		
3. Loyers, équipement et rénovations	15 493	6 417		
TOTAL:	603 198	592 824		

⁶ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à offrir des services de consultation et des services destinés à assurer la protection d'enfants et d'adolescents ainsi que la protection d'adultes handicapés ou âgés et à développer ou à restaurer leur autonomie.

[illegible]

Ce programme vise à procurer des services de soins prolongés et d'hébergement aux adultes et personnes âgées dont l'état le requiert.

		407 703
		34 178
		468 998
		33 780
		54 842
		979
		1 000 480

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu protégé des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités destinées à faciliter leur retour à la vie normale.

	558 016
	21 193
	7 198
	6 417
	592 824

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-22**COORDINATION DE LA RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Fonds de la recherche en santé du Québec	24 323		24 323				
2. Recherche sociale	1 721		1 721				
TOTAL:	26 044		26 044				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-22**COORDINATION RÉGIONALE ET NATIONALE**

1. Concertation et coordination faites par les conseils régionaux Permanents ⁷	60 491 1 955	60 445 2 375		
2. Subventions à d'autres organismes	62 817	62 817		
3. Cotisations d'associations versées aux établissements	5 802	5 796		
TOTAL:	131 065	131 433		

⁷ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-22**DIRECTION ET GESTION**

	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction supérieure* Permanents ^a	60 309 1 359	12	59 647 2 683	39 298 89	1 491 730	3 724	5 440 1 864
2. Conseil des affaires sociales et de la famille	795		793	513	53	28	96
TOTAL:	62 463	12	63 123	39 900	2 274	3 752	7 400

* Suite à la décision C.T. 162424 (8 octobre 1986) du Conseil du trésor, les éléments 2 à 7 du programme 9 ont été transférés à l'élément 1 de ce même programme.

^a Loi sur les commissions d'enquête, L.R.Q., c. C-37 et sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 (Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux connexes).

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-20**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

1. Services aux personnes handicapées	34 891		34 656				
2. Direction et administration	7 508	11	6 784	3 664	1 377	365	315
TOTAL:	42 399	11	41 440	3 664	1 377	365	315

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	5 296 336	23	5 220 331	43 475	2 921	4 117	5 851
Permanents	1 248 646		1 298 725	89	730		1 864
	6 544 982	23	6 519 056	43 564	3 651	4 117	7 715
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				47 215		21 937	

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler ses programmes de santé et de services sociaux.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
607	5 960	1 814	570	133					610		
3	91	7							2		
610	6 051	1 821	570	133					612		

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

											34 656
13	663	162	81	1					113		30
13	663	162	81	1					113		34 686
623	6 714	1 983	651	134					725		5 153 137 1 296 042
623	6 714	1 983	651	134					725		6 449 179
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					725						6 449 179

SOLICITEUR GÉNÉRAL

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ENQUÊTES SUR LES DÉCÈS ET LES INCENDIES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	4 112	5	3 994	2 041	154	114	1 386

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-28**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

Votés	4 838	10	4 607	2 661	104	243	320
Permanents ¹			2				
TOTAL:	4 838	10	4 609	2 661	104	243	320

¹ Loi sur l'administration financière L.R.Q., c.A-6PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-30**GARDE DES DÉTENUS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**

1. Services correctionnels	102 285	103	102 156	74 923	6 085	1 381	11 638
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	1 201		1 201	832		70	156
TOTAL:	103 486	103	103 357	75 755	6 085	1 451	11 794

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-30**SÉCURITÉ PUBLIQUE**

1. Recherche et programmation	3 198		3 152	809	54	132	228
2. Formation et perfectionnement des policiers	4 056	2	4 052	1 360	69	83	1 757
3. Sécurité et protection Permanents ²	15 890 1 505	11	15 817 1 644	12 518 1 643	30	647 1	1 973
4. Expertises médico-légales et police scientifique	4 134	1	4 129	2 891	55	83	405
TOTAL:	28 783	14	28 794	19 221	208	946	4 363

² Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.

Ce programme vise à éclairer la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
5	125	86	40						43			

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

12	974	105	48	1					139			
				2								
12	974	105	48	3					139			

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter leur réinsertion sociale.

284	134	6 669	245	12					248			537
	127	6	1						9			
284	261	6 675	246	12					257			537

Ce programme vise à remplir les obligations qui, selon la Loi sur le ministre du Solliciteur général, incombent au Solliciteur général en matière de sécurité publique; il vise également à assurer la formation des policiers, la sécurité des personnes et des édifices du gouvernement et à fournir, pour des fins d'administration de la justice, des expertises de médecine légale et de police scientifique.

6	32	18	25	1								1 847
38	43	530	45						127			
103	24	345	22	1					154			
46	14	279	17	1					338			
193	113	1 172	109	3					619			1 847

SOLICITEUR GÉNÉRAL

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-30**NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE
DES FONCTIONS DE POLICE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	3 796	1	3 602	2 584	8	207	301

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-30**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	261 343	108	261 235	255 518	676	4 153	
2. Gestion interne et soutien	79 965	3	79 955	25 108	1 032	2 546	2 119
TOTAL:	341 308	111	341 190	280 626	1 708	6 699	2 119

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	484 818	244	483 900	381 245	8 267	9 659	20 283
Permanents	1 505		1 646	1 643		1	
	486 323	244	485 546	382 888	8 267	9 660	20 283

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
391 155	83 853

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
6	465	13	2	2					14		

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

				888							
3 688	26 234	11 009	880	257					6 081		1 001
3 688	26 234	11 009	880	1 145					6 081		1 001
4 188	28 172	19 060	1 325	1 163 2					7 153		3 385
4 188	28 172	19 060	1 325	1 165					7 153		3 385
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					7 153					3 385	

TOURISME

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction et soutien administratif	9 798	2	9 172	1 738	422	234	145
2. Promotion et développement	28 766	3 636	23 529	5 493	2 269	8 613	1 434
3. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 548		16 428	5 715	2 480	169	790
4. Société du Palais des congrès de Montréal	20 115		20 115				
TOTAL:	<u>75 227</u>	<u>3 638</u>	<u>69 244</u>	<u>12 946</u>	<u>5 171</u>	<u>9 016</u>	<u>2 369</u>

TOTAL DU PROGRAMME:

Votés	<u>75 227</u>	<u>3 638</u>	<u>69 244</u>	<u>12 946</u>	<u>5 171</u>	<u>9 016</u>	<u>2 369</u>
-------	---------------	--------------	---------------	---------------	--------------	--------------	--------------

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT
— PERSONNEL18 117FONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES22 091

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Recherches et développement	10 060	1	8 122	4 093	520	226	873	221
2. Transport des personnes	394 816	2	381 907	1 608	272	181	1 623	6 104
Permanents ¹	400		308					
3. Transport des marchandises	2 042	1	1 733	1 334	47	134	82	7
TOTAL:	407 318	4	392 070	7 035	839	541	2 578	6 332

¹ Loi sur la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

TOTAL:	9 721	4	9 422	6 832	309	466	46	112
--------	-------	---	-------	-------	-----	-----	----	-----

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	86 115	24	83 368					
2. Construction de routes principales	104 816	17	103 994					
3. Construction de routes régionales	51 658	4	51 369					
4. Construction d'autres routes	90 596	91	90 128					
TOTAL:	333 185	136	328 859					

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
86	110	24	57			373	103	3	2	4	255		1 172
480	82	29	1							64			371 463 308
3	25	11								30			60
569	217	64	58			373	103	3	2	98	255		373 003

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

1 378	168	22								89			
-------	-----	----	--	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--

Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.

	21 148	2 742	2 049	8 231	888	3 553	1 238	42 768	751	
	19 972	6 253	1 626	7 663	2 289	4 456	755	60 407	573	
	11 532	5 455	653	1 224	1 309	2 407	362	28 149	278	
	10 051	3 115	1 210	2 343	11 809	11 231	558	44 805	506	4 500
	62 703	17 565	5 538	19 461	16 295	21 647	2 913	176 129	2 108	4 500

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Conservation des infrastructures routières de transport	328 881	37	317 466	67 534	25 838	3 998	1 565	65 203
2. Activités de soutien	60 669	6	59 664	25 488	4 006	109	5 266	1 509
3. Soutien en matériel	52 843	4	51 473	17 784	1 343	273	404	2 900
TOTAL:	442 393	47	428 603	110 806	31 187	4 380	7 235	69 612

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 327	2	3 196	2 531	103	237	71	20
2. Soutien administratif	25 653	15	22 568	13 751	2 291	1 159	1 795	113
3. Soutien technique	5 703	5	5 503	2 978	161	68	1 684	156
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	22 179		21 580		337	1		2 087
TOTAL:	56 862	22	52 847	19 260	2 892	1 465	3 550	2 376

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**TRANSPORT SCOLAIRE**

1. Aide au transport scolaire*	307 782		307 176					
2. Soutien administratif	1 078		916	799	11	25	2	5
TOTAL:	308 860		308 092	799	11	25	2	5

* Les surplus résultant de la rationalisation administrative des activités du transport scolaire peuvent être transférés au fonds du secteur pré-scolaire, primaire et secondaire et au fonds du secteur de l'éducation des adultes des commissions scolaires, le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses		
12 774	68 581	728	53					33	7 399	1 982	28 319	45	33 414	
21 298	1 568	177	47							196				
130	19 885	357	3							8 394				
34 202	90 034	1 262	103					33	7 399	10 572	28 319	45	33 414	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

23	114	16	3							18			60
2 739	454	75	18							173			
71	199	87	3							96			
246	455	4	2										18 448
3 079	1 222	182	26							287			18 508

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

													307 176
16	10									48			
16	10									48			307 176

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14**TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien
1. Transport maritime	32 499	1	31 325	932	75	35	31	234
2. Transport aérien	31 212		27 244	669	254	94	3 580	656
TOTAL:	63 711	1	58 569	1 601	329	129	3 611	890

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-28**TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

1. Transport des personnes et des marchandises	5 645		5 004	4 577	213			
2. Protection de la forêt	14 744	10	12 816	1 912	515	407	168	2 113
3. Fonds renouvelable*	500	500						
TOTAL:	20 889	510	17 820	6 489	728	407	168	2 113

* Le fonds renouvelable a pour objet de défrayer les frais d'exploitation du service aérien gouvernemental déterminés par le Conseil du trésor. Les recettes provenant de la vente de ces services aériens et de la location d'appareils sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	1 642 539	724	1 595 974	152 822	36 295	7 413	17 190	81 440
Permanents	400		308					
	1 642 939	724	1 596 282	152 822	36 295	7 413	17 190	81 440

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
189 117	240 410

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
26	113	13	1			5	148		4	6	1 105		28 597
73	853	51	3			61	1 915	38	222	4 708	10 095	3	3 969
99	966	64	4			66	2 063	38	226	4 714	11 200	3	32 566

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

8	557	4	53						1	211	2		
										7 079			
8	557	4	53						1	7 290	2		

39 335	93 180	1 608	244	62 703	17 565	5 977	21 627	16 369	29 275	26 011	215 905	2 156	768 859 308
39 335	93 180	1 608	244	62 703	17 565	5 977	21 627	16 369	29 275	26 011	215 905	2 156	769 167
				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT		
				80 268	317 320								769 167

TRAVAIL

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	3 703	1	3 660	3 241	57	230	39
2. Relations du travail Permanents ¹	5 829 150		4 843 33	3 067	116	543	990 33
3. Soutien aux relations du travail dans la construction	399		318	231	7	3	53
TOTAL:	10 081	1	8 854	6 539	180	776	1 115

¹ Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57.
— Syndicat du transport de Montréal « Employés des services d'entretien, C.S.N. ».

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**AIDE FINANCIÈRE À L'INSTITUT DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION**

TOTAL:	1 565	1 485		
---------------	--------------	--------------	--	--

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

Permanents ²	2 643	2 436	1 655	40	228	196
-------------------------	-------	-------	-------	----	-----	-----

² Code du travail, L.R.Q., c. C-27.

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fournitures	Équipe-ment	Immo-bilisa-tions	Autres dépenses	
4	5	56	16						12			
9	10	45	44						19			
2		3							19			
15	15	104	60						50			

Ce programme vise à mettre à la disposition des parties patronales et syndicales des données objectives et uniformes afin d'établir des bases acceptées pour la détermination de la rémunération.

1485

Ce programme vise à permettre aux citoyens de continuer à bénéficier de services jugés essentiels, lorsque des travailleurs exercent leur droit de grève dans les services de santé, dans les services sociaux et dans certains services publics.

8 185 28 22 74

TRAVAIL

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**DIRECTION ET GESTION INTERNE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Recherche et information	4 176		4 019	3 247	193	266	188
2. Conseil consultatif du travail et de la main d'oeuvre	445		406	275		21	30
3. Direction Permanents ³	1 121		1 067 10	853 10	68	51	75
4. Soutien administratif et technique	3 175		2 888	587	25	16	11
5. Normalisation de la sécurité	858		751	604	12	31	88
TOTAL:	9 775		9 141	5 576	298	385	392

³ Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-28**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS
EN CONSTRUCTION**

TOTAL:	4 607		4 337	2 884	649	103	39
---------------	--------------	--	--------------	--------------	------------	------------	-----------

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-30**SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET DANS LES LIEUX PUBLICS**

TOTAL:	25 872	1	25 711	20 507	617	1 564	91
---------------	---------------	----------	---------------	---------------	------------	--------------	-----------

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENT
DE L'OFFICE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

TOTAL:	2 800		2 800				
---------------	--------------	--	--------------	--	--	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	54 550	2	52 285	35 496	1 744	2 828	1 604
Permanents	2 793		2 479	1 665	40	228	229
	57 343	2	54 764	37 161	1 784	3 056	1 833

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

38 945

11 185

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la mise en oeuvre de programmes et d'activités dans le domaine des relations du travail.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
27		73	5	1					10		9
	67	10	3								
1	3	14	1						1		
11	2 086	31	57	13					51		
		5	1						10		
39	2 156	133	67	14					72		9

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

30	483	89	23	5					32		
----	-----	----	----	---	--	--	--	--	----	--	--

Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.

99	2 197	435	83	6					112		
----	-------	-----	----	---	--	--	--	--	-----	--	--

Ce programme vise à aider financièrement l'Office de la construction du Québec pour ses activités reliées au placement.

											2 800
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------

183	4 851	761	233	25					266		4 294
8	185	28	22						74		
191	5 036	789	255	25					340		4 294
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					340					4 294	

DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

AFFAIRES CULTURELLES	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986 (1)
Entreprises			
Aide à la diffusion du livre, des arts plastiques, de la chanson et du disque	3 247	3 247	1 000
Aide à la mise en valeur du patrimoine	52	52	
Autres	300	299	
Institutions d'enseignement			
Travaux de recherche	120	120	308
Municipalités			
Aide à la mise en valeur du patrimoine	7 285	7 285	7 523
Aide à l'implantation et à l'amélioration d'équipements culturels	4 555	3 129	1 234
Aide au fonctionnement des bibliothèques publiques	9 866	9 862	13 825
Autres			30
Organismes sans but lucratif			
Aide à la diffusion du livre, des arts plastiques, de la chanson et du disque	4 806	4 467	3 850
Aide à la formation	2 033	2 033	1 891
Aide à la musique et à la danse	7 389	7 389	7 329
Aide à l'amélioration d'équipements culturels et à la mise en valeur du patrimoine	7 095	6 936	12 937
Aide au fonctionnement des bibliothèques centrales de prêt et bibliothèques spécialisées	6 423	6 387	7 338
Aide au théâtre	5 334	5 334	4 888
Aide aux musées et centres d'exposition	8 692	8 692	7 595
Création d'emplois	2 760	2 639	
Intervention régionale	2 460	2 457	4 143
Soutien aux arts d'interprétation et de l'environnement visuel	4 581	4 581	4 373
Soutien et promotion du cinéma	8 248	8 193	9 221
Autres	4 333	4 243	5 426
Personnes			
Aide aux artistes et aux créateurs	2 444	2 441	2 810
Restauration d'immeubles historiques	2 014	2 014	1 227
Autres	63	63	57
Entreprises et organismes d'État			
Institut québécois du cinéma	252	220	250
Institut québécois de recherche sur la culture	1 996	1 996	2 196
Musée d'Art contemporain de Montréal	2 848	2 808	2 715
Musée de la Civilisation	3 952	2 615	2 977
Musée du Québec	5 098	5 062	5 178
Société de développement des industries de la culture et des communications	1 311	1 100	
Société de la Place des Arts de Montréal	7 826	7 806	13 750
Société du Grand Théâtre de Québec	4 699	4 690	3 003
Société générale du cinéma (frais d'administration)	1 500	1 500	1 500
Total	123 582	119 660	128 574

(1) Les chiffres de 1985-1986 par genre de bénéficiaire et par objet ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables (Voir note complémentaire no. 2 aux états financiers page 000) et ils ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes en 1986-1987.

AFFAIRES MUNICIPALES	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Municipalités			
Aide financière aux garderies	750	729	90
Amélioration des équipements communautaires	1 137	1 137	2 633
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	3 473	3 387	2 607
Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	13 294	13 294	14 000
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	15 057	14 929	17 496
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	226 546	226 474	214 897
Construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	49 643	46 602	48 676
Élaboration des schémas d'aménagement	3 479	3 479	3 907
Financement des déficits d'exploitation des logements sociaux	162 271	159 137	146 332
Financement des services municipaux nordiques	5 469	5 408	4 859
Fonctionnement des municipalités régionales de comté	8 834	8 834	9 538
Fonds de péréquation	14 243	14 190	13 312
Rémunération des élus des municipalités régionales de comté	1 553	1 553	2 274
Restructuration municipale	793	550	917
Revitalisation des centres-villes	35 061	35 060	10 954
Subvention à l'Administration régionale Kativik	2 610	2 589	2 617
Autres	1 052	533	1 182
Organismes sans but lucratif			
Acquisition de logements sous forme coopérative	9 144	5 406	9 518
Financement des déficits d'exploitation des logements sociaux	3 778	3 119	3 811
Subventions aux diverses associations oeuvrant dans les secteurs municipal et de l'habitation	673	568	637
Personnes			
Accession à la propriété résidentielle	29 250	29 192	31 625
Corvée-Habitation	14 150	12 133	20 637
Prix pour prévention des incendies	5	5	4
Programme d'encouragement québécois à la restauration résidentielle	2 852	2 852	20 202
Remise partielle d'intérêts en vertu de la Loi sur l'habitation familiale	1 250	1 235	1 324
Restauration de logements	36 950	36 361	31 931
Subventions au loyer pour personnes âgées	18 453	18 453	16 233
Supplément au loyer	6 600	6 373	6 105
Entreprises et organismes d'État			
Société d'aménagement de l'Outaouais	4 894	4 894	5 926
Société de développement de la Baie James	5 095	5 095	
Total	678 359	663 571	644 244

**DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	Crédits	Dépenses	
	autorisés	1986-1987	1985-1986
Entreprises			
Aide spéciale aux producteurs de betteraves sucrières	2 615	1 567	
Améliorations foncières	15 080	13 679	22 940
Assurance-récolte	12 065	12 064	11 932
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	108 636	108 636	88 510
Banque de terres arables	350		
Céréales: production, entreposage et transformation	1 762	1 745	8 189
Crédit agricole: mise en valeur des exploitations agricoles	12 000	4 607	4 707
Crédit agricole: prise en charge d'une partie de l'intérêt	68 157	60 736	68 861
Déplacement de la main-d'oeuvre	715	707	909
Développement de diverses productions dans les régions agricoles	4 671	4 015	1 062
Développement de la pomiculture	380	370	1 935
Développement de l'industrie des courses de chevaux	6 464	6 325	7 408
Exécution de garantie de remboursement d'emprunt (Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers)	17 000	18 201	12 915
Fourrages: conservation	676	675	2 824
Fruits et légumes: production, entreposage et mise en marché	4 921	3 807	1 918
Pêches maritimes: construction de bateaux	6 196	6 195	2 697
Pêches maritimes: normalisation des usines de transformation	4 759	2 782	6 090
Pêches maritimes: paiement de primes d'assurance	500	459	741
Production bovine	5 000	4 918	5 515
Production laitière: analyse des troupeaux	2 300	2 300	2 249
Production laitière: insémination artificielle	1 600	1 549	1 999
Promotion des produits agro-alimentaires	1 235	1 232	1 330
Réduction de la production porcine dans le Bassin de la rivière l'Assomption	2 435	2 432	4 482
Services-conseils en gestion agricole	929	853	764
Services vétérinaires	11 298	11 266	10 189
Taxes municipales et scolaires: remboursement partiel	25 769	25 754	23 864
Transformation des produits laitiers	315	314	21
Transformation des viandes	497	408	1 199
Autres	2 867	2 516	8 701
Institutions d'enseignement			
Formation d'exploitants agricoles	934	906	1 062
Recherche universitaire	3 873	3 738	3 531
Municipalités			
Aménagement de cours d'eau	4 856	4 701	7 471
Inspection des aliments	4 910	4 606	4 664
Organismes sans but lucratif			
Subventions à des associations et organismes oeuvrant dans les secteurs de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	2 205	2 125	1 971
Personnes			
Bourses de recherche	127	122	117
Lait-école	11 669	11 669	10 403
Entreprises et organismes d'État			
Madelpêche Inc.	1 916	1 916	812
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (aide à l'investissement)			547
Société du parc des expositions agro-alimentaires (infrastructure)			9 438
Total	351 682	329 895	343 967

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Entreprises			
Indemnités aux victimes d'inondations	2 797	478	2 806
Municipalités			
Indemnités aux victimes d'inondations	2 500	2 245	8 947
Organismes sans but lucratif			
indemnités aux victimes d'inondation	43	10	
Personnes			
Indemnités aux victimes d'inondations	1 230	1 230	771
Entreprises et organismes d'État			
Régie des installations olympiques	4 900	4 681	2 614
Société immobilière du Québec	8 767	8 417	4 000
Total	20 237	17 061	19 138
ASSEMBLÉE NATIONALE			
Organismes sans but lucratif			
Travaux de recherche			75
Personnes			
Autres			5
Total			80
COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE			
Entreprises			
Aide à la mise en place d'une stratégie de marketing à l'exportation	1 477	1 399	1 799
Aide à la promotion des exportations	2 767	2 750	1 387
Aide financière au développement des exportations	158	158	4 548
Institutions d'enseignement			
Subventions diverses	7	7	34
Municipalités			
Subventions diverses			13
Organismes sans but lucratif			
Subventions diverses	195	195	754
Personnes			
Allocations de séjour et bourses	256	186	266
Total	4 860	4 695	8 801
COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION			
Organismes sans but lucratif			
Accueil et adaptation des immigrants	1 090	1 089	1 139
Fonds d'aide aux réfugiés	285	285	369
Programmes des communautés culturelles	1 541	1 540	2 251
Personnes			
Prix des communautés culturelles et autres subventions	44	44	39
Total	2 960	2 958	3 798

**DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

COMMUNICATIONS	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Entreprises			
Centre serveur d'informations scientifiques et catalographiques	2 581	1 113	913
Entente de développement économique régional			
Développement et commercialisation des contenus et des logiciels	2 920	2 609	1 611
Développement et amélioration des techniques, des infrastructures et des services de communication	600	595	
Initiatives de communication	200	113	
Programme d'aide à l'informatisation			488
Programme d'aide à l'innovation			1 209
Programme d'aide aux industries de services en communication	500	488	
Organismes sans but lucratif			
Développement des communications en milieu autochtone	280	280	280
Programme d'aide aux médias communautaires	2 600	2 510	2 641
Autres	554	532	451
Personnes			
Prix des communications	8	8	20
Entreprises et organismes d'État			
Radio-Québec	58 608	58 607	60 984
Société du Palais des congrès de Montréal			300
Total	68 851	66 855	68 897
CONSEIL EXÉCUTIF			
Entreprises			
Programmes d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes	500	275	
Institutions d'enseignement			
Subvention à l'École nationale d'administration publique	100	100	100
Autres	170	167	
Organismes sans but lucratif			
Coopération interprovinciale et francophonie	1 443	1 410	890
Programme d'aide visant à la réalisation de l'Année internationale de la jeunesse			7 165
Subventions aux associations et organismes autochtones	658	658	754
Subventions aux associations et organismes féminins	50	50	93
Autres	620	620	868
Personnes			
Convention de la Baie James et du Nord québécois et Convention du Nord-Est québécois	68	68	68
Stages de formation pour les autochtones			13
Autres	197	194	100
Total	3 806	3 542	10 051

ÉDUCATION	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Entreprises			
Autres	110	109	141
Institutions d'enseignement			
Fonctionnement			
Enseignement primaire et secondaire privé	221 464	220 115	203 703
Enseignement primaire et secondaire public	3 894 804	3 860 133	3 748 531
Enseignement primaire et secondaire public—formation des adultes	146 739	146 739	134 673
Éducation populaire	3 091	3 091	2 323
Autres	1 410	1 407	1 552
Investissements			
Enseignement primaire et secondaire public	18 813	18 813	20 876
Service de la dette			
Enseignement primaire et secondaire public	359 101	359 101	359 140
Municipalités			
Autres	6	6	
Organismes sans but lucratif			
Éducation populaire	9 198	9 042	9 348
Subventions à des associations et organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation	10 056	10 054	9 993
Personnes			
Autres	136	131	86
Entreprises et organismes d'État			
Radio-Québec	769	768	
Total	4 665 697	4 629 509	4 490 366
ÉNERGIE ET RESSOURCES			
Entreprises			
Accélération des projets dans le secteur de l'énergie			1 313
Aide à la production forestière privée	19 933	18 024	20 985
Aide à l'exploration minérale	4 292	3 917	2 233
Assistance à l'industrie minérale	21 655	20 593	42 284
Crédit forestier	2 758	2 548	2 611
Développement de l'industrie forestière	18 528	18 523	32 366
Développement des économies d'énergie	1 780	1 150	1 464
Développement des énergies nouvelles			214
Voirie forestière	6 821	6 717	8 838
Autres	2 152	1 101	
Établissements de santé et de services sociaux			
Développement des économies d'énergie	120	112	22
Institutions d'enseignement			
Travaux de recherche	1 459	1 310	1 188
Municipalités			
Développement des énergies nouvelles	169	90	
Développement des économies d'énergie			90
Autres	30	30	

DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)	Crédits	Dépenses	
	autorisés	1986-1987	1985-1986
Organismes sans but lucratif			
Assistance à l'industrie minérale	3 250	3 250	
Développement des énergies nouvelles	2 695	889	139
Autres	802	760	692
Personnes			
Prix aux lauréats du mérite forestier	100	36	37
Fonds spécial			
Fonds de la réforme du cadastre québécois	4 078	4 078	2 802
Entreprises et organismes d'État			
Société de cartographie du Québec	520	520	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor	4 340	4 339	
Société nationale de l'amiante	6 700	6 700	
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM:	80	80	622
Société québécoise d'initiative pétrolières — SOQUIP:			555
Total	102 262	94 767	118 455
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE			
Entreprises			
Projets de développement scientifique et technique	700	657	257
Provision pour la réalisation de projets de recherche et de développement scientifique et technologique	302		
Soutien à l'emploi scientifique et technique	19 758	12 564	12 700
Institutions d'enseignement			
Fonctionnement			
Aide à la recherche	18 833	18 833	19 053
Enseignement collégial—Formation des adultes	10 628	10 627	21 684
Enseignement collégial privé	75 830	71 901	65 374
Enseignement collégial public	784 997	804 231	726 292
Enseignement et recherche universitaire	1 020 780	1 021 305	965 356
Projets de développement scientifique et technique	2 425	2 425	603
Soutien à l'emploi scientifique et technique	5 420	5 420	4 469
Autres	321	199	230
Investissement			
Enseignement universitaire	666	656	2 053
Service de la dette			
Enseignement collégial	99 900	99 900	93 489
Enseignement universitaire	94 117	94 116	86 933
Organismes sans but lucratif			
Projets de développement scientifique et technique	2 285	1 410	2 656
Soutien à des centres de recherche appliquée	3 000	3 000	550
Soutien à l'emploi scientifique et technique	1 575	1 519	1 253
Autres	3 640	3 104	1 775

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE (suite)	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Personnes			
Aide financière aux étudiants	275 505	248 809	264 890
Formation de chercheurs	10 555	10 555	10 609
Rémunération des internes et résidents	61 898	60 244	57 023
Autres	88	85	55
Entreprises et organismes d'État			
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche **	725	725	1 041
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur *	1 520	1 489	300
Centre québécois de la valorisation de la bio-masse *	1 750	1 750	900
Centre québécois pour l'informatisation de la production *	5 400	2 000	5 900
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	2 180	2 180	2 247
Hydro-Québec **	455	455	
Société de la maison des sciences et des techniques			1 948
Total	2 505 253	2 480 159	2 349 640
ENVIRONNEMENT			
Entreprises			
Travaux de recherche	89	89	94
Établissements de santé et de services sociaux			
Travaux de recherche	15	15	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Travaux de recherche	241	206	209
Municipalités			
Assainissement de l'air	2 918	2 918	3 062
Assainissement de l'eau	174 956	174 948	102 590
Programme d'amélioration des rives	505	505	1 090
Autres	1 112	566	557
Organismes sans but lucratif			
Programme de récupération et de recyclage	710	690	1 387
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de l'environnement	665	633	617
Personnes			
Autres	4	4	
Entreprises et organismes d'État			
Société québécoise d'assainissement des eaux (pour des études d'avant-projet et des études des eaux parasitaires par infiltration et captages (EPIC))	11 746	11 746	7 842
Total	192 961	192 320	117 448

* Soutien à des centres de recherche appliquée

** Soutien à l'emploi scientifique et technique

DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

FINANCES	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Établissements de santé et de services sociaux			
Centres d'accueil d'hébergement	73	58	1 791
Centres de réadaptation	54	43	1 324
Centres de services sociaux	112	89	2 753
Centres hospitaliers	5 023	4 064	14 181
Centres de services communautaires	39	33	514
Commissions scolaires			
Enseignement primaire et secondaire public	949	772	3 950
Organismes sans but lucratif			
Bureau des établissements financiers internationaux	100	100	35
Autres	141	121	49
Personnes			
Prix de recherche en valeurs mobilières	5	5	
Fonds de suppléance	127 992		
Total	134 488	5 285	24 597
INDUSTRIE ET COMMERCE			
Entreprises			
Aide financière à l'industrie pétrochimique	41 000	41 000	37 000
Aide financière pour la création d'une industrie de pointe relative aux hélicoptères	3 737	3 736	30 592
Compensation du gouvernement à l'égard des prêts consentis sans intérêt ou à des taux inférieurs à celui du marché	6 420	6 160	5 446
Programme d'accès à la bourse	3 877	3 772	7 978
Programme d'aide à la PME	5 683	5 247	8 375
Programme d'aide à l'exportation	7 810	5 815	2 070
Programme d'aide à l'investissement pour les entreprises à technologie moderne et entreprises dynamiques	45 933	45 933	28 738
Programme d'aide à l'investissement pour les entreprises touristiques	4 652	4 644	4 026
Programme d'aide aux coopératives de jeunes travailleurs	1 912	1 912	2 569
Programme d'aide aux industries du textile, bonneterie, vêtement, meuble et chaussure	2 138	1 923	3 478
Programme d'aide pour le développement d'entreprises coopératives	1 366	1 148	568
Programme d'aide pour le développement des industries électroniques et du tertiaire moteur	2 597	2 547	476
Programme d'aide pour le financement des entreprises	2 150	2 138	1 425
Programme d'aide pour le regroupement d'entreprises	964	806	1 749
Programme de bourses d'affaires aux jeunes entrepreneurs	2 800	2 719	1 944
Programme de développement et de promotion du désign québécois	875	758	1 046
Programme de prêt de capitalisation	383	362	
PRO-PME et aide à la concrétisation de projets industriels	6 503	4 788	11 985
Autres			162

INDUSTRIE ET COMMERCE (suite)	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Municipalités			
Infrastructure d'accueil à l'industrie	9 046	8 554	13 067
Programme d'aide à la rénovation de zones industrielles vétustes dans la région de Montréal	779	727	500
Programme d'aide financière aux commissariats industriels	4 118	4 084	4 128
Organismes sans but lucratif			
Programme d'aide à l'exportation			49
Programme de bourses d'affaires aux jeunes entrepreneurs	50	50	60
Société de création d'entreprises du Saguenay Lac St-Jean	107	107	100
Soutien financier aux associations industrielles	522	438	544
Autres	360	309	365
Entreprises et organismes d'État			
Centre de recherche industrielle du Québec	17 800	17 800	17 500
Institut national de productivité	833	800	984
Sidbec	95 700	95 063	64 282
Société de développement des coopératives	2 049	1 767	2 442
Société de développement industriel du Québec (compensation versée d'avance à l'égard d'un prêt consenti sans intérêt)			18 550
Société du Parc industriel du centre du Québec	69	69	
Société générale de financement du Québec	10	10	2 093
Société Inter-Port de Québec			850
Total	272 243	265 186	275 141
JUSTICE			
Municipalités			
Remboursement à certaines municipalités des infractions au Code de la route	1 572	1 742	1 391
Financement de certains corps de police	151	143	151
Organismes sans but lucratif			
Subventions à des organismes oeuvrant dans le secteur de la consommation	644	644	713
Autres	1 337	1 337	511
Personnes			
Aide aux recours collectifs	178	178	118
Aide juridique	42 593	41 202	40 893
Indemnisation des victimes d'actes criminels	14 422	14 082	13 337
Autres	242	97	221
Entreprises et organismes d'État			
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	1 691	915	1 984
Commission des services juridiques	21 521	21 521	21 285
Fonds d'aide aux recours collectifs	200	190	200
Société québécoise d'information juridique	268	268	618
Total	84 819	82 319	81 422

DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Entreprises			
Infrastructures de ski alpin	4 149	4 149	5 273
Établissements de santé et de services sociaux			
Subventions diverses	456	456	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Subventions diverses	1 029	1 029	207
Municipalités			
Soutien aux activités de loisir municipal	5 000	4 938	3 414
Soutien aux équipements de loisir municipal	4 500	4 437	9 834
Soutien aux parcs urbains	7 392	7 392	5 178
Organismes sans but lucratif			
Gestion de ressources fauniques	2 901	2 810	3 700
Loisir socio-culturel	11 624	11 512	11 202
Organismes de loisir	16 404	14 387	15 978
Organismes de plein air	3 025	2 986	2 355
Soutien aux équipements de loisir	4 355	3 139	4 565
Sport de base	4 430	3 786	5 548
Sport d'élite	8 061	7 855	8 003
Autres	57	54	280
Personnes			
Programme favorisant l'emploi	1 508	1 508	
Subventions diverses	499	153	266
Entreprises et organismes d'État			
Société des établissements de plein air du Québec	511	316	2 442
Total	75 901	70 907	78 245
MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU			
Entreprises			
Programme de création d'emplois	29 436	15 947	8 029
Organismes sans but lucratif			
Fonctionnement des Commissions de formation professionnelle	23 197	22 620	25 110
Programmes de formation professionnelle	118 459	116 674	75 058
Programmes favorisant l'emploi	18 913	16 173	23 692
Subventions aux comités de reclassement de la main-d'oeuvre	3 250	2 501	4 016
Subventions aux organismes autochtones pour le développement des ressources humaines	580	418	419
Autres	830	330	406
Personnes			
Allocations de maternité	10 242	8 713	9 284
Allocations familiales de base	192 860	192 738	186 660
Allocations familiales supplémentaires pour enfants handicapés	15 666	17 474	15 232
Prestations d'aide sociale	2 186 710	2 102 962	2 129 005
Prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses	106 939	103 115	98 239
Prestations d'aide sociale reliées aux programmes favorisant l'emploi	53 000	52 866	47 746
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	13 175	12 055	11 951
Services dentaires et optométriques	42 136	36 106	38 389
Total	2 815 393	2 700 692	2 673 236

**OFFICE DE PLANIFICATION ET DE
DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Entreprises			
Création d'emplois communautaires	18 850	15 156	22 522
Fonds de développement régional	823		221
Institutions d'enseignement			
Fonds de développement régional	833	833	476
Municipalités			
Fonds de développement régional	5 385	3 363	4 432
Organismes sans but lucratif			
Aide aux conseils régionaux de développement	3 647	3 406	3 175
Création d'emplois communautaires	650	650	
Fonds de développement régional	6 424	6 334	5 974
Total	36 612	29 742	36 800

**ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE
DÉLÉGUÉ A L'ADMINISTRATION**
Établissements de santé et de services sociaux

Contribution au régime d'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	7 407	7 192	3 530
-------------------------------------------------------------------------------------------------	-------	-------	-------

Commissions scolaires et institutions d'enseignement

Contribution au régime d'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	7 558	7 484	3 068
Contribution au régime de retraite des enseignants	554 886	553 478	498 731
Protection à la retraite de certains enseignants	2 586		2 276

Total	572 437	568 154	507 605
--------------	----------------	----------------	----------------

**ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE
A LA CONDITION FÉMININE**
Entreprises

Aide aux garderies privées	357	269	502
----------------------------	-----	-----	-----

Organismes sans but lucratif

Subventions au fonctionnement des garderies	28 897	27 759	25 341
Subventions de soutien aux garderies pour les enfants handicapés, le maintien des pouponnières, l'implantation, le logement et d'autres besoins spéciaux	11 040	10 544	9 833

Personnes

Aide financière aux parents pour les frais de garde	37 639	37 039	31 235
-----------------------------------------------------	--------	--------	--------

Total	77 933	75 611	66 911
--------------	---------------	---------------	---------------

**ORGANISMES RELEVANT DE LA VICE-PRÉSIDENTE
DU CONSEIL EXÉCUTIF**
Institutions d'enseignement

Subvention à l'École nationale d'administration publique	100	100	100
----------------------------------------------------------	-----	-----	-----

Total	100	100	100
--------------	------------	------------	------------

**DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	Crédits	Dépenses	
	autorisés	1986-1987	1985-1986
Organismes sans but lucratif			
Financement des partis politiques	1 119	1 212	1 124
Total	1 119	1 212	1 124
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC			
Personnes			
Bourses d'études, de recherche et primes	9 114	12 986	11 350
Médicaments et services pharmaceutiques aux personnes âgées	196 923	212 738	183 900
Prothèses et orthèses	20 963	21 308	16 862
Services dentaires	74 311	71 462	67 701
Services médicaux	1 364 160	1 341 802	1 248 375
Services optométriques	36 465	36 314	32 832
Entreprises et organismes d'État			
Régie de l'assurance-maladie du Québec —Frais afférents à l'administration du régime d'assurance-maladie	40 608	48 962	47 311
Total	1 742 544	1 745 572	1 608 331
RELATIONS INTERNATIONALES			
Entreprises			
Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération	91	91	64
Institutions d'enseignement			
Collèges Stanislas et Marie-de-France	4 846	4 846	4 887
Autres	143	142	290
Organismes sans but lucratif			
Fonds d'aide aux sinistrés			749
Relations et coopération internationales	3 450	3 450	3 719
Subventions à l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse pour l'organisation de stages	1 710	1 710	1 540
Autres	723	722	625
Personnes			
Accords internationaux concernant les médecins résidents	523	522	927
Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération	1 388	1 388	1 432
Autres	154	140	994
Entreprises et organismes d'État			
Centre de recherche industrielle du Québec			200
Total	13 028	13 011	15 427

REVENU	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Organismes sans but lucratif			
Subventions à des organismes reliés à la fiscalité	10	2	6
Personnes			
Remboursement à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au Régime des rentes du Québec	200	251	318
Supplément au revenu de travail	27 300	26 944	22 319
Total	27 510	27 197	22 643
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Entreprises			
Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées	1 753	1 700	1 867
Transporteurs ambulanciers	17 501	17 501	9 546
Établissements de santé et de services sociaux			
Fonctionnement			
Centres d'accueil d'hébergement	442 601	442 861	401 285
Centres de réadaptation	586 907	585 626	560 433
Centres de services sociaux	281 696	279 353	247 517
Centres hospitaliers	4 365 076	4 347 863	4 146 617
Centres locaux de services communautaires	396 748	403 362	374 526
Conseils régionaux de services sociaux et de santé	62 446	62 820	53 661
Investissements			
Centres d'accueil d'hébergement			13 658
Centres de réadaptation	8 357		10 284
Centres de services sociaux	18	18	927
Centres hospitaliers	271	271	5 146
Centres locaux de services communautaires	16		6 062
Service de la dette			
Centres d'accueil d'hébergement et centres hospitaliers de soins de longue durée	55 018	54 841	33 105
Centres de réadaptation	7 934	7 198	7 560
Centres de services sociaux	24	23	24
Centres hospitaliers	108 344	105 701	88 003
Centres locaux de services communautaires	3 848	3 747	2 265
Organismes sans but lucratif			
Centres et instituts de recherche	19 500	19 500	18 370
Organismes de maintien à domicile	4 886	4 886	4 821
Organismes de promotion et de services	21 267	21 267	19 606
Société canadienne de la Croix-Rouge	27 462	27 373	24 499
Subventions aux Centres de travail adapté	19 261	19 104	17 656
Subventions aux organismes de promotion des droits des personnes handicapées	1 813	1 813	1 759
Autres	25 377	25 460	13 931
Personnes			
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	12 094	12 068	9 145
Bourses d'études et de perfectionnement	3 661	3 661	3 163
Entreprises et organismes d'État			
Fonds de la recherche en santé du Québec — Frais d'administration	1 162	1 162	848
Total	6 475 041	6 449 179	6 076 284

DÉPENSES DE TRANSFERT
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

SOLLICITEUR GÉNÉRAL	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Municipalités			
Financement de certains corps de police	2 761	2 638	2 088
Organismes sans but lucratif			
Réinsertion sociale	537	537	1 650
Autres	216	210	282
Total	3 514	3 385	4 020
TOURISME			
Entreprises			
Participation à des opérations de promotion	2 309	2 255	3 057
Support au congrès	180	180	73
Municipalités			
Travaux d'infrastructures	356	356	950
Organismes sans but lucratif			
Associations touristiques régionales	4 242	4 239	3 163
Attractions touristiques	831	831	939
Autres	579	574	912
Entreprises et organismes d'État			
Société du Palais des congrès de Montréal	20 115	20 115	22 710
Total	28 612	28 550	31 804
TRANSPORTS			
Entreprises			
Transport aérien	2	2	647
Transport maritime	7 547	7 371	10 479
Transport terrestre (rachat de permis de taxi)	4 440	4 440	2 587
Transport terrestre (autres)	136	123	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Transport scolaire	307 632	307 026	295 396
Transport terrestre (aide à la recherche)	152	152	180
Autres			9
Municipalités			
Amélioration du réseau municipal	19 266	19 213	25 599
Construction des routes (tunnel sous le site de la gare intermodale)	4 500	4 500	
Entretien des chemins d'hiver	34 392	33 414	33 978
Transport aérien	615	455	375
Transport maritime	133	110	148
Transport terrestre (transport en commun)			
Fonctionnement	212 229	203 756	193 393
Investissements	265	265	4 940
Service de la dette — métro	110 578	109 036	109 105
Service de la dette — autres équipements	40 490	40 398	41 342
Transport adapté aux personnes handicapées	13 002	12 591	11 674

TRANSPORTS (suite)	Crédits autorisés	Dépenses	
		1986-1987	1985-1986
Organismes sans but lucratif			
Transport aérien	260	258	125
Transport maritime	119	119	115
Transport scolaire	150	150	
Transport terrestre	1 632	1 466	696
Autres	96	60	90
Personnes			
Autres	11	11	11
Entreprises et organismes d'État			
Société des traversiers du Québec	21 151	20 997	20 712
Société québécoise des transports	3 296	3 254	9 384
Total	782 094	769 167	760 985
TRAVAIL			
Organismes sans but lucratif			
Travaux de recherche	83	9	70
Entreprises et organismes d'État			
Commission de la santé et de la sécurité du travail financement des activités d'inspection			5 418
Commission du bâtiment			105
Institut de recherche et d'information sur la rémunération	1 565	1 485	785
Commission de la construction du Québec—financement des activités de placement	2 800	2 800	4 355
Total	4 448	4 294	10 733

SECTION 2

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite, la provision pour perte sur placements en actions de même que les variations des autres éléments d'actif et de passif (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes ^(*)	2-6
Provision pour perte sur placements en actions	2-7

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Placements	-	350 269
Compte des régimes de retraite	+	1 354 801
Provision pour perte sur placements en actions	-	29 473
Autres comptes	+	<u>93 505</u>
Surplus	+	<u><u>1 068 564</u></u>

N.B: Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

PLACEMENTS

SOMMAIRE

	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	463 426	211 891	(362 521)	312 796
Municipalités et organismes municipaux		(2 958)	2 607	(351)
Particuliers, sociétés et autres	102	40 000	(2 278)	37 824
	<u>463 528</u>	<u>248 933</u>	<u>(362 192)</u>	<u>350 269</u>

DÉTAIL

	Déboursés(1)	Recettes	Résultats des opérations des entreprises inscrits aux revenus	Redresse- ments(2)	Total
Entreprises du gouvernement du Québec					
Actions et mises de fonds					
Hydro-Québec			303 000		303 000
Loto-Québec			15 375		15 375
Madépêche Inc.			(450)	532(6)	82
Raffinerie de sucre du Québec	52 600	3 135	(5 321)	(44 144)(3)	
Société de développement autochtone de la Baie James	250		(740)		(490)
Société de développement des industries de la culture et des communications	1 000		578		1 578
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	27 000		4 916		31 916
Société générale de financement du Québec	20 000		44 184		64 184
Société des alcools du Québec			(329)		(329)
Société des établissements de plein air du Québec			(1 137)		(1 137)
Société des traversiers du Québec			(680)		(680)
Société immobilière du Québec			8 120		8 120
Société nationale de l'amiante	28 300			(28 300)(4)	
Société québécoise des transports			(6 469)		(6 469)
Société québécoise d'exploration minière			26 145		26 145
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			11 082		11 082
Société québécoise d'initiatives pétrolières	10 000		1 500		11 500
Société Inter-Port de Québec			(451)		(451)
	<u>139 150</u>	<u>3 135</u>	<u>399 323</u>	<u>(71 912)</u>	<u>463 426</u>
Obligations et billets					
Société d'habitation du Québec		1 094			(1 094)
Société immobilière du Québec		155 000		367 985(5)	212 985
		<u>156 094</u>		<u>367 985</u>	<u>211 891</u>
Prêts et avances					
Hydro-Québec		228			(228)
Madépêche Inc.		38		(2 448)(6)	(2 486)
Radio-Québec	1 800				1 800
Sidbec	53 197	52 962		6 295(7)	6 530
Société de développement des coopératives		2 217		593	(1 624)
Société de développement industriel du Québec	36 243				36 243
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		44		273	229
Société du parc industriel du centre du Québec		35 000			(35 000)
Société immobilière du Québec				(367 985)(5)	(367 985)
Société nationale de l'amiante	170 315	170 315			
	<u>261 555</u>	<u>260 804</u>		<u>(363 272)</u>	<u>(362 521)</u>
	<u>400 705</u>	<u>420 033</u>	<u>399 323</u>	<u>(67 199)</u>	<u>312 796(**)</u>

DÉTAIL (suite)

	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments(2)	Total
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		2 958		(2 958)
Prêts et avances	3 600	993		2 607
	<u>3 600</u>	<u>3 951</u>		<u>(351)</u>
Particuliers, sociétés et autres				
Actions et mises de fonds				
Snyder et Fils Inc.	-----	-----	102	102
Obligations et billets				
Sucre Lantic Ltée	-----	-----	40 000(3)	40 000
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	10 004	3 467	(2 384)(8)	4 153
Pêcheurs	7 565	3 635	(62)	3 868
Producteurs agricoles			(133)	(133)
	<u>17 569</u>	<u>7 102</u>	<u>(2 579)</u>	<u>7 888</u>
Sociétés et autres				
Avances et fonds locaux aux employés du gouvernement	1 902	1 698	(566)	(362)
Comterm Inc.			(1 620)(9)	(1 620)
Coopératives		123	(60)	(183)
Corporations agricoles			(21)	(21)
Corporations industrielles		6 727	(407)	(7 134)
Corporations minières			77	77
Fonds de la réforme du cadastre québécois		2 000		(2 000)
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement		1 800		(1 800)
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental	500			500
Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation	1			1
Pêcheurs	<u>2 700</u>	<u>348</u>	<u>24</u>	<u>2 376</u>
	<u>5 103</u>	<u>12 696</u>	<u>(2 573)</u>	<u>(10 166)</u>
	<u>22 672</u>	<u>19 798</u>	<u>34 950</u>	<u>37 824</u>

(*) Excluant un montant de 18 033 968 \$ porté à la dette nette pour l'inscription des placements en actions à la valeur de consolidation au 31 mars 1987.

(1) Y compris les montants à payer.

(2) Pour les prêts et avances, la variation de la provision pour créances douteuses est prise en considération.

(3) Voir la note 4 de l'annexe 4 des notes complémentaires aux états financiers.

(4) Montant appliqué en diminution de la provision pour perte sur placements en actions.

(5) Montant de 367 984 632 \$ transféré de « Prêts et avances » à « Obligations et billets ».

(6) Montant de 1 915 811 \$ inscrit aux dépenses et de 532 193 \$ transféré de « Prêts et avances » à « Actions et mises de fonds ».

(7) Intérêts capitalisés.

(8) Provision pour créances douteuses de 4 620 000 \$ et intérêts capitalisés pour un montant de 2 236 000 \$.

(9) Montant inscrit aux dépenses.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes	Contributions du Gouverne- ment à titre d'employeur	Pensions et autres paiements	Redressements	Excédent
	+	-	+ (-)	=	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (R.R.E.G.O.P.)	891	808 947	50 309	(84 157)(3)	675 372
Régime de retraite des enseignants (R.R.E.)	101 014	553 478	268 869		385 623
Régime de retraite de certains enseignants	69 462(3)		12 817	84 157(3)	140 802
Régime de retraite des fonctionnaires (R.R.F.)	56 392(1)	205 429	182 890		78 931
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	11 097	73 837	16 224		68 710
Régime de retraite des membres de la Législature	629	4 262	4 891		
Régime de retraite des juges et coroners	1 684	9 382	5 703		5 363
	<u>241 169</u>	<u>1 655 335⁽²⁾</u>	<u>541 703</u>		<u>1 354 801</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 5 073 102 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)	Service courant(a)	Service passé	Intérêt(b)	Manque à gagner	Total
R.R.E.G.O.P.					
Affaires Sociales	148 844		231 404	1 317	381 565
Éducation	102 827		191 910	6 203	300 940
Fonction publique	44 832		68 763	12 847	126 442
	<u>296 503</u>		<u>492 077</u>	<u>20 367(c)</u>	<u>808 947</u>
Autres régimes					
Enseignants (R.R.E.)	99 587	245 115	208 776		553 478
Fonctionnaires (R.R.F.)	29 142	109 648	66 639		205 429
Membres de la Sûreté du Québec	15 536	26 600	31 701		73 837
Membres de la Législature	881	2 892		489	4 262
Juges et coroners	2 357	2 507	2 992	1 526	9 382
	<u>147 503</u>	<u>386 762</u>	<u>310 108</u>	<u>2 015</u>	<u>846 388</u>
	<u>444 006</u>	<u>386 762</u>	<u>802 185</u>	<u>22 382</u>	<u>1 655 335</u>

(a) 140 % des cotisations des employés à l'exception du R.R.E.G.O.P., du R.R.E. et R.R.F. où la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est égale à celle de l'employé depuis le 1er juillet 1982 (L.R.Q., c. R-10, R-11 et R-12).

(b) Intérêt sur le solde du compte au 31 mars précédent.

(c) Montant représentant la contre-partie des pensions versées à des retraités du R.R.E.G.O.P. pour la période antérieure au 1^{er} juillet 1973, alors qu'ils étaient participants au R.R.E. et R.R.F. et des rentes octroyées à certains retraités du secteur des Affaires sociales.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic (Chapitre 44 des Lois du Québec de 1986), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis un montant de 69 461 509 \$ au Fonds consolidé du revenu représentant les sommes qui lui avaient été versées en vertu de la Loi sur le R.R.E.G.O.P. avant le 26 juin 1986, après déduction des prestations payées. En conséquence, les contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avaient été cumulées au passif du compte R.R.E.G.O.P. ont été transférées au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 84 157 385 \$.

AUTRES COMPTES

DÉTAIL	31 mars 1987	31 mars 1986	Montant porté à la dette nette	Variation(1)
Comptes de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	63 072	30 949		- 32 123
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	1 320 951	1 214 926		- 106 025
Autres débiteurs	945 575	778 125		- 167 450
Intérêts courus	13 745	14 076		+ 331
	<u>2 343 343</u>	<u>2 038 076</u>		- 305 267
Comptes du passif:				
Chèques en circulation	309 300	351 011		- 41 711
Avances des fonds en fidéicomis	53 855	56 343		- 2 488
Compte d'accords de perception fiscale	266 387	232 420		+ 33 967
Comptes à payer	2 744 526	2 478 346	9 324	+ 275 504
Intérêts courus	1 220 415	1 096 704		+ 123 711
Provision pour financer l'assainissement des eaux	14 089	4 300		+ 9 789
	<u>(4 608 572)</u>	<u>(4 219 124)</u>	<u>9 324</u>	+ 398 772
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	<u>(2 265 229)</u>	<u>(2 181 048)</u>	<u>9 324</u>	+ 93 505

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	Déficit des opérations des entreprises en excédent du coût des actions	Redressements	Total
Sidbec	(35 939)		(35 939)
Société de cartographie du Québec	(512)		(512)
Société de développement de la Baie James	(3 662)		(3 662)
Société nationale de l'amiante	38 940	(28 300)(1)	10 640
	<u>(1 173)</u>	<u>(28 300)</u>	<u>(29 473)*</u>

(*) Excluant un montant de 232 420 \$ porté à la dette nette pour l'inscription de la provision pour perte sur placements en actions.

(1) Voir note 4 page 2-5

SECTION 3

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-7
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-12

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Page	Besoins financiers nets	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	— 2 819 207
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 1 068 564
		<u>— 1 750 643</u>
	Financement	
3-4	Variation de l'encaisse	— 80 887
3-4	Nouveaux emprunts	+ 4 396 050
	Accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation du change sur les emprunts en monnaie étrangère	+ 13 055
3-7	Remboursements d'emprunts(1)	— 2 577 575
	Variation de la dette à long terme	<u>1 831 530</u>
		<u>+ 1 750 643(2)</u>

N.B.: Le signe (—) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(1) Incluant 91 927 286 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

(2) Excluant un montant de 142 925 984 \$ représentant la perte sur change non amortie sur les emprunts en monnaie étrangère.

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1987	31 mars 1986	Variation
Espèces en banque	39 759	69 759	+ 30 000
Placements temporaires	605 887	495 000	- 110 887
Encaisse	645 646	564 759	- 80 887

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Obligations — négociables	3 091 942	
— remboursables à demande	575 382	
— non négociables	6 907	3 674 231
Autres emprunts		721 819
		4 396 050

DÉTAIL

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale(*)	Montants
Obligations						
Négociables						
En monnaie du Canada						
	1986-05-01	2006-05-01	9,50	99,118		100 000
	1986-06-20	1998-06-19	9,25	100,177		120 000
	1986-07-07	1998-07-07	9,75	99,86		125 000
	1986-07-07	2006-07-07	10,00	99,829		75 000
	1986-09-02	1996-09-02	9,00	98,327		122 000
	1986-09-02	2011-09-02	9,50	99,163		178 000
	1986-09-02	1996-09-02	9,00	98,54		75 000
	1986-09-02	2011-09-02	9,50	99,54		75 000
	1986-09-24	1991-09-24	9,00	99,33		50 000
	1986-11-26	1994-12-22	13,25	100,00		25
	1986-12-22	1996-09-02	9,00	98,92		190 000
	1986-12-22	2011-09-02	9,50	98,79		60 000
	1987-01-15	1996-09-02	9,00	99,125		50 000
	1987-01-29	1997-01-29	9,00 (A)	100,625		150 000
	1987-02-10	1997-02-10	8,50	98,829		164 000
	1987-02-10	2012-02-10	9,00	98,49		161 000
	1987-02-10	1997-02-10	8,50	97,50		100 000
						1 795 025

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale(*)	Montants
En monnaie des États-Unis					
1986-04-01	2016-04-01	9,00 (A)	99,50	250 000	351 330
1986-12-01	2026-12-01	8,625	99,60	300 000	414 390
1987-01-10	1995-01-10	8,25 (A)		833	1 147(1)
1987-01-29	1995-01-29	8,05 (A)		902	1 229(2)
1987-02-25	1992-02-25	8,144 (A)		2 396	3 186(3)
1987-03-12	2001-03-12	7,15 (A)		929	1 237(4)
				<u>555 060</u>	<u>772 519(5)</u>
En monnaie de la France					
1986-05-22	2001-05-22	7,875 (A)	100,50	<u>800 000</u> F.F.	<u>157 936(5)</u>
En monnaie de la Suisse					
1986-11-20	1998-11-20	4,875 (A)	100,25	125 000	102 477
1986-11-20	2006-11-20	5,25 (A)	100,50	<u>125 000</u>	<u>102 477</u>
				<u>250 000</u> F.S.	<u>204 954(5)</u>
En monnaie du Japon					
1986-06-03	1998-06-03	6,00 (A)	101,75	<u>20 000 000</u> Yens	<u>161 508(5)</u>
					<u>3 091 942</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1985-06-01	1995-06-01	9,00—7,50 (A)(6)(7)	100,00		1 498
1986-06-01	1996-06-01	8,25—6,50 (A)	100,00		<u>573 884</u>
					<u>575 382</u>

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale ^(*)	Montants
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1986-1987	2006-2007	9,04—10,17	100,00		6 907
					<u>3 674 231</u>
Autres emprunts					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1986-06-14	1988-1992-06-14	8,50 (A)			1 873(8)
En monnaie des États-Unis					
1986-06-04	1995-12-04	7,645	100,00	487	678(9)
1986-10-15	2001-10-15	5,75	100,00	300 000	416 700(10)
1986-12-01	1995-12-04	6,3125	100,00	36	50(9)
				<u>300 523 \$ É.-U.</u>	<u>417 428(5)</u>
En monnaie du Japon					
1986-06-24	1996-06-24	6,50	100,00	15 000 000	125 310
1986-10-31	2009-10-31	6,40	100,00	20 000 000	177 208
				<u>35 000 000 Yens</u>	<u>302 518(5)</u>
					<u>721 819</u>
Emprunts effectués					<u>4 396 050</u>

* En milliers d'unités monétaires.

(A) Intérêts payables annuellement.

(1) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 63 000 000 \$ É.-U. réalisé pour 50 015 070 \$ É.-U. le 10 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,88 %.

(2) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 64 100 000 \$ É.-U. réalisé pour 49 998 000 \$ É.-U. le 29 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,93 %.

(3) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 122 000 000 \$ É.-U. réalisé pour 100 406 000 \$ É.-U. le 25 février 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 12,03 %.

(4) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 130 000 000 \$ É.-U. réalisé pour 99 950 000 \$ É.-U. le 12 mars 1986. Le taux effectif pour l'acheteur est de 10,23 %.

(5) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(6) Le taux est de 10,00 % pour les mois d'avril et mai 1986.

(7) Le taux a été porté à 8,25 % du 1er juin 1986 au 31 mai 1987.

(8) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 50 000 000 \$ CAN. réalisé pour 33 404 500 \$ le 14 juin 1982. Le taux effectif pour l'acheteur est de 16,29 %.

(9) Montant encaissé pour maintenir à 70 000 000 \$ Can. le montant utilisé sur une marge de crédit de 1 000 000 000 \$ Can..

(10) Emprunt dont le taux flottant d'intérêt est établi au taux du LIBID tous les 6 mois.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		80 000
Obligations — négociables	586 584	
— remboursables à demande	499 239	
— non négociables	<u>368</u>	1 086 191
Autres emprunts		<u>1 320 457</u>
Emprunts remboursés		2 486 648
Contribution aux fonds d'amortissement: — obligations	88 992	
— autres emprunts	2 936	
— remboursement au fonds consolidé du revenu	<u>(1 001)</u>	<u>90 927</u>
		<u><u>2 577 575</u></u>

DÉTAIL

	Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En équivalent canadien(*)
Bons du trésor				
Remboursés				5 700 000
Émis				<u>5 620 000</u>
				<u>80 000</u>

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

		Valeur nominale	
<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>En monnaie étrangère</u>	<u>En équivalent canadien(*)</u>
Obligations			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1986-04-01	1978-04-05		3 400(1)
1986-04-15	1979-04-15		50 000
1986-05-01	1979-05-01		1 764(1)
1986-05-01	1979-05-01		1 380(1)
1986-05-01	1979-05-01		1 328(1)
1986-06-01	1966-12-01		7(2)
1986-06-15	1964-06-15		38 266(3)
1988-09-01	1982-09-01		50 000(4)
1987-10-15	1981-10-15		50 000(5)
1986-11-01	1976-11-01		6 079(6)
1987-11-15	1981-11-15		50 000(7)
1986-12-01	1966-12-01		0(8)
1986-12-05	1983-12-05		100 000
1987-03-22	1977-03-22		15
1987-03-22	1982-03-22		803(9)
1987-03-30	1981-03-30		50 000(1)
			<u>403 042</u>
En monnaie des États-Unis			
1986-06-01	1972-06-01	6 000	8 384(1)
1986-07-01	1981-07-01	4 760	6 651(10)
1986-11-01	1977-11-01	1 800	2 515(1)
1987-01-15	1973-01-15	6 000	8 384(1)
1987-02-01	1984-02-01	5 000	6 987(11)
		<u>23 560 \$ É.-U.</u>	<u>32 921</u>
Assumées			
En monnaie des États-Unis			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1986-11-01	1962-11-01(1)	1 864 \$ É.-U.	2 605
		<u>25 424 \$ É.-U.</u>	<u>35 526(12)</u>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1986-05-01	1978-05-01	25 000	13 793(13)	
1986-07-01	1972-07-01	10 000	5 959(1)	
1987-02-01	1977-02-01	150 000	89 385	
		<u>185 000 D.M.</u>	<u>109 137(12)</u>	
En monnaie de la France				
1986-06-15	1972-06-15	<u>15 000 F.F.</u>	<u>2 684(1)(12)</u>	
En monnaie du Japon				
1986-05-23	1978-05-23	2 400 000	18 895(1)	
1987-01-30	1980-01-30	2 000 000	15 746(1)	
		<u>4 400 000 Yens</u>	<u>34 641(12)</u>	
En unités de comptes européennes				
1986-12-17	1979-12-17	<u>1 000 U.C.E.</u>	<u>1 554(1)(12)</u>	586 584
Remboursables à demande				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1988-06-01	1978-06-01		3 360	
1989-06-01	1979-06-01		2 383	
1993-06-01	1983-06-01		47 704	
1994-06-01	1984-06-01		116 261	
1995-06-01	1985-06-01		164 629	
1995-06-01	1980-06-01		20 175	
1996-06-01	1986-06-01		115 363	
1996-06-01	1981-06-01		6 112	
1997-06-01	1982-06-01		23 252	499 239

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Valeur nominale		
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien ^(*)	
Non négociables				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Régime de pensions du Canada				
1986-1987	1966-1967			368
				<u>1 086 191</u>
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
1986-04-01	1972—1979-04-01		2 375	
Institutions universitaires (assumées)			575	
Office des autoroutes du Québec				
1986-07-15	1982-04-01		1 250	
				<u>4 200</u>
En monnaie des États-Unis				
Billets				
Aux États-Unis				
1986-06-30	1983-06-30	2 000	2 795	
En Europe				
1986-1993-11-02	1978-11-02	90 000	125 757(14)	
Conventions de crédit				
1991-1994-12-13	1984-12-13	150 000	209 595(15)	
1991-1994-12-13	1984-12-13	300 000	419 190(16)	
1991-1994-12-13	1984-12-13	100 000	139 730(17)	
1991-1994-12-13	1984-12-13	300 000	419 190(18)	
		<u>942 000 \$ É.-U.</u>	<u>1 316 257(12)</u>	<u>1 320 457</u>
Emprunts remboursés				<u>2 486 648</u>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Contributions aux fonds d'amortissement (voir page 4-43)

Obligations (voir page 4-43)	88 992	
Autres emprunts (voir page 4-43)	<u>2 936</u>	
	91 928	
Moins: Excédent de la valeur individuelle versé au fonds consolidé du revenu	<u>1 001(8)</u>	<u>90 927</u>
		<u><u>2 577 575</u></u>

* Aux taux de change en vigueur au 31 mars 1986.

- (1) Remboursements contractuels.
- (2) Obligations encaissables par anticipation à toute date de paiement d'intérêt.
- (3) Excluant 1 317 555 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.
- (4) Obligations échéant le 1er septembre 1988 rachetées par anticipation le 1er septembre 1986 à 101 par le gouvernement.
- (5) Obligations échéant le 15 octobre 1987 rachetées par anticipation le 15 octobre 1986 à 101 par le gouvernement.
- (6) Obligations encaissables par anticipation le 1er novembre 1986 sur préavis de 6 à 12 mois.
- (7) Obligations échéant le 15 novembre 1987 rachetées par anticipation le 15 novembre 1986 à 101 par le gouvernement.
- (8) Excluant 1 579 000 \$ de contributions du Fonds d'amortissement. Un excédent de la valeur individuelle de 1 001 058 \$ a été versé au Fonds consolidé du revenu.
- (9) Obligations remboursées le 22 mars 1987 sur une émission de 175 000 000 \$ à 16,25 % dont les détenteurs ne se sont pas prévalus de l'option d'échange le 22 décembre 1986 pour des obligations venant à échéance le 22 mars 1997.
- (10) Obligations remboursées le 1er juillet 1986 sur une émission de 75 000 000 \$ à 14,75 % dont les détenteurs ne se sont pas prévalus de l'option d'échange le 1er janvier 1986 pour des obligations venant à échéance le 1er juillet 1993.
- (11) Annuité d'amortissement au gré de la province de 1986 à 1989.
- (12) La variation de change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page 3-12.
- (13) Selon un contrat d'échange de devise en monnaie du Canada.
- (14) Remboursé le 2 novembre 1986, dont 85 millions \$ E.U. avant échéance.
- (15) Remboursé avant échéance le 15 octobre 1986.
- (16) Remboursé avant échéance le 31 octobre 1986.
- (17) Remboursé avant échéance le 28 novembre 1986.
- (18) Remboursé avant échéance le 31 décembre 1986.

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

**Variation du change sur les remboursements
d'emprunts en monnaie étrangère**

		Équivalent canadien de la valeur nominale			
		Valeur nominale	Aux taux de change du 31 mars 1986	A la date du remboursement	Variation
En monnaie des États-Unis					
Obligations négociables					
1986-06-01	1972-06-01	6 000	8 384	8 249	(135)
1986-07-01	1981-07-01	4 760	6 651	6 611	(40)
1986-11-01	1977-11-01	1 800	2 515	2 497	(18)
1987-01-15	1973-01-15	6 000	8 384	8 202	(182)
1987-02-01	1984-02-01	5 000	6 987	6 795	(192)
Obligations assumées					
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal					
1986-11-01	1962-11-01	1 864	2 605	2 588	(17)
Autres emprunts					
1986-06-30	1983-06-30	2 000	2 795	2 778	(17)
1991-1994-12-13	1984-12-13	150 000	209 595	208 350	(1 245)
1991-1994-12-13	1984-12-13	300 000	419 190	416 986	(2 204)
1986-1993-11-02	1978-11-02	90 000	125 757	124 934	(823)
1991-1994-12-13	1984-12-13	100 000	139 730	138 380	(1 350)
1991-1994-12-13	1984-12-13	300 000	419 190	414 146	(5 044)
		<u>967 424 \$ É.-U.</u>	<u>1 351 783</u>	<u>1 340 516</u>	<u>(11 267)</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1986-07-01	1972-07-01	10 000	5 959	6 269	310
1987-02-01	1977-02-01	150 000	89 385	109 807	20 422
		<u>160 000</u> D.M.	<u>95 344</u>	<u>116 076</u>	<u>20 732</u>
En monnaie de la France					
1986-06-15	1972-06-15	<u>15 000</u> F.F.	<u>2 684</u>	<u>2 675</u>	<u>(9)</u>
En monnaie du Japon					
1986-05-23	1978-05-23	2 400 000	18 895	19 633	738
1987-01-30	1980-01-30	2 000 000	15 746	17 777	2 031
		<u>4 400 000</u> Yens	<u>34 641</u>	<u>37 410</u>	<u>2 769</u>
En unités de comptes européennes					
1986-12-17	1979-12-17	<u>1 000</u> U.C.E.	<u>1 554</u>	<u>1 740</u>	<u>186</u>
			<u>1 486 006</u>	<u>1 498 417</u>	<u>12 411(1)</u>

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION 4

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Au 31 mars 1987

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	4-3
Comptes à recevoir	4-4
Intérêts courus	4-5
Placements	4-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	4-26
Autres éléments d'actif	4-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	4-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	4-28
Comptes à payer	4-29
Intérêts courus	4-29
Continuité du compte des régimes de retraite	4-30
Bons du trésor	4-31
Obligations moins fonds d'amortissement	4-32
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	4-49
Échéancier sommaire des bons du trésor, obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	4-52
Passifs éventuels	4-53
Engagements financiers	4-76
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	4-77
Détail des engagements financiers	
Budgétaires	4-78
Non budgétaires	4-99

ACTIF**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1987	1986
Détail					
En monnaie du Canada					
Banque Royale du Canada	1987-03-24	1987-04-03	7,00	3 992	
Banque Royale du Canada	1987-03-27	1987-04-03	7,10	75 000	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1987-03-31	1987-04-07	7,050024	75 000	
Banque Nationale du Canada	1987-03-24	1987-04-02	6,90	50 000	
Banque Nationale du Canada	1987-03-30	1987-04-06	7,15	25 000	165 000
Banque Nationale du Canada	1987-03-31	1987-04-07	7,15	25 000	
Banque Toronto-Dominion					110 000
Banque de Nouvelle-Écosse	1987-03-17	1987-04-03	7,00	4 984	
Banque de Nouvelle-Écosse	1987-03-23	1987-04-03	6,875	8 682	
Banque de Nouvelle-Écosse	1987-03-24	1987-04-03	7,00	6 986	
Caisse Centrale Desjardins du Québec					100 000
Société Générale S.A. (Canada) Ltée	1987-03-24	1987-04-01	7,05	25 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	1987-03-24	1987-04-02	6,90	10 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	1987-03-31	1987-04-01	7,30	25 000	
Banque Nationale de Westminster du Canada	1987-03-24	1987-04-02	6,90	25 000	
Citibanque du Canada	1987-03-24	1987-04-02	7,00	40 000	
Citibanque du Canada	1987-03-31	1987-04-01	7,375	30 000	
Midland Doherty Ltée	1987-03-19	1987-04-03	7,05	4 287	20 000
Richardson Greenshields du Canada Ltée	1987-03-24	1987-04-03	7,00	6 388	
Wood Gundy Inc.	1987-03-25	1987-04-03	7,00	10 581	50 000
Wood Gundy Inc.	1987-03-31	1987-04-01	7,25	25 000	
Levesque Beaubien Inc.	1987-03-23	1987-04-07	7,00	4 986	
Levesque Beaubien Inc.	1987-03-31	1987-04-01	7,25	25 000	
Levesque Beaubien Inc.	1987-03-31	1987-04-07	7,15	20 000	
Merrill Lynch Canada Inc.	1987-03-31	1987-04-01	7,25	20 000	50 000
Nesbitt Thompson Inc.	1987-03-31	1987-04-01	7,25	50 000	
Crédit Commercial de France (Canada)	1987-03-31	1987-04-01	7,25	10 000	
				605 886	495 000

COMPTES À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1987	1986	1987	1986	1987	1986
Revenus						
Impôts sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	662 789	629 764	556 676	678 787	1 219 465	1 308 551
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	145 947	127 420			145 947	127 420
Impôts des sociétés			59 587	103 817	59 587	103 817
Droits de successions			9 044	6 753	9 044	6 753
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	303 530	260 474	93 756	120 669	397 286	381 143
Carburants	96 677	91 463	18 378	10 700	115 055	102 163
Tabacs	46 229	41 009	4 093	3 625	50 322	44 634
Repas et hôtellerie	27 143	25 310	51 771	81 864	78 914	107 174
Autres	11 346	10 846	235	78	11 581	10 924
Droits et permis						
Ressources forestières			8 606	11 727	8 606	11 727
Véhicules automobiles	21 264	22 009			21 264	22 009
Autres	6 015	6 621	7 310	6 543	13 325	13 164
Revenus divers						
Ventes de biens et services	11	10	38 664	65 685	38 675	65 695
Autres			154 299	125 292	154 299	125 292
Revenus provenant des sociétés d'État						
Loto-Québec			41 000	29 000	41 000	29 000
Société des alcools du Québec			26 000		26 000	
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 320 951	1 214 926	1 069 419	1 244 540	2 390 370	2 459 466
Transferts du gouvernement du Canada						
Aide juridique			27 168	14 777	27 168	14 777
Assurance-récolte			3 574	3 777	3 574	3 777
Bilinguisme			18 382	17 861	18 382	17 861
Bilinguisme en éducation			2 765	3 076	2 765	3 076
Développement des transports			2 391	2 029	2 391	2 029
Développement forestier			10 850	20 363	10 850	20 363
Développement industriel			9 360	10 946	9 360	10 946
Développement minéral			5 159	1 223	5 159	1 223
Enseignement aux enfants indiens			26 132	8 895	26 132	8 895
Formation professionnelle des adultes			32 809	15 226	32 809	15 226
Indemnisation—victimes d'actes criminels			1 312	1 312	1 312	1 312
Jeunes délinquants			11 149	11 149	11 149	11 149
Protection civile			4 693	3 201	4 693	3 201
Réseau routier de l'Outaouais			7 220	4 587	7 220	4 587
Revendicateurs du statut de réfugié			7 053		7 053	
Transport aérien			2 728	2 624	2 728	2 624
Déficits d'exploitation de logements				18 116(4)		18 116
Autres(1)			6 982	12 423	6 982	12 423
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			179 727	151 585	179 727	151 585
Dépenses et autres			182 936(3)	98 723	182 936	98 723
Total des comptes à recevoir(2)	1 320 951	1 214 926	1 432 082	1 494 848	2 753 033	2 709 774
Moins:						
Provision pour créances douteuses(2)			486 507	716 723	486 507	716 723
Comptes à recevoir à la valeur de réalisation	1 320 951	1 214 926	945 575	778 125	2 266 526	1 993 051

(1) Comprend des montants inférieurs à 1 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 334 401 609 \$.

(3) Y compris 73 419 500 \$ représentant l'équivalent canadien au 31 mars 1987 d'un montant de 35 000 000 livres sterling en dépôt chez un agent à Londres pour le remboursement d'un emprunt échéant le 1^{er} avril 1987.

(4) Voir note 1 page 1-39.

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Entreprises du gouvernement du Québec		
Sidbec	393	534
Société d'habitation du Québec	6 892	6 970
Autres	758	587
	8 043	8 091
Municipalités et organismes municipaux	3 836	4 607
Particuliers, sociétés et autres	1 359	675
Gouvernement du Canada	46	46
Placements temporaires et comptes de banque	461	657
	<u>13 745</u>	<u>14 076</u>

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions et mises de fonds	
		1987	1986
Sommaire			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	8 210 466	7 758 604
2	Municipalités et organismes municipaux(voir page 4-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers,sociétés et autres(voir page 4-24)	102	
		<u>8 210 568</u>	<u>7 758 604</u>

		Actions et mises de fonds	
		1987	1986
1	Entreprises du gouvernement du Québec		
1	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000(1)	10 000
3	Hydro-Québec	7 023 109	6 720 109
4	Loto-Québec	21 146	5 771
5	Madelipêche Inc.	435	4 846
6	Office du crédit agricole du Québec		
7	Radio-Québec		
8	Raffinerie de sucre du Québec		14 475
9	Sidbec		
10	Société de développement autochtone de la Baie James	3 739	4 229
11	Société de développement de la Baie James		
12	Société de développement des coopératives		
13	Société de développement des industries de la culture et des communications	18 741	17 163
14	Société de développement industriel du Québec	32 944(1)	32 944
15	Société de récupération,d'exploitation et de développement forestiers du Québec—REXFOR	117 010	85 385
16	Société des alcools du Québec	31 555	31 884
17	Société des établissements de plein air du Québec	26 238	27 375
18	Société des traversiers du Québec	1 155	1 835
19	Société d'habitation du Québec		
20	Société du parc industriel du centre du Québec		
21	Société générale de financement du Québec	478 369	413 287
22	Société immobilière du Québec	88 907(1)	80 787
23	Société nationale de l'amiante		
24	Société québécoise des transports	2 089	8 558
25	Société québécoise d'exploration minière	100 658	67 716
26	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	72 386	61 304
27	Société québécoise d'initiatives pétrolières	171 565	160 065
28	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 098	8 098
29	Société Inter-Port de Québec	2 322	2 773
		<u>8 210 466</u>	<u>7 758 604</u>
	Moins provisions:		
	Créances douteuses		
	Autres(2)		
		<u>8 210 466</u>	<u>7 758 604</u>

(1) Dotation au coût dont 7 666 100 \$ à la Société immobilière du Québec.

(2) Pour appliquer en premier lieu la portion de l'excédent du déficit accumulé sur le coût des actions détenues dans Sidbec (67 798 000 \$) et dans la Société nationale de l'amiante (1 825 420 \$).

(3) Après avoir déduit des créances radiées de 1 966 182 \$ pour les étudiants et 5 538 397 \$ pour les sociétés et autres.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1987	1986	1987	1986	1987	1986
340 580	128 689	126 777	495 828	8 677 823	8 383 121
11 114	12 770			11 114	12 771
46 136	47 353	6 837	6 930	52 973	54 283
407	492	3 300	600	3 707	1 092
57 657	60 615	10 137	7 530	67 794	68 145
40 000		146 012(3)	148 290	186 114	148 290
438 237	189 304	282 926	651 648	8 931 731	8 599 556

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1987	1986	1987	1986	1987	1986
		16 000	16 000	16 000	16 000
				10 000	10 000
		7 313	7 541	7 030 422	6 727 650
				21 146	5 771
		4 827	7 275	5 262	12 121
		550	550	550	550
		1 800		1 800	
					14 475
		67 798	61 268	67 798	61 268
				3 739	4 229
		14 175	16 392	14 175	16 392
				18 741	17 163
		49 592	13 349	82 536	46 293
		18 271	18 042	135 281	103 427
				31 555	31 884
				26 238	27 375
				1 155	1 835
127 595	128 689			127 595	128 689
		1 043	36 043	1 043	36 043
		15 000	15 000	493 369	428 287
212 985		367 985	1 825	301 892	448 772
		1 825		1 825	1 825
				2 089	8 558
				100 658	67 716
		262	300	72 648	61 604
				171 565	160 065
				8 098	8 098
				2 322	2 773
340 580	128 689	198 456	561 570	8 749 502	8 448 863
		2 056	2 649	2 056	2 649
		69 623	63 093	69 623	63 093
340 580	128 689	126 777	495 828	8 677 823	8 383 121

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

Entreprises du Gouvernement du Québec

	1987	1986
1		
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
L.R.Q., c. A-7.1, a. 40		
Pour l'exécution de son mandat, des prêts ont été consentis par le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique à même les crédits votés. Ces prêts ne portent pas intérêt et seront remboursés annuellement selon les disponibilités du compte de revenus de l'Agence et à la demande du Gouvernement.		
Au 31 mars 1987, le total des prêts est de 16 000 000 \$.		
2		
Fonds d'assurances-prêts agricoles et forestiers		
L.R.Q., c. A-29.1, a. 20		
Le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en 3 versements annuels, égaux et consécutifs, 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du Fonds.		
Au 31 mars 1987, le Ministre a versé au Fonds 10 000 000 \$.		
3		
Hydro-Québec		
L.R.Q., c. H-5, a. 3		
Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.		
Au 31 mars 1987, ces actions ont une valeur de consolidation de 7 023 109 000 \$.		
Au 31 mars 1987, les avances en cours s'élèvent à 7 312 794 \$ dont 6 500 000 \$ (valeur nominale), remboursables jusqu'en l'an 2000, représentant le transfert de Rexfor à Hydro-Québec des droits et obligations relatifs à cette avance et 812 794 \$ de l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 9 Geo V1 (1945), c. 48). Ces avances sont sans intérêt.		
4		
Loto-Québec		
L.R.Q., c. S-13.1, a. 5 et 6		
Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.		
Au 31 mars 1987, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 21 146 000 \$.		
5		
Madelipêche Inc.		
Lors de la réorganisation financière de Madelipêche Inc. en 1983, dont les actionnaires à ce moment étaient la Société québécoise des pêches et la Société de développement industriel du Québec, le gouvernement du Québec a autorisé le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à acquérir des actions à même les crédits votés.		
Au 31 mars 1987, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation détient 109 022 actions ordinaires pour un coût de 10 902 200 \$ et 1 257 actions privilégiées pour un coût de 1 257 000 \$.		
La SDI détient le solde des actions ordinaires, soit 1 470 actions pour un coût de 147 000 \$. La valeur de consolidation est de 434 805 \$.		
En vertu de la Loi sur le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le Gouvernement a consenti des avances à Madelipêche Inc. pour l'achat, la réparation et la transformation de ses bateaux et pour couvrir les pertes d'opérations de la Société pour les années 1978 à 1982.		
Au 31 mars 1987, le solde des avances consenties s'établit à 4 826 787 \$. Le solde ne portant pas intérêt est remboursable jusqu'en 1993.		
Par ailleurs, le 16 février 1987, une entente a été conclue pour la vente de l'entreprise à des acheteurs du secteur privé.		
Prêts	16 000 000 \$	16 000 000 \$
Dotation	10 000 000	10 000 000
Actions	7 023 109 000	6 720 109 000
Avances	7 312 794	7 540 595
	7 030 421 794	6 727 649 595
Actions	21 146 000	5 771 000
Actions	434 805	4 846 000
Avances	4 826 787	7 274 790
	5 261 592	12 120 790

	1987	1986
6		
Office du crédit agricole du Québec		
L.R.Q., c. C-75, a. 18		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Avances	550 000 \$	550 000 \$
Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement au montant de 550 000 \$.		
7		
Radio-Québec		
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26		
Avances	1 800 000	
La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.		
Au 31 mars 1987, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.		
8		
Raffinerie de sucre du Québec		
L.R.Q., c. R-0.1, a. 16 à 21		
Actions		14 475 000
Conformément à l'article 18 de la Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec (L.Q., 1986, c. 60), la valeur des actions au 31 mars 1986 au montant de 14 475 000 \$ a été radiée et a augmenté d'autant la dette nette du Gouvernement.		
De plus, en vertu de cette loi, le ministre des Finances a acquis des actions et en a disposé le 18 septembre 1986; ces transactions y afférentes sont expliquées en note 4 de l'Annexe 4 des notes complémentaires aux états financiers.		
9		
Sidbec		
L.R.Q., c. E-14, a. 1, 5, 6, 7, 8 et 14		
Actions		
Avances	67 797 825	61 218 244
	67 797 825	61 218 244
Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisé en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 sont attribuées au Gouvernement et payables par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1987, le ministre des Finances avait acquis 56 433 400 actions à dividende différé pour 582 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 853 875 000 \$ (883 828 000 \$ en 1986) de cette entreprise.		
Pour l'exécution de son mandat, des avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas 2 ans.		
Au 31 mars 1987, les avances consenties par le ministre des Finances totalisent 67 797 825 \$ et portent intérêt au taux bancaire préférentiel. L'intérêt est payable mensuellement et capitalisé s'il demeure impayé à l'échéance.		
10		
Société de développement autochtone de la Baie James		
L.R.Q., c. S-9.1, a. 11, 15 et 16		
Actions	3 739 000	4 229 000
Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.		
Au 31 mars 1987, le Ministre détient 8 certificats totalisant 3 750 actions de catégorie A pour un coût de 3 750 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 3 739 000 \$. Un solde de 250 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 4-99.		
11		
Société de développement de la Baie James		
L.R.Q., c. D-8, a. 24 et 25		
Actions		
Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.		
Au 31 mars 1987, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 64 999 000 \$ (68 661 000 \$ en 1986) de cette entreprise.		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises du Gouvernement du Québec

	1987	1986
12 Société de développement des coopératives L.R.Q., c. S-10.001, a. 42 et 47		
Le 6 juin 1984, la Société a remplacé la Société de développement coopératif et en acquiert les droits et en assume les obligations dont celle de rembourser, à même les remboursements des aides financières consenties, les avances consenties par les coopérateurs-souscripteurs et le Gouvernement.		
Au 31 mars 1987, les avances consenties par le ministre des Finances et non remboursées totalisent 14 175 312 \$.		
Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles aient été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3 % et le taux bancaire préférentiel plus ½ de 1 %.		
13 Société de développement des industries de la culture et des communications L.R.Q., c. S-10.01, a. 17, 18 et 19		
Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.		
Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 20 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 18 741 000 \$.		
14 Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01, a. 45 et 46		
Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.		
Au 31 mars 1987, le Ministre avait versé 32 994 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre. La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital actions ordinaires d'une entreprise à fonds social.		
De plus, le ministre de l'Industrie et du Commerce a prêté à la Société 49 591 784 \$ à même les crédits votés. Ces avances sont sans ou à divers taux d'intérêts.		
15 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec—Rexfor L.R.Q., c. S-12, a. 4, 6, 7 et 22		
Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 1 112 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 34 certificats totalisant 1 050 000 actions pour un coût de 105 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 117 010 000 \$.		
De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.		
Au 31 mars 1987, les avances en cours totalisent 18 270 702 \$ dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) sans intérêt pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée et 4 590 702 \$ à divers taux d'intérêts pour Forpan Inc., anciennement Forex-Leroy Inc.		
Avances	14 175 312 \$	16 392 147 \$
Actions	18 741 000	17 163 000
Dotation	32 944 115	32 944 115
Prêts	49 591 784	13 348 633
	82 535 899	46 292 748
Actions	117 010 000	85 385 000
Avances	18 270 702	18 041 866
	135 280 702	103 426 866

	1987	1986
16 Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, a. 5 et 6		
Actions	31 555 000 \$	31 884 000 \$
<p>Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 31 555 000 \$.</p>		
17 Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, a. 20, 21, 24 et 26		
Actions	26 238 000	27 375 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, le 8 juin 1985, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 25 100 000 \$. A titre de paiement, la Société a émis 251 000 actions en faveur du ministre des Finances. Depuis cette date, le ministre des Finances a versé 2 275 000 \$ pour 22 750 actions.</p> <p>Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 3 certificats totalisant 273 750 actions pour un coût de 27 375 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 26 238 000 \$.</p>		
18 Société des traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, a. 4 et 5		
Actions	1 155 000	1 835 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.</p> <p>Au 31 mars 1987, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 155 000 \$.</p>		
19 Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, a. 88 et 89		
Obligations	127 595 829	128 689 034
<p>La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.</p> <p>Une partie des avances temporaires consenties à la Société durant les années passées fut retournée au Fonds consolidé du revenu et l'autre partie convertie, sur autorisation du Gouvernement, en obligations.</p> <p>Au 31 mars 1987, le taux d'intérêt sur les obligations détenues par le Gouvernement, varie de 6,875 % à 15,125 % et l'échéance la plus éloignée est le 1er juillet 2032.</p>		
20 Société du parc industriel du centre du Québec L.R.Q., c. S-15, a. 30 et 31		
Avances	1 042 930	36 042 930
<p>Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. Les sommes requises sont prises à même le Fonds consolidé du revenu. Au 31 mars 1987, les avances en cours se chiffrent à 1 042 930 \$.</p> <p>Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3 % à 17,12 % dans la majorité des cas, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de 10 ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie. Au cours de l'exercice 1986-1987, la Société a remboursé un montant de 35 000 000 \$ au ministre des Finances au moyen d'un emprunt à long terme.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du Gouvernement du Québec

	1987	1986
21		
Société générale de financement du Québec		
L.R.Q., c. S-17, a. 6, 8, 10, 11 et 12		
Actions	478 369 481 \$	413 287 000 \$
Prêts	15 000 000	15 000 000
	<u>493 369 481</u>	<u>428 287 000</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1987, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 478 369 481 \$.

De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de St-Félicien, le ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10 1/4 % l'an payable semi-annuellement et remboursable en 5 versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992.

22
Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 24, 31, 32 et 64

Actions	81 241 000	73 120 900
Dotations	7 666 100	7 666 100
Billets	212 984 632	
Avances		367 984 632
	<u>301 891 732</u>	<u>448 771 632</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec. Ce montant avait servi à l'acquisition de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars 1987 une dotation du ministre des Finances en faveur de la Société.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. À titre de paiement, la Société a émis 80 000 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est de 212 984 632 \$ au 31 mars 1987.

Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 81 241 000 \$.

23
Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 11, 13 et 15

Actions	1 825 420	1 825 420
Avances		
	<u>1 825 420</u>	<u>1 825 420</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 285 160 000 \$ (245 444 000 \$ en 1986) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.

		1987	1986
24			
Société québécoise des transports			
L.R.Q., c. S-22, a. 23 et 25	Actions	2 088 800 \$	8 558 000 \$
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1987, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.</p> <p>De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie « B », participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.</p> <p>La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1987 est de 2 088 800 \$.</p>			
25			
Société québécoise d'exploration minière			
L.R.Q., c. S-19, a. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 11.1	Actions	100 658 000	67 716 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1987, le Ministre détient 22 certificats totalisant 11 060 000 actions pour un coût de 110 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 100 658 000 \$.</p>			
26			
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			
L.R.Q., c. S-21, a. 5 et 7	Actions	72 386 000	61 304 000
	Prêts	262 000	300 000
		72 648 000	61 604 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1987, le Ministre détient 23 certificats totalisant 558 000 actions pour un coût de 55 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 72 386 000 \$.</p> <p>De plus, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a prêté sans intérêt à la Société, 262 000 \$ à même les crédits votés.</p>			
27			
Société québécoise d'initiatives pétrolières			
L.R.Q., c. S-22, a. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3	Actions	171 565 000	160 065 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1987, le Ministre détient 20 certificats totalisant 4 078 000 actions et un certificat totalisant 200 000 actions est à recevoir, pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 171 565 000 \$. Un solde de 36 100 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 4-99.</p>			
28			
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel			
L.R.Q., C. S-16, a. 22 et 23	Actions	8 098 000	8 098 000

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du Gouvernement du Québec

	1987	1986
29		
Société Inter-Port de Québec		
L.R.Q., c. S-18, a. 11 et 12		
Actions	2 321 600 \$	2 773 000 \$

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion économique régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.

Conformément aux dispositions de la Loi, le ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM).

Au 31 mars 1987, le ministre des Finances a versé 1 000 \$ dans SPICAM et 600 \$ dans la Société Inter-Port de Québec. Le ministre de l'Industrie et du Commerce détient 2 certificats totalisant 1 000 actions de SPICAM pour un coût de 1 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 8 098 000 \$ et 1 certificat totalisant 600 actions de la Société Inter-Port de Québec pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 2 321 600 \$.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume « états financiers des entreprises du gouvernement du Québec » publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 ²⁷ / ₆₄
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 ²⁷ / ₆₄
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 ²⁷ / ₆₄
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 ²⁷ / ₆₄
10	Berthierville	A	8 ²⁷ / ₆₄
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 ²⁷ / ₆₄
13	Boucherville	A	8 ²⁷ / ₆₄
14	Cap-aux-Meules	A	8 ²⁷ / ₆₄
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 ²⁷ / ₆₄
17	Chambly	A	8 ²⁷ / ₆₄
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 ²⁷ / ₆₄
20	Charny	A	8 ²⁷ / ₆₄
21	Châteauguay	A	8 ²⁷ / ₆₄
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 ²⁷ / ₆₄
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 ²⁷ / ₆₄
26	Deux-Montagnes	A	8 1/8
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 ²⁷ / ₆₄
29	Dorion	A	8 ²⁷ / ₆₄
30	East-Broughton	A	8 ²⁷ / ₆₄
31	Escoumins	A	8 1/8
32	Gaspé	A	8 ²⁷ / ₆₄
33	Gatineau	A	8 1/8
34	Grande-Île	A	8 ²⁷ / ₆₄
35	Grande-Rivière	A	8 ²⁷ / ₆₄
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	B	8 ²⁷ / ₆₄
38	Iberville	A	8 ²⁷ / ₆₄
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	La Baie (Bagotville)	A	8 ²⁷ / ₆₄
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 ²⁷ / ₆₄
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	Lauzon	B	7,9396
46	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
47	Lévis	A	8 ²⁷ / ₆₄
48	Lévis	B	7,4869
49	Longue-Pointe	A	8 ²⁷ / ₆₄
50	Lorraine	A	8 ²⁷ / ₆₄
51	Louiseville	A	8 ²⁷ / ₆₄
52	Macamic	A	8 ²⁷ / ₆₄
53	Maniwaki	A	8 ²⁷ / ₆₄

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1987	1986	1987	1986	1987	1986
1992-12-15	572 590 \$	621 782 \$			572 590 \$	621 782 \$
2002-03-31	300 133	310 469			300 133	310 469
1995-11-01	11 320	12 134			11 320	12 134
2002-03-31	138 335	148 335			138 335	148 335
1995-03-01	92 561	100 403			92 561	100 403
2006-04-01	198 289	202 047			198 289	202 047
1995-12-01	131 979	141 470			131 979	141 470
1994-12-01	33 522	36 402			33 522	36 402
1995-03-01	34 108	36 997			34 108	36 997
1996-02-01	93 176	99 876			93 176	99 876
1994-12-15	22 881	24 847			22 881	24 847
1996-03-01	29 034	31 122			29 034	31 122
1995-06-01	45 416	48 682			45 416	48 682
1995-05-01	134 517	144 190			134 517	144 190
2005-04-01	160 564	164 448			160 564	164 448
1995-11-01	24 370	26 123			24 370	26 123
1995-05-01	103 958	111 435			103 958	111 435
2005-04-01	1 091 709	1 116 574			1 091 709	1 116 574
1995-08-01	655 392	702 524			655 392	702 524
1995-03-01	47 415	51 432			47 415	51 432
1995-04-01	34 638	37 129			34 638	37 129
1991-11-01	79 000	92 000			79 000	92 000
1995-10-01	314 539	337 159			314 539	337 159
1994-12-01	11 578	12 572			11 578	12 572
1995-12-01	117 211	125 641			117 211	125 641
1994-12-01	15 210	16 516			15 210	16 516
2007-04-01	177 435	180 493			177 435	180 493
1995-03-01	78 731	85 400			78 731	85 400
1995-11-01	209 527	224 595			209 527	224 595
1995-12-01	51 613	55 325			51 613	55 325
1994-12-01	13 886	15 079			13 886	15 079
1996-02-01	64 356	68 984			64 356	68 984
1994-12-15	69 541	75 516			69 541	75 516
1995-06-01	95 271	102 123			95 271	102 123
1996-03-31	289 530	310 352			289 530	310 352
1994-04-01	37 928	41 305			37 928	41 305
1995-03-01	33 750	36 609			33 750	36 609
1996-03-31	62 904	67 428			62 904	67 428
1994-12-15	99 575	108 130			99 575	108 130
1995-10-01	479 024	513 473			479 024	513 473
2007-04-01	501 623	509 084			501 623	509 084
2005-04-01			288 965 \$	295 337 \$	288 965	295 337
1995-03-01	43 254	46 918			43 254	46 918
1994-09-01	147 010	159 640			147 010	159 640
2006-04-01	775 986	791 801			775 986	791 801
1994-12-01	158 854	172 502			158 854	172 502
1995-12-01	248 751	266 640			248 751	266 640
2004-04-01	2 115 885	2 171 130			2 115 885	2 171 130
1995-10-01	105 556	113 147			105 556	113 147
1995-05-01	46 557	49 905			46 557	49 905
1996-03-31	83 575	89 585			83 575	89 585
1995-12-01	49 285	52 829			49 285	52 829
1996-03-01		827 809				827 809

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
54	Maple-Grove	A	8 ²⁷ / ₆₄
55	Matagami	C	5,5
56	Matane	A	8 ²⁷ / ₆₄
57	McMasterville	A	8 1/8
58	Métabetchouan	A	8 ²¹ / ₆₄
59	Mirabel	B	10,0095
60	Mistassini	A	8 ²¹ / ₆₄
61	Montréal	C	
62	Murdochville	A	8 ²⁷ / ₆₄
63	Normandin	A	8 1/8
64	Notre-Dame-du-Lac	A	8 ²⁷ / ₆₄
65	Oka	B	8,2812
66	Pont-Rouge	A	8 ²¹ / ₆₄
67	Port-Cartier	B	7,3603
68	Port-Cartier	B	8,2048
69	Port-Cartier	B	7,7314
70	Port-Cartier	B	8,1621
71	Port-Cartier	B	8,3477
72	Port-Cartier	B	9,3933
73	Port-Cartier	B	7,3540
74	Port-Cartier	B	9,4738
75	Port-Cartier	B	9,9874
76	Princeville	A	8 ²⁷ / ₆₄
77	Québec	B	7,5744
78	Québec	B	7,5846
79	Québec	B	7,9737
80	Québec	B	9,9091
81	Québec	B	9,4283
82	Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
83	Rouyn	A	8 ²⁷ / ₆₄
84	Sacré-Coeur	A	8 ²⁷ / ₆₄
85	Sayabec	A	8 1/8
86	Schefferville	A	8 ²⁷ / ₆₄
87	Sept-Îles	B	7,0181
88	Sept-Îles	B	7,2127
89	Sept-Îles	B	7,3766
90	Sept-Îles	B	7,5324
91	Sept-Îles	B	8,6548
92	Sept-Îles	B	9,831
93	Shipshaw	A	8 1/8
94	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 ²⁷ / ₆₄
95	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
96	Ste-Anne-d'Yamachiche	A	8 ²⁷ / ₆₄
97	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 ²¹ / ₆₄
98	St-Basile-le-Grand	A	8 ²⁷ / ₆₄
99	St-Bernard	A	8 ²⁷ / ₆₄
100	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
101	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
102	Ste-Catherine	A	8 ²⁷ / ₆₄
103	St-Césaire	A	8 ²⁷ / ₆₄
104	St-David-de-L'Auberivière	B	7,2694

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1987	1986	1987	1986	1987	1986
1995-05-01	31 372 \$	33 628 \$			31 372 \$	33 628 \$
1990-12-01	326 722	398 042			326 722	398 042
1995-04-01	337 518	361 790			337 518	361 790
1994-09-01	27 710	30 091			27 710	30 091
1995-11-01	196 652	210 795			196 652	210 795
1997-04-01	285 021	298 995			285 021	298 995
1995-10-01	11 357	12 173			11 357	12 173
			3 300 000 \$	600 000 \$	3 300 000	600 000
1996-02-01	352 405	377 749			352 405	377 749
1994-09-01	35 148	38 167			35 148	38 167
1995-07-01	38 355	41 113			38 355	41 113
2005-04-01	439 759	449 275			439 759	449 275
1995-07-01	226 872	243 188			226 872	243 188
2003-04-01	372 932	383 836			372 932	383 836
2006-04-01	2 531 446	2 581 420			2 531 446	2 581 420
2005-04-01	212 025	216 908			212 025	216 908
2005-04-01	284 759	291 005			284 759	291 005
2007-04-01	242 265	246 522			242 265	246 522
2007-04-01	428 403	434 985			428 403	434 985
2004-04-01			7 982	8 194	7 982	8 194
2009-04-01			1 490 000	1 508 370	1 490 000	1 508 370
2009-04-01			1 528 716	1 546 219	1 528 716	1 546 219
1995-06-01	30 813	33 029			30 813	33 029
2004-04-01	481 323	493 774			481 323	493 774
2004-04-01	3 301 955	3 379 266			3 301 955	3 379 266
2005-04-01	1 153 789	1 179 642			1 153 789	1 179 642
2007-04-01	7 116 079	7 218 355			7 116 079	7 218 355
2009-04-01	371 246	375 853			371 246	375 853
1995-05-01	115 103	123 381			115 103	123 381
1995-06-01	106 523	114 184			106 523	114 184
1995-05-01	176 329	189 010			176 329	189 010
1994-12-01	29 025	31 519			29 025	31 519
1995-11-01	95 568	102 441			95 568	102 441
2002-03-31	384 692	412 324			384 692	412 324
2003-04-01	94 177	100 158			94 177	100 158
2004-04-01	1 214 092	1 282 544			1 214 092	1 282 544
2004-04-01	3 156 189	3 331 280			3 156 189	3 331 280
2006-04-01	202 804	210 881			202 804	210 881
2009-04-01	2 962 255	3 035 997			2 962 255	3 035 997
1994-12-01	56 974	61 868			56 974	61 868
1995-05-01	27 632	29 619			27 632	29 619
1994-12-01	20 086	21 811			20 086	21 811
1995-03-01	14 753	16 002			14 753	16 002
1996-03-31	83 575	89 585			83 575	89 585
1995-07-01	239 534	256 760			239 534	256 760
1996-03-31	34 702	37 198			34 702	37 198
1995-07-01	137 008	146 861			137 008	146 861
1996-03-31	162 174	173 837			162 174	173 837
1995-12-01	115 337	123 631			115 337	123 631
1996-12-01	161 836	173 474			161 836	173 474
2003-04-01	397 157	408 876			397 157	408 876

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
105	St-Eugène	A	8 ²⁷ / ₆₄
106	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
107	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
108	St-Eustache	B	8,5359
109	St-Eustache	B	9,2891
110	St-Eustache	B	9,1454
111	St-Fabien-de-Panet	A	8 ²⁷ / ₆₄
112	St-Félicien	A	8 ²⁷ / ₆₄
113	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
114	Ste-Foy	B	8,2850
115	Ste-Foy	B	9,3614
116	St-Georges	A	8 ²⁷ / ₆₄
117	St-Henri	B	7,1832
118	St-Hippolyte	A	8 ²⁷ / ₆₄
119	St-Hyacinthe	A	8 ²⁷ / ₆₄
120	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 ²⁷ / ₆₄
121	St-Jérôme	B	8,5155
122	St-Jérôme	B	9,6175
123	St-Jovite	A	8 ²⁷ / ₆₄
124	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
125	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 ²⁷ / ₆₄
126	St-Narcisse	A	8 ²⁷ / ₆₄
127	St-Pascal	A	8 ²⁷ / ₆₄
128	St-Philémon	A	8 ²⁷ / ₆₄
129	St-Raymond	A	8 ²⁷ / ₆₄
130	St-Romuald	B	7,2694
131	St-Thècle	A	8 ²⁷ / ₆₄
132	Ste-Thérèse	B	9,3594
133	Ste-Thérèse	B	9,4146
134	Ste-Thérèse	B	8,2758
135	Ste-Thérèse	B	8,6546
136	St-Timothée	A	8 ¹ / ₈
137	St-Tite	A	8 ²⁷ / ₆₄
138	St-Zénon	A	8 ¹ / ₈
139	Terrebonne	A	8 ²⁷ / ₆₄
140	Terrebonne	B	8,2094
141	Tingwick (Chénier)	A	8 ²⁷ / ₆₄
142	Trois-Rivières	B	6,9939
143	Trois-Rivières	B	7,6297
144	Trois-Rivières	B	7,2551
145	Trois-Rivières	B	7,4796
146	Trois-Rivières	B	6,3008
147	Trois-Rivières	B	9,5147
148	Trois-Rivières-Ouest	A	8 ²⁷ / ₆₄
149	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
150	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
151	Warwick	A	8 ²⁷ / ₆₄
152	Waterloo	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1987	1986	1987	1986	1987	1986
1995-03-01	57 884 \$	62 787 \$			57 884 \$	62 787 \$
1995-05-01	66 796	71 600			66 796	71 600
1996-02-01	269 132	288 487			269 132	288 487
2006-04-01	258 549	263 453			258 549	263 453
2007-04-01	401 269	407 517			401 269	407 517
2007-04-01	45 529	46 252			45 529	46 252
1996-03-31	17 232	18 471			17 232	18 471
1996-03-01	168 608	180 733			168 608	180 733
2005-04-01	337 061	344 690			337 061	344 690
2006-04-01	526 197	536 486			526 197	536 486
2006-04-01	2 372 792	2 413 512			2 372 792	2 413 512
1995-06-01	381 848	409 309			381 848	409 309
2002-03-31	13 988	14 448			13 988	14 448
1995-11-01	59 135	63 388			59 135	63 388
1996-03-31	44 452	47 649			44 452	47 649
1995-08-01	404 485	433 573			404 485	433 573
2006-04-01	666 236	678 905			666 236	678 905
2009-04-01	76 452	77 375			76 452	77 375
1996-02-01	136 707	146 538			136 707	146 538
2000-11-01	1 400	1 500			1 400	1 500
1996-02-01	17 182	18 417			17 182	18 417
1995-03-01	27 961	30 330			27 961	30 330
1995-12-01	99 271	106 410			99 271	106 410
1995-11-01	34 535	37 019			34 535	37 019
1995-05-01	60 190	64 519			60 190	64 519
2003-04-01	100 130	103 084			100 130	103 084
1996-02-01	33 218	35 607			33 218	35 607
2006-04-01	54 754	55 694			54 754	55 694
2006-04-01	162 189	164 954			162 189	164 954
2005-04-01	108 041	110 381			108 041	110 381
2006-04-01			358 711 \$	365 418 \$	358 711	365 418
1994-09-01	23 037	25 016			23 037	25 016
1995-03-01	56 849	61 665			56 849	61 665
1994-09-01	14 012	15 216			14 012	15 216
1995-03-01	145 879	158 238			145 879	158 238
2006-04-01	357 042	364 086			357 042	364 086
1995-06-01	27 041	28 986			27 041	28 986
2002-03-01	840 651	868 838			840 651	868 838
2005-04-01	260 475	266 543			260 475	266 543
2003-04-01	424 287	436 823			424 287	436 823
2004-04-01	198 767	203 961			198 767	203 961
2005-04-01	67 148	68 963			67 148	68 963
2007-04-01	1 813 376	1 840 804			1 813 376	1 840 804
1995-03-01	206 135	223 597			206 135	223 597
1995-12-01	322 846	346 064			322 846	346 064
1996-12-01	70 052	75 089			70 052	75 089
1996-02-01	273 402	293 064			273 402	293 064
1996-03-01	309 793	332 071			309 793	332 071
	51 770 318	54 533 065	6 974 374	4 323 538	58 744 692	58 856 603

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Organismes municipaux		
153	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
154	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
155	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
156	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,4754
157	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052
158	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1987	1986	1987	1986	1987	1986
2009-04-01			450 659 \$	455 301 \$	450 659 \$	455 301 \$
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526
2002-03-01	4 219 894 \$	4 370 908 \$			4 219 894	4 370 908
2004-04-01	698 291	716 546			698 291	716 546
2004-04-01	968 836	994 477			968 836	994 477
2007-04-01			2 222 302	2 261 557	2 222 302	2 261 557
	<u>5 887 021</u>	<u>6 081 931</u>	<u>3 162 487</u>	<u>3 206 384</u>	<u>9 049 508</u>	<u>9 288 315</u>
	<u>57 657 339 \$</u>	<u>60 614 996 \$</u>	<u>10 136 861 \$</u>	<u>7 529 922 \$</u>	<u>67 794 200 \$</u>	<u>68 144 918 \$</u>

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

		Actions	
		1987	1986
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Comterm Inc.		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Editions Quinze Inc.		
12	Fonds de la réforme du cadastre québécois		
13	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)		
14	Fonds renouvelable de la reprographie		
15	Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants		
16	Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement		
17	Fonds renouvelable des moyens d'enseignement		
18	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
19	Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
20	Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental		
21	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
22	Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau		
23	Fonds renouvelable pour les équipements informatiques		
24	Fonds renouvelable—Télécommunications		
25	Groupe Gérard Saucier Ltée		
26	Hôpitaux (fonds de roulement)		
27	Librairie Dussault Ltée		
28	Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation		
29	Pêcheurs		
30	Snyder & Fils Inc.	101 625 \$	
31	Sucre Lantic Ltée		
32	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1 \$
33	Syndicats des producteurs de bois		
34	Université de Sherbrooke		
		101 626	1
35	Moins provision pour créances douteuses	101 626	1
		101 626 \$	1 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1987	1986	1987	1986	1987	1986
		36 826 176 \$(1)	30 018 994 \$	36 826 176 \$	30 018 994 \$
		29 534 697	25 625 670	29 534 697	25 625 670
		1 066 545	1 066 545	1 066 545	1 066 545
		67 427 418	56 711 209	67 427 418	56 711 209
		15 075 866(1)	12 248 000	15 075 866	12 248 000
		52 351 552	44 463 209	52 351 552	44 463 209
		17 495 977	17 858 221	17 495 977	17 858 221
			1 620 000		1 620 000
		1 180 786	1 428 238	1 180 786	1 428 238
		829 225	829 225	829 225	829 225
		16 331 519(1)	26 413 039	16 331 519	26 413 039
		1 338 125	1 261 002	1 338 125	1 261 002
		(1)	81 694		81 694
			2 000 000		2 000 000
		10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
		200 000	200 000	200 000	200 000
		3 943 379	3 943 379	3 943 379	3 943 379
			1 800 000		1 800 000
		1 951 427	1 951 427	1 951 427	1 951 427
		2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
		3 984 000	3 484 000	3 984 000	3 484 000
		448 436	448 436	448 436	448 436
		500 000	500 000	500 000	500 000
		14 693 000	14 693 000	14 693 000	14 693 000
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000
		(1)	2 508 440		2 508 440
		568 352	567 299	568 352	567 299
		5 071 226	2 698 368	5 071 226	2 698 368
				101 625	
				40 000 000	
				1	1
		425 000	425 000	425 000	425 000
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330
		95 742 782(1)	111 493 098	135 844 408	111 493 099
		2 081 945(1)	7 666 000	2 081 945	7 666 000
		93 660 837	103 827 098	133 762 463	103 827 099
		40 000 000 \$	146 012 389 \$	186 114 015 \$	148 290 308 \$

(1) Après avoir déduit des créances radiées de 1 966 182 \$ pour les étudiants et 5 538 397 \$ pour les sociétés et autres.

(2) Remboursables en 20 versements trimestriels consécutifs de 1 250 000 \$ à compter du 1er décembre 1993 et 4 versements trimestriels de 3 750 000 \$ commençant le 1er décembre 1998; ce billet porte intérêt à 8½ % payable trimestriellement.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Année financière terminée le 31 mars 1987

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1986	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1987	Montant porté aux dépenses
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 425	34	1 391	1 450	59
Commerce extérieur et Développement technologique	104	25	79	79	
Énergie et Ressources	672	4	668	642	(26)
Environnement	387		387	386	(1)
Industrie et Commerce	307	49	258	194	(64)
Loisir, Chasse et Pêche	297	99	198	174	(24)
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	107 743	1 411	106 332	140 008	33 676
Revenu	603 884	332 273	271 611	341 382	69 771
Santé et Services Sociaux	243	125	118	113	(5)
Transports	211	124	87	547	460
Travail	1 115	138	977	1 281	304
Autres	335	120	215	251	36
	<u>716 723</u>	<u>334 402</u>	<u>382 321</u>	<u>486 507</u>	<u>104 186</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises du gouvernement					
Société de développement des coopératives	2 649		2 649	2 056	(593)
Particuliers					
Étudiants	11 487	1 966	9 521	14 141	4 620
Pêcheurs	276		276	317	41
Producteurs agricoles	485		485	618	133
	<u>12 248</u>	<u>1 966</u>	<u>10 282</u>	<u>15 076</u>	<u>4 794</u>
Sociétés et autres					
Coopératives	964	64	900	900	
Corporations agricoles	145		145	166	21
Corporations industrielles	3 899	2 881	1 018	951	(67)
Librairie Dussault Ltée	2 508	2 508			
Autres	150	85	65	65	
	<u>7 666</u>	<u>5 538</u>	<u>2 128</u>	<u>2 082</u>	<u>(46)</u>
	<u>22 563</u>	<u>7 504</u>	<u>15 059</u>	<u>19 214</u>	<u>4 155</u>
Total	<u>739 286</u>	<u>341 906</u>	<u>397 380</u>	<u>505 721</u>	<u>108 341</u>

Tableau comparatif des comptes à recevoir
(autres débiteurs)

	31 mars 1987	31 mars 1986
Ministères		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	7 502	8 989
Commerce extérieur et Développement technologique	313	357
Énergie et Ressources	16 513	23 752
Environnement	2 233	2 725
Industrie et Commerce	1 044	1 380
Loisir, Chasse et Pêche	1 926	1 851
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	246 797	185 614
Revenu	798 950	1 010 597
Santé et Services Sociaux	14 200	44 533
Transports	25 481	24 055
Travail	1 968	2 035
Autres(1)	315 144	188 960
	<u>1 432 071</u>	<u>1 494 848</u>

(1) « Autres » comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

(en milliers de dollars)

	1987	1986
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5 %.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4 % sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 134	1 134
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicommis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le Fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5 % sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du Fonds a été faite après le recensement de 1981.		
	2 210	2 210

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES****Année financière terminée le 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

	Émissions	Remboursements	Solde
Détail			
En monnaie du Canada			
Banque Royale du Canada	1 203 400	1 203 400	
Banque de Montréal	1 414 900	1 414 900	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1 114 500	1 114 500	
Banque Nationale du Canada	761 000	761 000	
Banque Toronto-Dominion	197 000	197 000	
Banque de Nouvelle-Ecosse	970 737	970 737	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1 809 500	1 809 500	
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal	57 000	57 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec	436 000	436 000	
Banque Morgan du Canada	152 600	152 600	
Banque Chase Manhattan du Canada	152 500	152 500	
Crédit Lyonnais du Canada Ltée	67 400	67 400	
Crédit Commercial de France (Canada)	26 300	26 300	
Fonds d'amortissement des emprunts des hôpitaux	265 044	265 044	
Fonds d'amortissement des emprunts du Québec	1 356 947	1 356 947	
Fonds d'amortissement des emprunts de commissions scolaires	562 750	562 750	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	717 275	717 275	
Merrill Lynch Royal Sécurités Ltée	1 001 900	1 001 900	
Midland Doherty Ltée	671 850	671 850	
Dominion Sécurités	485 824	485 824	
Citibanque du Canada	70 000	70 000	
Hydro-Québec	367 300	367 300	
Fonds de relance industrielle du Québec	97 300	97 300	
Burns Fry Ltée	415 050	415 050	
Nesbitt, Thompson, Bongard Ltée	405 950	405 950	
McLeod, Young, Weir Ltée	1 749 100	1 749 100	
Wood Gundy Inc.	2 331 963	2 331 963	
Levesque Beaubien Inc.	1 162 450	1 162 450	
Bell Gouinlock Ltée	408 200	408 200	
Fonds spécial olympique	16 700	16 700	
Fonds de la réforme du cadastre québécois	31 000	31 000	
Fonds d'amortissement des emprunts des Cégeps	226 802	226 802	
	<u>20 706 242</u>	<u>20 706 242</u>	

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Solde au début	210 250		3 431	18 739	232 420
Encaissements	229 723(1)	4 245	120 261	1 577 618(1)	1 931 847
Remises	216 381	4 245	122 111	1 555 143	1 897 880
Solde à la fin	<u>223 592</u>	<u>—</u>	<u>1 581</u>	<u>41 214</u>	<u>266 387</u>

(1) Les frais de perception de 3 407 833 \$ pour les Diverses municipalités et de 23 436 041 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus « Ventes de biens et services » ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Transferts aux		
Commissions scolaires	934 906	917 391
Établissements de santé et de services sociaux	717 450	587 652
Institutions d'enseignement		
Collégiales	93 050	82 608
Universitaires	116 634	84 788
Municipalités et organismes municipaux	78 105	75 423
Régie de l'assurance-maladie du Québec	215 218	186 579
Autres bénéficiaires	200 662	174 061
Traitements et avantages sociaux	144 137	89 392
Fournisseurs et autres	244 364	280 452
	<u>2 744 526</u>	<u>2 478 346</u>

INTÉRÊTS COURUS

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Bons du trésor	(16 488)	(25 884)
Obligations	1 175 016	1 064 350
Autres emprunts	61 887	58 238
	<u>1 220 415</u>	<u>1 096 704</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	4 906 056	675 372	5 581 428
Régime de retraite des enseignants	2 081 511	385 623	2 467 134
Régime de retraite de certains enseignants		140 802	140 802
Régime de retraite des fonctionnaires	664 394	78 931	743 325
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	316 059	68 710	384 769
Régime de retraite des juges et coroners	29 832	5 363	35 195
	<u>7 997 852</u>	<u>1 354 801(*)</u>	<u>9 352 653</u>

(*) Voir le détail à la page 2-6.

BONS DU TRÉSOR

(en milliers de dollars)

Continuité		
Solde au début		1 635 000
Moins: Remboursés	5 700 000	
Émis	<u>5 620 000</u>	<u>80 000</u>
Solde à la fin		<u><u>1 555 000</u></u>

Détail	Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
	1987-04-02	1986-10-02	8,7342	50 000
	1987-04-30	1986-10-30	8,7439	50 000
	1987-06-04	1986-12-04	8,4300	50 000
	1987-06-04	1987-03-05	7,3147	50 000
	1987-06-11	1987-03-12	7,2731	50 000
	1987-06-18	1987-03-19	6,9075	50 000
	1987-07-02	1986-12-31	8,5877	50 000
	1987-08-06	1987-01-29	7,3636	50 000
	1987-09-03	1987-03-05	7,5596	50 000
	1987-04-02	1986-12-31	8,3005	85 000
	1987-04-09	1987-01-08	8,1761	85 000
	1987-04-16	1987-01-15	8,0081	85 000
	1987-04-23	1987-01-22	7,6729	85 000
	1987-04-30	1987-01-29	7,2763	85 000
	1987-05-07	1987-02-05	7,2685	85 000
	1987-05-14	1987-02-12	7,3910	85 000
	1987-05-21	1987-02-19	7,3869	85 000
	1987-05-28	1987-02-26	7,2949	85 000
	1987-06-04	1987-03-05	7,3142	85 000
	1987-06-11	1987-03-12	7,2724	85 000
	1987-06-18	1987-03-19	6,9090	85 000
	1987-06-25	1987-03-26	6,8482	85 000
				<u><u>1 555 000</u></u>

OBLIGATIONS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Obligations		22 745 485
Moins:		
Fonds d'amortissement (voir page 4-40)		<u>307 915</u>
		<u>22 437 570</u>

Continuité

Solde au début		20 030 249(1)
Plus:		
Emprunts effectués (voir page 3-4)	3 674 231	
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1987 des obligations en monnaie étrangère	<u>136 425</u>	<u>3 810 656</u>
		23 840 905
Moins:		
Emprunts remboursés (voir page 3-10 et 3-11 notes 3,8)	1 089 088	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>6 332(2)</u>	<u>1 095 420</u>
Solde à la fin		<u>22 745 485(1)</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	12 616 620	
En monnaie des États-Unis	3 736 707(3)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	836 736(3)	
En monnaie de la France	176 815(3)	
En monnaie du Japon	1 154 563(3)	
En unités de compte européennes (U.C.E.)	59 638(3)	
En monnaie de la Suisse	650 325(3)	
En monnaie du Royaume-Uni	246 744(3)	
En monnaie des Pays-Bas	41 182(3)	
En unités monétaires européennes (E.C.U.)	<u>75 340(3)</u>	19 594 670
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		2 805 694
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	<u>122 205</u>	<u>345 121</u>
		<u>22 745 485</u>

(1) Y compris, en obligations assumées 7 474 016 \$ au début et 4 686 708 \$ à la fin.

(2) Voir liste détaillée à la page 4-33.

(3) Converties en équivalent canadien au cours en vigueur au 31 mars 1987 et considérant les contrats d'échange de devises.

Obligations annulées		Valeur nominale	
<u>Date d'échéance</u>	<u>Année d'émission</u>	<u>En monnaie étrangère</u>	<u>En équivalent canadien (*)</u>
Négociables			
En monnaie du Canada			
1990-04-01	1965		370
1991-06-01	1970		400
1992-04-01	1967		390
1992-06-01	1967		102
			<hr/>
			1 262
			<hr/>
En monnaie des États-Unis			
Aux États-Unis			
1989-04-15	1968	530	741
1997-06-01	1971	800	1 118
1999-05-01	1969	390	545
2000-05-15	1975	1 150	1 607
2001-06-15	1976	681	951
2003-04-01	1973	67	94
2004-04-15	1974	10	14
		<hr/>	<hr/>
		3 628	5 070
			<hr/>
			6 332
			<hr/>

(*) Au taux de change en vigueur au 31 mars 1986.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles										
En monnaie du Canada										
1987-11-10	1982	12,750						150 000		150 000
1987-12-15	1962	5,250	1	84				30 010	684	29 326
1988-01-15	1968	7,500	1	85				37 257	827	36 430
1988-03-30	1981	14,350				1		50 000(*)		50 000
1988-05-01	1973	8,000						7 023		7 023
1988-05-01	1982	17,200						150 000		150 000
1988-05-01	1973	7,000						4 940		4 940
1988-05-01	1973	6,000						363		363
1988-06-15	1983	11,550						125 000		125 000
1988-07-25	1983	11,000						125 000		125 000
1988-10-15	1963	6,000	1	86				45 561	2 094	43 467
1989-01-15	1965	5,500	1	86				39 247	1 921	37 326
1989-04-15	1982	16,500 (A)		87				50 000		50 000
1989-04-18	1982	14,450						150 000		150 000
1989-09-08	1982	15,250						125 000		125 000
1989-11-15	1969	8,500	1	88				16	1	15
1989-12-01	1967	7,500	1	86				4 252	45	4 207
1990-03-09	1981	14,000						100 000		100 000
1990-04-01	1965	5,500	1	87				38 067	22	38 045
1990-07-31	1985	10,500						50 000		50 000
1990-10-03	1985	10,750						75 000		75 000
1990-10-15	1965	5,750	1	87				38 826	911	37 915
1991-01-15	1985	9,750						50 000		50 000
1991-06-01	1970	9,250	1	90				720	21	699
1991-06-01	1966	6,000	1					31 307	640	30 667
1991-06-23	1981	15,250						50 000		50 000
1991-08-01	1967	6,750	1	88				34 599	377	34 222
1991-08-01	1970	9,250	1	90				436	6	430
1991-09-24	1986	9,000						50 000		50 000
1991-09-30	1981	13,750						100 000		100 000
1991-10-01	1966	6,500	1	88				36 026	841	35 185
1992-04-01	1967	6,250	1	89				39 395	14	39 381
1992-06-01	1967	6,500	1	89				23 509	390	23 119
1992-08-01	1974	9,750	1	89				19 070	250	18 820
1992-08-01	1976	9,750	1	89				74 462	19 591	54 871
1992-08-01	1970	9,750	1	89				19 461	5 676	13 785
1992-10-01	1971	8,375	1	89				47 750	28 585	19 165
1992-11-23	1982	13,750						50 000		50 000
1992-12-22	1982	12,750						160 000		160 000
1993-03-15	1983	12,350						50 000		50 000
1993-04-01	1981	17,250						100 000		100 000
1993-04-07	1983	12,000	3					169 749	3 877	165 872
1993-07-06	1983	12,000 (A)						50 000		50 000
1993-08-01	1972	8,375	1	90				43 747	476	43 271
1993-08-25	1983	12,500						150 000		150 000
1993-09-15	1968	7,500	1	90				27 954	299	27 655
1993-11-05	1980	13,250						34 039		34 039
1993-11-07	1981	15,000			1			100 000		100 000
1993-11-07	1981	15,000			2			100 000		100 000
1993-12-05	1983	12,125						75 000		75 000

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
1993-12-05	1983	12,125						125 000		125 000
1994-02-08	1973	8,000	1	90				42 652	1 938	40 714
1994-02-08	1971	8,000	1	90				37 854	389	37 465
1994-02-27	1984	12,250						62 192		62 192
1994-02-27	1984	12,250						132 000		132 000
1994-05-01	1979	10,600		89		2		39 002		39 002
1994-05-25	1984	14,000						50 000		50 000
1994-05-27	1976	10,250		91				50 000		50 000
1994-05-27	1976	10,250		91				50 000		50 000
1994-08-31	1984	13,250						150 000		150 000
1994-10-01	1968	7,000	1	91				24 925	582	24 343
1994-10-01	1968	7,500	1	91				29 200	22 310	6 890
1994-10-17	1979	11,250						75 000		75 000
1994-11-29	1984	12,500						75 000		75 000
1994-11-29	1984	12,500						155 000		155 000
1994-12-22	1981	13,250						32 000		32 000
1994-12-22	1980	13,250						62 885		62 885
1994-12-22	1981	13,250						116 378		116 378
1994-12-22	1980	13,250						135 461		135 461
1994-12-28	1984	12,150						75 000		75 000
1995-01-01	1973	8,000	1	92				44 105	459	43 646
1995-01-15	1985	12,000						150 000		150 000
1995-05-28	1980	12,780						200 000		200 000
1995-06-26	1985	10,500						109 000		109 000
1995-09-05	1973	8,750	1	91				46 110	495	45 615
1995-10-01	1970	9,500	1	92				33 234	776	32 458
1995-11-19	1974	10,250	1	91				58 364	1 403	56 961
1995-11-19	1975	10,250	1	91				74 000	4 255	69 745
1995-11-19	1976	10,250	1	91				95 345	1 077	94 268
1995-12-02	1975	9,500	1	92				38 500	5 052	33 448
1995-12-02	1970	9,500	1	92				21 627	237	21 390
1995-12-22	1980	13,750				3		62 000		62 000
1995-12-22	1981	13,750				3		93 000		93 000
1995-12-22	1980	13,750				3		63 000		63 000
1995-12-22	1981	13,750				3		82 000		82 000
1996-03-15	1972	8,000	1	93				42 367	429	41 938
1996-06-18	1981	16,500						149 015		149 015
1996-09-02	1986	9,000						122 000		122 000
1996-09-02	1986	9,000						75 000		75 000
1996-09-02	1986	9,000						190 000		190 000
1996-09-02	1986	9,000						50 000		50 000
1996-10-08	1980	13,400						200 000		200 000
1996-10-20	1981	17,250						149 656		149 656
1996-10-20	1981	17,250						50 000		50 000
1996-11-01	1976	10,150				3		8 921		8 921
1996-11-06	1976	10,250		93				50 000		50 000
1996-12-15	1971	7,750	1	93				24 594	124 040(*)	(99 446)
1996-12-16	1978	9,750		93				110 000		110 000
1996-12-16	1977	9,750		93				125 000		125 000
1997-01-15	1985	10,500						100 000		100 000
1997-01-29	1987	9,000 (A)						150 000		150 000
1997-02-10	1987	8,500						100 000		100 000
1997-02-10	1987	8,500						164 000		164 000

(*) Incluant un montant de 17 199 832 \$ viré du fonds d'amortissement du système routier le 20 mars 1973.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
1997-03-22	1982	16,500						174 197		174 197
1997-03-22	1977	9,750	1	93				1		
1997-07-15	1977	9,750		94				100 000		100 000
1997-07-15	1977	9,750		94				100 000		100 000
1997-08-15	1980	12,150						200 000		200 000
1997-11-01	1977	9,800			4			15 000		15 000
1998-02-01	1978	10,000			5			600		600
1998-04-01	1978	10,250		93		4		64 600		64 600
1998-06-12	1978	10,000		95				100 000		100 000
1998-06-12	1978	10,000		95				100 000		100 000
1998-06-19	1986	9,250						120 000		120 000
1998-07-07	1986	9,750						125 000		125 000
1998-07-31	1985	10,750						50 000		50 000
1998-11-01	1978	10,350			6			15 000		15 000
1998-12-15	1973	8,500	1	95				44 491	984	43 507
1999-02-01	1979	10,550			7			600		600
1999-03-01	1974	8,625	1	96				42 367	429	41 938
1999-05-01	1979	10,700		94		5		64 351		64 351
1999-05-01	1979	10,700		94		5		50 341		50 341
1999-09-04	1975	10,750	1	95				67 660	737	66 923
1999-09-04	1974	10,750	1	95				33 898	2 500	31 398
1999-09-04	1976	10,750	1	95				78 937	860	78 077
1999-09-04	1974	10,375	1	95				2 120	24	2 096
1999-09-04	1974	10,750	1	95				35 000	4 740	30 260
1999-11-01	1979	12,000			8			15 000		15 000
2000-02-01	1980	12,850			9			600		600
2000-09-09	1975	9,500	1	96				1 288	14	1 274
2000-09-09	1975	10,500	1	96				53 779	590	53 189
2000-10-16	1978	10,000		96				125 000		125 000
2000-11-10	1976	9,875	1	96				406	5	401
2000-11-10	1975	9,875	1	96				750	9	741
2001-01-15	1985	10,500						225 000		225 000
2001-02-01	1981	13,770			10			600		600
2001-03-01	1976	9,375	1	97				1 435	15	1 420
2001-03-15	1977	9,750	5	97	11			125 000		125 000
2001-05-04	1976	10,250	1	97				91 268	2 003	89 265
2001-05-04	1976	10,250	1	97				114 812	3 588	111 224
2002-02-01	1982	16,900			12			600		600
2002-06-15	1979	10,350		97				150 000		150 000
2002-12-15	1978	10,000		98				150 000		150 000
2002-12-15	1979	10,000		98				150 000		150 000
2002-12-22	1982	13,250						40 000		40 000
2003-04-07	1984	13,000	3					71 720	1 649	70 071
2003-04-07	1984	13,000	3					89 085	2 035	87 050
2003-04-07	1984	13,000	3					50 000	2 513	47 487
2003-04-07	1983	13,000	3					50 841	1 162	49 679
2003-04-17	1979	10,625		98				150 000		150 000
2004-05-31	1984	14,625						150 000		150 000
2004-09-24	1979	10,900		99	13			125 000		125 000
2004-11-29	1984	12,750	3					75 000	3 448	71 552
2004-11-29	1985	12,750	3					100 000	4 597	95 403
2004-11-29	1984	12,750	3					95 000	4 367	90 633
2004-12-27	1979	11,700		98				75 000		75 000

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En monnaie du Canada										
2004-12-28	1984	12,600						75 000		75 000
2005-06-30	1985	12,250						100 000		100 000
2005-10-03	1985	11,375						75 000		75 000
2006-05-01	1986	9,500						100 000		100 000
2006-07-07	1986	10,000						75 000		75 000
2009-06-26	1985	10,750	4	4				50 000		50 000
2009-06-26	1985	10,750	4	4				171 000		171 000
2011-09-02	1986	9,500	4					60 000		60 000
2011-09-02	1986	9,500	4					178 000		178 000
2011-09-02	1986	9,500	4					75 000		75 000
2012-02-10	1987	9,000	1					161 000		161 000
								12 614 520	267 259	12 347 261
Assumées										
En monnaie du Canada										
Institut Armand-Frappier										
1987-04-01	1967	6,250	1					2 100	489	1 611
								12 616 620	267 748	12 348 872
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles										
En monnaie des États-Unis										
Aux États-Unis										
								\$ É.-U.		
1989-04-15	1968	7,000	1	83				40 965	53 464	53 464
1989-09-22	1982	14,250 (A)						50 000	65 255	65 255
1993-10-01	1983	12,125						100 000	130 510	130 510
1993-11-15	1973 (note 1)		1					350	457	(3 068)
1994-09-15	1984	12,750						100 000	130 510	130 510
1995-01-03	1974 (note 2)			85	14			3 000	3 915	3 915
1995-07-15	1975 (note 3)		1					1 000	1 305	1 205
1995-07-15	1975 (note 4)		1					14 000	18 271	16 153
1997-03-01	1967	5,875	1	87				35 718	46 616	46 134
1997-06-01	1972	8,125		87		6		96 000	125 290	125 290
1997-06-01	1971	9,000	1	86				58 386	76 200	76 200
1999-05-01	1969	7,875	1	84				30 618	39 960	39 960
2000-05-15	1975	9,875	1	90				83 788	109 352	109 352
2001-06-15	1976	9,500	1	91				84 993	110 924	110 613
2003-04-01(*)	1973	7,900	1	88				105 651	155 193	151 269
2004-04-15	1974	9,200	1	89				127 886	166 904	162 287
2013-10-01	1983	13,000	2	98				100 000	130 510	121 328
2014-09-15	1984	13,250	2	99				150 000	195 765	186 022
2015-06-15	1985	11,000	2	00				200 000	261 020	254 855
2026-12-01	1986	8,625	2					300 000	391 530	391 530
								1 682 355	2 212 951	2 172 784

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
En Europe										
1988-01-15	1973	7,500 (A)		81		7	6 000	7 831		7 831
1989-12-15	1981	15,250 (A)		88			150 000	195 765		195 765
1990-11-01	1982	13,000 (A)					150 000	195 765		195 765
1992-02-25(1)	1985	8,144 (A)					104 940	136 957		136 957
1993-07-01	1981	14,750 (A)					70 240	91 670		91 670
1994-02-01	1984	12,250 (A)				8	140 000	182 714		182 714
1995-01-10(2)	1985	8,250 (A)					51 592	67 333		67 333
1995-01-29(3)	1985	8,050 (A)					51 707	67 483		67 483
1995-05-24	1983	10,000 (A)					50 000	65 255		65 255
1995-11-01	1977	9,000 (A)		87		9	40 200	52 465		52 465
2001-03-12(4)	1986	7,150 (A)					100 878	131 656		131 656
2016-04-01	1986	9,000 (A)					250 000	326 275		326 275
							1 165 557	1 521 169		1 521 169

Notes (taux):

- 1 — 8 % le 1973-11-15 et 8,25 % le 1980-11-15
 2 — 9,75 % le 1974-11-15, 9,875 % le 1980-01-03 et 10 % le 1985-01-03
 3 — 8,25 % le 1975-07-15 et 9,375 % le 1980-07-15
 4 — 8,75 % le 1975-07-15 et 9,375 % le 1985-07-15

(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 janvier 1987 est rattaché à cet emprunt pour 105 000 000 \$ E.-U. pour un coût en monnaie de la Suisse lors du remboursement de 178 000 000 F.S. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 9 639 256 F.S.

- (1) Le taux effectif pour l'acheteur est 12,03 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 122 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 100 406 000 \$ É.-U.
 (2) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,88 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 63 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 50 015 070 \$ É.-U.
 (3) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,93 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 64 100 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 49 998 000 \$ É.-U.
 (4) Le taux effectif pour l'acheteur est 10,23 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 130 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 99 950 000 \$ É.-U.

Assumées

Emprunts pour la construction
du Boulevard Métropolitain de Montréal

1987-11-01	1962	5,000					1 982	2 587		2 587
							2 849 894	3 736 707	40 167	3 696 540

Conventionnelles

En monnaie de la république
fédérale d'Allemagne

							D.M.			
1987-07-01	1972	6,500 (A)		78		10	10 000	7 245		7 245
1987-06-01	1977	7,250 (A)		82			150 000	108 675		108 675
1987-1990-05-01(*)	1978	6,000 (A)		85		11	100 000	56 863		56 863
1991-04-15(**)	1983	7,500 (A)					200 000	84 353		84 353
1991-09-01	1981	10,750 (A)					150 000	108 675		108 675
1992-02-15	1982	10,125 (A)					150 000	108 675		108 675
1995-02-15	1985	7,625 (A)					200 000	144 900		144 900
1998-03-01	1986	6,500 (A)					300 000	217 350		217 350
							1 260 000	836 736		836 736

(*) Un contrat d'échange de monnaie est rattaché à cet emprunt pour 75 000 000 D.M. pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 38 750 821 \$. Le contrat d'échange en date du 16 décembre 1983 couvrirait 100 000 000 D.M. dont l'équivalent en monnaie du Canada à cette date était de 52 544 380 \$.

(**) Un contrat d'échange de monnaie en date du 24 janvier 1985 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 84 352 594 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 9 933 361 \$ Can.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)							F.F.			
En monnaie de la France										
1987-06-15 (*)	1972	7,500 (A)		78		12	17 000	2 735		2 735
2001-05-22	1986	7,875 (A)					800 000	174 080		174 080
							817 000	176 815		176 815
(*) Un contrat d'échange de monnaie est rattaché à cet emprunt pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 2 096 113 \$ É.-U. Le contrat d'échange en date du 7 décembre 1982 couvrirait 74 000 000 F.F. dont l'équivalent en monnaie des États-Unis à cette date était de 10 825 836 \$.										
En monnaie du Japon							Yens			
1987-1990-01-30	1980	8,300		86		13	16 000 000	143 424		143 424
1987-1990-05-23	1978	6,400		84		14	22 800 000	204 379		204 379
1987-1993-07-27	1981	8,600		87		15	20 000 000	179 280		179 280
1988-1992-08-27	1982	8,700		88		16	20 000 000	179 280		179 280
1991-1995-06-07	1985	7,000		91		17	30 000 000	268 920		268 920
-1998-06-03	1986	6,000					20 000 000	179 280		179 280
							128 800 000	1 154 563		1 154 563
En unités de compte européennes							U.C.E.			
1987-1994-12-17	1979	9,250 (A)		85		18	33 000	59 638		59 638
En monnaie de la Suisse							F.S.			
1987-1992-03-11	1982	7,375 (A)		88		19	100 000	86 710		86 710
1987-1992-12-29	1982	5,750 (A)		87		19	100 000	86 710		86 710
1987-1993-11-16	1983	5,625 (A)		88		20	100 000	86 710		86 710
1990-2005-11-06	1985	5,500 (A)		90		21	200 000	173 420		173 420
1992-1998-11-20	1986	4,875 (A)		92		22	125 000	108 388		108 388
1996-2006-11-20	1986	5,250 (A)		96		23	125 000	108 387		108 387
							750 000	650 325		650 325
En monnaie du Royaume-Uni							L.S.			
1987-04-01	1982	15,500 (A)					35 000	73 420		73 420
1989-08-15 (*)	1982	14,500 (A)					30 000	68 439		68 439
2020-03-15	1984	12,250					50 000	104 885		104 885
							115 000	246 744		246 744

^(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 8 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 52 440 000 \$.

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes				Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	En monnaie étrangère(1)	En équivalent canadien(2)		
NÉGOCIABLES										
Conventionnelles (suite)										
							Florins			
En monnaie des Pays-Bas 1988-02-15 (*)	1983	7,500 (A)					100 000	41 182		41 182
(*) Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 41 182 348 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 4,505,349 \$ Can.							É.C.U.			
En unités monétaires européennes 1989-03-10	1983	11,500 (A)					50 000	75 340		75 340
								19 594 670	307 915	19 286 755

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1987.

NOTES

(A) Intérêts payables annuellement

a) Avec fonds d'amortissement

- 1) 1 % du solde en cours jusqu'à l'échéance
- 2) 2 % du solde en cours pour les 10 premières années et 1 % jusqu'à l'échéance
- 3) 2 % du solde en cours jusqu'à l'échéance
- 4) 2 % du solde en cours débutant 11 ans après l'année d'émission
- 5) 1 % du solde en cours débutant en 1992.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation à compter de l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 à 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Encaissables par anticipation à 100 au gré du détenteur

- 1- Le 7 novembre 1987 sur préavis de 6 à 12 mois
- 2- Le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois
- 3- Le 1er novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 4- Le 1er novembre 1987 ou le 1er novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois
- 5- Le 1er février 1988 ou le 1er février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 6- Le 1er novembre 1988 ou le 1er novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 7- Le 1er février 1989 ou le 1er février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 8- Le 1er novembre 1989 ou le 1er novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 9- Le 1er février 1990 ou le 1er février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois
- 10- Le 1er février 1991 ou le 1er février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois
- 11- Le 15 mars 1991 sur préavis de 5 à 8 mois
- 12- Le 1er février 1992 ou le 1er février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois
- 13- Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 14- Le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.

NOTES (suite)

d) Échéant en série à raison de

- 1- 50 000 000 \$ par année de 1986 à 1988
- 2- 1 328 250 \$ par année de 1980 à 1993
- 3- 20 % par année de la valeur nominale initiale de 1991 à 1995
- 4- 4 % par année de la valeur nominale initiale de 1981 à 1997 et 27,200,000 \$ le 1998-04-01
- 5- 2,3 % par année de la valeur nominale initiale
- 6- 6 000 000 \$ É.-U. par année
- 7- 1 000 000 \$ É.-U. par année de 1961 à 1983
2 000 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1985
6 000 000 \$ É.-U. par année de 1986 à 1988
- 8- Possibilités d'annuités d'amortissement de 5,000,000 \$ É.-U. de 1986 à 1989
- 9- 2 400 000 \$ É.-U. par année de 1978 à 1983
1 800 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1989
- 10- D.M. 10 000 000 par année de 1978 à 1987
- 11- D.M. 25 000 000 par année de 1985 à 1990
- 12- F.F. 9 000 000 par année de 1978 à 1980
F.F. 12 000 000 par année de 1981 à 1983
F.F. 15 000 000 par année de 1984 à 1986
F.F. 17 000 000 en 1987
- 13- Yens 2 000 000 000 par année de 1986 à 1989
- 14- Yens 2 400 000 000 par année de 1984 à 1989
- 15- Yens 1 600 000 000 par année de 1987 à 1992
- 16- Yens 2 000 000 000 par année de 1988 à 1991
- 17- Yens 3 000 000 000 par année de 1991 à 1994 et 18 000 000 000 le 1995-06-07
- 18- U.C.E. 1 000 000 par année de 1980 à 1988
U.C.E. 2 000 000 en 1989
U.C.E. 5 000 000 en 1990
U.C.E. 6 000 000 par année de 1991 à 1994
- 19- F.S. 4 000 000 par année de 1985 à 1991 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 20- F.S. 4 000 000 par année de 1986 à 1992 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 21- F.S. 5 000 000 par année de 1990 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 22- F.S. 3 000 000 par année de 1990 à 1996 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
- 23- F.S. 3 000 000 par année de 1991 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins

	Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Aide à la croissance de l'emploi					
diverses dates	1991-1996	1971-1976	6,75— 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada					
diverses dates	1987-2007	1967-1987	5,37— 17,51	b	122 205
					<u>345 121</u>

OBLIGATIONS (suite)

(en milliers de dollars)

REMBOURSABLES À DEMANDE

En monnaie du Canada

Obligations d'épargne du Québec^(*)

1988-06-01	1978		9,0 (A)	c	53 750
1989-06-01	1979		9,0 (A)	c	44 068
1993-06-01	1983	9,5	8,5 (A)	d	342 183
1994-06-01	1984	11,75	8,5 (A)	e	631 799
1995-06-01	1980	14,0	10,5 (A)	c	392 323
1995-06-01	1985	9,0	7,5 (A)	f	349 189
1996-06-01	1986	8,25	6,5 (A)	g	458 519
1996-06-01	1981	16,0	10,5 (A)	c	124 695
1997-06-01	1982	16,5	10,5 (A)	h	409 168
					<u>2 805 694</u>

(A) Intérêts payables annuellement

^(*) Remboursables au pair et sur demande, à toute banque.

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de chaque émission. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime des rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le Ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne ont été fixés à compter du 1er novembre 1978 à 10,0 %, 1er novembre 1979 à 12,0 %, 1er juin 1980 à 14,0 %, 1er juin 1981 à 16,0 %, le 1er août 1981 à 18,0 %, 1er octobre 1981 à 19,5 %, 1er octobre 1982 à 16,5 %, 1er juin 1983 à 10,5 %, 1er juin 1984 à 11,75 % et du 1er juin 1985 jusqu'à l'échéance à 10,5 %.
- d) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1983 sont de 9,5 % pour la première année, 11,75 % pour la deuxième année, 9,0 % du 1er juin 1985 au 28 février 1986, 10,0 % du 1er mars 1986 au 31 mai 1986 et 8,5 % jusqu'à l'échéance.
- e) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1984 sont de 11,75 % pour la première année, 9,0 % du 1er juin 1985 au 28 février 1986, 10,0 % du 1er mars 1986 au 31 mai 1986 et 8,5 % jusqu'à l'échéance.
- f) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1985 sont de 9,0 % jusqu'au 28 février 1986, 10,0 % du 1er mars 1986 au 31 mai 1986, 8,25 % du 1er juin 1986 jusqu'au 31 mai 1987 et 7,5 % jusqu'à l'échéance.
- g) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1986 sont de 8,25 % jusqu'au 31 mai 1987 et 6,5 % jusqu'à l'échéance.
- h) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1982 sont de 16,5 % pour la première année, 10,5 % pour la deuxième année, 11,75 % pour la troisième année et 10,5 % jusqu'à l'échéance.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Continuité

	Obligations	Autres Emprunts	Total
Solde au début	229 153	20 755	249 908
Plus:			
Versements du Fonds consolidé du revenu	52 815		52 815
Revenu net(*)	36 177	2 936	39 113
	88 992(1)	2 936	91 928
Moins:			
Obligations annulées au cours de l'année financière (Voir page 4-32)	6 332		6 332(3)
Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques (Voir page 4-46)	3 898		3 898
	10 230		10 230
Solde à la fin	307 915	23 691	331 606

Situation au 31 mars 1987

Placements

Obligations

Gouvernement du Québec

Garanties par le gouvernement du Québec

288 296(2)

130(2)

288 426

Cité de St-Lambert 3,5 % — 1986 — 1995-03-01

134

Certificat de dépôt

35 100

323 660

Variation de change non amortie

1 405

325 065

Autres éléments d'actif

Encaisse

131

Intérêts courus

6 662

Comptes à recevoir

8

6 801

331 866

Comptes à payer

(260)

331 606

(*) Incluant une perte de change de 114 747 \$ représentant l'amortissement de la variation de change de 1 520 009 \$ sur les placements en monnaies étrangères réévalués aux taux de change du 31 mars 1987.

(1) Voir le détail par fonds aux pages 4-47 et 4-48.

(2) Voir le détail aux pages 4-44 et 4-45.

(3) Le Ministre des Finances a abandonné, au cours de l'exercice, sa politique d'annuler les obligations d'une émission détenues dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS (détenues dans les fonds)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5,250	1987-12-15		85
	5,500	1990-04-01		52
	5,500	1989-01-15		540
	5,750	1989-07-15		152
	5,750	1990-10-15		2 391
	5,875	1997-03-01	1 903 É.-U.(1)	2 484(2)
	6,000	1991-06-01		30
	6,250	1992-04-01		701
	6,500	1991-10-01		999
	6,750	1991-08-01		3 439
	7,000	1988-05-01		219
	7,000	1989-04-15	1 590 É.-U.(1)	2 075(2)
	7,000	1994-10-01		40
	7,500	1988-01-15		4 022
	7,500	1993-09-15		3 880
	7,500	1989-12-01		3 991
	7,500	1994-10-01		8 000
	7,750	1996-12-15		8 280
	7,875	1999-05-01	4 748 É.-U.(1)	6 197(2)
	7,900	2003-04-01	1 670 É.-U.(1)	2 179(2)
	8,000	1988-05-01		490
	8,000	1994-02-08		2 164
	8,000	1994-02-08		4 382
	8,000	1995-01-01		6 482
	8,000	1996-03-15		1 821
	8,375	1992-10-01		3 000
	8,375	1993-08-01		4 344
	8,500	1997-02-10		14 350
	8,500	1998-12-15		6 852
	8,625	1999-03-01		7 564
	8,750	1995-09-05		4 203
	9,000	1995-11-01	46 É.-U.(1)	60(2)
	9,000	2012-02-10		16 325
	9,000	1997-06-01	179 É.-U.(1)	234(2)
	9,000	1996-09-02		7 550
	9,000	1996-09-02		4 280
	9,200	2004-04-15	2 983 É.-U.(1)	3 893(2)
	9,250	1991-08-01		250
	9,250	1991-06-01		360
	9,375	1995-07-15	500 É.-U.(1)	652(2)
	9,375	2001-03-01		1 135
	9,500	2011-09-02		14 557
	9,500	1995-12-02		4 692
	9,500	2000-09-09		249
	9,500	1995-10-01		7 135
	9,750	1996-12-16		3 000
	9,750	1992-08-01		7 760
	9,750	1992-08-01		7 000
	9,750	1992-08-01		4 404
	9,875	2000-05-15	2 756 É.-U.(1)	3 597(2)
	9,875	2000-11-10		192
	9,875	2000-11-10		515
	10,000	1998-06-12		2 000
	10,000	1998-06-12		3 000
	10,000	2000-10-16		3 800
	10,250	1995-11-19		7 955
	10,250	2001-05-04		3 024

OBLIGATIONS (détenues dans les fonds) (suite)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	10,250	1995-11-19		5 438
	10,250	1998-04-01		6 498
	10,250	2001-05-04		1 513
	10,250	1995-11-19		85
	10,375	1999-09-04		483
	10,500	1995-06-26		3 669
	10,500	2000-09-09		13 130
	10,600	1994-05-01		4 159
	10,700	1999-05-01		7 551
	10,700	1999-05-01		881
	10,750	1999-09-04		5 225
	10,750	1999-09-04		6 622
	10,750	1999-09-04		597
	12,000	1993-04-07		10 544
	12,250	1994-02-27		3 830
	12,500	1994-11-29		47
	13,250	2002-12-22		53
	13,250	1994-12-22		48
	13,250	1994-12-22		95
	13,750	1995-12-22		2 901
	13,750	1995-12-22		1 210
	15,250	1989-12-15	11 É.-U.(1)	14(2)
	16,500	1989-04-15		5
	16,500	1996-06-18		626
	17,250	1996-10-20		45
				<u>288 296</u>
Hydro-Québec		2009-02-01	100 É.-U.(1)	<u>130(2)</u>

(1) En dollars des États-Unis

(2) Converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au 31 mars 1987.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(En milliers de dollars)

Provenance des fonds

Du fonds consolidé du revenu et revenu de placements		91 928
Plus:		
Diminution des comptes à recevoir		4
Diminution du solde de banque		1 529
Augmentation des comptes à payer		260
		<u>93 721</u>
Valeurs échues ou vendues		<u>3 132 213</u>
		<u><u>3 225 934</u></u>

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets	3 221 230	
Plus:		
Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques	<u>3 898</u>	3 225 128
Plus:		
Augmentation des intérêts courus		<u>806</u>
		<u><u>3 225 934</u></u>

(ⁿ) Détail par fonds

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenus de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1986-06-15	1964	5,500	40		40
1986-12-01	1966	6,750	229		229
1987-04-01	1967	6,250	61	21	82
1987-12-15	1962	5,250	58	300	358
1988-01-15	1968	7,500	65	373	438
1988-10-15	1963	6,000	225	456	681
1989-01-15	1965	5,500	200	392	592
1989-12-01	1967	7,500	1	43	44
1990-04-01	1965	5,500	7	384	391
1990-10-15	1965	5,750	85	388	473
1991-06-01	1966	6,000	70	313	383
1991-06-01	1970	9,250	13	11	24
1991-08-01	1970	9,250	1	4	5
1991-08-01	1967	6,750	31	346	377
1991-10-01	1966	6,500	78	360	438
1992-04-01	1967	6,250	6	398	404
1992-06-01	1967	6,500	44	236	280
1992-08-01	1970	9,750	698	191	889
1992-08-01	1974	9,750	18	195	213
1992-08-01	1976	9,750	2 393	745	3 138
1992-10-01	1971	8,375	3 509	477	3 986
1993-04-07	1983	12,000	481	3 395	3 876
1993-08-01	1972	8,375	39	437	476
1993-09-15	1968	7,500	18	280	298
1994-02-08	1971	8,000	7	379	386
1994-02-08	1973	8,000	194	427	621
1994-10-01	1968	7,500	2 744	292	3 036
1994-10-01	1968	7,000	54	249	303
1995-01-01	1973	8,000	13	441	454
1995-09-05	1973	8,750	31	461	492
1995-10-01	1970	9,500	72	332	404
1995-11-19	1976	10,250	58	953	1 011
1995-11-19	1974	10,250	127	584	711
1995-11-19	1975	10,250	468	740	1 208
1995-12-02	1970	9,500	10	216	226
1995-12-02	1975	9,500	592	385	977
1996-03-15	1972	8,000	4	424	428
1996-12-15	1971	7,750	15 355	246	15 601
1998-12-15	1973	8,500	83	445	528
1999-03-01	1974	8,625	4	424	428
1999-09-04	1974	10,375	2	21	23
1999-09-04	1974	10,750	293	334	627
1999-09-04	1974	10,750	565	350	915
1999-09-04	1975	10,750	47	677	724
1999-09-04	1976	10,750	55	789	844
2000-09-09	1975	9,500	0	13	13
2000-09-09	1975	10,500	39	537	576
2000-11-10	1975	9,875	1	7	8
2000-11-10	1976	9,875	1	4	5
2001-03-01	1976	9,375	1	14	15

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenus de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada (suite)					
2001-05-04	1976	10,250	238	913	1 151
2001-05-04	1976	10,250	433	1 148	1 581
2003-04-07	1983	13,000	144	1 017	1 161
2003-04-07	1984	13,000	246	1 788	2 034
2003-04-07	1984	13,000	205	1 434	1 639
2003-04-07	1984	13,000	312	1 000	1 312
2004-11-29	1984	12,750	389	1 900	2 289
2004-11-29	1984	12,750	308	1 500	1 808
2004-11-29	1985	12,750	410	2 000	2 410
			<u>31 875</u>	<u>32 189</u>	<u>64 064</u>
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,000	5	578	583
1993-11-15	1973	8,250	437	5	442
1995-07-15	1975	9,375	12	14	26
1995-07-15	1975	9,375	255	193	448
1997-03-01	1967	5,875	5	476	481
1997-06-01	1971	9,000		814	814
1999-05-01	1969	7,875		429	429
2000-05-15	1975	9,875		1 171	1 171
2001-06-15	1976	9,500	31	1 189	1 220
2003-04-01	1973	7,900	488	1 486	1 974
2004-04-15	1974	9,200	572	1 781	2 353
2013-10-01	1983	13,000	951	2 775	3 726
2014-09-15	1984	13,250	935	4 161	5 096
2015-06-15	1985	11,000	611	5 554	6 165
			<u>4 302</u>	<u>20 626</u>	<u>24 928</u>
			<u>36 177</u>	<u>52 815</u>	<u>88 992</u>

**Répartition des valeurs détenues par fiduciaire
dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1987**

	En monnaie étrangère	Équivalent canadien
Fiducie du Québec		266 911
Bank of Montreal, New-York	16 429 \$ É.-U.	21 441
Bank of Montreal, Londres	57 \$ É.-U.	74
Banque Nationale du Canada		<u>35 100</u>
		<u>323 526^(*)</u>

(*) Excluant un billet au montant de 133 674 \$ de la cité de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

AUTRES EMPRUNTS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Emprunts	1 637 538
Moins:	
Fonds d'amortissement	<u>23 691</u>
	<u>1 613 847</u>

Continuité

Solde au début	2 216 620(1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	721 819
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1987 des emprunts en monnaie étrangère.	<u>19 556</u>
	2 957 995
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-7)	<u>1 320 457</u>
Solde à la fin	<u>1 637 538(1)</u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		116 874
Institutions universitaires (assumées)		40 070
Emprunts à fort taux d'escompte		39 465
Office des autoroutes du Québec		<u>28 750</u>
		<u>225 159</u>
En monnaie des États-Unis	<u>\$ É.-U.</u>	
Euro-dollars	<u>537 023</u>	<u>713 422(2)</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	<u>D.M.</u>	
	<u>150 000</u>	<u>108 675(2)</u>
En monnaie du Royaume-Uni	<u>L.S.</u>	
	<u>25 000</u>	<u>52 442(2)</u>
En monnaie du Japon	<u>Yens</u>	
	<u>60 000 000</u>	<u>537 840(2)</u>
		<u>1 637 538</u>

(1) Y compris, en emprunts assumés 40 644 921 \$ au début et 40 070 013 \$ à la fin.

(2) Convertis en équivalent canadien au cours en vigueur au 31 mars 1987 et considérant les contrats d'échange de devises.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total	Fonds d'amor- tissement	Solde
En monnaie du Canada							
Gouvernement du Canada							
Zones spéciales							
Projets terminés							
1987—2009-04-01	1972—1979	(divers taux)	(a)		116 874		116 874
Institutions universitaires (assumées)							
Société centrale d'hypothèque et de logement							
1987—2017-03-01	1960	5,125—5,75		37 270			
Université Concordia							
1990—1994-03-01	1964	8,000		2 800	40 070		40 070
Emprunts escomptés							
1988—1992-06-14	1982	8,500 (A)	(b)		39 465		39 465
Office des autoroutes du Québec							
1987—1989-07-15	1982	5,750			28 750	23 691 (c)	5 059
					225 159	23 691	201 468
En monnaie des États-Unis							
Aux États-Unis							
1988-08-03	1983	12,200	2 000	2 610			
1988-08-18	1983	12,625	2 000	2 610			
1988-09-15	1983	12,375	1 000	1 305			
			5 000	6 525	6 525		6 525 (l)
En Europe							
1989—1994-06-15	1979	9,750 (A)(d)	70 000	91 357			
1989—1994-08-09	1979	9,850 (A)(e)	75 000	97 883			
1991—1995-12-04	1983	(f)	50 523	63 627			
—1997-05-31	1985	11,000 (A)(g)	36 500	62 500			
1989—2001-10-15	1986	5,750 (h)	300 000	391 530			
			532 023	706 897	706 897		706 897 (l)
			537 023	713 422	713 422		713 422

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total	Fonds d'amortissement	Solde
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			D.M.				
1992-02-17	1982	10,650 (A)	150 000		108 675		108 675 (l)
En monnaie du Royaume-Uni			L.S.				
1992-07-09	1982	15,000	25 000		52 442		52 442 (l)
En monnaie du Japon			Yens				
1989—1994-07-27	1984	8,100 (i)	10 000 000	89 640			
1990—1995-02-28	1985	7,600 (i)	15 000 000	134 460			
1992—1996-06-24	1986	6,500 (j)	15 000 000	134 460			
1997—2009-10-31	1986	6,400 (k)	20 000 000	179 280			
			60 000 000	537 840	537 840		537 840 (l)
					1 637 538	23 691	1 613 847

(A) Intérêts payables annuellement.

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt de 50 000 000 \$ à 8,5 %, vendu le 14 juin 1982 à 66,809 pour 33 404 500 \$ donnant un rendement de 16,2888 %. L'escompte est ajouté à la date d'anniversaire de l'emprunt jusqu'à l'échéance.

(c) Voir continuité page 4-49.

(d) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 300 000 \$ É.-U. à tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7 000 000 \$ le 15 juin 1994.

(e) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 750 000 \$ É.-U. tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7 500 000 \$ le 9 août 1994.

(f) Convention de crédit de 1 000 000 000 \$ Can. autorisé par le Gouvernement auprès de diverses banques qui s'est substituée à une convention de crédit déjà existante pour 500 000 000 \$ en monnaie du Canada et 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Cette convention de crédit a été utilisée pour 70 000 000 \$ Can. dont 50 523 000 \$ É.-U. le 1er décembre 1986 échéant en 5 versements annuels égaux de 1991 à 1995 au taux du LIBOR plus 0,25 % pour les 4 premières années et 0,375 % pour l'année suivante. Un contrat d'échange de monnaie prévoit les paiements d'intérêts et les remboursements en dollars canadiens. Ce contrat d'échange concerne 47 743 902 \$ É.-U. pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 60 000 000 \$ échéant le 2 juin 1993.

(g) Un contrat d'échange de monnaie en date du 31 mai 1985 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 62 500 000 \$.

(h) Billet au porteur dont le taux d'intérêt varie à chaque date de paiement d'intérêt. Le taux utilisé est le taux LIBID 6 mois. Cette émission est rachetable au pair par le gouvernement à compter du 15 octobre 1989 jusqu'à l'échéance à toute date de paiement d'intérêt.

(i) Échéant à raison de 11 versements semestriels dont les dix premiers seront de 9,0 % du capital émis et le solde lors du 11ième versement. Le premier versement s'effectuera à la date du cinquième anniversaire de l'emprunt.

(j) Échéant à raison de 9 versements semestriels dont les huit premiers seront de 11 % du capital émis et le solde lors du 9ième versement. Le premier versement s'effectuera à la date du sixième anniversaire de l'emprunt.

(k) Échéant à raison de 26 versements semestriels dont les vingt-cinq premiers seront de 3,85 % du capital émis en cours et le solde lors du 26ième versement. Le premier versement s'effectuera le 30 avril 1997 et le Gouvernement pourra, à compter de cette date, sur préavis d'au moins 30 jours, rembourser l'emprunt par anticipation en totalité ou en partie (multiple de 2 milliards de Yens) à des pourcentages variant de 100,5 à 101,0 %.

(l) Selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1987.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
Au 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la Républi- que Fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En unités de compte euro- péennes (U.C.E.) (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En monnaie des Pays-Bas (1)	En unités monétai- res euro- péennes (E.C.U.) (1)	Total
1987-1988	2 406 077	54 488	129 305	53 784	73 420	1 808	10 404	2 735	41 182		2 773 203
1988-1989	951 585	50 595	12 934	71 712		1 808	10 404			75 340	1 174 378
1989-1990	919 988	388 401	12 431	189 588	68 439	3 614	10 404				1 592 865
1990-1991	684 655	264 488	18 113	212 445		9 036	17 341				1 206 078
1991-1992	811 581	206 405	410 378	99 500		10 843	89 312				1 628 019
1987-1992	5 773 886	964 377	583 161	627 029	141 859	27 109	137 865	2 735	41 182	75 340	8 374 543
1992-1997	7 005 265	1 134 409	144 900	706 814	52 442	32 529	186 430				9 262 789
1997-2002	2 122 472	1 000 186	217 350	248 305			124 866	174 080			3 887 259
2002-2007	1 779 120	314 181		69 025			201 164				2 363 490
2007-2012	568 481	48 940		41 230							658 651
2012 ET PLUS	6 931	947 869			104 885						1 059 685
TOTAL	17 256 155	4 409 962	945 411	1 692 403	299 186	59 638	650 325	176 815	41 182	75 340	25 606 417

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 555,01 \$ (millions de dollars) en 1987-1988, pour les bons du trésor et il est établi, en tenant compte pour les obligations négociables, des dates d'options de rachat au gré des détenteurs et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande, dont 420,9M \$ (millions de dollars) en 1987-1988, 396,6M \$ en 1988-1989, 325,3M \$ en 1989-1990, 249,4M \$ en 1990-1991, et 212,0M \$ en 1991-1992.

De plus, il tient compte des dates les plus éloignées dans le cas des options d'échange.

Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année ou elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) En équivalent canadien selon les taux de conversion en monnaie étrangère du 31 mars 1987. Toutefois, les emprunts faisant l'objet de contrats d'échange de devises sont convertis aux taux de change établis selon les conditions du contrat.

PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

	1987	1986
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
4-54 Commission municipale du Québec	44 156	47 087
4-54 Hydro-Québec	21 859 051 ^{(1),(2)}	21 388 318
4-60 Madelipêche Inc.	10 263	8 356
4-60 Office du crédit agricole du Québec		14 000
4-61 Régie de l'assurance-dépôts du Québec		14 500
4-61 Régie de l'assurance-maladie du Québec	16 772	17 083
4-62 Régie des installations olympiques	638 479 ⁽¹⁾	663 028
4-63 Sidbec	302 759 ⁽¹⁾	275 724
4-64 Société de développement de la Baie James	6 301	7 739
4-64 Société de développement industriel du Québec	74 736	63 250
4-65 Société du Grand Théâtre de Québec	3 950	3 950
4-65 Société du Palais des congrès de Montréal	86 500 ⁽¹⁾	86 500
4-66 Société du parc industriel du centre du Québec	35 000 ⁽¹⁾	
4-66 Société générale de financement du Québec	182 714 ^{(4),(1)}	131 346
4-67 Société immobilière du Québec	253 600	
4-68 Société nationale de l'amiante	68 489	
4-68 Société québécoise d'assainissement des eaux	75 531	52 550
	<u>23 658 301</u>	<u>22 773 431</u>
MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
4-71 Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 057	1 057
4-71 Agriculteurs	1 437	4 068
4-71 Éditeurs et libraires	317	305
4-71 Étudiants	927 483 ⁽³⁾	769 079
4-72 Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention	483	589
4-72 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	398	629
4-73 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	6 661	7 147
4-74 Usines laitières régionales	1 000	1 260
	<u>938 836</u>	<u>784 134</u>
	<u>24 597 137</u>	<u>23 557 565</u>

⁽¹⁾ Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1987 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadiens(s):

En monnaie des États-Unis, dollar É.U.	= 1,3051
En monnaie du Japon, yen	= 0,008964
En monnaie des Pays-Bas, florin néerlandais	= 0,6418
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, deutsche mark	= 0,7245
En monnaie du Royaume-Uni, livre sterling	= 2,0977
En monnaie de la Suisse, franc suisse	= 0,8671
En unité monétaire européenne, E.C.U. (European Currency Unit)	= 1,5068
En unité de compte européenne, U.C.E.	= 1,8072

⁽²⁾ Y compris 130 510 \$ (139 730 \$ en 1986) pour les obligations d'Hydro-Québec détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir page 4-45).

⁽³⁾ Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

⁽⁴⁾ Emprunt effectué par la Société Québécoise d'Aluminium Inc., filiale de la Société générale de financement du Québec.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Solde au 31 mars	44 156 ^(*)	47 087

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 23 847

Anjou, 12; Blainville, 424; Boisbriand, 486; Boucherville, 448; Brossard, 14; Chambly, 44; Châteauguay, 79; Côte-St-Luc, 528; Dollard-des-Ormeaux, 35; Dorval, 232; Île-Perrot, 59; Lachenaie, 18; L'Assomption, 218; Laval, 401; Longueuil, 1 237; Mascouche, 109; McMasterville, 40; Mercier, 1; Montréal, 15 887; Mont-St-Hilaire, 40; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 55; Otterburn-Park, 40; Pierrefonds, 230; Pincourt, 118; Pointe-Claire, 313; Rosemère, 241; St-Basile-le-Grand, 149; St-Bruno-de-Montarville, 139; Ste-Catherine, 46; St-Constant, 2; St-Eustache, 68; St-Hubert, 146; St-Laurent, 367; Ste-Thérèse, 461; Terrasse-Vaudreuil, 110; Terrebonne, 322; Verdun, 541; Westmount, 187.

Québec métropolitain: 5 478

Ancienne-Lorette, 84; Beauport, 871; Charlesbourg, 1 129; Charny, 708; Lévis, 271; Québec, 1 007; Ste-Brigitte-de-Laval, 104; St-Félix-du-Cap-Rouge, 210; Ste-Foy, 197; St-Jean-de-Boischatel, 51; Sillery, 248; Val-Bélair, 598.

Diverses circonscriptions électorales: 14 831

Abitibi-Est, 90; Abitibi-Ouest, 99; Argenteuil, 92; Arthabaska, 180; Beauce-Nord, 484; Bellechasse, 1 071; Berthier, 26; Bonaventure, 706; Brome-Missisquoi, 239; Champlain, 289; Chapleau, 382; Charlevoix, 1 141; Chauveau, 188; Chicoutimi, 104; Drummond, 6; Dubuc, 302; Duplessis, 166; Gaspé, 578; Gatineau, 46; Hull, 336; Huntingdon, 70; Iberville, 42; Îles-de-la-Madeleine, 273; Johnson, 246; Joliette, 20; Jonquière, 25; Kamouraska-Témiscouata, 89; Labelle, 382; Lac-St-Jean, 60; Lavolette, 84; Lotbinière, 588; Maskinongé, 117; Matane, 118; Matapédia, 7; Mégantic-Compton, 20; Montmagny-L'Islet, 172; Nicolet, 5; Orford, 263; Papineau, 211; Pontiac, 64; Portneuf, 63; Prévost, 223; Richelieu, 390; Richmond, 163; Rimouski, 309; Rivière-du-Loup, 168; Roberval, 165; Rousseau, 180; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 215; Saguenay, 417; St-Jean, 344; St-Maurice, 587; Shefford, 314; Sherbrooke, 1 435; Trois-Rivières, 71; Vaudreuil-Soulanges, 124; Verchères, 282.

Hydro-Québec

Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1987		1986	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers) ^(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers) ^(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		8 440 988		7 379 725
En monnaie des États-Unis	7 289 609 \$ É.-U.	9 513 669	7 471 281 \$ É.-U.	10 439 620
En monnaie de la Suisse	1 126 000 F.S.	976 355	1 130 165 F.S.	809 198
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 482 550 D.M.	1 074 107	1 504 550 D.M.	896 561
En monnaie du Royaume-Uni	150 000 L.S.	314 655	150 000 L.S.	308 520
En monnaie du Japon	42 000 000 Yens	376 488	42 000 000 Yens	330 666
En unités monétaires européennes	90 000 E.C.U.	135 612	90 000 E.C.U.	117 818
En monnaie des Pays-Bas	150 000 Florins	96 270	150 000 Florins	79 425
Autres emprunts		20 928 144 1 083 769		20 361 533 1 095 353
Total avant fonds d'amortissement		22 011 913		21 456 886
Moins: Fonds d'amortissement		152 862		68 568
Total		21 859 051		21 388 318

(*) Les montants pour monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant l'amortissement des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5½	AN-2	983
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5½	AQ	33 404
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	26 612
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	28 390
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	25 267
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6½	AZ	22 793
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 425
			7	BC-2	10 520
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	22 081
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7¾	BH	199
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8½	BK	21 915
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9½	BM	5 126
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9½	BO	22 675
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7¾	BT	36 716
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8¾	BU	41 631
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8¼	BY	40 211
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8¼	BZ	50 925
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8¾	CA	46 040
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8¼	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8¼	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8¾	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8½	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9¾	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9¾	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9¾	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10¼	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10¾	CY	19 456
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10¼	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10¼	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10¼	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27			10¾	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10¾	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV-1	154 711
1992-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	198 715
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11¾	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13¼	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	25 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13¼	ED	85 000
1991-09-24	1981-03-24	705-81	13½	EF-1	52 118
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15¾	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17½	EL-1	127 762
1991-11-24	1981-11-24	3019-81	17½	EN-1	129 778
1987-12-09	1981-12-09	3290-81	15	EP	75 000
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
1987-09-15	1982-09-15	2006-82	15¼	EZ-1	154 000
2002-09-15			15¾	EZ-2	46 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1987-10-13	1982-10-13	2264-82	15	FB	100 000
1992-11-15	1982-11-15	2435-82	14	FC	60 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9½	FE	43 181
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF-1	98 000
2003-02-10			13	FF-2	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FFA	50 000
1993-09-29	1983-09-29	1855-83	12¾	FJ	79 772
2005-09-30			13¼	EA-1	125 000
1988-09-30	1983-09-30	1844-83	11¾	FI-1	103 000
1993-09-30			12½	FI-2	67 000
1988-03-15	1983-12-15	2512-83	11,15	FK	50 000
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12½	FIA	50 000
1989-03-16	1984-03-16	529-84	Flottant	FN	125 000
		654-84		EA-2	50 000
2005-09-30	1984-03-30	655-84	13¼	EA-3	50 000
		939-84		EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000
1991-07-05	1984-07-05	1266-84	14	FP	75 000
1989-08-16	1984-08-16	1701-84	13⅞	FQ-1	80 000
1994-08-16			14¼	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
1991-01-03	1985-01-03	2731-84	12⅞	FS	50 000
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	89 196
1990-02-06	1985-02-06	126-85	11	FT-1	117 000
2006-02-06			12¼	FT-2	153 000
1995-05-01	1985-05-01	700-85	12¼	FX	100 000
1990-02-06	1985-07-10	1374-85	11	FT	55 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	50 940
1995-08-15		1579-85	11	GA	100 000
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10¾	GC	170 000
2008-09-25			11¼		100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9½	GG	150 000
1990-03-13	1986-07-22	1069-86	9	GK	100 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9¼	GI	150 000
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9½	GM	65 000
		1723-86			265 000
1996-12-02	1986-12-02	1890-86	9¼	GO	100 000
		88-87 ^(*)			100 000
		246-87 ^(**)			100 000
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9½	GN	35 000
2007-02-18			9¾	GO	60 000
1992-02-25	1987-03-02	245-87	8¼	GR	250 000
					<hr/> 8 440 988

(*) Réalisé le 2 février 1987.

(**) Réalisé le 23 février 1987.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale (en milliers) ^(*)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.-U.	
1988-02-15	1963-02-15	205-63 334-63	5	AG	107 467	140 255
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4½	AO	50 000	65 255
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4¾	AP	30 900	40 328
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5¾	AV	38 939	50 819
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6¼	AX	24 141	31 506
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6¼	AY	37 726	49 236
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6¼	BA	33 198	43 327
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6½	BB	32 472	42 379
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6¾	BD	42 563	55 549
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7¼	BG	33 724	44 013
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8¾	BI	36 430	47 545
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8¾	BR	56 541	73 792
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8½	BV	57 314	74 801
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7¾	BX	78 126	101 962
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7½	CC	96 803	126 338
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8½	CF	79 913	104 294
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8¼	CI	100 596	131 288
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	22 701	29 627
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10¼	CQ	175 333	228 827
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9¾	CT	173 678	226 667
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	218 033	284 555
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10¼	CX	553 374	722 208
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	221 043	288 483
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8¾	DC	27 800	36 282
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	80 997	105 709
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9¼	DF	162 903	212 605
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	94 106	122 818
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	194 817	254 256
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	61 897	80 782
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10½	DQ	195 295	254 880
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11¼	DS	197 986	258 391
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10¾	DY	250 000	326 275
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12½	EC-1	200 000	261 020
2010-10-15			13¼	EC-2	138 404	180 631
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16¼	EI	200 000	261 020
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17¾	EK	250 000	326 275
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17¼	EM	150 000	195 765
1987-11-01	1981-11-01	3011-81	16¾	EO	200 000	261 020
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16¾	EQ	200 000	261 020
1988-02-15	1982-02-15	165-82	16¼	ES	100 000	130 510
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14¾	EY	150 000	195 765
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11½	FD	85 825	112 010
1989-02-15	1983-02-15	200-83	11¾	FG-1	175 000	228 393
2013-02-15	1983-02-15	201-83 1843-83	13¾	FG-2	97 500	127 247
1993-12-15	1983-12-15	2576-83 2580-83 1843-83	12¾	FL-1	100 000	130 510
2013-12-15	1983-12-15	2576-83 2580-83 1843-83	13¼	FL-2	147 800	192 894
2012-02-01	1985-02-01	2580-83 158-85	11¾	FU	200 000	261 020
2005-05-01	1985-05-01	410-85	Flottant	FV	200 000	261 020
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	261 020
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB	106 264	138 685
2026-03-01	1986-03-01	251-86 252-86	8¾	GF	250 000	326 275
2026-04-15	1986-04-15	251-86 498-86	8¼	GH	250 000	326 275
1996-08-21	1986-08-21	1255-86 1889-86	8,175	GJ	72 000	93 967
2027-01-15	1987-01-15	73-87 90-87	8¼	GQ	250 000	326 275
					<u>7 289 609</u>	<u>9 513 669</u>

(*) En monnaie étrangère.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale (en milliers) ^(*)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	80 000	69 368
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3¾	91 000	78 906
1991-08-17	1981-08-17	2115-81	7	100 000	86 710
1992-02-18	1982-02-18	220-82	6¾	100 000	86 710
1992-08-11	1982-08-11	1736-82	6⅝	100 000	86 710
1993-05-04	1983-05-04	753-83	5½	100 000	86 710
1990-10-13	1983-10-13	2028-83	6	100 000	86 710
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5⅝	150 000	130 065
1990-10-19	1984-10-19	2165-84	5½	150 000	130 065
1987-12-19	1985-12-19	2184-85	5	80 000	69 368
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4¾	75 000	65 033
				<u>1 126 000</u>	<u>976 355</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10¼	150 000	108 675
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10½	150 000	108 675
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10¼	300 000	217 350
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	144 900
1989-05-01	1984-05-01	908-84	7½	100 000	72 450
1994-05-01	1984-05-01	908-84	7¾	98 550	71 399
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7⅙	199 000	144 175
1988-04-01	1986-04-01	262-86	5,65	10 000	7 245
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5½	125 000	90 563
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	150 000	108 675
				<u>1 482 550</u>	<u>1 074 107</u>
En monnaie du Japon				Yens	
1994-07-31	1984-07-31	1699-84	8,1	12 000 000	107 568
1995-03-20	1985-03-20	125-85	7,6	20 000 000	179 280
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6⅝	10 000 000	89 640
				<u>42 000 000</u>	<u>376 488</u>
En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	83 908
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12¾	50 000	104 885
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	125 862
				<u>150 000</u>	<u>314 655</u>
En unités monétaires européennes				E.C.U.	
1988-09-16	1981-09-16	2448-81	14¼	40 000	60 272
1989-06-01	1982-06-01	1168-82	13½	50 000	75 340
				<u>90 000</u>	<u>135 612</u>
En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11⅙	150 000	96 270

(*) En monnaie étrangère.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)
(en milliers de dollars)

	Montant
En monnaie du Canada et des États-Unis	
Autres emprunts	
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:	
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83 et 1841-83 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1.75 %, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le « prime rate » de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas trois ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$. Au 31 mars 1987, ces emprunts totalisent 261 996 000 \$ CAN et 50 000 000 \$ E.-U.	327 251
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.	14 234
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêts à des taux variant de 7 15/16 % à 10 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 7 avril 1984.	145 462
d) En vertu du décret 3461-81 autorisant l'émission de billets à ordre ne dépassant pas 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets viennent à échéance au plus tôt 270 jours et au plus tard 5 ans après leur date d'émission. Ils portent intérêts à compter de leur date respective d'émission à un taux qui n'est pas supérieur au taux majoré de 2,25 % des bons du trésor émis par le gouvernement des États-Unis et ayant la même échéance. Au 31 mars 1987, ces emprunts totalisent 57 300 000 \$ E.-U.	74 782
e) En vertu des décrets 1700-84 et 274-87 autorisant un crédit rotatif auprès de la Banque de Montréal et de la Banque Royale du Canada avec possibilité d'emprunts au moyen de billets ou de lettres de change ne dépassant pas 750 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Aucun emprunt n'est utilisé au 31 mars 1987.	
f) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement # 415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 \$ en monnaie légale des États-Unis d'Amérique. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série « G », l'intérêt payable semestriellement, à compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale. Au 31 mars 1987, le solde dû est de	522 040
Total autres emprunts	1 083 769
Total avant fonds d'amortissement	22 011 913
Moins: Fonds d'amortissement	152 862 ⁽¹⁾
Total des obligations négociables	21 859 051

⁽¹⁾ Comprenant 125 971 000 \$ en monnaie du Canada, 22 905 810 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 17 551 000 \$ en monnaie des États-Unis, et 3 984 750 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 5 500 000 \$ en monnaie de la République fédérale d'Allemagne.

Madelipêche Inc.

L.Q., 1983, c. 6

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à la Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc. (L.Q., 1983, c. 6), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Compagnie.		
En vertu des décrets 114-85 et 976-86, la Compagnie peut contracter un emprunt sous forme de crédit rotatif jusqu'à concurrence de 11 500 000 \$. La garantie du Gouvernement se terminera le 30 juin 1987 et toute réclamation du prêteur en vertu de ladite garantie devra avoir été produite au garant au plus tard le 30 septembre 1987.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	8 340	6 513
En vertu du décret 1896-85, la Compagnie peut contracter un emprunt à terme jusqu'à concurrence de 1 900 000 \$. La garantie du Gouvernement se terminera le 5 juin 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	1 615	1 843
En vertu du décret 2359-85, la Compagnie peut contracter un emprunt à terme jusqu'à concurrence de 817 000 \$. La garantie du Gouvernement se terminera le 12 décembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	308	
	10 263	8 356

Office du crédit agricole du Québec

L.R.Q., c. C-75 et L.R.Q., c. C-78

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Financement agricole		
Conformément à la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), l'Office a les pouvoirs de contracter des emprunts par obligations avec l'autorisation préalable du Gouvernement. Ces emprunts peuvent être garantis par le Gouvernement.		
En vertu du décret 313-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « A » d'une valeur nominale globale de 3 850 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1 %, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêts) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		3 850
Financement forestier		
Conformément à la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78), l'Office peut, avec l'autorisation préalable du Gouvernement, contracter des emprunts par obligations. Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office.		
En vertu du décret 350-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « B », d'une valeur nominale globale de 10 150 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1 %, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêts) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		10 150
		14 000

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

L.R.Q., c. A-26

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.		
En vertu des décrets 1323-82 et 2415-82, le ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement, en capital et intérêts, des emprunts contractés ou à être contractés par la Régie, vu l'insuffisance de ses ressources, pour consentir des avances temporaires d'argent à la Fédération des sociétés des caisses d'entraide économique, à la Fédération des sociétés d'entraide économique, à leurs caisses et sociétés affiliées de même qu'à toute institution qui est inscrite à la Régie, pour faire face à ses obligations à l'égard des personnes qui ont fait, auprès des caisses d'entraide économique, des sociétés d'entraide économique et de toute institution inscrite, des dépôts d'argent garantis par la Régie au sens de la Loi, pour rembourser des emprunts contractés par elle afin de venir en aide de quelque façon que ce soit à ces fédérations caisses, sociétés et institutions ou, généralement, pour toutes fins relatives aux problèmes encourus par ces fédérations, caisses, sociétés et institutions.		
Le montant total, en capital en cours desdits emprunts à un moment donné, ne devra pas excéder 200 000 000 \$ en monnaie du Canada.		
Le taux d'intérêt sur ces emprunts ne devra pas être supérieur au taux préférentiel de la banque à charte canadienne choisie, en vigueur de temps à autre ou, si le prêteur n'est pas une banque à charte canadienne à un taux correspondant à la moyenne arithmétique des taux préférentiels de trois des cinq principales banques à charte canadiennes en vigueur de temps à autre pour des prêts consentis en dollars canadiens.		
Le terme de ces emprunts ne doit pas excéder un an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		14 500

Régie de l'assurance-maladie du Québec

L.R.Q., c. R-5

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté, en vertu des décrets 2784-79 et 1467-83, un emprunt hypothécaire garanti par le Gouvernement au taux de 12¼ %, remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 20 ans. Le solde du capital est sujet à rappel à compter du 1er août 1988.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	16 772	17 083

Régie des installations olympiques

L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	Décret ou A.C.	1987	1986
Emprunts sur obligations			
Emprunt de la Compagnie Trust National — 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8 % au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 10 juillet 1987 et échéant le 10 juillet 1990.	820-85	50 000	50 000
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal et du Trust Général du Canada - 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8 % au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 12 février 1987 et échéant le 1er décembre 1991.	1580-85	50 000	50 000
Emprunt de la Banque de Nouvelle-Écosse 100 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 9,60 %, non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.	1671-86	100 000	
Emprunts sur billets			
Billets en devises des États-Unis au montant de 360 000 000 \$, intérêt au taux annuel de 3/8 % au-dessus du taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres jusqu'au 15 juillet 1987 et 1/2 % par la suite, payable trimestriellement, semestriellement ou annuellement selon l'option exercée par la Régie, remboursables en 13 versements semestriels à partir du 16 juillet 1986 échéant le 16 juillet 1992.	1627-82		97 811
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — 60 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de 5/8 % au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 3 juin 1986 et échéant le 3 juin 1990.	977-85	60 000	60 000
Billets en devises des États-Unis au montant de 250 000 000 \$, intérêt au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursable par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.	2243-85	326 275	349 325
Billets en devises des États-Unis au montant de 40 000 000 \$, intérêt au taux de 7,9866 % et échéant le 21 février 1994.	105-86	52 204	55 892
		<u>638 479</u>	<u>663 028</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1987	1986
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9¼	A	8 000	8 250
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8¾	B	8 250	8 450
1991-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	8 250	8 450
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10¾	D	15 000	20 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10¼	E	28 000	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10¾	F	29 000	30 000
					<u>96 500</u>	<u>105 150</u>

En vertu du décret 1108-83 modifié par le décret 317-86 le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars, le solde dû en capital sur l'emprunt à terme est de

140 000 140 000

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de 18 500 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

25 280 25 076

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de francs suisses dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1er novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597 % et viennent à échéance au 1er novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis d'Amérique est rattaché à cet emprunt.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 68 783 000 \$ É.-U.

89 769 94 621

En vertu du décret 1259-85, le gouvernement du Québec a approuvé la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur nominale globale de 134 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 28 juin 1985 et viennent à échéance le 15 mai 1988.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 118 985 000 \$ É.-U.

155 287 151 437

270 336 271 134

506 836 516 284

Moins: Montant inscrit au passif — « Provision pour perte sur placements en actions ».

204 077 240 560

302 759 275 724

Société de développement de la Baie James

L.R.Q., c. D-8

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	11 300	16 400
Moins: Montant inscrit au passif — « Provision pour perte sur placements en actions ».	4 999	8 661
	<u>6 301</u>	<u>7 739</u>

Société de développement industriel du Québec

L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2610-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « C » d'une valeur nominale globale de 16 800 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 3 décembre 1984, portant intérêts au taux de 12½ % payable semestriellement et échéant le 3 décembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	16 800	16 800
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « D » d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, à zéro coupon, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 436	11 450
En vertu du décret 264-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « E » d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1986 et portant intérêts à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins ⅞ % payable semestriellement et échéant le 24 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 000 de yens auprès de « The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd. » et de « Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd. » au taux de 6 % l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	
	<u>74 736</u>	<u>63 250</u>

Société du Grand Théâtre de Québec

L.R.Q., c. S-14.01

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 24 de la Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 297-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « 1 », d'une valeur nominale globale de 3 950 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 27 mars 1986, composées d'une tranche d'une valeur nominale de 1 825 000 \$, venant à échéance le 27 mars 1991 et portant intérêts au taux de 10,00 % l'an (les obligations 1991) et d'une tranche d'une valeur nominale de 2 125 000 \$, venant à échéance le 27 mars 1996 et portant intérêts au taux de 10,25 % l'an (les obligations 1996); les intérêts étant payables dans tous les cas, semestriellement les 27 mars et 27 septembre de chaque année et pour la première fois le 27 septembre 1986.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	3 950	3 950

Société du Palais des congrès de Montréal

L.R.Q., c. S-14.1

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique auprès de « The Industrial Bank of Japan Limited ». Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13 % l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2446-84, la Société a contracté un emprunt de 12 000 000 \$ par l'émission et la vente d'obligations série « B » de la Société d'une égale valeur nominale globale de 12 000 000 \$. Les obligations datées du 16 novembre 1984 portent intérêts au taux de 12,85 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt de 12 000 000 \$ par l'émission et la vente d'obligations série « C » de la Société d'une égale valeur nominale globale de 12 000 000 \$. Les obligations datées du 16 novembre 1984 portent intérêts au taux de 13,20 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
De plus, en vertu du décret 210-86, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$ par l'émission et la vente d'obligations série « D » de la Société d'une égale valeur nominale globale de 30 000 000 \$. Les obligations datées du 14 mars 1986 portent intérêts à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8 %, à compter du 14 mars 1986, lesquels intérêts sont payables les 14 mars et 14 septembre de chaque année. Ces obligations viendront à échéance le 14 mars 1991; elles seront remboursables par anticipation à compter du 15 mars 1988 au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
	86 500	86 500

Société du parc industriel du centre du Québec

L.R.Q., c. S-15

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt de 4 060 000 000 de yens auprès de « The Industrial Bank of Japan Limited », et de « Yasudo Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nissan Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited », au taux de 6,4 % l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie canadienne est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	

Société générale de financement du Québec

L.R.Q., c. S-17

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (SGF), le gouvernement du Québec peut garantir le paiement de sommes qui se rapportent à des engagements financiers contractés par la SGF, ou par une filiale dont elle détient 100 % des actions pour l'établissement et le financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour (le Projet).		
En vertu du décret 2126-84, la Société québécoise d'aluminium inc. filiale de la SGF, a conclu une convention de crédit jusqu'à concurrence de 215 000 000 \$ en monnaie légale des États-Unis d'Amérique. Cet emprunt bancaire est garanti par le gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de (140 000 000 \$ É.U.)	182 714	131 346

Société immobilière du Québec

L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
a) En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série « B » de la Société d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$. Les obligations datées du 12 juin 1986 échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50 % l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15 % jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipée de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	
b) En vertu du décret 1670-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série « C » de la Société pour une valeur nominale globale de 72 000 000 \$. Les obligations datées du 17 novembre 1986 viendront à échéance le 17 novembre 1991 et portent intérêts au taux de 9,15 % l'an. Ces obligations seront échangeables pour des obligations de série « 2 C » échéant en 2006 et portant intérêts au taux de 9,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	72 000	
c) En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt de 5 800 000 000 de yens auprès de « Sumito Life Insurance Company » et de « The Sumito Bank Limited », échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40 % l'an. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	
d) En vertu du décret 801-86, le Gouvernement garantit les emprunts de la Société.		
— par l'émission et la vente d'obligations de série « A » pour une valeur nominale de 40 800 000 \$ en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portant intérêts au taux de 10,3025 % payables annuellement.		
— par l'émission d'un billet de 7 440 000 000 de yens auprès de « Nippon Life Insurance Company » et de « The Sanwa Bank Limited » en date du 27 août 1985 au taux de 7,40 % l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 40 800 000 \$.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	81 600	
	<u>253 600</u>	

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « B » d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625 % rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1987.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	23 500	23 500
En vertu du décret 370-87, la Société a contracté un emprunt sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 20 mars 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 20 septembre 1987 au taux d'intérêt de la convention bancaire majoré de 0,25 % et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	169 955	
	193 455	23 500
Moins: Montant inscrit au passif « Provision pour perte sur placements en actions ».	124 966	23 500 ^(*)
	68 489	

(*) La provision pour perte sur placements en actions au 31 mars 1986 était de 113 550 \$ seulement. Un montant de 23 500 \$ a été déduit des emprunts garantis.

Société québécoise d'assainissement des eaux

L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 2136-83, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série « A » d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie du Canada, datés du 31 octobre 1983, au taux de 8,125 % l'an et venant à échéance le 31 octobre 1988.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 079	35 856
En vertu du décret 1265-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série « B » d'une valeur nominale globale de 25 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datés du 5 juin 1984, au taux de 13,15 % et venant à échéance le 5 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 263	31 993

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)

L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu des décrets 1420-84 et 1421-84, la Société a contracté le 27 juin 1984 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 6 688 500 000 yens au taux de 8,55 % et venant à échéance le 27 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	42 225	40 130
En vertu du décret 2611-84, la Société a contracté à escompte un emprunt sous forme de prêt de 29 999 290 \$ daté du 30 novembre 1984 au taux de 10,5559998 % et venant à échéance le 30 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	31 255	30 501
De plus, en vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique daté du 31 janvier 1985 au taux de 12 % et venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 492	30 147
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série « F » d'une valeur nominale globale de 60 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datés du 10 juin 1985, portant intérêts au taux de 8 % payables annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	71 954	70 361
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série « G » d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datées du 18 juin 1985, portant intérêts au taux de 8,254 % payables annuellement et venant à échéance le 18 décembre 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 479	34 777
En vertu du décret 1929-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série « H » d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$, datées du 1er octobre 1985, portant intérêts au taux de 10,625 % payables semestriellement et venant à échéance le 1er octobre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	49 500
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 de yens portant intérêts au taux de 7,2 % payables semestriellement et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	34 744	34 038
En vertu du décret 2677-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série « J » d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ datées du 23 décembre 1985, portant intérêts au taux de 9,75 % payables semestriellement et venant à échéance le 14 décembre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	49 607
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 de yens, portant intérêts à compter du 14 avril 1986 au taux de 7,2 % payables semestriellement et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 156	34 960

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)

L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu du décret 263-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série « M » d'une valeur nominale globale de 120 000 000 \$, datées du 25 mars 1986, portant intérêts au taux de 9,875 % payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	120 000	119 325
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt en monnaie des États-Unis d'Amérique, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 \$ E.-U., portant intérêts au taux de 10,5 % payables annuellement et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 064	34 831
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 de yens, portant intérêts au taux de 6,9 % payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 de yens, portant intérêts au taux de 6,6 % payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	
En vertu du décret 1725-86, la Société a contracté le 25 novembre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 3 450 000 000 de yens, portant intérêts au taux de 6,4 %, payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	
En vertu du décret 1724-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série « P » d'une valeur nominale globale de 20 000 000 \$ datées du 24 novembre 1986 portant intérêts au taux de 9,875 % à compter du 25 novembre 1986. Les intérêts seront payables semestriellement les 25 mars et 25 novembre de chaque année et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû est de	20 000	
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 de yens, portant intérêts au taux de 6 % payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	
	740 211	596 026
Moins: Montant inclus aux engagements financiers pour les municipalités et organismes municipaux dans le cadre du programme d'assainissement des eaux à la page (4-91).	664 680	543 476
	75 531	52 550

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

S.Q., 1966, c. 22

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1987	1986
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	<u>1 057</u>	<u>1 057</u>

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10 % du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1987, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$ et les remboursements à 573 648 197 \$.	<u>1 437</u>	<u>4 068</u>

Éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu du chapitre G-1 des Lois renfondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement, peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.		
Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.		
Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.		
Au 31 mars, ces garanties de prêts forment un montant total de	<u>317</u>	<u>305</u>

Étudiants

L.R.Q., c. P-21

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec est de	<u>927 483</u>	<u>769 079</u>

Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention

(en milliers de dollars)

	1987	1986
a) Tanguay		
Des emprunts de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	193	247
b) St-Jérôme		
Des emprunts de 415 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1984-1985 auprès de la Caisse populaire de St-Jérôme par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention de St-Jérôme du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du Ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	290	342
	483	589

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers

L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-78, L.R.Q., c. C-79

(en milliers de dollars)

	1987	1986
En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et intérêts résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières sont de	85	127
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	304	488
En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit, qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques, le remboursement des pertes de principal et intérêts résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 sont de	9	14
	398	629

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires

L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	1987	1986
Sociétés coopératives agricoles						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990 1991	1975-03-11 1976-01-05	2485-74 3951-75	10,50 11,00	110 40	130 50
Société coopérative agricole Chaudière- Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1986	1971-10-21	3200-71	8,50		16
					150	196
Corporations exerçant des activités similaires						
Les Abattoirs Charlemagne Ltée et Les Viandes Lépine (1983) Ltée	1987	1986-05-27	595-86	12,00		1 000
J.C. Martin Grossiste Inc. de Louvicourt, comté d'Abitibi	1987	1987-01-29	1685-86	10,75	40	40
Pêcheries Coop Rivière-au-Tonnerre, Sheldrake	1987	1986-05-27	594-86	8,75	789	1 045
Les Produits laitiers Labrie Inc.	1988	1985-09-11	1603-85	10,55	94	90
Primonor Inc.	1986	1985-07-03	1179-85	9,25	75	103
Provalcid Inc.	1988	1985-08-29	2509-84	10,25	270	130
Société des pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85	11,238	4 404	4 476
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1989	1986-02-20	88-86	10,25	71	67
Abattoir Dubé Inc.	1996	1986-04-27	2361-85	9,25	183	
Association coopérative des pêcheurs de Carleton	1986	1986-02-18	2411-85	9,75	271	
Pomexpan Inc.	1989	1986-11-06	1348-86	9,25	175	
Pomexper Inc.	1989	1986-11-06	1349-86	12,5-12-11,25	50	
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thedford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	9,25	89	
					6 511	6 951
					6 661	7 147

Usines laitières régionales

L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1987	1986
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	10,5	1 000	1 200
Agrodon, Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides, Thurso, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8,5		60
					1 000	1 260

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE**BUDGÉTAIRES****NON BUDGÉTAIRES**

	1987	1986
		(redressé)
	11 108 354	10 585 180
	36 350	85 100
	<u>11 144 704</u>	<u>10 670 280</u>

BUDGÉTAIRES**Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital⁽¹⁾**

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement ⁽²⁾	Autorisés par le Ministre ⁽³⁾	1987	1986
Commissions scolaires	4-78	51 636	2 228 607	2 280 243(7)	1 983 638
Collèges d'enseignement général et professionnel	4-82	218 212	667 787	885 999(7)	688 911
Universités	4-83	853 649	42 413	896 062(7)	772 706
Établissements de santé	4-84	349 984(4)	559 198	909 182(7)	837 364
Établissements de services sociaux	4-88	176 894(4)	232 398	409 292(7)	342 694
Municipalités et organismes municipaux	4-90	2 724 059		2 724 059	2 245 300
Sociétés d'État et divers organismes	4-93	79 309		79 309	73 162
		<u>4 453 743</u>	<u>3 730 403</u>	<u>8 184 146(5)</u>	<u>6 943 775</u>

Pour des dépenses en capital

Commissions scolaires	4-78		229 785	229 785	455 082
Collèges d'enseignement général et professionnel	4-82		18 789	18 789	125 662
Universités	4-83				48 350
Établissements de santé	4-84		200 273	200 273	134 730
Établissements de services sociaux	4-88		35 700	35 700	15 411
Municipalités et organismes municipaux	4-94	1 960 763		1 960 763	2 337 329
Société d'État et divers organismes et sociétés	4-97	86 918		86 918	129 457
		<u>2 047 681</u>	<u>484 547</u>	<u>2 532 228</u>	<u>3 246 021</u>

Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres:

Imputable à des crédits permanents	4-98			75 728	95 393
------------------------------------	------	--	--	--------	--------

Autres engagements(pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)

	316 252	299 991
	11 108 354	10 585 180

NON BUDGÉTAIRES**Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec:**

Imputable à des crédits permanents	4-99		36 350	85 100
			<u>11 144 704(6)</u>	<u>10 670 280</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 7 714 000 \$ (7 794 000 \$ en 1986) pour les établissements de santé et 185 614 000 \$ (187 231 000 \$ en 1986) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à même les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsqu'indiqué autrement.

(7) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 13 200 120 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 1 440 360 \$, d'universités 1 324 196 \$, d'établissements de santé 1 193 772 \$ et d'établissements de services sociaux 397 587 \$.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1987**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé	Établis- sements de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1987-1988	516 173(1)(*)	169 564(1)(*)	156 371(1)(*)	313 993(1)(*)	90 393(1)(*)	231 753(*)		1 478 247
1988-1989	287 815	52 749	58 762	80 733	15 826	144 878	3 408	644 171
1989-1990	267 054	93 492	71 841	74 491	50 167	255 342	23 598	835 985
1990-1991	193 885	91 573	73 893	82 771	42 231	534 158	11 801	1 030 312
1991-1992	209 465	185 805	80 004	86 783	11 015	204 779	6 103	783 954
1987-1992	1 474 392(1)(*)	593 183(1)(*)	440 871(1)(*)	638 771(1)(*)	209 632(1)(*)	1 370 910*	44 910	4 772 669
1992-1997	596 587	239 403	276 548	195 500	117 667	870 775	12 918	2 309 398
1997-2002	142 462	33 223	74 008	39 620	18 032	167 792	12 810	487 947
2002-2007	57 204	18 643	85 312	33 777	9 976	155 305	8 671	368 888
2007-2012	7 505	712	14 689	1 514	4 686	29 863		58 969
2012-2017	860	345	2 366		6 936	48 725		59 232
2017-2022	1 083	107	2 268		10 267	46 817		60 542
2022-2027	150	183			15 198	18 419		33 950
2027-2032		200			16 898	14 811		31 909
2032-2037						642		642
	<u>2 280 243(*)</u>	<u>885 999(*)</u>	<u>896 062(*)</u>	<u>909 182(*)</u>	<u>409 292(*)</u>	<u>2 724 059(*)</u>	<u>79 309</u>	<u>8 184 146</u>

(*) Incluant des emprunts temporaires de 275 722 000 \$ aux commissions scolaires, de 77 369 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 42 413 000 \$ aux universités, de 144 468 000 \$ aux établissements de santé, de 76 318 000 \$ aux établissements de services sociaux et de 136 867 379 \$ aux municipalités et aux organismes municipaux qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 13 200 120 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 1 440 360 \$, d'universités 1 324 196 \$, d'établissements de santé 1 193 772 \$ et d'établissements de services sociaux 397 587 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance, le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital:marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Blainville-Deux-Montagnes	1 500	29 361	30 861		30 861	26 449
Deux-Montagnes		10 850	10 850	2 346	13 196	9 056
St-Eustache		14 325	14 325	317	14 642	14 974
Ste-Thérèse		14 133	14 133	155	14 288	13 631
Chambly	1 737	51 591	53 328	901	54 229	52 006
Greenfield-Park		1 926	1 926	322	2 248	2 057
Jacques-Cartier	785	9 585	10 370		10 370	9 575
Mont-Fort		7 561	7 561	476	8 037	7 808
St-Exupéry		7 605	7 605	151	7 756	7 683
Taillon		12 552	12 552	22	12 574	12 721
Varenes		26 711	26 711	1	26 712	26 178
Châteauguay-Valley	270	6 141	6 411	234	6 645	7 238
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		668	668	390	1 058	640
Ormstown		1 393	1 393	39	1 432	1 404
Chaudière	931	17 843	18 774	892	19 666	19 535
Beauceville		1 596	1 596	18	1 614	1 460
des Cèdres		1 127	1 127	822	1 949	1 690
des Érables		7 067	7 067	1 248	8 315	5 799
Langevin		2 280	2 280	433	2 713	2 324
St-Joseph		2 836	2 836		2 836	2 437
Chauveau	1 683	15 074	16 757	77	16 834	16 554
Ancienne-Lorette		10 953	10 953	263	11 216	11 052
La Jeune-Lorette		14 404	14 404	16	14 420	14 285
Montcalm		2 093	2 093		2 093	1 991
District of Bedford	233	5 171	5 404	588	5 992	5 472
Eastern Québec		4 939	4 939	328	5 267	5 024
Greater Québec				1 615	1 615	1 406
Greater Seven Islands		1 112	1 112	379	1 491	1 536
Saguenay		15	15	789	804	373
St-Maurice		56	56	350	406	720
Gaspésie Prot.	560	2 020	2 580	21	2 601	2 474
Bonaventure (anc.Chaleur Bay)		518	518	181	699	176
Gaspé		165	165	40	205	121
Grand-Portage	1 475	27 204	28 679	1 035	29 714	29 707
des Basques		1 164	1 164		1 164	999
des Frontières		328	328	42	370	305
des Montagnes		1 374	1 374	78	1 452	1 530
Jean-Chapais		2 461	2 461		2 461	2 158
Rivière-du-Loup		9 073	9 073	332	9 405	8 849
Témiscouata		3 932	3 932	12	3 944	3 838
Lac-St-Jean		12 536	12 536		12 536	12 313
Alma		2 124	2 124	411	2 535	1 822
Belle-Rivière		1 629	1 629	476	2 105	1 997
Delisle		3 416	3 416		3 416	2 000
Lapointe	1 043	13 871	14 914	518	15 432	15 441
Arvida		2 436	2 436	82	2 518	2 235
Jonquière		4 914	4 914	426	5 340	5 133
les Deux-Rives		6 367	6 367	254	6 621	6 380
La Vérendrye	736	7 769	8 505	145	8 650	8 470
Malartic		1 792	1 792	4	1 796	1 776
Val-d'Or		2 318	2 318	473	2 791	2 699
Louis-Fréchette	2 521	18 000	20 521	66	20 587	19 900
Abénakis		3 894	3 894	96	3 990	3 621
Bellechasse		2 597	2 597	95	2 692	2 628
Élan		2 434	2 434	47	2 481	2 441
Nouvelle-Beauce		3 725	3 725		3 725	3 571
Pointe-Lévis		6 204	6 204		6 204	5 934

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Louis-Hémon	2 909	12 462	15 371		15 371	15 606
Dolbeau		3 047	3 047	73	3 120	2 821
La Vallière		2 448	2 448		2 448	2 496
Normandin		1 213	1 213	66	1 279	1 127
Roberval		3 415	3 415	280	3 695	3 509
Vallée-de-Mistassini		3 525	3 525		3 525	3 390
Mauricie	2 036	20 596	22 632	619	23 251	23 258
Grand-Mère		3 929	3 929	47	3 976	3 914
Haut-St-Maurice		1 927	1 927	58	1 985	1 961
Normandie		3 100	3 100	50	3 150	2 817
Shawinigan		1 263	1 263	465	1 728	1 706
Val-Mauricie		2 602	2 602		2 602	2 479
Meilleur	165	18 692	18 857	131	18 988	19 132
Granby		6 545	6 545		6 545	4 356
Provençal		4 205	4 205	31	4 236	4 250
Waterloo		477	477	4	481	360
Pascal-Taché	193	16 311	16 504	437	16 941	16 923
La Pocatière		2 212	2 212	171	2 383	1 900
L'Islet-Sud		266	266	572	838	822
Montmagny		5 137	5 137	414	5 551	5 112
Trois-Saumons		1 581	1 581	4	1 585	1 554
Péninsule	1 541	12 787	14 328	256	14 584	14 349
Anses		307	307	197	504	432
Forillon		1 054	1 054	103	1 157	1 071
Grande-Hermine		3 098	3 098	208	3 306	2 892
Rocher-Percé		3 207	3 207	12	3 219	3 110
Provencher	1 249	7 448	8 697		8 697	8 746
Lac-St-Pierre		1 729	1 729	4	1 733	1 670
Les Becquets		998	998	75	1 073	984
Port-Royal		4 019	4 019	11	4 030	3 993
St-François	342	13 850	14 192	179	14 371	13 454
Acton-Vale		1 299	1 299	184	1 483	505
Drummondville		7 295	7 295	1 416	8 711	8 259
South Shore Prot.	398	7 459	7 857	724	8 581	8 255
Richetieu-Valley		1 325	1 325		1 325	1 162
St-Lawrence Prot.		4 692	4 692	182	4 874	4 837
South Central		1 653	1 653	87	1 740	1 584
Tardivel	300	8 162	8 462		8 462	8 466
Grand-Bois		2 325	2 325	65	2 390	2 364
Mgr-Vachon		2 779	2 779		2 779	2 770
Portneuf		217	217	995	1 212	1 029
Vaudreuil-Soulanges	138	18 440	18 578	363	18 941	19 049
Ile-Perrot		5 422	5 422	10	5 432	5 239
Soulanges		1 486	1 486		1 486	1 293
Vaudreuil		2 453	2 453	99	2 552	2 188
Vieilles-Forges	782	18 778	19 560	300	19 860	19 932
Cap-de-la-Madeleine		7 799	7 799		7 799	7 536
Chavigny		8 966	8 966	606	9 572	10 231
des Chenaux		826	826	62	888	770
Grandpré		2 293	2 293	69	2 362	2 147
Trois-Rivières		1 258	1 258	1 652	2 910	2 586
Western Québec Prot.	137	5 962	6 099		6 099	5 883
Greater Hull		4 732	4 732	28	4 760	4 718
North Western Québec		149	149	71	220	98
Pontiac		1 046	1 046	58	1 104	792
Yamaska	918	19 462	20 380	584	20 964	21 047
Argile-Bleu		14 365	14 365	573	14 938	11 073
St-Hyacinthe		7 442	7 442	29	7 471	7 351
Val-Monts		3 100	3 100	198	3 298	2 505

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Intégrées						
Abitibi	323	10 280	10 603	243	10 846	10 616
Asbesterie		6 820	6 820	722	7 542	8 432
Aylmer	3 295	34 356	37 651	74	37 725	32 358
Baie-des-Chaleurs		3 451	3 451	337	3 788	3 843
Baie-des-Ha!Ha!		6 117	6 117	184	6 301	5 951
Barraute-Senneterre	481	5 283	5 764	260	6 024	6 134
Beauport		24 795	24 795		24 795	24 815
Bersimis	143	3 836	3 979	15	3 994	3 895
Berthier-Nord-Joli		16 515	16 515	488	17 003	15 343
Black-Lake-Disraeli	201	5 325	5 526	106	5 632	5 441
Brossard		15 905	15 905	5 266	21 171	20 749
Chapais-Chibougamau		4 997	4 997	26	5 023	4 333
Charlesbourg	465	6 233	6 698	247	6 945	5 992
Châteauguay	429	12 156	12 585	12	12 597	12 697
Chicoutimi	1 721	17 251	18 972	72	19 044	19 035
Chomedey-de-Laval	1 598	21 402	23 000	1 443	24 443	23 743
Chutes-de-la-Chaudière		28 126	28 126	301	28 427	28 728
Chutes-Montmorency		7 321	7 321	533	7 854	7 105
Coaticook		2 077	2 077	464	2 541	3 520
Commission des écoles catholiques de Québec		40 998	40 998	383	41 381	40 479
Côte-de-Beaupré		5 846	5 846		5 846	5 728
Crie		890	890	643	1 533	1 386
Davignon	299	5 576	5 875	153	6 028	5 572
Des Cascades-L'Achigan		12 139	12 139	7	12 146	11 836
Des Découvreurs		41 464	41 464	1 487	42 951	43 679
Des Draveurs		35 232	35 232	610	35 842	39 247
Des Îles	129	5 811	5 940	566	6 506	6 090
Des Îlets		27 294	27 294	2 848	30 142	29 960
Des Rivières		2 542	2 542	74	2 616	2 189
Du Gouffre	746	5 247	5 993	846	6 839	5 722
Eastern Township		9 316	9 316	333	9 649	9 319
Fermont		3 075	3 075		3 075	522
Harricana		33 158	33 158	154	33 312	32 917
Haute-Gatineau		5 321	5 321		5 321	5 030
Huntingdon		5 958	5 958	162	6 120	5 370
Iberville		5 703	5 703	16	5 719	5 242
Industrie	526	18 606	19 132	1 682	20 814	19 721
Jean-Rivard		3 889	3 889	397	4 286	4 199
Kativik		1 750	1 750	3 906	5 656	2 650
Lac-Mégantic	1 341	2 626	3 967	87	4 054	4 233
Lac-Témiscamingue		16 504	16 504		16 504	16 906
La Mitis	264	17 968	18 232	290	18 522	18 691
La Neigette	511	12 431	12 942	988	13 930	14 313
La Sapinière	178	1 564	1 742	132	1 874	1 773
La Tourelle	484	4 805	5 289	427	5 716	8 043
Laure-Conan	275	6 655	6 930	70	7 000	7 192
Laurentian	169	6 251	6 420	49	6 469	6 246
des Laurentides	317	10 423	10 740	42	10 782	9 877
Laurenval	446	25 714	26 160	47	26 207	26 710
Le Gardeur	383	30 765	31 148	519	31 667	24 527
Le Goéland	604	32 285	32 889	78	32 967	33 230
Les Écores	447	12 119	12 566	135	12 701	11 938
du Littoral		1 341	1 341	133	1 474	2 020
du Long-Sault		7 073	7 073		7 073	6 397
Lotbinière	554	8 133	8 687	1 296	9 983	9 481
Magog		6 517	6 517	591	7 108	7 327
Manicouagan	176	30 742	30 918		30 918	31 391
des Manoirs		38 040	38 040	421	38 461	37 906
Marieville		3 961	3 961	200	4 161	3 868
Matane	406	15 523	15 929	294	16 223	12 570
Miguasha	905	13 859	14 764	39	14 803	13 870
des Mille-Îles	399	26 803	27 202	461	27 663	27 388
Moissons		9 243	9 243	1 086	10 329	10 748
Morilac		10 570	10 570	369	10 939	11 342
Moyenne-Côte-Nord	983	3 095	4 078		4 078	3 805
Nouveau-Québec		6 362	6 362	29	6 391	5 972
Outaouais-Hull	559	14 542	15 101	606	15 707	20 051
Pierre-Neveu	255	10 474	10 729	153	10 882	10 582
Pontiac		2 961	2 961		2 961	3 654
Portage-du-Fort				35	35	31
Port-Cartier		11 598	11 598		11 598	11 264

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Prince-Daveluy	238	4 779	5 017	9	5 026	5 122
Quévillon	1 223	1 384	2 607	288	2 895	3 017
Rouyn-Noranda	708	11 978	12 686	1 221	13 907	13 409
St-Jean-sur-Richelieu	446	30 314	30 760		30 760	31 393
St-Jérôme	365	17 157	17 522	4 983	22 505	21 241
Seigneurie	817	4 436	5 253	650	5 903	5 597
Sept-Îles		30 824	30 824	1 425	32 249	31 858
Sherbrooke (catholique)	85	69 352	69 437	2 841	72 278	68 113
Sorel		14 334	14 334	76	14 410	14 032
Tadoussac		671	671		671	778
Thetford-Mines		10 012	10 012	1 603	11 615	10 913
Tracy	119	2 024	2 143	1 145	3 288	3 589
Valin		12 985	12 985	595	13 580	11 931
Vallée-de-la-Lièvre	537	7 673	8 210	71	8 281	8 335
Vallée-de-la-Matapédia	323	7 898	8 221	111	8 332	7 981
Valleyfield	736	9 126	9 862	434	10 296	10 237
Victoriaville		22 080	22 080	49	22 129	21 466
Warwick	48	1 249	1 297	823	2 120	1 619
Non régionalisées						
Baie-Comeau		100	100	8	108	87
Laurentienne		56	56	147	203	144
Conseil Scolaire						
Ile de Montréal	1 397	330 499	331 896	148 841	480 737	475 162
	<u>51 636</u>	<u>2 241 807</u>	<u>2 293 443</u>	<u>229 785</u>	<u>2 523 228</u>	<u>2 444 417</u>
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires		13 200	13 200		13 200	5 697
	<u>51 636</u>	<u>2 228 607</u>	<u>2 280 243</u>	<u>229 785</u>	<u>2 510 028</u>	<u>2 438 720</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Abitibi-Témiscamingue	2 210	12 868	15 078	202	15 280	12 753
Ahuntsic, Montréal	7 500	26 817	34 317	934	35 251	31 165
Alma	287	6 383	6 670	215	6 885	6 570
André-Laurendeau, LaSalle	2 500	27 253	29 753	377	30 130	28 333
Baie-Comeau	1 000	8 238	9 238	168	9 406	10 767
Bois-de-Boulogne, Montréal	2 775	8 631	11 406	56	11 462	9 863
Champlain (Régional), Sherbrooke	600	15 924	16 524	423	16 947	16 333
Chicoutimi	3 819	20 627	24 446	577	25 023	23 703
Dawson, Montréal	21 575	13 529	35 104	1 439	36 543	27 650
Drummondville	1 000	17 019	18 019	546	18 565	22 423
Édouard-Montpetit, Longueuil	9 122	28 997	38 119	1 728	39 847	35 096
François-Xavier-Garneau, Québec	6 550	9 503	16 053	262	16 315	15 549
Gaspésie et des Îles, Gaspé	2 575	18 073	20 648	294	20 942	14 295
Granby	179	5 532	5 711	236	5 947	4 579
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	20 900	16 199	37 099	515	37 614	36 373
Joliette de Lanaudière	4 087	6 062	10 149	322	10 471	9 425
Jonquière	4 213	17 997	22 210	452	22 662	20 173
La Pocatière	7 792	6 993	14 785	233	15 018	14 365
Lévis-Lauzon, Lauzon	1 000	22 987	23 987	391	24 378	22 121
Limoulu, Québec	3 540	25 952	29 492	530	30 022	27 249
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	3 693	19 093	22 786	278	23 064	18 603
Maisonnette, Montréal	7 547	11 281	18 828	381	19 209	18 533
Matane	1 000	5 660	6 660	192	6 852	5 750
Montmorency, Laval	2 500	19 633	22 133	63	22 196	21 437
Outaouais	3 558	18 536	22 094	596	22 690	21 419
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	7 700	11 393	19 093	308	19 401	16 922
Rimouski	12 954	12 343	25 297	800	26 097	25 354
Rivière-du-Loup	935	10 555	11 490	159	11 649	10 555
Rosemont, Montréal	15 553	7 335	22 888	511	23 399	21 750
St-Félicien	6 427	3 642	10 069	131	10 200	10 024
Ste-Foy	5 324	16 773	22 097	258	22 355	21 378
St-Hyacinthe		15 307	15 307	493	15 800	14 410
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	894	9 086	9 980	381	10 361	8 730
St-Jérôme	1 084	19 064	20 148	194	20 342	18 070
St-Laurent, Montréal	2 620	16 563	19 183	481	19 664	16 936
Sept-Îles	1 500	18 354	19 854	234	20 088	18 480
Shawinigan	1 500	12 366	13 866	363	14 229	12 848
Sherbrooke	6 653	20 095	26 748	294	27 042	25 070
Sorel-Tracy	200	16 936	17 136	454	17 590	14 281
Trois-Rivières	4 025	13 831	17 856	463	18 319	14 194
Valleyfield	4 183	13 403	17 586	319	17 905	16 637
Vanier, Montréal	9 796	17 758	27 554	700	28 254	18 361
Victoriaville	5 170	11 089	16 259	300	16 559	13 920
Vieux-Montréal	10 172	33 547	43 719	536	44 255	42 316
	218 212	669 227	887 439	18 789	906 228	814 763
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel		1 440	1 440		1 440	190
	218 212	667 787	885 999	18 789	904 788	814 573

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Bishops, Lennoxville	1 400		1 400		1 400	1 530
Concordia, Montréal	47 500	4 606	52 106		52 106	46 793
École des hautes études commerciales, Montréal	13 000	3 424	16 424		16 424	13 601
École polytechnique, Montréal	36 206	1 785	37 991		37 991	35 184
Laval, Ste-Foy	126 539	496	127 035		127 035	119 679
McGill, Montréal	117 468	10 921	128 389		128 389	116 872
Montréal	167 520	2 296	169 816		169 816	155 533
Sherbrooke	53 996	1 779	55 775		55 775	53 083
Université du Québec	290 020(*)	17 106	307 126(*)		307 126(*)	278 781
	<u>853 649(*)</u>	<u>42 413</u>	<u>896 062(*)</u>		<u>896 062(*)</u>	<u>821 056</u>

(*) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement de 1 324 196 \$ (983 877 \$ en 1986).

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende : A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Établissements de santé						
Alma: Hôtel-Dieu	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos: Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	2 050	95	2 145	20	2 165	2 263
Arthabaska: Hôtel-Dieu	3 975		3 975		3 975	3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000		1 000		1 000	1 000
Baie-Comeau:						
Centre hospitalier régional Baie-Comeau incluant les pavillons Boisvert et le Royer	6 030	4 123	10 153	17	10 170	9 934
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord				2 233	2 233	
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard	3 500	12 783	16 283	2 939	19 222	15 240
Centre hospitalier St-Augustin	2 030		2 030		2 030	2 030
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		3 058	3 058		3 058	3 050
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	2 960		2 960		2 960	2 960
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1 500	4 544	6 044		6 044	6 037
Charny: Hôpital Notre-Dame de Charny		11 453	11 453	2 206	13 659	12 099
Chicoutimi:						
Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Saguenay-Lac-St-Jean				4 887	4 887	
Hôpital de Chicoutimi Inc. incluant la Buanderie communautaire	8 400	6 309	14 709	19	14 728	14 499
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	1 360	1 479	2 839		2 839	2 890
Chisasibi-Baie James: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James				310	310	
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		60	60	940	1 000	
Cowansville: Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins	490		490		490	520
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		1 270	1 270		1 270	1 315
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	2 000	2 156	4 156		4 156	4 230
Hôpital Ste-Croix	1 000	5 407	6 407		6 407	7 992
Forestville: CLSC de Forestville		1 253	1 253	62	1 315	1 163
Gaspé:						
Hôtel-Dieu de Gaspé	3 785	2 344	6 129		6 129	6 535
Sanatorium Ross		696	696	844	1 540	
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	10 900	44 536	55 436	2 224	57 660	59 193
Granby: Centre hospitalier de Granby	2 500	3 070	5 570		5 570	5 500
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafleche-Grand-Mère	2 100	1 013	3 113	9	3 122	3 125
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	7 850	1 640	9 490	342	9 832	9 487
Havre St-Pierre: Centre de santé St-Jean-Eudes		1 186	1 186	262	1 448	1 335

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Hull:						
Centre hospitalier de la Piéta	1 000	2 760	3 760		3 760	3 857
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	8 500	6 899	15 399	3 467	18 866	18 566
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais				4 157	4 157	
Corporation centre local de services communautaires		1 885	1 885		1 885	2 140
Hôpital Pierre-Jannet	2 400		2 400		2 400	2 400
Joliette: Centre hospitalier régional de Lanaudière	12 330	21 450	33 780	2 148	35 928	30 729
Jonquière: Centre hospitalier de Jonquière	1 600		1 600		1 600	1 600
Kuujuaq: Centre hospitalier de l'Ungava		9 894	9 894	130	10 024	11 342
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.	950	1 131	2 081		2 081	2 120
LaSalle: Hôpital Général Lasalle	3 000	7 359	10 359	324	10 683	10 810
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise		949	949	100	1 049	
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		1 189	1 189		1 189	1 230
Laval:						
Cité de Santé de Laval	4 265	10 751	15 016		15 016	15 392
Les Escourmins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		3 670	3 670	276	3 946	3 871
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	1 635	7 368	9 003	451	9 454	9 275
Longueuil:						
Centre hospitalier Pierre-Boucher	15 118	33 354	48 472	844	49 316	51 281
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de la Montérégie				11 809	11 809	
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord	450		450		450	450
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki		235	235	766	1 001	
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	3 000	2 800	5 800		5 800	5 900
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane	1 300	1 684	2 984	81	3 065	3 117
C.L.S.C. Matane		391	391	21	412	388
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	2 000	3 393	5 393	34	5 427	3 800
Montmagny: Hôtel-Dieu de Montmagny	3 020		3 020		3 020	4 164
Montréal:						
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		4 649	4 649	1 610	6 259	6 662
Centre hospitalier Fleury		8 843	8 843	2 845	11 688	12 294
Centre hospitalier Jacques-Viger	3 000	3 926	6 926	25	6 951	6 855
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	2 100	1 199	3 299		3 299	3 440
Centre hospitalier gériatrique Maimonidès	2 000	3 251	5 251		5 251	5 382
Centre hospitalier Neurologique		2 472	2 472	749	3 221	2 190
Centre hospitalier St. Mary's	2 200	4 042	6 242	36	6 278	6 058
Centre de santé St-Henri Inc.	3 900		3 900		3 900	3 900
Centre local de services communautaires St-Henri		2 049	2 049	110	2 159	1 914
Centre local de services communautaires St-Louis du Parc		2 897	2 897	14	2 911	2 566
Conseil de la santé et des services sociaux de Montréal Métropolitain		920	920	46 764	47 684	
Corporation de l'Hôpital St-Charles Borromée		6 525	6 525		6 525	6 750
Hôpital Chinois de Montréal		3 356	3 356		3 356	2 600
Hôpital Général Juif	5 112	1 544	6 656	380	7 036	6 707
Hôpital Général de Montréal	1 000	11 080	12 080	185	12 265	7 563
Hôpital Jean-Talon	6 260	5 724	11 984		11 984	12 185
Hôpital Louis H.-Lafontaine		4 164	4 164	432	4 596	4 367

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Montréal:						
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	3 535	3 401	6 936	4 320	11 256	12 399
Hôpital Marie-Clarac		1 800	1 800		1 800	1 725
Hôpital de Montréal pour enfants	1 500	2 107	3 607	122	3 729	3 557
Hôpital Notre-Dame	14 000	2 034	16 034		16 034	19 719
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Hôpital Reddy Memorial	2 013		2 013		2 013	2 056
Hôpital Rivière-des-Prairies	40		40		40	90
Hôpital Royal Victoria		7 165	7 165	1 212	8 377	7 804
Hôpital du Sacré-Coeur	7 056	8 098	15 154	4 320	19 474	17 104
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc de Montréal	3 000	1 385	4 385	13	4 398	4 300
Hôpital Ste-Justine	6 743	20 345	27 088	2 206	29 294	23 464
Hôpital St-Luc	2 450	4 638	7 088	1 189	8 277	7 327
Hôpital St-Michel	1 500		1 500		1 500	1 965
Hôpital Santa Cabrini	510		510		510	1 021
Hôtel-Dieu de Montréal	2 275	7 943	10 218	947	11 165	11 076
Institut de cardiologie de Montréal	1 325	5 075	6 400	2 459	8 859	7 542
Institut Philippe-Pinel	4 050	2 016	6 066		6 066	6 138
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda incluant le Pavillon Youville	7 675	7 998	15 673	34	15 707	15 663
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général de Lakeshore	1 000	1 244	2 244	46	2 290	2 325
Povungnituk: Centre hospitalier Baie-d'Hudson		12 844	12 844	2 132	14 976	12 698
Québec:						
Clinique Roy-Rousseau		549	549	451	1 000	
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Québec				23 422	23 422	
Hôpital de l'Enfant-Jésus	2 801	6 798	9 599		9 599	18 201
Hôpital St-François-d'Assise	14 902	1 935	16 837	25	16 862	16 728
Hôpital St-Sacrement	1 600	2 054	3 654		3 654	4 895
Hôtel-Dieu de Québec	7 600	982	8 582	256	8 838	8 744
Hôpital Général de Québec		1 208	1 208	183	1 391	1 144
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur	16 885	20 174	37 059	1 140	38 199	41 100
Rimouski:						
Centre hospitalier régional de Rimouski	3 200	1 627	4 827	30	4 857	4 725
Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie				4 219	4 219	
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers	1 515		1 515		1 515	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires		1 926	1 926	677	2 603	2 426
Rivière-du-Loup: Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup	4 800		4 800		4 800	4 800
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	3 410		3 410		3 410	3 410
Rouyn: Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue				2 487	2 487	
Ste-Agathe-Sud: Hôpital Mont Sinai		1 982	1 982		1 982	2 050
Ste-Anne-des-Monts: Corporation de l'Hôpital des Monts	3 615		3 615		3 615	3 615
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	2 150		2 150		2 150	2 150
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		1 933	1 933		1 933	2 000
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien incluant le Centre d'accueil Maison du Sacré-Coeur		2 549	2 549	75	2 624	2 319
Ste-Foy:						
Centre hospitalier de l'Université Laval Hôpital Laval (1975)	1 300	15 888	17 188	1 083	18 271	19 197
		10 732	10 732	3 303	14 035	11 516
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce		4 027	4 027	432	4 459	4 430

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Ste-Germaine-du-Lac-Étchemin: Sanatorium Bégin		1 014	1 014	189	1 203	
St-Hyacinthe: Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc. Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe	5 540	5 528 2 389	11 068 2 389	625	11 068 3 014	11 090 2 933
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	5 740	7 354	13 094		13 094	13 050
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	1 600		1 600		1 600	1 600
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu de St-Jérôme Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière	7 515	4 171	11 686	20 868 5 813	32 554 5 813	28 688
St-Laurent: Centre hospitalier St-Laurent		2 368	2 368		2 368	2 450
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf	1 500		1 500		1 500	1 500
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires		1 920	1 920		1 920	1 844
Sept-Îles: Corporation de l'Hôpital de Sept-Îles	1 575	17 747	19 322	2 633	21 955	22 498
Shawinigan: Hôpital régional de la Mauricie	3 530	4 519	8 049		8 049	8 205
Sherbrooke: Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Estrie Corporation de l'hôpital d'Youville Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke Hôtel-Dieu de Sherbrooke	6 025 725 4 416	2 536 1 575 2 560	8 561 1 575 3 285 4 416	5 045 395	8 561 5 045 1 575 3 680 4 416	8 650 1 565 3 041 4 416
Sorel: Hôpital Général de Sorel Hôtel-Dieu de Sorel		6 625	6 625		6 625	104 6 500
Témiscamingue: Centre local de services communautaires de Témiscaming	1 350		1 350		1 350	1 350
Thetford-Mines: Hôpital Général de la région de l'Amiante Inc.	6 599	2 492	9 091		9 091	8 949
Trois-Rivières Centre hospitalier Ste-Marie Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Trois-Rivières	1 055		1 055	1 957 8 830	1 055 8 830	1 055 4 636
Val-d'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	5 699	1 274	6 973	141	7 114	7 097
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	10 900	19 882	30 782	303	31 085	32 207
Vanier: Hôpital Christ-Roi	1 250		1 250		1 250	1 250
Verdun: Centre hospitalier Douglas Centre hospitalier de Verdun Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun	1 100	6 746 8 774 1 498	6 746 8 774 2 598	1 569	8 315 8 774 2 598	6 044 9 327 2 650
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francs	4 375		4 375		4 375	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	250	2 546	2 796	45	2 841	2 784
Vimont: C.L.S.C. du Marigot		2 138	2 138	5	2 143	2 052
	<u>349 984</u>	<u>560 391</u>	<u>910 375</u>	<u>200 273</u>	<u>1 110 648</u>	<u>972 305</u>
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de santé		1 193	1 193		1 193	211
	<u>349 984</u>	<u>559 198</u>	<u>909 182</u>	<u>200 273</u>	<u>1 109 455</u>	<u>972 094</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
Établissements de services sociaux						
Andréville: Foyer Desjardins		363	363	48	411	404
Austin: Le Centre Butters Inc.		1 265	1 265	17	1 282	1 187
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord				791	791	
Chicoutimi:						
Beaumanoir de Chicoutimi Inc.	1 155		1 155		1 155	1 155
Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Saguenay-Lac-St-Jean				1 091	1 091	
Farnham: Foyer Farnham Inc.		154	154	64	218	212
Fortierville: Foyer Fortierville						13
Gaspé: Centre d'accueil Le Cabestan	500		500		500	500
Grand-Mère: Foyer de Grand-Mère		280	280	45	325	
Huberdeau: Accueil Vert-Pré		241	241	59	300	
Hull: Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Outaouais				991	991	
Iberville: Résidence Champagnat-d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Laval-des-Rapides: Centre d'accueil Cartier		264	264	476	740	740
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		2 346	2 346	202	2 548	2 376
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de la Montérégie				2 946	2 946	
Institut Nazareth et Louis-Braille		228	228	69	297	663
Louiseville: Centre d'accueil de Louiseville		454	454		454	455
Montréal:						
Boscoville		208	208	891	1 099	
Centre d'accueil Charlevoix		11	11	1 057	1 068	1 281
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	2 200	269	2 469	402	2 871	2 868
Centre d'accueil Mont St-Antoine		1 652	1 652		1 652	1 541
Centre d'accueil Pavillon Sung Pei						1 616
Centre Maronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		117	117	1 846	1 963	116
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain	7 025	1 800	8 825	7 678	16 503	8 800
Centre Rose Virginie Pelletier		1 111	1 111	419	1 530	
Domrémy Montréal	83		83		83	157
Institut Canadien-Polonais du bien-être Inc.		1 990	1 990		1 990	2 443
Manoir de l'Age d'or		37	37	1 692	1 729	1 729
Résidence Christophe-Colomb		3 137	3 137		3 137	2 818
Résidence Jean-de-la-Lande		7 789	7 789		7 789	6 500
Villa Notre-Dame-de-Grâce	195		195		195	233
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	619		619		619	698
Québec:						
Centre d'accueil St-Antoine	500		500		500	500
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Québec				5 279	5 279	
Corporation d'hébergement du Québec	150 913	204 345	355 258		355 258	298 202
Pavillon St-Charles de Limoilou		116	116	1 301	1 417	
Rimouski: Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie				1 333	1 333	
Rouyn: Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue				810	810	
Rivière-ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin	290	350	640		640	484

	A-1	A-2	Sous- total	B	1987	1986
St-Alexandre: Foyer Villa Maria		415	415	9	424	385
St-André-Avalin: Centre d'accueil la Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800
St-Damien-de-Buckland: Centre d'accueil Pavillon des Jeunes	328		328		328	547
Ste-Claire: Villa Prévost		3	3	524	527	
Ste-Foy: Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	325		325		325	480
St-Hyacinthe: Les Pavillons Bois-Joly		374	374	24	398	361
St-Jacques: Les C.A. Montcalm		7	7	339	346	346
St-Jérôme: Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière				1 524	1 524	
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir Pointe-Bleue(1978)	500	996	1 496		1 496	1 530
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame de la Protection		503	503	3	506	469
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	111		111		111	185
Shawinigan: Centre d'accueil de Shawinigan-Sud		6	6	344	350	
Sherbrooke:						
Résidence de l'Estrie		573	573	132	705	447
Le Relais St-François		375	375	19	394	
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Estrie		74	74	1 337	1 411	
Sorel: Les Ateliers Riverains		623	623	75	698	638
Trois-Rivières:						
Foyer Joseph-Denys Inc.		320	320		320	300
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Trois-Rivières				1 863	1 863	
Val-d'Or: Foyer de Val-d'Or Inc.						76
Windsor: Centre d'accueil de Windsor						2 570
	<u>176 894</u>	<u>232 796</u>	<u>409 690</u>	<u>35 700</u>	<u>445 390</u>	<u>358 175</u>
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de services sociaux		398	398		398	70
	<u>176 894</u>	<u>232 398</u>	<u>409 292</u>	<u>35 700</u>	<u>444 992</u>	<u>358 105</u>
	<u>526 878</u>	<u>791 596</u>	<u>1 318 474</u>	<u>235 973</u>	<u>1 554 447(*)</u>	<u>1 330 199</u>

(*) Excluant la compensation financière de 984 000 \$ (1 016 000 \$ en 1986) à la communauté religieuse du centre hospitalier régional de la Beauce.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1987	1986
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beaconsfield		165	165	
Beauharnois	7 870		7 870	7 207
Blainville	834		834	373
Boisbriand	1 199		1 199	961
Bois-des-Filion	74		74	75
Boucherville	11 130		11 130	9 414
Brossard	10 839		10 839	8 584
Candiac	3 899		3 899	
Chambly	1 113		1 113	599
Châteauguay	14 979		14 979	11 721
Côte-St-Luc		1 249	1 249	
Deison	1 879		1 879	
Deux-Montagnes	2 296		2 296	2 165
Dorion	4 858		4 858	3 935
Greenfield-Park	4 104		4 104	3 455
Île-Perrot	434		434	361
La Prairie	3 513		3 513	
LaSalle	163		163	119
Laval	122 181	2 395	124 576	79 667
Lemoyne	1 301		1 301	1 111
Longueuil	52 663		52 663	40 963
Lorraine	238		238	139
Maple-Grove	2 306		2 306	1 938
Marieville	2 543		2 543	2 250
Notre-Dame-de-L'Île-Perrot	4 756		4 756	2 229
Outremont	1 796		1 796	
Pincourt				883
Richelieu	212		212	102
Rosemère	388		388	238
Ste-Catherine	1 989		1 989	
St-Constant	2 603		2 603	28
St-Eustache	1 009		1 009	338
St-Hubert	13 082		13 082	9 807
St-Julie	2 950		2 950	2 299
St-Lambert	3 909		3 909	3 296
St-Thérèse	1 032		1 032	522
Terrasse-Vaudreuil	1 031		1 031	484
Varenes	6 516		6 516	2 702
Vaudreuil	5 122		5 122	3 900
Verchères	520		520	177
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	630		630	446
Beauport	437	346	783	122
Cap-Rouge	773		773	725
Charlesbourg	2 283	887	3 170	1 087
Charny	16		16	32
Lauzon	1 163		1 163	972
Lévis	963		963	699
Loretteville	1 228		1 228	1 029
Québec	9 640	501	10 141	7 013
St-Augustin-de-Desmaures	16		16	
Ste-Brigitte-de-Laval		214	214	
Ste-Catherine		271	271	
St-David-de-L'Auberivière	411		411	328
Ste-Foy	6 156		6 156	5 760
St-Nicolas	9	304	313	17
St-Pierre		102	102	
St-Romuald	18		18	37
Sillery		510	510	
Val-Bélair	377	665	1 042	143
Vanier	365		365	329

	Assainis- sement des eaux	Autres	1987	1986
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	17 708	987	18 695	17 438
Abitibi-Ouest	119	998	1 117	101
Arthabaska	24 836		24 836	19 463
Beauce-Nord	20 164	225	20 389	13 809
Beauce-Sud	32 768		32 768	24 401
Beauharnois	32 031	962	32 993	24 331
Bellechasse	3 581		3 581	3 100
Berthier	6 343		6 343	5 434
Brome-Missisquoi	20 184	2 176	22 360	15 701
Champlain	3 229		3 229	2 507
Charlevoix	1 190	214	1 404	827
Chauveau	3 324		3 324	2 174
Chicoutimi	16 064		16 064	13 437
Deux-Montagnes	208		208	201
Drummond	9 430	923	10 353	4 110
Dubuc	8 315	1 116	9 431	6 415
Frontenac	30 957		30 957	27 230
Gaspé	1 881		1 881	538
Gatineau	1 845		1 845	1 338
Hull	330	279	609	547
Iberville	16 721		16 721	14 180
Johnson	18 367		18 367	16 454
Joliette	3 673		3 673	1 790
Jonquière	26 498		26 498	24 545
Kamouraska-Témiscouata	9 702		9 702	8 265
Labelle	26 001	125	26 126	19 537
Lac-St-Jean	39 649		39 649	34 330
L'Assomption	13 355		13 355	8 489
Laviolette	13 728		13 728	10 255
Lévis	15		15	31
Lotbinière	1 761	175	1 936	674
Maskinongé	805		805	287
Matane	12 454		12 454	11 926
Matapédia	8 594	628	9 222	6 789
Mégantic-Compton	11 036		11 036	10 300
Montmagny-L'Islet	1 625	190	1 815	1 400
Nicolet	2 390		2 390	1 227
Orford	27 898	2 825	30 723	23 103
Papineau	3 665		3 665	2 711
Pontiac	2 357		2 357	1 003
Portneuf	8 834	172	9 006	6 278
Prévost	1 593		1 593	1 435
Richelieu	3 171		3 171	768
Richmond	11 561		11 561	4 797
Rimouski	26 786		26 786	11 277
Rivière-du-Loup	11 235		11 235	8 770
Roberval	29 984		29 984	22 175
Rousseau	14 170	338	14 508	9 114
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	8 035		8 035	3 431
Saguenay	951		951	67
Shefford	31 943	1 035	32 978	31 187
Sherbrooke	12 873		12 873	6 971
St-François	7 349		7 349	5 659
St-Hyacinthe	40 934		40 934	32 596
St-Jean	286		286	201
St-Maurice	670		670	43
Terrebonne	466		466	408
Trois-Rivières	7 930		7 930	3 896
Ungava	5 943		5 943	9 809
Vaudreuil-Soulanges	2 272		2 272	607
Verchères	2 903		2 903	1 838
	<u>1 026 506</u>	<u>20 977</u>	<u>1 047 483</u>	<u>762 506</u>
Moins:				
Montant inscrit au passif — « Provision pour financer l'assainissement des eaux »	<u>7 149</u>		<u>7 149</u>	<u>1 580</u>
	<u>1 019 357</u>	<u>20 977</u>	<u>1 040 334</u>	<u>760 926</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1987	1986
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		12 838	12 838	8 938
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		44 693	44 693	35 906
Communauté régionale de l'Outaouais	64 627		64 627	65 336
Communauté urbaine de Montréal	519 255	833 743	1 352 998	1 215 164
Communauté urbaine de Québec	52 358		52 358	26 009
Corporation intermunicipale de transports des Forges		5 245	5 245	5 042
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec		7 065	7 065	1 859
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		6 242	6 242	5 920
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		8 068	8 068	6 878
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		656	656	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		97 766	97 766	80 426
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		16 514	16 514	17 301
Société de transport de Ville de Laval		14 655	14 655	15 595
	636 240	1 047 485	1 683 725	1 484 374
	1 655 597	1 068 462	2 724 059	2 245 300

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET DIVERS ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Sociétés d'État		
Musée du Québec	3 850	
Radio - Québec	3 675	3 950
Société de la Place des Arts de Montréal	35 679	36 030
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 543(*)	32 008
	<u>73 747</u>	<u>71 988</u>
Divers organismes		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	39	394
Séminaire de Québec	430	780
Autres	5 093	
	<u>5 562</u>	<u>1 174</u>
	<u>79 309</u>	<u>73 162</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 6 940 209 \$ inscrit au passif — « Provision pour financer l'assainissement des eaux ».

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1987	1986
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Beauharnois	284		284	1 849
Beloeil		186	186	267
Blainville	6 868	25	6 893	7 399
Boisbriand	824	64	888	1 768
Bois-des-Filion	2 933	62	2 995	91
Boucherville	22 412	298	22 710	24 489
Brossard	20 915	437	21 352	23 819
Candiac	9 458	50	9 508	13 210
Carignan		167	167	178
Chambly	9 390	39	9 429	10 191
Châteauguay	10 997		10 997	15 065
Côte-St-Luc				1 249
Delson	4 992	112	5 104	6 749
Deux-Montagnes	1 601		1 601	1 847
Dorion	658	106	764	2 036
Dorval				375
Greenfield-Park	7 560	110	7 670	8 327
Île-Perrot	2 985	46	3 031	3 469
Lachenaie		163	163	206
Lachine		495	495	495
La Prairie	8 418		8 418	11 732
LaSalle	2 133		2 133	2 593
Laval	61 541		61 541	96 754
Le Gardeur	1 459	143	1 602	272
Lemoyne				1 660
L'Épiphanie, ville		534	534	547
Longueuil	67 836	7 535	75 371	90 701
Lorraine	3 074	102	3 176	3 413
Maple-Grove	1 097		1 097	1 385
Marieville	2 059	375	2 434	2 709
Montréal		26 150	26 150	36 459
Mont-St-Hilaire		43	43	30
Notre-Dame-de-L'Île-Perrot	2 907	1 167	4 074	5 822
Outremont		208	208	375
Pincourt	2 550	479	3 029	4 164
Pointe-Calumet		2 356	2 356	2 634
Richelieu	1 862		1 862	2 011
Rosemère	3 998	14	4 012	4 245
St-Amable		4 256	4 256	5 387
Ste-Anne-de-Bellevue		118	118	429
St-Basile-Le-Grand		41	41	
St-Catherine	5 228		5 228	7 135
St-Constant	6 714		6 714	9 211
St-Eustache	8 128	196	8 324	9 916
St-Hubert	33 808	1 189	34 997	38 556
St-Joseph-du-Lac				106
St-Julie	496	1 261	1 757	3 075
St-Lambert	7 837	466	8 303	9 111
St-Mathieu-de-Beloeil		221	221	254
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard				151
Ste-Thérèse	12 575	506	13 081	13 654
Terrasse-Vaudreuil	650		650	293
Terrebonne		387	387	686
Varenes	675	1 274	1 949	5 238
Vaudreuil	593		593	2 415
Vaudreuil-sur-le-Lac		481	481	543
Verchères	5 273		5 273	5 615
Verdun		517	517	750

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1987	1986
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette	697	391	1 088	1 708
Beauport	3 530	282	3 812	5 193
Beaupré				219
Cap-Rouge	983	106	1 089	1 546
Charlesbourg	2 349	1 084	3 433	6 083
Charny		107	107	
Lac-Delage				375
Lac St-Charles	1 110	1 632	2 742	1 872
Lauzon	13 036	388	13 424	14 072
Lévis	13 475	451	13 926	14 723
Loretteville	1 622		1 622	2 154
Québec	1 555	8 985	10 540	8 395
St-Augustin-de-Desmaures	982	323	1 305	197
Ste-Brigitte-de-Laval				220
Ste-Catherine				277
St-David-de-L'Auberivière	4 413	185	4 598	4 771
St-Dunstan-du-Lac-Beauport		265	265	439
Ste-Foy	5 376	704	6 080	1 759
St-Nicolas		97	97	310
St-Pierre				116
St-Romuald		237	237	122
Sillery		572	572	1 616
Val-Bélair	25		25	676
Vanier	238		238	891
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	753	818	1 571	2 760
Abitibi-Ouest	34	571	605	2 657
Argenteuil		1 929	1 929	1 933
Arthabaska	10 890	1 204	12 094	15 286
Beauce-Nord	15 221	11 412	26 633	35 493
Beauce-Sud	5 373	3 361	8 734	17 242
Beauharnois	11 206	808	12 014	21 238
Bellechasse	2 709	6 164	8 873	9 820
Berthier	5 252	3 068	8 320	9 578
Bonaventure	3 742	328	4 070	1 604
Brome-Missisquoi	7 473	7 045	14 518	18 415
Champlain	13 337		13 337	15 400
Chapleau		907	907	986
Charlevoix	2 738	590	3 328	4 213
Châteauguay		862	862	24
Chauveau	1 456	75	1 531	2 781
Chicoutimi	14 225	199	14 424	18 709
Deux-Montagnes	5	384	389	587
Drummond	46 888	3 755	50 643	13 126
Dubuc	11 202	748	11 950	14 617
Duplessis		2 701	2 701	2 809
Frontenac	3 448	3 854	7 302	11 324
Gaspé	11 579	6 779	18 358	16 668
Gatineau	9 621	500	10 121	2 802
Hull	1 584	444	2 028	2 653
Huntingdon		1 632	1 632	2 211
Iberville	9 377	1 680	11 057	12 261
Îles-de-la-Madeleine		85	85	23
Johnson	3 736	2 811	6 547	7 194
Joliette	31 636	4 370	36 006	37 804
Jonquière	4 156	253	4 409	7 517
Kamouraska-Témiscouata	5 631	4 667	10 298	13 270
Labelle	2 967	3 618	6 585	12 094
Lac-St-Jean	4 190	1 615	5 805	11 013
Laporte		47	47	46
L'Assomption	24 510	172	24 682	29 756
Laviolette	10 345	1 249	11 594	14 966
Lévis		2 294	2 294	2 745
Lotbinière	1 547	5 633	7 180	8 128
Maskinongé	15 957	340	16 297	14 934
Matane	728	1 669	2 397	2 350

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1987	1986
Diverses circonscriptions électorales (suite)				
Matapédia	2 763	1 588	4 351	7 044
Mégantic-Compton	4 564	1 935	6 499	7 138
Montmagny-L'Islet	979	6 857	7 836	4 609
Montmorency		845	845	935
Nelligan				165
Nicolet	1 666	2 320	3 986	5 658
Orford	7 170	6 631	13 801	17 542
Papineau	84	782	866	1 816
Pontiac	412	281	693	2 191
Portneuf	4 313	7 039	11 352	11 221
Prévost	2 050	5 032	7 082	6 627
Richelieu	48 281	2 149	50 430	54 085
Richmond	4 472	3 496	7 968	16 279
Rimouski	5 310	738	6 048	23 182
Rivière-du-Loup	8 200	6 375	14 575	19 199
Roberval	6 576	3 303	9 879	16 031
Rousseau	7 713	2 295	10 008	14 580
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	4 599	6 281	10 880	14 801
Saguenay	23 451	2 024	25 475	26 255
Shelford	6 656	967	7 623	10 779
Sherbrooke	31 585	556	32 141	35 563
St-François	9 600	516	10 116	12 130
St-Hyacinthe	9 210	2 287	11 497	22 386
St-Jean	1 186	294	1 480	2 104
St-Maurice	2 547	227	2 774	3 328
Terrebonne	405	758	1 163	1 293
Trois-Rivières	37 533	4 526	42 059	46 544
Ungava	2 416	25 162	27 578	21 825
Vaudreuil-Soulanges	379	1 251	1 630	3 678
Verchères	676	2 813	3 489	4 421
	920 491	258 157	1 178 648	1 403 290
Organismes municipaux				
Aqueduc intermunicipal du Bas-Richelieu		21	21	243
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais				4 418
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		6 613	6 613	17 505
Commission intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec				4 266
Communauté régionale de l'Outaouais	130		130	179
Communauté urbaine de Montréal	508 448	47 684	556 132	670 433
Communauté urbaine de Québec	196 890		196 890	227 201
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay		1 249	1 249	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal				9 794
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		20 143	20 143	
Société de transport de Ville de Laval		937	937	
	705 468	76 647	782 115	934 039
	1 625 959	334 804	1 960 763	2 337 329

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
SOCIÉTÉ D'ÉTAT ET DIVERS ORGANISMES ET SOCIÉTÉS

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Société d'État		
Société du parc industriel du centre du Québec	268	
Divers organismes et sociétés		
Aide à l'industrie		
Aide à la production et à la commerciali- sation des produits agro-alimentaires	4 088	
Aide au développement régional	4 612	
Assistance à l'industrie minérale	7 583	35 000
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	49 910	53 646
Développement de l'industrie forestière	4 955	1 044
Développement des économies de l'énergie		46
Développement des pêches maritimes	1 736	9 420
Aide aux loisirs et à la culture	6 961	22 060
Autres	6 805	8 241
	86 650	129 457
	86 918	129 457

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC, À L'HABITATION FAMILIALE ET AUTRES

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Imputable à des crédits permanents		
Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1		
Engagements au 31 mars 1987	278 568	278 568
Moins:		
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	89 151	88 731
	189 417(1)	189 837
Engagements réels au 31 mars 1987		
Moins:		
Montant payé	185 492(2)	184 255
	3 925	5 582
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3 subvention à la Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 254 et représentant la partie capital du remboursement d'emprunt	2 103	2 311
Loi sur le centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8	69 700	87 500
	75 728	95 393

(1) Les engagements autorisés par la Loi ne doivent pas excéder 225 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
SOLDE À VERSER POUR DES APPORTS DE CAPITAUX À DES ENTREPRISES
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, IMPUTABLE À DES CRÉDITS PERMANENTS

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Société de développement autochtone de la Baie-James, L.R.Q. c. S-9.1	250	500
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12		27 000
Société nationale de l'amiante, L.R.Q., c. S-18.2		21 500
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22	36 100	36 100
	<u>36 350</u>	<u>85 100</u>

NOTE:

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte « Placements », de 36 500 000 \$ concernant le capital-actions.

Excluant 500 000 \$ pour la Société de développement des industries de la culture et des communications pour lequel une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés.

Ministère des Finances



QMDF A 003832



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances